



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Introduction

Anna Bellavitis et Valentina Sapienza
[texte](#) | [bibliographie](#) | [notes](#) | [citation](#) | [auteurs](#)

Texte intégral

- 1 Le dossier que nous présentons ici est issu de deux rencontres que nous avons organisées dans le cadre du projet ANR/FNS GAWS *Garzoni: apprenticeship work society in Early Modern Venice* ; l'atelier doctoral *Sources pour l'histoire économique européenne (XIIIe-XVIIIe siècles) : Apprentissage et transmission des savoir-faire* (Arezzo, Fraternita dei Laici, 3-7 juillet 2017) et les deux sessions *Apprenticeship, work and creation in Early Modern Europe* au colloque du *European Labour History Network* (Paris, 2-4 novembre 2017) ¹.
- 2 Les articles choisis pour ce dossier présentent différentes modalités de transmission des connaissances techniques, des savoir-faire artisanaux et artistiques dans plusieurs contextes, urbains, mais aussi ruraux, en Italie, Espagne, France, Angleterre, Pays-Bas, Finlande. La comparaison entre Europe du Nord et Europe du Sud et l'inclusion des métiers d'art reflètent à la fois nos spécialités respectives et nos environnements de recherche et nous semblent des éléments importants de nouveauté, en dépit d'une production de plus en plus riche ². C'est justement de ces spécificités que nous souhaitons partir, pour essayer de commencer à construire une comparaison à l'échelle européenne. On constate, sans grande surprise, la grande variété des formes, des lieux, des rétributions et des contextes institutionnels et normatifs. D'ailleurs, dans certaines régions d'Europe, un apprentissage rural existait aussi, organisé par les paroisses et en dehors du système corporatif (Uotila).
- 3 Ce n'est pas la première fois que ce constat est fait : depuis quelques années, les recherches historiques ont déconstruit l'image de l'apprenti telle que l'historiographie traditionnelle sur les corps de métier nous l'avait transmise, selon laquelle la progression apprenti, compagnon, maître était le fondement de l'organisation du travail [urbain](#). Nous n'allons certainement pas affirmer que cette image est complètement fautive, mais nous pouvons sans état d'âme conclure qu'elle est partielle, au moins pour trois raisons : car le statut


• ¹ L'apprentissage à Venise à l'époque moderne fait actuellement l'objet d'un programme ANR/FNS (2015 (...))

• ² Cf. par exemple, De Munck – Kaplan – Soly 2007 ; Bellavitis – Martini – Sarti 2016 ; Bellavitis – (...)



Politiques de publication

Suivez-nous


 Flux RSS

Lettres d'information



La Lettre d'OpenEdition



d'apprenti ne débouchait pas nécessairement sur une carrière corporative ; car l'apprentissage ne se faisait pas que dans la maison du maître, mais aussi dans les institutions d'assistance et enfin car l'apprentissage organisé par les corps de métier était surtout – même si non exclusivement – réservé à des individus de sexe masculin.

- 4 Le débat entre Stephan R. Epstein et Sheilagh Ogilvie sur les corps de métier continue à nourrir les réflexions et les recherches des historiens du travail aux époques médiévale et moderne. Au cœur du débat, il y a la fonction de l'apprentissage, moyen efficace de formation, qui n'empêche pas l'innovation technique et la circulation des connaissances, pour l'un, et, au contraire, part d'un mécanisme figé de préservation des privilèges et du capital social pour l'autre³, mais un aspect qui n'est peut-être pas suffisamment souligné, à ce sujet, c'est le fait que Epstein était un historien de l'Italie et Ogilvie est une historienne de l'Allemagne et que les corps de métier n'ont ni les mêmes fonctions ni la même organisation dans les deux contextes.
 - 3 Epstein 2008 ; Ogilvie 2008.
- 5 Les recherches des dernières années ont montré la grande diversité des institutions qui allaient, dans l'Europe médiévale et moderne, sous le nom de « guildes », « corps de métier » et, plus tard, « corporations » et notamment leurs différentes politiques d'inclusion ou exclusion, leur capacité à produire ou à accepter des innovations, ainsi que le différent poids politique de ces institutions selon les lieux et les périodes. Le cas du conflit entre les maîtres teinturiers rouennais et la nouvelle manufacture Gonin, au milieu du XVIII^e siècle, est un exemple de comment la nouvelle vague des inventions qui caractérise la période, et que l'État français soutient et encourage, se heurte aux résistances corporatives : dans ce cas, il n'est même plus question d'apprentissage, car la formation est offerte à des ouvriers expérimentés (Amiot).
- 6 Les systèmes scolaires ne sont pas exclus de notre horizon, notamment à travers le cas de la formation des jeunes marchands, qui, dans l'Italie de la Renaissance, se faisait à la fois dans les écoles communales d'abaque, de plus en plus nombreuses depuis le XIII^e siècle, et « sur le tas », en commençant par les tâches manuelles et jusqu'aux voyages sur les lieux des foires et des marchés, comme il apparaît à l'étude des correspondances marchandes (Tumino).
- 7 Même dans le domaine de l'apprentissage des métiers artisanaux et artistiques, formation et participation active au travail de la boutique se mélangaient et se superposaient sans que l'on puisse, dans beaucoup de cas, les séparer, ni dans la journée de travail, ni au cours de la période que le jeune apprenti consacrait à sa formation.
- 8 De même, les tâches de l'apprenti comprenaient une partie de « service domestique » et il arrive que les contrats mentionnent, à la suite d'un métier, l'obligation de « servir » voire même, dans le cas de contrats de jeunes filles, de garder les enfants du maître⁴. Dans la Venise d'époque moderne, l'apprentissage du métier de batelier sur les nombreux bacs qui permettaient de circuler en ville et de relier la ville à la Terre ferme n'était pas réglementé mais la première étape de la formation se faisait très souvent au service d'un noble, comme gondolier (Quillien).
 - 4 Bellavitis 2006.
- 9 Prenons l'exemple de ce qu'on appelle le « skill premium », c'est-à-dire la somme qui est payée par la famille de l'apprenti au maître en échange de la formation. Une somme élevée constituerait évidemment un frein à la mobilité sociale et la preuve que les corps de métier sont des institutions fermées qui n'encouragent pas la diffusion des connaissances ni l'accès à leur capital social. Les recherches sur l'Angleterre du XVIII^e siècle ont montré que le montant du « skill premium » dépendait du métier, ce qui n'est pas très surprenant, mais aussi que les familles plus riches pouvaient racheter des années d'apprentissage – qui en Angleterre, depuis le *Statute of artificers* de 1563, était de sept ans pour tous les métiers – permettant ainsi à leurs enfants d'accéder plus tôt à la vie active. Néanmoins, même pour des métiers manuels, la somme à payer restait élevée, correspondant, dans le cas d'ouvriers du bâtiment voulant payer à leurs enfants un apprentissage de maçon ou de tisserand, à presque une année de travail⁵.
 - 5 Minns – Wallis 2013.
- 10 Dans beaucoup d'études sur l'Europe du Nord, l'existence même de ce « skill premium » est considérée comme allant de soi⁶ ; or, en réalité, dans des villes comme Venise, Barcelone ou Madrid, ce n'était pas du tout le cas. Le paiement aux maîtres était limité à une poignée de métiers prestigieux, alors que le plus souvent l'apprenti était logé et nourri – parfois ces dépenses étaient partagées entre le maître et la famille de l'apprenti : par exemple à Venise, les frais d'habillement étaient généralement à la charge de l'apprenti – et pouvait recevoir un « salaire » à la fin du contrat. L'existence de ce « salaire » était la norme dans le cas de Venise, où seulement dans 4 % des cas l'apprenti payait son maître et dans 17 % des cas ne recevait aucun salaire, ce qui explique aussi très probablement pourquoi le pourcentage de fuites et d'interruptions du contrat avant sa fin était beaucoup moins élevé que dans d'autres contextes : il était de 45 % dans la guilde des ébénistes de
 - 6 De Munck – Kaplan – Soly 2007.
 - 7 De Munck – Soly 2007.
 - 8 Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître. 

Londres entre 1540 et 1590 ; de 30 % à la fin du XVIII^e siècle en France ; de 20 % chez les relieurs de livres et de 57 % chez les serruriers à Vienne aux XVIII^e et XIX^e siècles ⁷. À Venise, les contrats interrompus par la fuite de l'apprenti étaient seulement 10 % ⁸ car évidemment l'apprenti avait tout intérêt à attendre la fin du contrat pour obtenir sa rétribution. En revanche, dans les métiers liés à la peinture, c'est-à-dire ceux qui étaient compris dans la *Fraglia dei pittori*, la situation était plus variée : 77 % des apprentis peintres et 38 % des apprentis enlumineurs ne recevaient pas de salaire (Bellavitis, Sapienza).

- 11 À Madrid, le paiement de l'apprenti est quasi exclusivement en nature jusqu'à la fin de l'époque moderne, alors que le salaire en argent monte en flèche à partir de 1800, passant de 1,6 % entre 1650 et 1699 à 9,7 % un siècle plus tard et atteignant 31,4 % entre 1800 et 1834. Chez les barbiers chirurgiens, ce sont dans 63 % des cas les apprentis qui payent les maîtres, pourcentage qui descend à 46,8 % pour les maréchaux-ferrants, et à 39,1 % pour les peintres (Nieto Sanchez, Lopez Barahona). À Barcelone aussi, la différence entre un métier de la vie quotidienne, celui de boulanger, et un métier artistique, celui de doreur, est attestée : les apprentis doreurs ne recevaient pas de salaire et les familles négociaient avec les maîtres le partage des frais pour la nourriture et le logement (Lugand), alors que les apprentis boulangers, qui étaient logés chez les maîtres, recevaient un salaire équivalant à un tiers ou à la moitié de celui des compagnons (Renom). Pouvons-nous en conclure que les métiers étaient plus ouverts en Italie et en Espagne qu'en Angleterre ?
- 12 Ouverture et fermeture, inclusion et exclusion dépendaient des conjonctures économiques, politiques et parfois aussi religieuses. Ceci a été souligné par les études sur le travail des femmes, qui ont démontré que, notamment dans le cas italien, les corps de métier s'adaptèrent, dans ce domaine aussi, aux nécessités de la production et que l'inclusion des femmes pouvait être un moyen efficace de baisser les coûts de production pour faire face à la concurrence internationale (Bellavitis, Sapienza) ⁹. 
- 13 Les sources qui permettent de juger du degré d'ouverture ou fermeture des métiers urbains sont avant tout les règlements de chaque guild, des sources souvent très riches, qui reflètent l'évolution des normes, les conflits entre métiers et contribuent à définir les prérogatives, les privilèges, les monopoles et finalement l'identité de chaque métier (Rivière). 
- 14 Les règlements toutefois ne donnent pas toujours des renseignements sur la formation des artisans : c'est le cas de 58 % des règlements rouennais et de 47 % des règlements parisiens, remontant aux XIII^e et au XIV^e siècle (Rivière). Dans les villes italiennes, moins de la moitié des règlements de 1300 à 1800 contiennent des normes sur l'apprentissage ¹⁰ ; à Anvers, les règlements des peintres sont parmi les moins détaillés en ce qui concerne l'apprentissage, à la différence d'autres métiers que l'on peut aussi qualifier d'artistiques, mais dont la production est plus standardisée, tels que les brodeurs ou les fabricants de coffres (Peeters). Nous retrouvons ici la spécificité du métier de peintre alors que, dans le cas de Venise, les règlements sont assez explicites même pour les peintres et d'ailleurs il faut préciser que les corps de métier vénitiens sont particulièrement nombreux et possèdent des règlements parmi les plus riches d'Italie (Bellavitis, Sapienza). Les règlements des métiers sont en fait le résultat de négociations avec d'autres instances, telles que les autorités urbaines, voire de l'État (Renom), notamment quand il s'agit du « service public », comme dans le cas des bateliers des bacs vénitiens (Quillien).
- 15 Les autorités urbaines ou de l'État interviennent par exemple de manière assez systématique quand il s'agit de limiter l'accès des étrangers à l'apprentissage, ou, au contraire, d'accepter comme maîtres des étrangers ayant effectué ailleurs leur formation, ce qui arrive dans les périodes de crise, comme à Rouen lors de la guerre de Cent Ans (Rivière), ou à Venise lors des épidémies de peste (Bellavitis, Sapienza).
- 16 Celle des étrangers est en effet une question cruciale. Dans le cas anglais, le *Statute of artificers* de 1563 et les *Poor Laws* de 1602 semblent avoir encouragé la migration des campagnes et des villages vers la capitale ¹¹. Dans le contexte très spécifique de Londres à l'époque moderne, où l'apprentissage était aussi une étape indispensable pour obtenir la citoyenneté (*freedom*), il arrive que les apprentis revendiquent un rôle politique : ce fut le cas au moment de la Révolution anglaise, comme il est témoigné par des ballades et par les pétitions qu'ils adressent au Parlement. Le cas anglais est, dans ce domaine aussi, très particulier car les apprentis sont des « citizens-in-training » (Heverin).
- 17 Dans d'autres contextes, où la gestion de l'apprentissage n'était pas aussi centralisée, les règlements de chaque corporation ou de chaque ville définissent, de manière spécifique selon les différents contextes et périodes, les modalités d'accès des immigrés aux différentes étapes de la carrière corporative : de ce point de vue, l'apprentissage peut être défini une structure d'intégration dans la communauté urbaine.

• 9 Bellavitis 2016.

• 10 Mocarrelli 2008.

• 11 Humphries 2003.

- 18 La durée de l'apprentissage est généralement définie par les règlements de chaque métier, mais il s'agit d'une durée théorique, qui peut être bien inférieure au temps nécessaire à apprendre véritablement le métier. C'était certainement le cas pour des métiers très spécialisés, comme les *speziali* florentins, dont une partie, au XV^e siècle, se spécialisent dans la production de poudre à canons (Ansani), ou les peintres anversois pour qui les règlements prévoyaient une période d'apprentissage de quatre ans, alors que, dans les faits, la formation d'un maître peintre durait en réalité entre cinq et quinze ans (Peeters). La durée peut évoluer dans le temps et de toute façon la comparaison avec les contrats a montré dans beaucoup de cas que la durée s'adapte aux cas individuels, à l'âge de l'apprenti (Bellavitis, Sapienza ; Renom) comme aux relations existantes entre maîtres et apprentis.
- 19 Comment savoir ce qu'un apprenti peut véritablement apprendre ? Ni les règlements ni les contrats ne sont très explicites sur le contenu de l'apprentissage ni sur le chef-d'œuvre ou l'examen que l'apprenti doit passer à la fin de son contrat. Il y a aussi des apprentis qui n'y parviennent pas et, dans le cas de Madrid, leur « salaire différé » de fin de contrat est diminué (Nieto Sanchez, Lopez Barahona). D'ailleurs, une cause assez fréquente de conflit entre maîtres et apprentis est le contenu de la formation : les sources judiciaires ou notariales montrent souvent des cas d'apprentis qui accusent leurs maîtres de ne pas vouloir leur apprendre leur métier (Bellavitis, Sapienza).
- 20 Chez les boulangers de Barcelone, 47 % des apprentis deviennent maîtres (Renom), mais, chez les peintres d'Anvers, ce pourcentage est seulement de 20,3 % (Peeters). D'ailleurs : pourquoi former un jeune qui pourrait un jour devenir un concurrent ? Ce dilemme est particulièrement crucial dans les métiers artistiques (Peeters, Lugand), mais pas uniquement (Rivière) et la limitation du nombre d'apprentis par atelier – présente dans tous les règlements de métier, quelques exceptions mises à part (Bellavitis, Sapienza) – est étroitement liée à la nécessité de garder autant que possible l'exclusivité d'un savoir-faire, quand on ne peut pas le transmettre en famille.
- 21 La transmission du métier à l'intérieur de la famille laisse peu de traces documentaires et surtout dans des sources non corporatives, comme les livres de famille ou les testaments et, d'ailleurs, les fils des maîtres sont souvent exonérés d'apprentissage et payent des droits d'inscription inférieurs aux *outsiders* **12**. D'autre part, la transmission intrafamiliale et la création de dynasties d'artisans ou d'artistes impliquent la transmission d'une génération à l'autre des capacités professionnelles, mais supposent aussi l'existence de talents individuels, notamment dans les métiers artistiques, et d'une communauté d'intérêts et d'objectifs qui ne sont ni prévisibles ni contrôlables (Peeters, Ansani).
- 22 Même si on peut parfois aussi trouver des contrats entre membres de la même famille **13**, l'apprentissage organisé et structuré par les corps de métier nous parle surtout de jeunes gens qui quittent leur famille d'origine pour aller vivre dans la famille du maître artisan qui s'engage à leur apprendre son métier. Il s'agit souvent de migrants, mais pas uniquement, comme le montrent aussi tous les articles de ce dossier. Dans un cas, comme dans l'autre, nous pouvons tenter de tirer des conclusions sur les structures familiales et sur les modalités d'éducation d'une société donnée. Ainsi, alors qu'au XVIII^e siècle, entre 7,5 et 10 % des jeunes Anglais a effectué une période d'apprentissage dans une autre famille et souvent en quittant sa ville ou son village d'origine pour s'installer à Londres **14**, ce pourcentage est autour de 1,5 % dans la Venise moderne **15**. Dans le deuxième cas, l'apprentissage est étroitement lié au monde artisanal, alors que, dans le cas anglais, le « service » est un moyen d'éducation qui traverse les groupes sociaux. La cohabitation de l'apprenti avec son maître souffrait néanmoins des exceptions : c'était le cas à Venise, à la fin du XVI^e siècle, d'enfants âgés de quatre ou six ans mis en apprentissage chez des tricoteurs ou des couturières **16**. Dans certains contextes, la résidence de l'apprenti chez son maître est imposée par les corps de métier : c'était le cas à Anvers aux XVI^e siècle et XVII^e siècles, où il s'agissait surtout d'éviter que des « faux maîtres » embauchent des ouvriers, non résidents, en les faisant passer par apprentis **17**.
- 23 L'apprenti est un jeune en formation et les âges de début d'apprentissage peuvent varier considérablement selon les lieux, les métiers et les époques : 14 ans semble être l'âge le plus répandu, mais un peu partout on trouve des apprentis beaucoup plus jeunes ou beaucoup plus âgés **18** et, dans des métiers qui demandent plus de force physique, les apprentis sont plus âgés (Uotila).
- 24 L'apprenti est généralement un jeune homme : à Madrid, les filles ne représentent que 1 % des apprentis et elles se concentrent surtout dans les institutions d'assistance (Nieto Sanchez, Lopez Barahona) ; alors que, dans d'autres contextes, les pourcentages peuvent être un peu plus élevés, atteignant, dans le cas de l'Art de la laine à Florence au XVI^e et XVII^e siècle, 22 % **19**. Ce haut pourcentage des jeunes filles parmi les apprentis dans l'Art de la laine florentine a été expliqué par le fait qu'il s'agit plus que

• **12** Sur la transmission du métier dans la famille, cf. De Munck 2010.

• **13** Erbosio 2017.

• **14** Humphries 2003.

• **15** Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître.

• **16** Bellavitis 2006.

• **17** De Munck 2010.

• **18** Bellavitis 2006 ; De Munck – Kaplan – Soly 2007.

• **19** Bellavitis 2016.

• **20** Marcello 1993 ; Groppi 1996.

• **21** Wallis 2008.

d'apprentissage de travail salarié à bas coût²⁰. Mais : ne serait-ce pas toujours – aussi – le cas ? Quand l'apprenti recevait un « salaire différé » à la fin du contrat, sa contribution à l'activité productive de l'atelier est évidente, et les salaires « progressifs », qui augmentaient d'année en année montrent aussi très clairement que l'apprenti devenait de plus en plus productif (Bellavitis, Sapienza). Pour le cas anglais, en revanche, où les apprentis payaient leurs maîtres, l'hypothèse a été émise qu'en dépit du pourcentage très élevé de fuites la formation ait été également assurée, car en réalité la relation d'apprentissage était à la fois une relation de formation et une relation de travail où l'apprenti fournissait « useful work » à son maître depuis son arrivée dans l'atelier et la formation était faite en parallèle²¹. On comprend aussi que, dans un contexte normatif où l'apprentissage avait, pour tous les métiers, une durée fixe de 7 ans, qui était très longue, par rapport au reste de l'Europe, une interruption prématurée du contrat ne devait pas forcément signifier que l'apprenti n'avait pas été suffisamment formé. L'apprenti avait donc obtenu ce pour quoi il avait payé son maître – la formation – et le maître avait profité du travail productif de l'apprenti, après avoir investi du temps dans sa formation.

- 25 En conclusion, donc, « salaire » à la fin du contrat ou « skill premium » n'apparaissent pas comme des modalités complètement opposées de « monétiser » la formation d'un jeune et, même si la complexité de la relation d'apprentissage et plus généralement de toute forme de transmission des compétences techniques impose la plus grande prudence, l'existence d'éléments communs, en dépit des évolutions « divergentes » des économies européennes, nous encourage à poursuivre dans l'effort de comparaison et dans le projet de parvenir à une histoire européenne de l'apprentissage.

Bibliographie

Bellavitis 2006 = A. Bellavitis, *Apprentissages masculins, apprentissages féminins à Venise au XVI^e siècle*, dans *Histoire Urbaine*, 15, 2006, p. 49-73.

Bellavitis 2016 = A. Bellavitis, *Il lavoro delle donne nelle città dell'Europa moderna*, Rome, 2016.

Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître = A. Bellavitis, R. Cella, G. Colavizza, *Apprenticeship in early modern Venice*, dans M. Prak, P. Wallis (dir.), *Apprenticeship in early modern Europe*, à paraître.

Bellavitis – Frank – Sapienza 2017 = A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa*, Mantoue, 2017.

Bellavitis – Martini – Sarti, 2016 = A. Bellavitis, M. Martini, R. Sarti, *Familles laborieuses. Rémunération, transmission et apprentissage dans les ateliers familiaux de la fin du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, dossier dans *MEFRIM*, 128-1, 2016, <https://journals.openedition.org/mefrim/2366>

De Munck 2010 = B. De Munck, *From brotherhood community to civil society? Apprentices between guild, household and the freedom of contract in early modern Antwerp*, dans *Social History*, 35-1, 2010, p. 1-20.

De Munck, Kaplan, Soly 2007 = B. De Munck, S. Kaplan, H. Soly (dir.), *Learning on the shop floor. Historical perspectives on apprenticeship*, New York-Oxford, 2007.

De Munck, Soly 2007 = B. De Munck, H. Soly, *Learning on the shop floor in historical perspectives*, dans B. De Munck, S. Kaplan, H. Soly (dir.), *Learning on the shop floor. Historical perspectives on apprenticeship*, New York-Oxford, 2007, p. 3-32.

Epstein 2008 = S.R. Epstein, *Craft guilds in the pre-modern economy: a discussion*, dans *The Economic History Review*, 61-1, 2008, p. 155-174.

Erboso 2017 = A. Erboso, *Botteghe familiari e lavoro femminile nei contratti dei garzoni della Giustizia Vecchia*, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa*, Mantoue, 2017, p. 285-300.

Groppi 1996 = A. Groppi (dir.), *Il lavoro delle donne*, Rome-Bari, 1996.

Humphries 2003 = J. Humphries, *English apprenticeship: A neglected factor in the first industrial revolution*, dans P.A. David, M. Thomas (dir.), *The economic future in historical perspective*, Oxford 2003, p. 73-102.

Marcello 1993 = L. Marcello, *Andare a bottega. Adolescenza e apprendistato nelle arti (secc. XVI-XVII)*, dans O. Niccoli (dir.), *Infanzie. Funzioni di un gruppo liminale dal mondo classico all'età moderna*, Florence, 1993, p. 231-251.

Minns, Wallis 2013 = C. Minns, P. Wallis, *The price of human capital in a preindustrial economy: Premiums and apprenticeship contracts in 18th century England*, dans *Explorations in Economic History*, 50-3, 2013, p. 335-350.



Ogilvie 2004 = S.C. Ogilvie, *Guilds, efficiency, and social capital: Evidence from German proto-industry*, dans *Economic History Review*, 57, 2004, p. 286-333.

Ogilvie 2008 = S.C. Ogilvie, *Rehabilitating the guilds: A reply*, dans *Economic Historic Review*, 61-1, 2008, p. 175-182.

Prak, Wallis à paraître = M. Prak, P. Wallis (dir.), *Apprenticeship in early modern Europe*, à paraître.



Wallis 2008 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in Premodern England*, dans *The Journal of Economic History*, 68-3, 2008, p. 832-861.

Notes



1 L'apprentissage à Venise à l'époque moderne fait actuellement l'objet d'un programme ANR/FNS (2015-2019), avec la collaboration des universités de Lille et Rouen et de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (garzoni.hypotheses.org). Pour les aspects informatiques, voir le « billet » de Maud Ehrmann, garzoni.hypotheses.org/204). Le programme a bénéficié du soutien constant de la direction des Archives d'État de Venise et de l'expertise des archivistes. Les responsables du programme, Valentina Sapienza, Frédéric Kaplan et Anna Bellavitis, tiennent à exprimer toute leur gratitude à l'ancien directeur des Archives, Dr. Raffaele Santoro et à l'actuelle directrice, Dr.ssa Giovanna Giubbini, pour avoir mis à leur disposition des espaces de travail et facilité l'accès aux sources et remercient tout particulièrement, pour sa contribution scientifique au projet, la Dr.ssa Michela Dal Borgo. La préparation du programme de recherche a été possible grâce au soutien de la Maison européenne des Sciences de l'Homme et de la Société de Lille, du Centre National de la Recherche Scientifique – Délégation Nord Pas de Calais et Picardie, de l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion de l'université de Lille, du Groupe de Recherche d'Histoire de l'université de Rouen, de l'université de Warwick, du laboratoire Savoirs et pratiques du Moyen Âge au XIX^e siècle de l'École Pratique des Hautes Études de Paris, de l'université Franco-Italienne, du Dipartimento di Filosofia e Beni culturali et du Dipartimento di Studi Umanistici de l'université Ca' Foscari de Venise, de l'Istituto di Storia dell'arte de la Fondazione Cini, de l'université de Rijeka et de l'université de Ljubljana.



2 Cf. par exemple, De Munck – Kaplan – Soly 2007 ; Bellavitis – Martini – Sarti 2016 ; Bellavitis – Frank – Sapienza 2017 ; Prak – Wallis (à paraître).



3 Epstein 2008 ; Ogilvie 2008.

4 Bellavitis 2006.

5 Minns – Wallis 2013.

6 De Munck – Kaplan – Soly 2007.

7 De Munck – Soly 2007.

8 Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître.



9 Bellavitis 2016.

10 Mocarelli 2008.

11 Humphries 2003.

12 Sur la transmission du métier dans la famille, cf. De Munck 2010.

13 Erbosio 2017.

14 Humphries 2003.

15 Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître.



16 Bellavitis 2006.

17 De Munck 2010.

18 Bellavitis 2006 ; De Munck – Kaplan – Soly 2007.

19 **Bellavitis 2016.**



20 Marcello 1993 ; Groppi 1996.

21 Wallis 2008.

Pour citer cet article

Référence électronique

Anna Bellavitis et Valentina Sapienza, « Introduction », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6380>

Auteurs

Anna Bellavitis

Université de Rouen

Articles du même auteur

Les « Garzoni » vénitiens entre apprentissage, service domestique et travail salarié [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 131-1 | 2019

Une histoire de la famille à part entière ? [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 128-1 | 2016

Introduzione [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 125-1 | 2013

De l'usage du fidéicommiss à l'âge moderne. État des lieux [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 124-2 | 2012

Valentina Sapienza

Université Ca' Foscari, université de Lille

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

Voir la notice dans le catalogue OpenEdition

Plan du site – Flux de syndication

Nous adhérons à OpenEdition Journals – Édité avec Lodel – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

L'institutionnalisation de l'apprentissage et les organisations de métiers à Rouen à la fin du Moyen Âge

François Rivière

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Français English

Stephan R. Epstein a présenté le contrôle de la formation comme une fonction essentielle pour la pérennité des guildes du secteur manufacturier. À Rouen, les premières sources sur l'apprentissage et sur les organisations de métiers émergent de manière conjointe à la fin du XIII^e siècle. Une analyse systématique des sources normatives jusqu'en 1382 montre que la mise par écrit des règles de certaines professions de service peut éluder cette question mais qu'une majorité des institutions professionnelles encadrent la formation, dans des proportions comparables à Paris. La réglementation régit le nombre d'apprentis par maître et la durée d'apprentissage en vue de la maîtrise plus que le respect des contrats. Les enjeux portent sur la nécessité de cette formation institutionnalisée pour des travailleurs qui ont déjà acquis des compétences techniques dans des professions voisines ou hors de la ville de Rouen : l'apprentissage transmet des savoir-faire mais aussi des normes sociales qui déterminent l'appartenance à des organisations de métiers. Ces dernières tentent souvent de transformer les contrats de formation en embauche de main d'œuvre à bas coût, conclus en échange de l'accès à la maîtrise. Mais elles doivent parfois laisser travailler des ouvriers qui ne sont pas maîtres, ou qui n'ont fait qu'une partie du temps d'apprentissage réglementaire, car les autorités privilégient des règles attirant les migrants. Si l'encadrement de l'apprentissage disparaît alors parfois dans des organisations de métiers « foraines » créées pendant la guerre de Cent Ans, cela n'est que temporaire, y compris dans des activités de service comme les bouchers, qui veillent sans doute à la transmission d'une culture du travail (C. Poni, S. Cerutti). Le lien avec l'innovation suggéré par Stephan R. Epstein n'apparaît guère mais le détournement des fonctions de garantie de la qualité et de la qualification pour constituer des rentes est sans doute limité par l'appui des autorités publiques aux concurrents discriminés.

Entrées d'index

Mots-clés : guildes, métiers, organisations professionnelles, corporations, apprentissage, marché du travail, identité professionnelle, Rouen, Paris, bas Moyen Âge



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

L'institutionnalisation de l'apprentissage et les organisations de métiers à Rouen à la fin du Moyen Âge

François Rivière

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Français English

Stephan R. Epstein argued that the enforcement of training contracts by craft guilds of the manufacturing sector was one of their essential functions and explained their durability. In Rouen, the first sources on apprenticeship and on craft organisations at the end of the thirteenth century are linked together. A systematic analysis of the normative sources up to 1382 shows that the rules on training were not written down in a minority of crafts in the service sector, but that a majority of professional organisations controlled apprenticeship, the proportions being in the same order as in Paris. Craft rules set the number of apprentices per master and the length of the training required to become a master but did little to enforce the contracts. The focus was on the usefulness of this institutionalised training for workers who had already acquired technical skills in neighbouring crafts or outside the city of Rouen: apprenticeship transferred know-how but also social norms that determine whether a worker belonged to a professional organisation. The latter often tried to turn contracts of apprenticeship into cheap labour contracts aiming at obtaining a mastership. But they sometimes had to allow workers who were not masters or who had only completed a part of the statutory apprenticeship to practice the craft, because the authorities favoured rules attracting migrants. If some craft guilds for "foreigners" created during the Hundred years war did not regulated training, it was only temporary, including in crafts providing services like the butchers, who probably pass on a work culture (C. Poni, S. Cerutti). The case of Rouen does not emphasize the role that innovation could play according to Stephan R. Epstein. But the creation of rents by abusing the control of quality and skills was probably restricted by the support of the authorities to rival workers who were discriminated against.

Entrées d'index

Mots-clés : guildes, métiers, organisations professionnelles, corporations, apprentissage, marché du travail, identité professionnelle, Rouen, Paris, bas Moyen Âge



Keywords : guilds, crafts, craft organisations, apprenticeship, labor market, professional identity, Rouen, Paris, late Middle Ages

Plan

L'inégale rédaction des normes collectives sur l'apprentissage, entre lacunes documentaires et enjeux sociaux

Quel contrôle de l'apprentissage par les organisations de métiers ?

L'apprentissage pour délimiter des organisations de métiers voisines

Apprentissage et identité urbaine

Une ouverture limitée de l'apprentissage

Annexe

Texte intégral

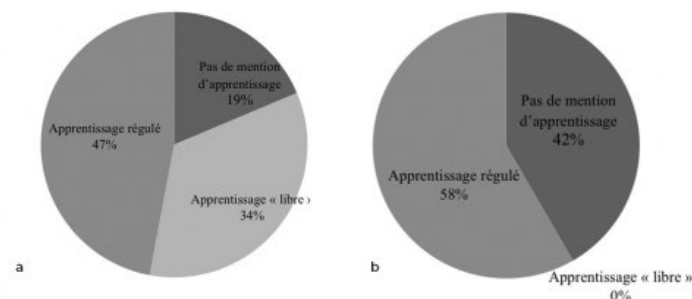
- Dans le duché de Normandie, l'ordonnance des plâtriers de Rouen du 8 avril 1290 est la plus ancienne ordonnance retrouvée à relier la rédaction de règles professionnelles avec l'instauration de gardes, mais aussi la première source sur l'apprentissage, qui est mentionné dans quatre des neuf dispositions de ce texte ¹. À la fin du XIII^e siècle, l'apprentissage émerge dans la documentation normande, au même moment où les institutions professionnelles se développent pour former une catégorie spécifique, les «*mestiers*». Ce terme ne désigne plus seulement des professions de manière générale : il peut aussi renvoyer à un ensemble d'activités manufacturières ou commerciales qui se caractérisent par l'adoption de règles similaires, généralement appliquées par des agents assermentés issus de la profession elle-même, les gardes ².
- Cet encadrement de la formation peut être rapproché de celui des corporations ou des «*guilds*», qui a été interprété par des historiens de l'économie comme une manière de partager les coûts et les bénéfices cachés de la formation. Selon Stephan R. Epstein ³, cette gestion collective de l'apprentissage aurait expliqué la longévité des organisations professionnelles, en créant un marché du travail spécifique et un accès privilégié aux rentes liées à l'innovation. Si les organisations de métiers de Rouen ne sont qu'exceptionnellement dotées d'une juridiction autonome ⁴, elles répondent aux critères de cet historien de l'économie, car elles reposent sur des groupes professionnels où les maîtres doivent payer des frais d'entrée et coopèrent avec les autorités pour établir et faire appliquer une réglementation ⁵. Le cas rouennais se prête donc à l'étude de la lutte contre des pratiques opportunistes, qui font l'intérêt des organisations professionnelles malgré leur pouvoir limité ⁶.
- Pour la ville de Rouen, l'historiographie existante n'a étudié l'apprentissage que dans les secteurs du bâtiment ⁷ et du textile ⁸. En s'appuyant sur ces jalons, il est possible d'envisager une analyse transversale qui permettrait de distinguer les spécificités des professions, le rôle du contexte socio-économique et les logiques institutionnelles. Dans cette perspective, les textes réglementaires concernant la catégorie des métiers ont été sollicités de manière systématique pour la période allant de 1290 à 1382, à l'époque où la ville de Rouen dispose d'une commune qui émet la majorité des actes régulant les professions. Le volume limité de la documentation permet de viser l'exhaustivité : à cette période, 74 textes introduisant des normes professionnelles sont attestés, dont 30 n'ont pas été retrouvés (40,5 %) ⁹. Sur les 35 organisations de métiers concernées par ces règlements, 24 peuvent donc être analysées grâce à ces sources (68,5 %). Par la suite, l'accroissement des archives conservées a conduit à privilégier les dossiers évaluateurs qui avaient déjà émergé dans le paysage documentaire au cours du XIV^e siècle. Ces sources normatives ont été recoupées avec les quelques vestiges de la juridiction gracieuse et contentieuse de la commune pour les années 1355 et 1365, qui enregistre des contrats ou des litiges liés à l'apprentissage ¹⁰. Un échantillon des contrats rédigés sous forme authentique par les gardes des sceaux et tabellions de Rouen a également été collecté dans les registres conservés à partir de 1360 ¹¹.

L'inégale rédaction des normes collectives sur l'apprentissage, entre

Iacunes documentaires et enjeux sociaux

- 4 Parmi les 24 groupes professionnels dont la réglementation a été conservée, seuls 14 sont dotés de normes écrites sur l'apprentissage, soit environ 58 %. Mais même dans les dix autres organisations de métiers **12**, cette question peut relever d'usages avérés par d'autres documents. En effet, les sources normatives collectées pour la période communale à Rouen ne sont pas toutes des statuts au sens de « forme écrite et stabilisée du droit local » **13**, mais souvent la rédaction dispersée et mouvante de dispositions qui n'éclairent que certains aspects des institutions de métiers. On relève des normes professionnelles dans le règlement d'une confrérie **14**, dans des procédures judiciaires **15** ou dans des baux de halle **16**. Le bail de la halle des fileurs et fileuses en 1345 **17** rappelle ainsi qu'il faut avoir fait un « service » d'apprenti et un serment pour avoir le droit de vendre dans ce bâtiment. En revanche, ces conditions d'entrée dans l'organisation de métier ne figurent pas dans la sentence de la commune de Rouen de 1363, qui oblige tous les couteliers à contribuer à la rente due pour leur halle, même s'ils ne l'utilisent pas **18**. Néanmoins des usages gouvernaient certainement la formation professionnelle. L'ordonnance plus détaillée qui sera rédigée en 1402 rappelle l'existence d'un texte de l'époque communale qui devait exiger un apprentissage de six ans minimum pour accéder à la maîtrise, comme c'est le cas en 1402 **19**. C'est ce que suggèrent les huit contrats d'apprentissage de coutellerie retrouvés dans les registres du tabellionage de Rouen entre 1364 et 1397 : la moitié des engagements dure précisément six ans et aucun n'est plus court **20**.
- 5 L'étude des ordonnances conservées constitue donc une forme de sondage dépendant des problèmes de conservation, mais qui permet d'appréhender les règles les plus fréquentes ou les absences troublantes.
- 6 La représentativité du corpus rassemblé est confirmée par la comparaison avec Paris, où la conservation de la réglementation professionnelle a été plus massive, grâce à la compilation initiée sous l'impulsion du prévôt Étienne Boileau à partir de 1266 et bien connue sous le nom de « livre des métiers » **21**. Sur 101 organisations de métiers dont les normes ont été ainsi conservées, 19 n'évoquent pas du tout l'apprentissage, 35 le mentionnent mais le laissent libre de contraintes et 48 le réglementent **22**.

Fig. 1 – a. Paris, règlements de 101 organisations de métiers; b. Rouen, règlements de 24 organisations de métiers.



Agrandir

a : Règlements de métiers conservés entre 1266 et 1328 d'après Lespinasse – Bonnardot 1879 ; b : Règlements de métiers conservés entre 1290 et 1382 ; sources en annexe.

- 7 Les textes rouennais ne précisent jamais si l'apprentissage est libre, mais dans les deux villes, une large partie de la réglementation professionnelle écrite ne s'intéresse guère à l'encadrement de la formation, notamment pour les activités commerciales **23**. À Rouen, les courtiers ou les poissonniers sont dotés de statuts détaillés qui n'évoquent pas les apprentis, tandis que l'ordonnance sur la halle des merciers ne rappelle pas d'obligation d'avoir effectué un service. La similarité entre les deux villes atteint ses limites avec les merciers, qui réglementent l'apprentissage à Paris dès le XIII^e siècle, ce qui est également attesté tardivement à Rouen par les statuts de 1508 **24**. En revanche, les sources normatives sur les poissonniers sont remarquablement cohérentes : contrairement aux bouchers, par exemple, leur réglementation ne mentionne pas du tout l'apprentissage, ni à Paris dans le Livre des métiers **25**, ni à Rouen même après l'époque communale **26**, ni dans les autres villes normandes où elle a été retrouvée : Dieppe, Évreux, Lisieux, Eu ou Vernon **27**. L'absence persistante de ce type de norme paraît également significative dans les ordonnances des changeurs de Rouen de 1325 puis de 1366 : ces actes prévoient la vérification de la compétence et de la bonne réputation des travailleurs, sans s'intéresser à la manière dont cette qualification a été acquise **28**. La pluriactivité, connue pour être prégnante dans le commerce de la monnaie, pourrait être un facteur explicatif **29** : le règlement de 1325 indique que des orfèvres, des merciers, des épiciers, des

- **12** Les boulangers, les changeurs, les chandeliers de cire, les chaussetiers-chaperonniers, les courtiers (...)
- **13** Cammarosano – Chastang 2014, p. 390.
- **14** L'ordonnance de la confrérie de la Trinité, Saint Amand et Saint Aignan, fondée à l'église Saint-A (...)
- **15** Les plus anciennes règles des drapiers sont ainsi conservées grâce à leur modification par un arrêté (...)
- **16** Bail de la halle des drapiers en 1307, des fileurs en 1345 ou des chaussetiers-chaperonniers en 13 (...)
- **17** Voir annexe.
- **18** Voir annexe.
- **19** Beurepaire 1892, p. 232 et 234. Ce texte pourrait être la sentence de 1363 mais il est probable q (...)
- **20** Beurepaire 1892, p. 224-225. Trois apprentissages atteignent six ans et demi, huit et neuf ans. U (...)
- **21** Caroline Bourlet a montré que les éditions de référence contiennent des règlements postérieurs à É (...)
- **22** Geremek 1968, p. 29-31. Les règlements de métiers laissant l'apprentissage libre stipulent par exe (...)

- **23** Bronislaw Geremek dénombre six occupations uniquement liées au commerce parmi celles dont la règle (...)
- **24** Paris : Lespinasse – Bonnardot 1879, p. 157. Rouen : ORF, t. XXI, p. 364-366.
- **25** Lespinasse – Bonnardot 1879, p. 214-222.
- **26** Voir les règlements des poissonniers de 1407 (ORF, t. IX, p. 245-246), 1422 (BNF, ms. fr. 5 950, f (...))
- **27** Voir les règlements de Dieppe en 1322 et 1396 (Coppinger 1884, p. 15 et 53-54), d'Eu en 1351 et

chandeliers ou même des chaussetiers pouvaient pratiquer le change.

- 8 Chez les changeurs comme chez les poissonniers, si des normes non écrites sur l'apprentissage ont pu exister, elles sont ignorées avec constance lors de la rédaction d'ordonnances. Malgré la difficulté à appréhender les normes professionnelles en vigueur dans un contexte coutumier, l'apprentissage paraît donc avoir une importance moindre dans le secteur du commerce et des services. Ce constat empirique appuie la pertinence d'une hypothèse de Stephan R. Epstein, qui n'inclut que le secteur manufacturier dans son analyse des liens entre guildes et apprentissage³⁰ : une partie des activités de services paraît peu se préoccuper de l'institutionnalisation de la formation, du moins dans un premier temps pour les merciers ou les changeurs.
- 9 Mais il demeure que la régulation collective de l'apprentissage est attestée de manière précoce dans une majorité des organisations de métiers de Rouen comme de Paris, et que la mise par écrit des dispositions sur ce sujet augmente encore cette proportion au cours des XIV^e et XV^e siècles. Quels aspects de la formation n'ont-ils pas été laissés à la seule appréciation des contractants et quels objectifs étaient ainsi visés ?

14 (...)

- 28 Voir annexe. À Paris, la localisation des changeurs est réglementée depuis Philippe le Bel, mais l (...)
- 29 Chevalier 1973, p. 154-156 ; Contamine et al. 2004, p. 262-263. Cette pluriactivité a également été (...)
- 30 Epstein 1998, p. 685, note 2.

Quel contrôle de l'apprentissage par les organisations de métiers ?

- 10 L'entrée en apprentissage n'est guère formalisée par les règlements des métiers : sur les 14 organisations de métiers rouennaises documentées à l'époque communale, seules huit indiquent une prestation de serment devant les autorités urbaines³¹. En revanche, les 14 organisations de métiers se préoccupent toutes de fixer le nombre d'apprentis par maître et la durée de l'engagement. Hormis les fabricants de cardes qui autorisent à avoir deux apprentis en même temps, chaque formateur est censé n'en avoir qu'un seul à la fois. Cette restriction est tellement habituelle dans la réglementation professionnelle de France septentrionale³² que c'est son absence qui est signalée dans les activités parisiennes où l'apprentissage est décrit comme libre. Derrière l'intérêt pédagogique parfois invoqué, il s'agit sans doute d'une manière de raréfier la main-d'œuvre qualifiée afin de limiter la concurrence, comme le faisait remarquer Adam Smith à propos des corporations de son époque en 1776³³.
- 11 Outre le nombre d'apprentis par maître, les 14 organisations de métiers qui encadrent la formation fixent toutes une durée minimum d'apprentissage, qui est présentée chez 13 d'entre elles comme une condition pour devenir maître³⁴. Le temps requis varie d'1 an chez les foulons à sept ans chez les fabricants de courroies, mais il est le plus souvent de quatre ans (7 cas sur 14) ou moins (5 cas), ce qui correspond à la longueur moyenne des contrats à Marseille avant 1347³⁵. Seuls les textes des fabricants de courroies (7 ans) et des plâtriers (5 ans) prévoient une formation de plus de quatre ans³⁶. On peut y rajouter des usages des couteliers³⁷ ou des étameurs³⁸ fixant un minimum de six ans : cela correspond à la pratique des contrats dès le XIV^e siècle, même si leur rédaction n'a pas été conservée avant le XV^e siècle. Les organisations de métiers rouennaises requièrent donc un temps d'apprentissage sensiblement plus court que celles du *Livre des métiers* de Paris, où seuls quatre des 47 textes prescrivent une durée de deux à quatre ans, alors que la majorité (31) demandent huit à dix ans³⁹. Bronislaw Geremek attribue cette longueur déconnectée de la difficulté technique des activités à un mélange de traditions et de politique freinant l'accès de nouveaux travailleurs à la profession : les organisations de métiers de Rouen seraient donc nettement plus ouvertes. Le débauchage ou la fugue de l'apprenti peuvent certes toujours y être des risques lorsque la durée minimale est dépassée pour compenser le faible coût monétaire de la formation par du travail peu rémunéré, comme cela est explicitement prévu par un apprentissage de boucher de 1381⁴⁰. Mais des clauses pour lutter contre ce phénomène n'ont été retrouvées que dans quatre organisations de métiers⁴¹, alors que cette préoccupation paraît plus prégnante à Lisieux ou à Paris voire à Toulouse⁴². Plutôt que d'encadrer les contrats de formation, l'insistance sur la durée de service vise à construire les conditions d'appartenance aux organisations professionnelles.

- 31 Ce sont les chandeliers de suif en 1361, les cordonniers en 1375, les couvreurs en 1315, les grand (...)
- 32 Elle est également présente dans les ordonnances des métiers d'Ypres dès la fin du XIII^e siècle. D (...)
- 33 Smith 1976, p. 79 et 135-140. 1^{er} livre, chapitre VII, § 31 et X, 2^e partie, § 5-16. Cette idée a (...)
- 34 Seule l'ordonnance des cordonniers de 1375 détache la durée minimum d'apprentissage de la candidat (...)
- 35 Michaud 1994, p. 23.
- 36 Voir annexe.
- 37 Voir *supra*.
- 38 Les 11 apprentissages d'étameurs recensés par Philippe Lardin durent tous six ans (Lardin 2014, p. (...))
- 39 Geremek 1968, p. 31.
- 40 ADMS, 2E 1/153, f. 189 r^o. Le paiement de 8 francs d'or au formateur peut être annulé si l'apprent (...)
- 41 Ce sont les ordonnances des plâtriers en 1290, des cordonniers en 1375, des fabricants de cardes e (...)
- 42 Geremek 1968, p. 34 et 55. À Lisieux, la réglementation en ce sens concerne 10 des 23 organisation (...)

L'apprentissage pour délimiter des organisations de métiers voisines

- 12 Au milieu du XIV^e siècle, un procès entre deux groupes de drapiers de Rouen révèle comment les dispositions sur la formation peuvent être utilisées pour définir des identités communautaires que la division du travail ne détermine pas nettement. Depuis le XIII^e siècle, la draperie rouennaise est divisée en au moins deux organisations de métiers, les drapiers de draps unis et ceux de draps rayés, qui disposent chacune d'une halle en 1261⁴³. Mais les drapiers

- 43 Strayer 1936, p. 34.
- 44 Roch 2013, p. 34.
- 45 ORF, t. II, p. 396-399.
- 46 Roch 2013, p. 33-34.

de draps rayés font sans doute face à un déclin de leur produit, qui s'efface de la documentation dans les années 1360 ⁴⁴. Cherchant à se reconverter, ils sont autorisés en 1349 à faire aussi des draps unis par deux ordonnances communales. Les drapiers de draps unis demandent l'annulation de ces nouveaux règlements et le litige atteint en 1350 la cour suprême du duché de Normandie, l'Échiquier ⁴⁵. D'après la sentence, les drapiers de draps unis ont invoqué leurs ordonnances, qui exigent d'avoir « appris et servi depuis certain temps que ils declaroient en leurdit mestier de grant draperie en ladite ville de Rouen, combien que celui qui le voudroit faire sceut bien ouvrer ». L'apprentissage constitue donc un service qui doit avoir été effectué dans la ville de Rouen elle-même, indépendamment de la compétence préalable du travailleur. L'enjeu serait donc formel, au-delà de la qualification que les fabricants de draps rayés affirment posséder, puisque leur spécialité nécessite plus d'habileté : les « biffes » rayées qu'ils produisent sont en effet une innovation complexe ⁴⁶. Le compromis trouvé par l'Échiquier est que les maîtres des deux types de draperie n'auront à effectuer que la moitié du temps d'apprentissage coutumier et à payer la moitié des frais pour acquérir la « franchise » de l'autre organisation de métier. Pour bénéficier des privilèges de ces groupes institutionnalisés, il ne suffit donc pas d'être qualifié et de pouvoir payer les frais d'entrée : il faut avoir effectué un stage de formation, ce qui nécessite l'accord des maîtres en place. La sentence précise d'ailleurs que les membres des deux communautés ne pourront refuser de prendre leurs confrères en apprentissage ! Les fils de maîtres sont explicitement soumis à la procédure comme les autres et les employés ne pourront fabriquer que la sorte de draps de l'organisation à laquelle ils appartiennent. Or l'obligation pour les valets rémunérés d'avoir fait leur apprentissage était peut-être déjà en vigueur ⁴⁷. L'obligation de formation vise bien ici à limiter l'activité que pourraient engendrer les nouveaux maîtres à travers leur famille et leurs employés plutôt qu'à garder un secret de fabrication : l'accès à la grande draperie est autorisé aux drapiers de draps rayés et vice-versa, du moment qu'ils acceptent de s'intégrer dans l'organisation de métier correspondante. L'enjeu n'est pas la qualification technique, déjà acquise dans une profession très voisine, mais sans doute plutôt la reconnaissance de l'autorité des maîtres en place, ainsi que la prestation d'un service qui constitue pour la communauté une ressource en travail à bas coût. Au-delà de la pénurie de main-d'œuvre liée à la peste noire, qui pourrait amener à rechercher des travailleurs dépendants peu exigeants, l'institutionnalisation de l'apprentissage est utilisée sur la longue durée pour délimiter des communautés de métiers dont les activités se recoupent.

- 13 Ainsi, l'ordonnance de la grande draperie de 1378 distingue des tisserands, des laineurs qui apprêtent le drap, des foulons et des tondeurs, qui constituent les « branches » d'une organisation de métier dotée de gardes communs ⁴⁸. Pour être tisserand ou pour exercer les trois autres activités ensemble, il faut faire un apprentissage de trois ans, mais on peut devenir laineur ou tondeur en deux ans, et foulon en un an. Un procès de 1380 montre que cette procédure complexe est réellement appliquée, mais aussi que son intérêt est plus institutionnel que formatif ⁴⁹ : un maître laineur s'alloue comme apprenti à un maître foulon pour un an pour obtenir la franchise, alors qu'il affirme qu'il savait déjà bien fouler et avait pratiqué l'activité pendant quatre ans, avant et après son service ! Ce n'est pas le paiement de la redevance d'un franc d'or à la paroisse Saint-Nicaise qui le gêne pour devenir maître, mais la remise en cause de la réalité de sa formation par certains membres de l'organisation des drapiers, finalement déboutés par la justice. Ce maître a donc surtout fait valider son appartenance disputée à une communauté, grâce à un contrat dont il minimise lui-même l'intérêt formatif.
- 14 La perméabilité entre les organisations de métiers des plâtriers et des couvreurs de toits est également techniquement possible mais la nécessité d'accomplir une nouvelle période de formation pour passer d'une profession à l'autre est conflictuelle. En 1340, une ordonnance communale interdit aux plâtriers de pratiquer la couverture sans avoir fait l'apprentissage de trois ans fixé par écrit en 1315 ⁵⁰. Mais dès 1346, un autre maire juge ce règlement préjudiciable aux plâtriers, qui s'en sont sans doute plaint : il réduit l'apprentissage des couvreurs à un an et autorise les plâtriers à pratiquer la profession s'ils savent le faire ! En 1400, une ordonnance du bailli royal qui a acquis la compétence sur cette profession exige de nouveau trois ans de formation de tous ceux qui veulent devenir couvreurs, y compris sans doute les plâtriers ⁵¹. Mais en 1410, une ordonnance d'un autre bailli accorde le droit aux couvreurs de pratiquer sans apprentissage la profession de plâtrier et vice-versa. Puis, en 1456, les plâtriers obtiennent du vicomte une nouvelle ordonnance, qui est contestée par les couvreurs. Le long conflit débouche sur un texte de 1478, qui réduit l'apprentissage des plâtriers à trois ans au lieu de quatre à cinq dans le règlement de 1290 et qui remet en vigueur le règlement de 1410 autorisant aux plâtriers et aux couvreurs de pratiquer les deux professions ⁵². Comme chez les drapiers, l'apprentissage paraît dans ce cas une exigence formelle, dont la légitimité est régulièrement contestée avec succès, mais tout aussi fréquemment utilisée par l'un ou l'autre des groupes professionnels pour défendre ses intérêts ⁵³.

• 47 Cette règle est connue par l'ordonnance de la grande draperie de 1378 (annexe).

• 48 Sur cette subdivision, voir Roch 2013, p. 111-112.

• 49 ADMS, G 4506, cité par Roch 2013, p. 136. Les redevances versées par les nouveaux maîtres à la par (...)

• 50 Voir annexe.

• 51 ORF, t. VIII, p. 366-368.

• 52 Les textes de 1410 et 1456 ne sont connus que par leur résumé dans les considérants de l'acte de 1 (...)

• 53 Au XVe siècle, les couvreurs s'adressent au bailli et les plâtriers au vicomte, ce qui leur permet (...)

- 15 Chez les plâtriers et les couvreurs comme en 1350 chez les drapiers de draps unis et de draps rayés, des gardes de métiers propres à chaque organisation continuent toutefois d'être chargés de faire appliquer les ordonnances à tous ceux qui pratiquent l'activité, indépendamment de leur appartenance à l'un ou à l'autre des groupes professionnels : les organisations de métiers ne fusionnent pas, mais les limites de leur contrôle exclusif du marché du travail les amène à inspecter des travailleurs qui n'ont pas fait l'apprentissage les intégrant à leur communauté. En 1478, les plâtriers extérieurs à la ville sont d'ailleurs autorisés à y travailler en se pliant aux règles en vigueur. En revanche, même s'ils sont reçus maîtres, ces étrangers ne pourront avoir d'apprentis autres que leurs enfants légitimes ⁵⁴, qui pourront eux en prendre s'ils deviennent maîtres. Si le contrôle du marché du travail est souple, l'apprentissage reste bien un critère d'intégration dans la communauté locale qui contrôle l'institution de métier et qui ne se confond pas avec l'ensemble des travailleurs de la profession ⁵⁵.

Apprentissage et identité urbaine

- 16 L'appartenance à un groupe professionnel institutionnalisé s'avère alors souvent liée à une identité urbaine ⁵⁶. En effet, sur les 14 organisations de métiers dont les règles écrites sont connues pour l'époque communale à Rouen, huit insistent sur le fait que les maîtres doivent avoir résidé dans la ville de Rouen ou dans une autre ville « de loi », c'est-à-dire une ville dont les professions sont dotées de règlements et de gardes, et qui reconnaît réciproquement la formation des autres ⁵⁷. Dans six cas, il s'agit d'y avoir effectué son apprentissage ⁵⁸, et dans deux, il faut avoir résidé pendant au moins un an et un jour dans la ville, ce qui permet d'en être bourgeois ⁵⁹.
- 17 L'intégration de migrants déjà formés exigerait alors d'effectuer un nouvel apprentissage auprès de maîtres rouennais, comme cela était prévu pour les travailleurs venant de professions voisines et ayant déjà un savoir-faire. Au mieux, la durée d'apprentissage est alors réduite, comme l'obtiennent les teinturiers « de dehors » au terme d'un procès devant l'Échiquier de Normandie qui dure entre 1390 et 1398 ⁶⁰. Ces apprentis déjà qualifiés sont alors autorisés à garder leurs ateliers ⁶¹ ! Cette mesure exceptionnelle prévoit une pratique condamnée par ailleurs par l'ordonnance des grands drapiers en 1378 ⁶² : certains maîtres prendraient « par fiction » comme apprenti des travailleurs qui n'effectuent pas le stage requis mais cherchent juste à acquérir la « franchise » de la profession. Le formateur retirerait un « profit », sans doute la rémunération normalement exigée pour la formation. Le texte prétend que ces apprentis et valets ne savent « rien » de la profession qu'ils pratiquent, mais les accuse en fait surtout d'enfreindre les « usages, ordonnances et statuts » par un parjure : l'apprentissage servirait donc non seulement à transmettre une compétence technique qui pouvait être acquise ailleurs, mais à inculquer les normes et la culture professionnelle qui sont propres à l'organisation de métier. Cette insistance s'explique par le fait que cette ordonnance est adoptée en 1378, au moment où les grands drapiers sont concurrencés par des drapiers forains, qui s'organisent officiellement sans réguler l'apprentissage depuis 1372.
- 18 Chez les drapiers et chez les bouchers, l'arrivée massive de réfugiés causée par la guerre de Cent Ans dans les années 1350-1360 a en effet poussé à trouver une autre solution que des apprentissages fictifs : l'établissement d'organisations de métiers spécifiques aux travailleurs migrants ⁶³. D'après l'ordonnance sur les bouchers forains de 1358 ⁶⁴, ils ont été autorisés par la commune à pratiquer leur profession sans faire un nouvel apprentissage de quatre ans, bien qu'ils viennent du « plat pays d'environ ladite ville » et non de villes de loi. L'organisation de métier des bouchers proteste contre cette concurrence déloyale qui viole son ordonnance. En effet, les nouveaux venus n'ont pas contribué aux coûts des « forteresses, tailles, subsides, aides et de toutes les autres subventions de ladite ville », ni donné « grant somme de fleurins ⁶⁵ pour icelui [métier] apprendre ». De fait, un Dieppois peut payer 8 francs d'or plus les frais d'examen de maîtrise pour qu'un boucher de Rouen apprenne la profession à son fils et qu'il « lui face avoir la franchise d'ycelui mestier ⁶⁶ » : cette somme et la formulation inhabituelle de ce contrat soulignent que l'apprentissage est un investissement pour accéder aux droits de la communauté rouennaise ⁶⁷.
- 19 Le maire réagit en limitant l'installation des bouchers forains à un an et en la conditionnant à la poursuite de l'insécurité, mais cette mesure d'urgence se pérennise. Les bouchers installés dans les faubourgs exercent sous l'inspection des gardes des boucheries anciennes, et vendent dans les halles du Vieux Marché et de la Porte Cauchois à partir de 1390 ⁶⁸. Toutefois, aucune gestion collective de l'apprentissage n'est attestée avant 1432, où une ordonnance les dote de leurs propres gardes, impose un apprenti maximum par maître et une durée de formation de trois ans avant la maîtrise, un peu plus courte que les quatre ans prévus pour les bouchers anciens ⁶⁹.
- 20 De manière comparable, des drapiers forains se heurtent aux privilèges de la

• ⁵⁴ Sauf si ces nouveaux maîtres avaient déjà été formés dans une « ville de loi », c'est-à-dire où le (...)

• ⁵⁵ Cette situation peut être rapprochée du conflit entre cordonniers et savetiers à Bologne au XVIII^e(...)

• ⁵⁶ Le lien entre l'émergence de règlements professionnels et l'intégration de nouveaux habitants à Pa (...)

• ⁵⁷ Roch 2013, p. 37-38.

• ⁵⁸ La règle figure chez les chandeliers de suif, les drapiers de draps unis ou de grande draperie, le (...)

• ⁵⁹ La norme est attestée chez les fabricants de cadres ainsi que chez les bouchers par une mention da (...)

• ⁶⁰ ADMS, 1B 16, f. 48 r^o et v^o, cité par Roch 2013, p. 55.

• ⁶¹ Cette pratique paraît préfigurer l'autorisation de tenir un atelier en recourant à un maître comme (...)

• ⁶² ORF, t. VI, p. 368-369. Un abus voisin est condamné par l'ordonnance des chaussetiers d'Évreux en (...)

• ⁶³ Roch 2013, p. 53-57 pour la draperie mais aussi la boucherie foraines.

• ⁶⁴ Voir annexe.

• ⁶⁵ « Fleurin » : florin, sans doute ici au sens de « monnaie d'or ». Bompaigne – Dumas 2000, p. 295.

• ⁶⁶ ADMS, 2E 1/153, f. 189 r^o, 16 mars 1381 n. s. Dieppe est une ville de loi où les bouchers sont rég (...)

• ⁶⁷ Entre 1358 et 1381, les salaires journaliers d'ouvriers qualifiés du bâtiment sont entre 4 et 4,5 (...)

• ⁶⁸ Banegas 2012, p. 487.

• ⁶⁹ ORF, t. XX, p. 39-47. Cet acte renvoie à une ordonnance antérieure qui aurait été perdue, sans la (...)

• ⁷⁰ Le paragraphe suivant

grande draperie **70**. Alors que la commune refuse cette fois de faire une exception, la monarchie autorise pendant dix ans les forains à vendre leurs draps à Rouen sans refaire d'apprentissage, tant qu'ils les distinguent par une marque et en surveillent la qualité. Cette dérogation est pérennisée en 1381 par l'attribution d'un sceau appliqué par des gardes, ce qui fonde clairement une organisation de métier distincte de la grande draperie, même si leurs prérogatives s'entremêlent encore dans les années 1390. Mais l'apprentissage paraît encore échapper à toute réglementation jusqu'en 1401, où des règles similaires à celles de la grande draperie sont mises par écrit : chaque maître ne peut avoir qu'un apprenti, qui doit servir deux ou trois ans avant de passer maître **71**.

s'appuie sur les sources analysées d'un point de vue plus général par Roch 2 (...)

- **71** ADSM, 3E 1/anc/S3, f. 69 r° et v°. Les seules spécificités de la draperie foraine sur ce point son (...)

Une ouverture limitée de l'apprentissage

- 21 Chez les bouchers comme chez les drapiers, on peut se demander pourquoi les autorités n'ont pas exigé que les réfugiés refassent un apprentissage. Chez les bouchers, la décision est motivée par la volonté charitable de permettre à ces migrants de subvenir à leurs besoins mais aussi par le fait que la hausse de population cherchant la protection des murailles risquait de causer une inflation des denrées alimentaires si des bouchers supplémentaires ne contribuaient pas à l'approvisionnement. Cette urgence correspond à l'autorisation temporaire initiale de pratiquer pendant un an, alors qu'un apprentissage en aurait duré trois. Chez les drapiers, outre la compassion envers des victimes des ennemis du roi qui doivent gagner leur vie, la motivation repose sur un raisonnement plus abstrait : « plus a en un lieu, ville et pais de bons ouvriers et marchandises, especialement d'icellui fait et mestier qui est cogent [nécessaire] à tout l'universel monde, et plus est chose proffitable » **72**. Le but serait donc la concentration en ville de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, pendant les dix ans prévus, les forains auraient pu faire l'apprentissage de deux ou trois ans requis auprès des maîtres rouennais. Sous couvert de défendre « l'exaltation du commun proffit du peuple de nostre royaume et non mie le proffit privé des aucuns plus que des autres », les autorités répondent en réalité à leur propre intérêt. Alors que l'activité économique est un bénéfice difficile à mesurer, l'afflux de population met en valeur des infrastructures comme les halles et produit des redevances.
- 22 Au-delà des solutions ponctuelles trouvées pour les drapiers et les bouchers, ce raisonnement est explicité lors d'une réforme plus générale en 1407-1408 **73**. Les notables et marchands rouennais prétendent que la soixantaine d'organisations de métiers de la ville forcent les travailleurs extérieurs à refaire un apprentissage à Rouen, au-delà des huit cas où les ordonnances conservées l'attestent. Cela limiterait la repopulation d'une ville ruinée par les guerres et les épidémies, ce qui fait peser le poids des impôts sur eux. Du point de vue de la monarchie, cela causerait un mauvais entretien de son domaine et une baisse des revenus de ses droits. Le conseil de ville fait contrairement les organisations de métiers à accueillir tout travailleur que les gardes trouveraient « suffisant » pour exercer la profession, ainsi qu'à reconnaître les apprentis des autres villes de loi, ce qui n'était apparemment pas le cas malgré le texte des ordonnances antérieures conservées. Avec les dinandiers qui ont un privilège d'hérédité, seuls les grands drapiers et les bouchers anciens obtiennent d'être exemptés de cette mesure, au motif que les organisations de forains permettent d'exercer leur activité sans avoir fait un apprentissage local.
- 23 L'ouverture précoce se transforme donc en fermeture, d'autant que la grande draperie absorbe la draperie foraine en 1424 : la nouvelle ordonnance reconnaît certes les apprentissages extérieurs, mais ils doivent avoir duré trois ans, ou du moins deux ans suivis de deux ans de pratique **74**. Cela pose d'ailleurs un problème à la fin de la guerre de Cent Ans, lorsque des drapiers ruraux se réfugient à Rouen mais ne peuvent sans doute prouver une formation institutionnalisée. Tolérés pendant les hostilités des années 1430-1440, ceux qui auraient travaillé au moins trois ans sont soumis en 1452 à examen, une forme de validation des acquis de l'expérience qui étend le principe énoncé en 1424. Quant aux bouchers, lorsque les forains se mettent à exiger un apprentissage en 1432 au même titre que les bouchers anciens, ils prévoient que les extérieurs à la ville puissent s'intégrer à un groupe de « bouchers de dehors », actif dans les faubourgs **75**. Les organisations de métiers en place les inspectent puis tentent de limiter leur multiplication à partir de 1446, mais ces « bouchers de dehors » forment finalement une nouvelle institution professionnelle en 1487, qui demande un apprentissage de trois ans avant la maîtrise. Résultat : en 1498, le conseil de ville débat de nouveau du refus des bouchers de recevoir des travailleurs qualifiés n'ayant pas fait l'apprentissage réglementaire **76**.
- 24 Pour s'intégrer dans une organisation de métier, l'insistance sur la durée de l'expérience antérieure reste donc forte au XV^e siècle, même si l'exigence d'un service local qui est la norme au XIV^e siècle devient l'exception.

- **72** ORF, t. VI, p. 462-463.

- **73** ORF, t. IX, p. 412-416, notamment p. 413.

- **74** ORF, t. XIII, p. 71.

- **75** ORF, t. XX, p. 41. Voir Banegas 2012, p. 488-489.

- **76** Roch 2013, p. 56.

- 25 Les rapports des institutions professionnelles rouennaises avec l'apprentissage reflètent la flexibilité de structures que Boris Bove a qualifiées de « mollement corporatives » par rapport à celles de Paris ou des villes flamandes **77**. En effet, les communautés de métiers cherchent à contrôler la formation dans des proportions similaires à celles de la capitale, mais elles fixent des durées de contrat plus courtes et parviennent difficilement à assurer l'exercice exclusif de la profession à leurs membres. Au-delà des crises de la guerre de Cent Ans, Jean-Louis Roch a suggéré que l'arrivée constante de travailleurs extérieurs justifiait en effet de multiples aménagements de l'apprentissage, par la tolérance de contrats fictifs ou par la création de ces organisations de métiers forains **78**. À l'intérieur de la ville, la perméabilité entre les branches de la draperie se retrouve dans d'autres activités apparentées comme les plâtriers et les couvreurs.
- 26 Dans tous ces cas, les règles sur la durée de l'apprentissage requise avant de devenir maître peuvent transformer un contrat de formation en une simple prestation de service à bas coût, décourageante pour des travailleurs déjà aptes techniquement. C'est pourquoi ces contraintes sont régulièrement réduites voire supprimées, soit à la demande d'un groupe professionnel qui estime que ses compétences lui permettent de pratiquer une activité voisine, soit par décision des autorités, qui estiment ce privilège néfaste pour l'attractivité de leur ville. La commune et les officiers royaux locaux réagissent certes aux sollicitations d'organisations professionnelles qui cherchent à défendre leurs droits ou à empiéter sur ceux d'autres institutions, sans toujours entendre les autres acteurs concernés : c'est ce qui explique les nombreux revirements sur l'exigence de formation **79**. Mais en cas de conflit et d'enquête, les autorités tranchent toujours pour une reconnaissance plus souple de la qualification que l'accomplissement d'un apprentissage complet par des travailleurs qui peuvent s'en passer.
- 27 Cette possibilité ne paraît pas correspondre à la théorie de Stephan R. Epstein évoquée en introduction : drapiers et bouchers forains concurrencent leurs homologues pendant plusieurs dizaines d'années et peuvent attirer des membres sans contrôler la formation, alors qu'ils se dotent d'autres règles, notamment sur la qualité. Le cas des bouchers suggère d'ailleurs qu'une partie du secteur des services se préoccupe de l'apprentissage au même titre que les activités manufacturières. La protection de l'innovation ne paraît pas un enjeu majeur, puisque les bouchers voire les drapiers forains peuvent être inspectés par les mêmes gardes que les autres, si bien que la grande draperie peut absorber la draperie foraine.
- 28 Mais en réalité, la transmission des savoir-faire est de nouveau institutionnalisée assez rapidement, créant même une cascade d'organisations parallèles chez les bouchers. La légitimité des normes collectives sur l'apprentissage paraît bien venir de leur capacité à répartir les coûts de la formation entre apprentis et maîtres, mais aussi à transmettre les usages d'une communauté, une culture du travail, à côté de l'acquisition de compétences techniques qui peut être obtenue autrement : une expérience locale ou un examen de maîtrise pouvaient donc garantir que les nouveaux venus aient acquis ces capacités sociales. Cela était notamment nécessaire pour que l'organisation, incarnée par ses gardes choisis parmi les maîtres, puisse continuer à fournir son expertise pour inspecter la qualité et faire évoluer les règles en influençant les autorités. Si le but avait été la création de rentes, cela aurait risqué nuire aux activités concernées d'après Sheilagh Ogilvie **80**. Mais on peut penser que le contrôle de l'accès à la qualification par les communautés locales était contrebalancé par la reconnaissance accordée aux intérêts des autres travailleurs et des autorités, ce qui pouvait réintroduire de la concurrence.

• **77** Bove 2015, p. 126.

• **78** Roch 2013, p. 54-56.

• **79** La situation est comparable à celle de l'abbé de Saint-Denis en matière de teinturerie. Bove 2015, (...)

• **80** Ogilvie 2014, p. 181-183.

Annexe

Tabl. 1 – Compléter le titre du tableau.

Profession	Date	Conservation	Référence de l'acte
Bouchers forains	1358, 22 novembre	ordonnance	ADSM 3E 1/anc/tiroir 113, liasse 1
Boulangers	1350, s. j., s. m.	ordonnance	ADSM, 3E 1/anc/tiroir 262, dossier 2
Cardiers (fabricants de cardes)	1377, 20 mai	ordonnance	ORF, t. VI, p. 273-276
Chandeliers	1364, 23 novembre	procédure judiciaire	Chérueil 1844, p. 378-382
Chandeliers de suif	1291, 23 novembre	ordonnance	ORF, t. VIII, p. 597-602
Chandeliers de suif	1311, 4 septembre	ordonnance	ORF, t. VIII, p. 597-602



Chandeliers de suif	1361, 2 mars	ordonnance	ORF, t. VIII, p. 597-602
Changeurs	1325, s. j., s. m.	ordonnance	ORF, t. I, p. 789-790
Changeurs	1366, 28 juin	ordonnance	ORF, t. IV, p. 630
Changeurs	1366, 28 juin	ordonnance	ORF, t. IV, p. 628-629
Chaussetiers (chaperonnerie)	1358, 6 octobre	bail de halles	ADSM, 3E 1/anc/tiroir 14, liasse 16
Cordonniers	1375, 25 juillet	ordonnance	ADSM, 3E 1/anc/tiroir 15, liasse n° 9
Courtiers	1335, s. j., s. m.	ordonnance	A.N., JJ 69, f. 81 r°, n° 182 et f. 81 v°, n° 183
Couteliers	1363, 7 décembre	procédure judiciaire	ADSM, 3E 1/anc/tiroir 14, dossier 5
Couvreurs	1315, 27 novembre	ordonnance	ORF, t. XVIII, p. 414-424
Drapiers (grande draperie et œuvre rayée)	1350, 4 juillet	procédure judiciaire	ORF, t. II, p. 396-399
Drapiers (grande draperie)	1360, 6 septembre	ordonnance	ORF, t. III, p. 494-496
Drapiers (grande draperie)	1378, 4 décembre	ordonnance	ORF, t. VI, p. 364-371
Drapiers (œuvre rayée)	1307, 25 janvier	bail de halles	ADSM, 3E 1/anc/U2, f. 29 r°
Drapiers (tondeurs)	1359, 13 juillet	procédure judiciaire	ADSM, 3E 1/anc/S3, f. 77 r°-78 v°
Drapiers forains	1372, 3 décembre	ordonnance	ORF, t. VI, p. 462-464
Drapiers forains	1381, 29 octobre	ordonnance	ORF, t. VI, p. 660-661
Éperonniers	1358, 6 octobre	ordonnance	ADSM, 3E 1/anc/U2, f. 41 r° et v°
Faiseurs de courroies	1339, s. j., s. m.	ordonnance	ADSM, G 2116, f. 34 r°-35 r°
Faiseurs de courroies	1345, 18 août	ordonnance	ADSM, G 2116, f. 34 r°-35 r°
Faiseurs de courroies	1357, 12 décembre	ordonnance	ADSM, G 2116, f. 34 r°-35 r°
Fileurs et fileuses	1309, 16 juillet	ordonnance	ORF, t. VII, p. 632-637
Fileurs et fileuses	1329, 13 juillet	ordonnance	ORF, t. VII, p. 632-637
Fileurs et fileuses	1338, 23 décembre	ordonnance	ORF, t. VII, p. 632-637
Fileurs et fileuses	1345, 31 décembre	ordonnance	ORF, t. VII, p. 634
Fileurs et fileuses	1358, 24 décembre	ordonnance	ORF, t. VII, p. 632-637
Merciers	1374, 14 septembre	ordonnance	ADSM, 3E 1/anc/tiroir 14, n° 16
Plâtriers-couvreurs-carriers	1290, 8 avril	ordonnance	ORF, t. XVIII, p. 414-424
Plâtriers-couvreurs-carriers	1319, 28 juillet	ordonnance	ORF, t. XVIII, p. 414-424
Plâtriers-couvreurs-carriers	1346, 13 janvier	ordonnance	ORF, t. XVIII, p. 414-424
Plâtriers-couvreurs-carriers	1348, 26 février	ordonnance	ORF, t. XVIII, p. 414-424

Poissonniers	1329, s. j., s. m.	ordonnance	A.N., JJ 67, f. 18 v°, n° 56
Poissonniers de mer	1369, 1 juillet	ordonnance	ORF, t. V, p. 251-255
Savetiers-carreleurs	1342, 22 juillet	règlement de confrérie	BNF, ms. fr. 14 572
Selliers	1300, 15 mai	ordonnance	ADSM, 5E 646
Selliers	1329, 4 février	ordonnance	ADSM, 5E 646
Selliers	1355, 16 septembre	ordonnance	ADSM, 5E 646
Teinturiers	1359, 2 mai	ordonnance	ORF, t. VII, p. 116- 119
Tireurs de fil de fer	1382, s. j., s. m.	ordonnance	ORF, t. VII, p. 741- 746

s. d. : sans date ; s. j., s. m. : sans jour, sans mois

Bibliographie

Archives

ADSM = Archives Départementales de Seine-Maritime.

ADC = Archives Départementales du Calvados.

BNF, ms. fr. = Bibliothèque nationale de France, Paris, Département des manuscrits, fonds français.

Ouvrages à caractère de source

Beaurepaire 1892 = Ch. de Beaurepaire, *Notice sur la coutellerie de Rouen vers la fin du Moyen Âge*, dans *Id.* (dir.), *Dernier recueil de notes historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, E. Cagniard, 1892, p. 216-235.

Bonnin 1871 = T. Bonnin (éd.), *Cartulaire de Louviers, documents historiques originaux du Xe au XVIIIe siècle*. t. 2, vol. 1. *XIVe siècle*, Évreux, Hérissey, 1871.

Coppinger 1884 = E. Coppinger (éd.), *Le coutumier de la vicomté de Dieppe par Guillaume Tieullier*, Dieppe, P. Leprêtre, 1884.

Delisle – Berger 1920 = L. Delisle, É. Berger (éd.), *Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie*. II. *Années 1173-1183*, Paris, Imprimerie nationale, 1920.

Giffard 1913 = A. Giffard (éd.), *Ordonnances de Jacques d'Ableiges pour les métiers d'Évreux (1385-87)*, Caen, L. Jouan, 1913.

Lespinnasse – Bonnardot 1879 = R. de Lespinnasse, F. Bonnardot (éd.), *Les métiers et corporations de la ville de Paris (XIIIe siècle) : le livre des métiers d'Étienne Boileau*, Paris, Imprimerie nationale, 1879.

Lespinnasse 1897 = R. de Lespinnasse (éd.), *Les métiers et corporations de la ville de Paris (XIVe-XVIIe siècle)*. III. *Tissus, étoffes, vêtement, cuirs et peaux, métiers divers*, Paris, Imprimerie nationale, 1897.

Quin-Lacroix 1850 = C. Quin-Lacroix, *Histoire des anciennes corporations d'arts et métiers et des confréries religieuses de la capitale de la Normandie*, Rouen, Lecoq, 1850.

ORF = E. de Laurière, D.-F. Secousse, L.-G. de Villevallet et al. (éd.), *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, Paris, 1723-1849, Imprimerie royale/impériale, 21 vol.

Smith 1976 = A. Smith, *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, R.H. Campbell, A.S. Skinner, W.B. Todd (éd.), Oxford, Oxford University Press, 1976 [1^{re} éd. 1776].

Strayer 1936 = J.R. Strayer, *The Royal Domain in the Bailliage of Rouen*, Princeton, Princeton University Press, 1936.

Valin 1924 = L. Valin (éd.), *Le roule des plès de heritage de la mairie de Jehan Mustel (1355-1356)*, Rouen, Wolf, 1924.

Études secondaires

Arnoux – Bottin 2004 = M. Arnoux, J. Bottin, *Les acteurs d'un processus industriel : drapiers et ouvriers de la draperie entre Rouen et Paris, XIV^e-XV^e siècle*, dans M. Arnoux, P. Monnet (dir.), *Le technicien dans la cité en Europe occidentale, 1250-1650. Colloque ; 2000 ; Göttingen*, Rome, 2004, p. 347-386.

Banegas 2012 = R.A. Banegas López, *Competencia, mercado e intervencionismo en el comercio de carne en la Europa bajo-medieval. Los ejemplos de Barcelona y Ruán*, dans *Anuario de Estudios Medievales*, 42-2, 2012, p. 479-499.

Bois 1976 = G. Bois, *Crise du féodalisme*, Paris, 1976.

Bourlet 2015 = C. Bourlet,

Cammarosano – Chastang 2014 = P. Cammarosano, P. Chastang, *Codicologie et langage de la norme (vocabulaire et langue)*, dans *Mélanges de l'École Française de Rome – Moyen Âge*, 126-2, 2014, p. 389-390.

Chérueil 1844 = A. Chérueil, *Histoire de Rouen pendant l'époque communale (1150-1382)*, II, Rouen, 1844.

Chevalier 1973 = B. Chevalier, *Les changeurs en France dans la première moitié du XIV^e siècle*, dans *Économie et sociétés au Moyen Âge. Mélanges offerts à E. Perroy*, Paris, 1973, p. 153-160.

Contamine et al. 2004 = P. Contamine, M. Bompaigne, S. Lebecq, J.-L. Sarrazin, *L'économie médiévale*, 3^e éd., Paris, 2004.

Deck 1960 = S. Deck, *Formation des communes en Haute-Normandie et communes éphémères. I : les premières communes*, dans *Annales de Normandie*, X-3, 1960, p. 207-227.

Des Marez 1911 = G. Des Marez, *L'apprentissage à Ypres à la fin du XIII^e siècle*, dans *Revue du Nord*, 2-1, 1911, p. 1-48.

Dumas – Dubois 2000 = F. Dumas, H. Dubois, *Une énigme monétaire au XIV^e siècle : mention d'écu dans un fouage de Normandie en 1374*, dans *Revue numismatique*, 155, 2000 p. 245-260.

Epstein – Prak 2008 = S.R. Epstein, M. Prak (dir.), *Guilds, Innovation and the European Economy, 1400–1800*, Cambridge, 2008.

Epstein 1998 = S.R. Epstein, *Craft guilds, apprenticeship and technological change in pre-industrial Europe*, dans *Journal of Economic History*, 53-3, 1998, p. 684-713.

Geremek 1968 = B. Geremek, *Le salariat dans l'artisanat parisien aux XIII^e-XV^e siècles : étude sur le marché de la main-d'œuvre au Moyen Âge*, Paris, 1968.

Lardin 2014 = P. Lardin, *Apprentissage et allouement dans les registres de tabellionage rouennais*, dans J.-L. Roch (dir.), *Tabellionages au Moyen Âge en Normandie : un notariat à découvrir*, Mont-Saint-Aignan, 2014, p. 121-137.

Michaud 1994 = F. Michaud, *Apprentissage et salariat à Marseille avant la peste noire*, dans *Revue historique*, 589-1, 1994, p. 3-36.

Ogilvie 2014 = S. Ogilvie, *The economics of guilds*, dans *The Journal of Economic Perspectives*, 28-4, 2014, p. 169-192.

Poni 1989 = C. Poni, *Norms and disputes: the shoemaker's guild in eighteenth-century Bologna*, dans *Past and Present*, 123, 1989, p. 80-108.

Rivière 2008 = F. Rivière, *Guildes, monopoles et oligopoles dans la Normandie de la fin du Moyen Âge : la réglementation des métiers est-elle hostile à la concurrence ?*, dans *Entreprises et histoire*, 52, 2008, p. 36-45.

Rivière 2014 = F. Rivière, *Salariat et apprentissage à travers la réglementation professionnelle normande. Réflexions à partir des cas de Lisieux et de Gisors (1430-1540)*, dans P. Beck, P. Bernardi, L. Feller (dir.), *Rémunérer le travail au Moyen Âge : pour une histoire sociale du salariat*, Paris, 2014, p. 265-277.

Rivière 2017 = F. Rivière, *Travail et métiers en Normandie à la fin du Moyen Âge. Institutions professionnelles et régulation économique*, thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2017, 2 vol.

Roch 2013 = J.-L. Roch, *Un autre monde du travail : la draperie en Normandie au Moyen Âge*, Mont-Saint-Aignan, 2013.

Turnau 1988 = I. Turnau, *The organization of the European textile industry*

from the thirteenth to the eighteenth century, dans *Journal of European Economic History*, 17-3, 1988, p. 583-602.

Wallis 2008 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in premodern England*, dans *The Journal of Economic History*, 68-3, 2008, p. 832-861.

Notes

1 ORF, t. XVIII, p. 414-415.

2 Rivière 2017, p. 49-88. Pour éviter les confusions, j'emploierai « métier » uniquement dans ce sens médiéval, et non dans celui de « profession ».

3 Epstein 1998, notamment p. 687-693 et 705-707. Cet article a été republié dans Epstein – Prak 2008, p. 52-80. Cette analyse a été remise en cause pour la période moderne, mais pas pour le Moyen Âge (Wallis 2008).

4 La seule juridiction professionnelle avérée est celle des tanneurs. Je me permets de renvoyer à Rivière 2017, p. 369-370. Sur les relations entre les institutions de métiers normandes et la notion de guilde, voir Rivière 2008.

5 Ces critères apparaissent notamment dans l'ordonnance de juin 1408 réformant l'apprentissage pour les organisations de métiers de Rouen. ORF, t. IX, p. 414. Pour un commentaire plus détaillé, Rivière 2017, p. 68-72. Stephan R. Epstein définit les guildes comme « a formal association of specialized artisans, the masters, whose authority was backed by superior political sanction ». L'auteur attribue aux guildes françaises plus de souplesse par rapport à un modèle allemand contrôlant plus systématiquement le volume de production et la formation, en s'appuyant sur l'analyse des organisations professionnelles du textile par Turnau 1988, p. 586-587. Epstein 1998, p. 685, note 1.

6 Epstein 1998, p. 689-690.

7 Lardin 2014.

8 Roch 2013, p. 38, 47-57 et 134-136 ainsi que Arnoux – Bottin 2004, p. 355-357.

9 Les références des textes conservés sont listées en annexe.

10 ADSM, 3E 1/anc/tiroir 136, édité par Valin 1924 pour 1355 et ADSM, 3E 1/anc/GG pour 1365.

11 ADSM, 2E 1/150-168, de 1360 à 1421.

12 Les boulangers, les changeurs, les chandeliers de cire, les chaussetiers-chaperonniers, les courtiers, les couteliers, les drapiers forains, les merciers, les poissonniers et les savetiers (annexe).

13 Cammarosano – Chastang 2014, p. 390.

14 L'ordonnance de la confrérie de la Trinité, Saint Amand et Saint Aignan, fondée à l'église Saint-Amand de Rouen est la seule avant 1382 à contenir des clauses visant spécifiquement une profession qui lui est associée, ici les savetiers. BNF, ms. fr. 14 572, f. 4^{or} et suivants.

15 Les plus anciennes règles des drapiers sont ainsi conservées grâce à leur modification par un arrêt de l'Échiquier de 1350 tandis que les privilèges des chandeliers sont connus par un arrêt du Parlement de Paris de 1364. Voir aussi la sentence du maire sur les couteliers en 1363 ou les pièces judiciaires de 1348, 1354 et 1357 qui révèlent des usages des courtiers (annexe).

16 Bail de la halle des drapiers en 1307, des fileurs en 1345 ou des chaussetiers-chaperonniers en 1358 (annexe).

17 Voir annexe.

18 Voir annexe.

19 Beaurepaire 1892, p. 232 et 234. Ce texte pourrait être la sentence de 1363 mais il est probable qu'il s'agit d'un règlement plus détaillé.

20 Beaurepaire 1892, p. 224-225. Trois apprentissages atteignent six ans et demi, huit et neuf ans. Un contrat de 1364 omis par Charles de Beaurepaire n'indique pas la durée totale, car il porte sur l'achèvement du service pendant deux ans et demi ans après la mort du maître. ADSM, 2E 1/151, f. 149^v°.

21 Caroline Bourlet a montré que les éditions de référence contiennent des règlements postérieurs à Étienne Boileau, qui s'étalent dans le temps jusqu'en 1328. Bourlet 2015, p. 24-25 et 37-38. Ce corpus réglementaire présente des limites similaires à celui de Rouen : certaines organisations de métiers ont continué à fonctionner avec des usages communs oraux, et des normes en vigueur comme celles

sur le guet peuvent être omises des textes. *Ibid.*, p. 24 et 39.

22 Geremek 1968, p. 29-31. Les règlements de métiers laissant l'apprentissage libre stipulent par exemple : « Quiconques veut estre barilliers à Paris, estre le puet franchement [...] ; et puet avoir tant d'apprentis qu'il li plera et de vallès et à tel terme come il vaudra ». (Lespinasse – Bonnardot 1879, p. 85). Mais deux de ces textes ne laissent libre que la durée de contrat et limitent le nombre d'apprentis par atelier.

23 Bronislaw Geremek dénombre six occupations uniquement liées au commerce parmi celles dont la réglementation ne mentionne pas l'apprentissage, sans préciser lesquelles. Geremek 1968, p. 30.

24 Paris : Lespinasse – Bonnardot 1879, p. 157. Rouen : ORF, t. XXI, p. 364-366.

25 Lespinasse – Bonnardot 1879, p. 214-222.

26 Voir les règlements des poissonniers de 1407 (ORF, t. IX, p. 245-246), 1422 (BNF, ms. fr. 5 950, f. 45 v°-62 v°) ou 1432 (ORF, t. XIII, p. 182-183).

27 Voir les règlements de Dieppe en 1322 et 1396 (Coppinger 1884, p. 15 et 53-54), d'Eu en 1351 et 1474 (AME, BB 1, f. 114 v° et 199 r°-200 r°), d'Évreux en 1385 (Giffard 1913, p. 16-22), de Lisieux en 1436 (ADC, F 7910, f. 12 r°-15 v°), ainsi que de Vernon en 1460 (ORF, t. XIV, p. 513).

28 Voir annexe. À Paris, la localisation des changeurs est réglementée depuis Philippe le Bel, mais l'encadrement de l'apprentissage n'est attesté qu'à partir de 1421 (Lespinasse 1897, p. 561-562).

29 Chevalier 1973, p. 154-156 ; Contamine *et al.* 2004, p. 262-263. Cette pluriactivité a également été constatée pour Paris (Lespinasse 1897, p. 561, note 4).

30 Epstein 1998, p. 685, note 2.

31 Ce sont les chandeliers de suif en 1361, les cordonniers en 1375, les couvreurs en 1315, les grands drapiers en 1378, les éperonniers en 1358, les fileurs en 1329, 1338 et 1358, les selliers en 1329 ainsi que les tireurs de fil en 1382 (annexe).

32 Elle est également présente dans les ordonnances des métiers d'Ypres dès la fin du XIII^e siècle. Des Marez 1911, p. 23. En revanche, en Languedoc, cette disposition n'a été retrouvée que dans un unique statut du Puy ainsi qu'à Toulouse, où elle ne se diffuse qu'au XV^e siècle. Gouron 1958, p. 276.

33 Smith 1976, p. 79 et 135-140. 1^{er} livre, chapitre VII, § 31 et X, 2^e partie, § 5-16. Cette idée a été reprise par des nombreux économistes et historiens. Voir notamment Epstein 1998, p. 688. L'intérêt pour la formation n'est avancé que chez les cordonniers en 1375. Sur cette clause, voir Geremek 1968, p. 30 et 46.

34 Seule l'ordonnance des cordonniers de 1375 détache la durée minimum d'apprentissage de la candidature à la maîtrise. Ce texte est aussi le seul, avec la sentence de 1359 modifiant l'ordonnance des foulons et laineurs, à prévoir que des ouvriers doivent avoir terminé leur apprentissage pour être engagés par des maîtres (annexe).

35 Michaud 1994, p. 23.

36 Voir annexe.

37 Voir *supra*.

38 Les 11 apprentissages d'étameurs recensés par Philippe Lardin durent tous six ans (Lardin 2014, p. 134). À la lecture du manuscrit, l'acte du 2 janvier 1392 nouveau style (n. s.) prévoit bien six ans et non cinq (ADSM, 2E 1/154, f. 128 v°). Cela correspond aux dispositions de l'ordonnance du 24 décembre 1485 (ADSM, 3E 1/anc/tiroir 15, dossier 11). Un règlement de 1323, non retrouvé, était en vigueur à l'époque de ces contrats (inventaire des archives du métier, ADSM, 5E 436).

39 Geremek 1968, p. 31.

40 ADSM, 2E 1/153, f. 189 r°. Le paiement de 8 francs d'or au formateur peut être annulé si l'apprenti accepte de servir deux ans en plus des quatre ans requis pour devenir maître.

41 Ce sont les ordonnances des plâtriers en 1290, des cordonniers en 1375, des fabricants de cardes en 1377 et des teinturiers en 1359 (annexe). Ce dernier texte se contente d'insister sur le fait d'accomplir l'apprentissage de manière continue et de rattraper les périodes d'absence avant de pouvoir devenir maître.

42 Geremek 1968, p. 34 et 55. À Lisieux, la réglementation en ce sens concerne 10 des 23 organisations de métiers dans la réglementation a été conservée. Rivière 2014, p. 271-272 et 274-275. À Toulouse, André Gouron dit que la clause devient « assez fréquente » au milieu du XV^e siècle, même s'il ne cite que deux exemples. Gouron 1958, p. 277. La lutte contre cette pratique fait partie des fonctions attribuées aux organisations professionnelles par Stephan R. Epstein. Epstein 1998, p. 689-690.

43 Strayer 1936, p. 34.

- 44** Roch 2013, p. 34.
- 45** ORF, t. II, p. 396-399.
- 46** Roch 2013, p. 33-34.
- 47** Cette règle est connue par l'ordonnance de la grande draperie de 1378 (annexe).
- 48** Sur cette subdivision, voir Roch 2013, p. 111-112.
- 49** ADSM, G 4506, cité par Roch 2013, p. 136. Les redevances versées par les nouveaux maîtres à la paroisse Saint Maclou en 1436-1437 montrent également l'acquisition séparée de ces spécialités. ADSM, G 6874.
- 50** Voir annexe.
- 51** ORF, t. VIII, p. 366-368.
- 52** Les textes de 1410 et 1456 ne sont connus que par leur résumé dans les considérants de l'acte de 1478. L'ordonnance de 1456 devait restreindre les droits des couvreurs. ORF, t. XVIII, p. 414-424.
- 53** Au XV^e siècle, les couvreurs s'adressent au bailli et les plâtriers au vicomte, ce qui leur permet d'obtenir des règlements les favorisant.
- 54** Sauf si ces nouveaux maîtres avaient déjà été formés dans une « ville de loi », c'est-à-dire où les professions sont réglementées (Roch 2013, p. 37-38).
- 55** Cette situation peut être rapprochée du conflit entre cordonniers et savetiers à Bologne au XVIII^e siècle. Voir Poni 1989, p. 94 en particulier.
- 56** Le lien entre l'émergence de règlements professionnels et l'intégration de nouveaux habitants à Paris a été suggéré pour le XIII^e siècle. Bourlet 2015, p. 20. Voir également Poni 1989 sur la revendication d'une culture urbaine du travail et différents niveaux d'intégrations des maîtres dans une organisation professionnelle chez les cordonniers de Bologne au XVIII^e siècle. Sur l'importance de l'appartenance locale dans l'admission comme maître à Turin au XVIII^e siècle, Cerutti 2010, notamment p. 598 et suivantes.
- 57** Roch 2013, p. 37-38.
- 58** La règle figure chez les chandeliers de suif, les drapiers de draps unis ou de grande draperie, les tondeurs sur table sèche, les éperonniers, les selliers, ainsi que chez les teinturiers qui ne mentionnent pas les villes de loi.
- 59** La norme est attestée chez les fabricants de cadres ainsi que chez les bouchers par une mention dans le règlement des bouchers forains. Sur la franchise de bourgeois, voir Deck 1960, p. 215.
- 60** ADSM, 1B 16, f. 48 r^o et v^o, cité par Roch 2013, p. 55.
- 61** Cette pratique paraît préfigurer l'autorisation de tenir un atelier en recourant à un maître comme prête-nom qui se banalise chez les cordonniers turinois au XVIII^e siècle. Cerutti 2010, p. 581-582.
- 62** ORF, t. VI, p. 368-369. Un abus voisin est condamné par l'ordonnance des chaussetiers d'Évreux en 1422 n. s. (Roch 2013, p. 56, note 53).
- 63** Roch 2013, p. 53-57 pour la draperie mais aussi la boucherie foraines.
- 64** Voir annexe.
- 65** « Fleurin » : florin, sans doute ici au sens de « monnaie d'or ». Bompaire – Dumas 2000, p. 295.
- 66** ADSM, 2E 1/153, f. 189 r^o, 16 mars 1381 n. s. Dieppe est une ville de loi où les bouchers sont réglementés et dotés de gardes dès avant 1304 (Coppinger 1884, p. 11 et 14).
- 67** Entre 1358 et 1381, les salaires journaliers d'ouvriers qualifiés du bâtiment sont entre 4 et 4,5 sous tournois (Bois 1976, p. 387). Un franc valant environ 20 sous tournois, 8 francs or représenteraient entre 35 et 40 jours ouvrés de revenu monétaire.
- 68** Banegas 2012, p. 487.
- 69** ORF, t. XX, p. 39-47. Cet acte renvoie à une ordonnance antérieure qui aurait été perdue, sans la dater : il pourrait s'agir du règlement de 1390 les forçant à vendre dans les halles du Vieux Marché.
- 70** Le paragraphe suivant s'appuie sur les sources analysées d'un point de vue plus général par Roch 2013, p. 45-49.
- 71** ADSM, 3E 1/anc/S3, f. 69 r^o et v^o. Les seules spécificités de la draperie foraine sur ce point sont l'absence de mention de la formation des tisserands, un apprentissage de foulon de deux ans au lieu d'un seul et une redevance d'entrée inférieure. Le « vin » d'entrée n'est que de 15 sous tournois (t.). alors qu'en 1380, la

redevance versée aux paroisses dans le cas de la grande draperie est d'un franc, soit environ 20 sous t. (Roch 2013, p. 136), complétée de 40 à 60 sous t. si le montant est déjà celui indiqué dans l'ordonnance de 1424 (ORF, t. XIII, p. 72-73).

72 ORF, t. VI, p. 462-463.

73 ORF, t. IX, p. 412-416, notamment p. 413.

74 ORF, t. XIII, p. 71.

75 ORF, t. XX, p. 41. Voir Banegas 2012, p. 488-489.

76 Roch 2013, p. 56.

77 Bove 2015, p. 126.

78 Roch 2013, p. 54-56.

79 La situation est comparable à celle de l'abbé de Saint-Denis en matière de teinturerie. Bove 2015, p. 126. L'absence de consultation des couvreurs en 1456 est explicite. ORF, t. XVIII, p. 417.

80 Ogilvie 2014, p. 181-183.

Table des illustrations



Titre **Fig. 1 – a. Paris, règlements de 101 organisations de métiers; b. Rouen, règlements de 24 organisations de métiers.**

Crédits a : Règlements de métiers conservés entre 1266 et 1328 d'après Lespinasse – Bonnardot 1879 ; b : Règlements de métiers conservés entre 1290 et 1382 ; sources en annexe.

Pour citer cet article

Référence électronique

François Rivière, « L'institutionnalisation de l'apprentissage et les organisations de métiers à Rouen à la fin du Moyen Âge », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6386>

Auteur

François Rivière

LaMOP – Paris 1 Panthéon Sorbonne, post-doctorant dans le LabEx HaStec

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

Voir la notice dans le catalogue OpenEdition

Plan du site – Flux de syndication

Nous adhérons à OpenEdition Journals – Édité avec Lodel – Accès réservé

Racine > Numéros > --TEST-- > The painter's apprentice in fifteenth and sixteent...

 **The painter's apprentice in fifteenth and sixteenth century Antwerp. An analysis...** (article) Voir Éditer Publier Supprimer

Racine > Numéros > --TEST-- > The painter's apprentice in fifteenth and sixteent...



--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

The painter's apprentice in fifteenth and sixteenth century Antwerp. An analysis of the archival sources

Natasja Peeters

résumé | plan | notes de l'auteur | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumé

This contribution studies the painter's apprentice in Antwerp during the fifteenth and the sixteenth century from a normative and quantitative point of view, based on archival sources. We firstly analyze the statutes of the guild of Saint Luke, which are partly preserved and published, with regard to the rules and regulations, and entry fees for the apprentices. Second, extensive past quantitative research of the membership lists of the Antwerp guild of Saint Luke (among others by the author), sheds light on the number and mobility of apprentices, and the accessibility of the profession —at least, those that were inscribed as a member in the official lists of the guild of Saint Luke.



Plan

Painters' apprentices in normative sources for Antwerp, fifteenth and sixteenth centuries

The Liggeren and the apprentices

Notes de l'auteur

We are especially grateful for the fruitful discussions with Patrick Wallis, Michel-Guy Leproux, and Philippe Lorenz. We also wish to thank Dr. Inge Schoups, FelixArchief/stadsarchief Antwerpen, for the information on the current situation of the archival documents pertaining to the Ledgers of the guild of Saint-Luke.

Texte intégral

Politiques de publication

Suivez-nous



Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



- 1 This contribution studies the painter's apprentice in Antwerp during the fifteenth and the sixteenth century from a normative and quantitative point of view, based on archival sources. Some 42% of the apprentices belonged to the figurative painters' "métier". They were a large group, but not the only one, as the guild of Saint Luke regrouped a great many different "métiers" (and their masters and apprentices) in the course of its history.
- 2 First, we analyze the statutes of the guild of Saint Luke, which are partly preserved and published, with regard to the rules and regulations, and entry fees for the apprentices. The statutes of the guild represent three hierarchic layers: masters, apprentices (and master's sons), and last the free and unfree journeymen. ¹ There were also servants and valets who helped the deans with the administration and did all sorts of odd jobs.
- 3 Second, extensive past quantitative research of the membership lists of the Antwerp guild of Saint Luke (among others by the author), sheds light on the number and mobility of apprentices, and the accessibility of the profession —at least, those that were inscribed as a member in the official lists of the guild of Saint Luke. The lists are preserved from the year 1453 onwards. A separate category for apprentices was created from 1469 onwards. It will also be interesting to study the master's son as a particular category: from 1543 onwards, they were also inscribed in the membership lists, while no mention is made of the journeymen in the membership lists. By analyzing these lists of free master painters and their apprentices, we can also make some hypothesis on the number of workshops, their size and structure, as food for thought and future research.
- 4 The guild of Saint Luke of Antwerp became a field of interest in the course of the nineteenth century. While tracking down the dawn of the "Golden age" of Antwerp, searching for the roots of Antwerp painting became a priority. The many and varied archival sources that were preserved became a rich mine of information for amateur sleuths. For Antwerp, the founding charter of 1382, and copies of the statutes are preserved in the City archives of Antwerp, albeit with *lacunae*. Some documents only exist in transcription, the original having gone lost. They were published by J.B. Van der Straelen in 1855. ² The lists of the members of the guild cover the years 1453 to 1720. The original *Liggeren* the registers of the Antwerp Saint Luke's guild, are preserved in the archives of the Royal Academy of Fine Arts of Antwerp, and they were published in two volumes by P. Rombouts and T. Van Lerijs between 1864 and 1876. ³ A large number of notes (for which they received help from F.J. van den Branden) puts flesh on the artists.
- 5 In what follows we shall study the Antwerp guild of Saint-Luke from a painter's apprentice's point of view. We shall not go into the artistic side of the training during the apprenticeship in this contribution, but we hope to research this topic for a future paper.

- ¹ Peeters – Dambruyne 2007, p. ix-xxiv; Peeters – Martens 2007, p. 33-49.

- ² SAA, CH 140, Charter, Sint-Lucasgilde, 26/8/1382; SAA, Fonds Gilden & Ambachten, GA 4573, Register (...)

- ³ The archives were formerly housed in the Royal Academy of Fine Arts in Antwerp and transferred to (...)

Painters' apprentices in normative sources for Antwerp, fifteenth and sixteenth centuries

- 6 Most of the artists in fifteenth and sixteenth century Antwerp were artisans and considered as such too. Many belonged to a corporation: the guild of Saint Luke. Right from the beginning, painters' apprentices are mentioned in the normative sources; most of the rules and fees applying to them were codified in the fifteenth century, remaining virtually unchanged until well into the seventeenth century.
- 7 Indeed, the earliest preserved source, the founding charter of 1382 of what shall become known as the guild of Saint Luke already mentions apprentices. ⁴ The charter states that those who had learned the craft elsewhere could become masters by paying 4 guilders. Furthermore, those who had learnt the craft with an Antwerp master were offered 2 guilders discount on the entry fee upon becoming a master. An apprentice paid 2 guilders entry money and 2 guilders upon getting his masters' title. Masters' sons could enter freely. No specific information is given on the length of the apprenticeship or the maximum number of apprentices per time in a workshop. Nothing is said about the nature of the apprenticeship, whether a contract was obligatory, and if and how the guild exercised control over these procedures. The guild's position was probably that this was specific and at the discretion of the master and the parents or the wards of the apprentice. Too many rules would kill the transaction. We suppose that the conditions of apprenticeship were settled in a separate written notary's contract or even talked through in an oral contract between the apprentice (or rather his parents/wards) and the master. For Antwerp, few notary's contracts of this nature have been found; they are certainly not separately nor systematically preserved, as is the case for other

- ⁴ Van der Straelen 1855, p. 2-3.

- towns, such as Venice.
- 8 On November 26, 1434, the trade organization grouping artists became officially a corporation.⁵ They are one of the larger *métiers*, and the increasing membership reflects and comes with a growing importance and social weight. Together with the *tailleurs d'image*, the painters demanded revisions of certain points as to the original founding charter dating from fifty years earlier. And so, masters and apprentices both also had to pay (on top of what was already stated in 1382), 6 "denieren grooten Brabants" "keersgeld" of apprenticeship fees to the guild. The candles were used in their chapel of the Church of Our Lady; the existence of their own chapel was yet another sign that the artists had moved up in the world. Moreover, again more supple provisions were made for kin, so that the legal masters' sons owed 2 "gelten" Rhine wine, while the bastard sons had to pay 1 Rhinish florin to enter the corporation.
- 9 Eight years later already, a third bill is written on the July 22, 1442.⁶ In twenty well-structured articles, the rules of what is from now on proudly called the guild 'of Saint Luke' are listed. That this 'codification' (with a stress on quality control) took place in the 1450s is no coincidence. The guild was booming: the commercial impact of the luxury crafts and arts sector on the economic importance of Antwerp grew each year. This is clear from the increasing membership numbers, and the above-mentioned chapel used part of the increased membership fees to cover for its costs. As to apprentices, there appears for the first time (and in the first article) the length of the training: four years. Masters' sons are mentioned as well, entering at a discount with 2 "schellingen", while for bastard sons there is again a higher fee of 1 Rhinish florin.
- 10 A next phase takes us to 1470, when the statutes are revised again due to shortage of money in the till.⁷ The considerable expenses for the chapel in the Church of Our Lady, and those for the guildhall have drained the coffers. Thus, it is stated that 1 florin extra will have to be paid in order to become a master. In the years after, the statutes were revised,⁸ but they keep silent as to apprentices. This means that the rules of 1442 remained applicable, which seems logical as the city and the guild would not have wanted to discourage apprentices to enter the guild but demanded a higher fee once they wanted to become a titled master. Interestingly, the *Liggeren* of the year 1470 add information as to the fees: the deans mention an increase of 2 golden guilders for masters and 3 Brabantine guilders for apprentices, information that seems to contradict what is written in the official rules.⁹
- 11 In 1494, supplementary regulations concerning apprentices were added to the existing statutes.¹⁰ Indeed, the lavish decoration of the chapel was draining the funds, and the fees increased again.¹¹ The candle money increased by 4 "denieren grooten Brabants"; still, it remained affordable.
- 12 In the early sixteenth century, the power of the guild of Saint Luke continued to increase as the luxury market had shifted from Bruges to Antwerp. One of the best examples of Antwerp's success story of the 1520s is the rise of painters (the so-called "Antwerpse maniëristen") working in an international style that became a commercial hit on the local, regional and international market. Workshops were thriving, and immigrant journeymen tried their fortune.¹² But clouds were forming on the horizon: in the early 1520s, there is a drop in the inscriptions of masters and apprentices in the *Liggeren* (see further) which points to a commercial crisis. Indeed, the town welcomed many trained but not yet independent artists (i.e. journeymen) who were willing to work —sometimes for little. Some of them came from the neighbouring villages, but many arrived from further afield. They were attracted by the demand of highly skilled labour emanating from the workshops. Indeed, the rules follow the trend and in 1528 masters were held to pay candle money for their journeymen! It appears that journeymen were more sought after than apprentices, as pupils were more a long-term investment, while a good journeyman can be put to work immediately on Antwerp's quality products, such as paintings that demand a high level of talent and skill. This implies that there was little tension (or competition) between apprentices and journeymen, but probably all the more so between masters and journeymen.
- 13 In 1526, the *Liggeren* mention the fact that members were being urged to pay up, and that many lagged behind with paying their fees.¹³ The guild was by then desperately trying to fill the coffers. In 1535, the situation becomes critical. The guild mentions a decrease in inscriptions, which is confirmed by the *Liggeren* (see further).¹⁴ It was difficult to make ends meet due to the expenses for various feasts and rhetorical gathering, rent, upkeep but also: "midts de veranderinge ende verargeringhe des tyts" (due to the changings and worsening of the times). They added: "Want oock negheene gulde noch in dese [...] zoe luttel en hadde van incomene" (because no guild had such little income).¹⁵ On the February 8, 1535, after more than sixty years (i.e. since 1470), it was decided to increase the entry fee to a total of 8 golden florins (at 28 "stuivers") for incoming masters; for apprentices it was increased to a total of 2 golden florins. Interestingly, these were discounted from the entry fee
- 5 *Ibid.*, p. 4-6.
 - 6 *Ibid.*, p. 6-11.
 - 7 *Ibid.*, p. 13-18.
 - 8 *Ibid.*, p. 30.
 - 9 Rombouts – Van Lerijs 1864-1876 (1961), vol. I, p. 20. The membership lists sometimes give, beside (...)
 - 10 Van der Straelen 1855, p. 30-35.
 - 11 *Ibid.*, p. 31.
 - 12 Martens – Peeters 2006, p. 211-222.
 - 13 Rombouts – Van Lerijs 1864-1876 (1961), vol. I, p. 108.
 - 14 Van der Straelen 1855, p. 39-42.
 - 15 *Ibid.*, p. 39-42, quote on p. 40.
 - 16 Van der Straelen 1855, p. 39-42.

once the apprentice applied for his masters' title, which left only 6 golden florins to pay. **16** For masters' sons, the fee was only a mere 20 "stuivers", thus giving priority to locals, and facilitating family businesses —and creating dynasties for that matter.

- 14 The rule does not seem to have been immediately followed, as the *Liggeren* mention so-called "half fees" for certain members for several years to come. Some apprentices were exempted from paying the full dues in the years after, as mention is made of the half-fee entry money being collected from the "aalmoezeniers" or Almoners, a recurrent practice. **17**
- 15 In 1538 the Poor relief box ("Armenbus") was created by a group of enterprising artists, providing (a meagre) relief for ill members and their spouses. **18** It seems to have been for masters only, as no apprentices or journeymen seem to have been listed. Furthermore, the money handed out was so little that it seems to have been more of a symbolic gesture than that it helped survive in times of illness and destitution.
- 16 Better times were ahead. The 1540s and 1550s are known as the boom years of the Antwerp luxury market, and paintings become more and more important commodities as countless inventories, which we have studied elsewhere, show. **19** Interestingly, this is also reflected in the statutes. The majority of the rules and articles deal with the quality of the raw material, and the fashioning of, as well as the know how behind the products. But they remain silent about apprentices, for whom probably nothing much has really changed. In February 1561, the entry fee for masters is increased to 25 guilders (at 20 "stuivers"). Nothing changed for the apprentices. **20** In the course of the sixteenth century, nothing more was said about painters' apprentices in the statutes of the guild.
- 17 The rules for painters are among the most summary of all the professions regrouped by the guild of Saint Luke. The rules for the embroiderers (1586), and the coffer makers (1575) are much more explicit. **21** For them, the rules are quite extensive and they specify various aspects of the profession, such as working procedures and raw materials used, and the putting to work of other workshop staff, working hours and break time, painters' rules remain silent as to the do's and don'ts for workshop personnel. Does this mean that the painters preferred to remain flexible, and that a certain liberty was involved in painters' workshop procedures? Or was the training and work of a painter's apprentice so specialized that it was difficult to put it into a set of fixed rules contrary to e.g. a coffer-maker? It is interesting to note that the professions involving standardized products seem to have many very detailed rules as opposed to crafts producing complex and complicated and often individualized products involving a large experience, training and knowledge. Perhaps it was more difficult to summarize and mold all this into a clear set of statutes. Although more research is necessary, this is certainly food for thought.
- 18 Nothing is said about the master-piece, anywhere for painters in Antwerp during the fifteenth and sixteenth century contrary to other artistic professions, where the fashioning of an example is part of the entry specifications.
- 19 But if these normative sources inform us about many aspects, we have to turn to other sources for information such as the size of Antwerp's painters' workshops (and the number of apprentices) and professional mobility for a painter starting his career.

- **17** Rombouts –Van Lierus 1864-1876 (1961), vol. I, p. 132 and 135 are examples of this. In the lists a (...)

- **18** Formerly AKASKA, Oud archief 243 (4), Bussenboek der Sint-Lucasgilde, Inschrijvingsboek van de bro (...)

- **19** Peeters 2009, p. 136-163; Peeters 2017, p. 189-201. Martens – Peeters 2006, p. 211-222.

- **20** Van der Straelen 1855, p. 56.

- **21** *Ibid.*, p. 60 and p. 66.

The *Liggeren* and the apprentices

- 20 A partial quantification of the *Liggeren*, the membership lists of the Antwerp guild of Saint Luke was done in Groningen between 2000-2003, during the project "Antwerp painting before iconoclasm". **22** We have to be sensitive to the heuristic problems of *lacunae*, which we have discussed elsewhere. **23** All in all, the *Liggeren* seem to be reasonably complete. Information of the years 1501-1579 was put in a database and analyzed. In all, we repertoried a total 2.089 masters and 1.007 apprentices for all the different professions pertaining to the guild. The quantification allows us to answer questions about size of workshops and professional mobility. It also allows us to say whether the inscriptions follow the rules and whether they follow the trends.
- 21 Our study from 2000-2003 has shown that there were two periods where there was a surplus of painter's apprentices: 1505-12 and 1520-24. Between 1521-1527 the enrollment numbers decrease. After that they follow the evolution of the masters. Between 1546 and 1558 inscriptions for masters in general, boom, and this echoes the economic situation. Painters' apprentices' enrollment follows the general trend. After that year, they fell dramatically as Antwerp and the Southern Netherlands are plunged in a general crisis that exploded into the Iconoclasm. The precarious times mentioned in the statutes are confirmed by the trends in the numbers. After the 1560s —contrary to other professions—, the inscriptions of the master painters lag. And for the

- **22** The project *Painting in Antwerp before iconoclasm (ca 1480-1566): A socio-economic Approach*, was d (...)

- **23** The fifteenth century has not yet been quantified. The lists do not have masters' enrollments for (...)

- second half of the sixteenth century, there are fewer apprentices. Although no definite answer can be given, we think that the bulk of the ever-growing production of Antwerp high-quality painting was done by masters and by a phalanx of journeymen as the second half of the sixteenth century progressed.
- 22 The question rises whether journeymen painters were firmly pushing open the doors to painters' workshops at that time. In our opinion they were indeed, although there is only evidence by extrapolation. ²⁴ Moreover, we surmise many of these journeymen to have migrated to Antwerp from neighbouring towns or from further afield, in the hope of starting a career there.
- 23 What about masters' sons? We have information about them from 1543 onwards as they were inscribed separately in the *Liggeren*. Between 1543 and 1579 masters' sons represent 23.7% of the masters' inscriptions, and 29.7% of the painters' specifically. After 1551 the numbers decrease. The existence of several highly successful painters' dynasties presents an interesting feature — we mention the Francken dynasty— but on the whole, the painters' trade seemed to have been relatively open to all who showed talent and enterprise. It was also such a specialized trade that keeping it within families was not always a good strategy —when talent was spread thinly, the name (or 'label') suffered, as was the case with the Francken-family in the 1640s. ²⁵ New blood often meant new talent, new influences and fresh subject matter, and thus a renewal which was important for a trade that could only prosper by the sophisticated quality of its products.
- 24 Only 20.3% of the apprentices in general obtained the masters' title: professional mobility of apprentices is obviously in sync with the degree of difficulty of becoming a (successful) painter. In fact, 80.7% of the apprentices in general did not make it. This comprises the 30% mortality, those who migrated, changed profession, stopped... and those who remained journeyman. For the painters specifically, 27.3% of the apprentices obtained their master's title. This means that the success rate is a little higher for the beginning painter's apprentice. Perhaps the investment is larger? Perhaps the time it takes to complete the training urges one to finish what one starts? Perhaps the choice of this profession is more a matter of reflection and deliberate choice (and the determination to succeed too)? ²⁶
- 25 How long did it take, based on our study of the membership lists, to become a master? As we said above, the statutes mention a training period of four years. But it is doubtful whether the average boy was able to paint sophisticated subjects (such as altarpieces) after just four years. And reality points out that the training took much longer. For most of the 152 masters studied in the project "Painting in Antwerp before iconoclasm (ca 1480-1566): A socio-economic Approach" (that we could follow from apprentice's inscription to master's title), it took between five and fifteen years before they obtained their master's title. This means that after their customary four years of training, they remained 'in service' from one up to eleven years! As the sixteenth century progressed, the trend shows that there was a slight increase of about nine to eleven years. For the 94 painters in our sample, gaining the master's status took longer as the sixteenth century progressed: from about eight to ten years.
- 26 Above all, this shows that artists (and painters specifically) took a long time before entering their profession as an independent master, a career move that involved a long preparation and involved certain risks, whether one was a masters' son or a non-related apprentice. Although the minimum age for an apprenticeship seems to have varied (there does not seem to have been a legal minimum age), for many, their master's title may have coincided with the then legal age of majority of twenty-five.
- 27 When did workshops get their first apprentice? Between 1500 and 1579, we have information about 252 masters in general on the interval between their masters' title, and the inscription of a first apprentice. This grows from an average of three to thirteen years as the century progressed. This means that a growing number of masters worked alone and did not put their know-how to the profit of apprentices, even less so as the century advanced. For 126 painters for whom we have this information, the same trend exists: the interval between their masters' title and the inscription of a first apprentice evolved from two to fifteen years. This needs to be seen in correlation with the decreasing number of apprentices as the century progresses, when the economic troubles become more pressing.
- 28 Between 1500 and 1579, some 73.15% of the workshops in general comprised only the master (and family help), and perhaps also unregistered help. Some 16.65% had one apprentice. Only two workshops boasted seven apprentices, which is the maximum of registered pupils found in the *Liggeren* for this period. For the painters, the numbers are similar: some 67.68% of the workshops there comprised only the master (and family help). Some 18.79% had one apprentice. One workshop had seven painter's apprentices! Over the period under concern, the trend is an increase in single-master workshops, and a decrease in the number of workshops with apprentices. The painters
- ²⁴ Martens – Peeters, 2006, p. 211-222.
 - ²⁵ Peeters 2012, p. 103-117.
 - ²⁶ But there remain some 72% of the apprentices 'in limbo'! I thank the participants of the conferenc (...)

- follow the general trend. Workshops with pupils were thus not so common as one may have thought, and workshops with many pupils were even quite rare.
- 29 The large workshops with which Antwerp is often associated, may well be a fable. Teaching and passing on one's skills in Antwerp was less prevalent than perhaps working with foreign or alien journeymen, who were already fully trained and matured and could be relied upon to increase the production of high-quality products provided they worked by the rules and were properly registered. It has not been possible to study a correlation between wealth and apprentices, i.e. if only well to do masters trained (many) apprentices. And we know that in Antwerp turning out high end quality paintings was what mattered. Commerce ruled!
- 30 Apprentices are mentioned in the normative sources; most of the rules and fees applying to them were codified in the fifteenth century, remaining virtually unchanged until well into the seventeenth century. The rules and regulations for painters differ from those for e.g. coffer makers and other professions in that they remain vague, and thus flexible. This is the result of the nature of the painter's profession: they fashion high quality individual products that are not very standardized. Even when making a copy, a painter still needs considerable amounts of talent and know how to make this product. In order to become a proficient painter, time and money was to be invested: professional mobility was rather slow. But even if it usually took over a decade to train a youngster, the rules remained vague on pedagogy, technical aspects, formation of ideas and intellectual training, as well as the actual creative process, and at the discretion of the master. It was a rather uncodified profession, leaving room for complex and differentiated 'products' using a variety of methods, subjects, and materials.
- 31 Most of the masters did not invest in apprentices —but may have worked with other (un)registered workers, such as journeymen. In the case of highly skilled artisans or artists such as painters, we wonder whether it would have been economically sound to invest much time, effort and money in the training of apprentices, only to let them leave after they had fulfilled their apprenticeship (and thus at a moment that they started to become cost-effective). For these reasons, we assume that locally trained apprentices in Antwerp during the sixteenth century more often than not stayed on as the servant or the journeyman of their former teacher, unless they became free masters themselves. Only a fifth of them eventually reached mastership, and as the sixteenth century progressed, the numbers given above show that it became increasingly difficult to set up a shop of one's own.

Bibliographie

Archives

SAA = City Archives Antwerp

Primary sources

Rombouts – Van Lerijs 1961 = P. Rombouts, T. van Lerijs, *Liggeren en andere historische archieven der Antwerpsche Sint-Lucasgilde*, The Hague, F. Baggerman, 1864-1876 (anastatic reprint Amsterdam, N. Israel, 1961), 2 vols.

Van der Straelen 1855 = J.B. van der Straelen, *Jaerboek der vermaerde en kunstrijke gilde van Sint-Lucas binnen de stad Antwerpen*, Antwerp, Peeters-Van Genechten, 1855.

Secondary sources

Faries 2006 = M. Faries (ed.), *Making and marketing: studies of the painting process in fifteenth- and sixteenth-century Netherlandish workshops*, Turnhout, 2006.

Martens – Peeters 2006 = M.P.J. Martens, N. Peeters, *Artists by numbers. Quantifying artist's trades in 16th century Antwerp*, in Faries 2006, p. 211-222.

Peeters – Dambruyne 2007 = N. Peeters, J. Dambruyne, *Artists of the twilight zone, some introductory remarks on journeymen in painter's workshops in the Southern Netherlands c. 1540-c. 1650*, in Peeters 2007, p. ix-xxiv.

Peeters – Martens 2007 = N. Peeters, M.P.J. Martens, *Assistants in artists' workshops in the Southern Netherlands (fifteenth and sixteenth centuries). Overview of the archive sources*, in Peeters 2007, p. 33-49.

Peeters 2007 = N. Peeters (ed.), *Invisible hands? The role and status of the painter's journeyman in the low countries c. 1450-c. 1650*, Louvain, 2007.

Peeters 2009 = N. Peeters, *The guild of Saint Luke and the painter's profession in Antwerp between c. 1560 and 1585: some social and economic insights*, in *Nederlands Kunsthistorisch Jaarboek, Envisioning the artist in the Early Modern Netherlands*, 51 (2009), p. 136-163.

Peeters 2012 = N. Peeters, *From Nicolaas to Constantijn. The Francken family and their rich artistic heritage (c. 1550-1717)*, in K. Brosens, L. Kelchtermans, K. Van der Stighelen (eds.), *Art Production and Kinship Patterns in the Early Modern Low Countries*, Turnhout, 2012, p. 103-117.

Peeters 2017 = N. Peeters, *A guild's eye view on art. Artists and the corporate world in Antwerp (ca. 1550-1600)*, in D. Eigberger, P. Lorenz et al. (eds.), *The artist between court and city (1300-1600)*, Paderborn 2017, p. 189-201.

Van de Velde 1973 = C. Van de Velde, *The Grotesque initials in the first Ligger and in the Busboek of the Antwerp guild of Saint Luke*, in *Bulletin van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis* 45 (1973), p. 252-277.

Notes

1 Peeters – Dambruyne 2007, p. ix-xxiv; Peeters – Martens 2007, p. 33-49.

2 SAA, CH 140, Charter, Sint-Lucasgilde, 26/8/1382; SAA, Fonds Gilden & Ambachten, GA 4573, Register St-Lucasgilde in Antwerpen, 1442-1773. We have checked the original documents. They were published by J.B. Van der Straelen, *Jaerboek der vermaerde en kunstrijke gilde van Sint-Lucas binnen de stad Antwerpen*, Antwerp, 1855.

3 The archives were formerly housed in the Royal Academy of Fine Arts in Antwerp and transferred to the City Archives in Antwerp in November 2018 as this contribution is being written; Rombouts – Van Lierus 1864-1876 (1961), 2 vols. For the history of the manuscript see: Van de Velde 1973, p. 252-277.

4 Van der Straelen 1855, p. 2-3.

5 *Ibid.*, p. 4-6.

6 *Ibid.*, p. 6-11.

7 *Ibid.*, p. 13-18.

8 *Ibid.*, p. 30.

9 Rombouts – Van Lierus 1864-1876 (1961), vol. I, p. 20. The membership lists sometimes give, besides the names of the registered artists and artisans, additional information to the statutes and rules. We suppose that the rules counted and that the deans made a mistake.

10 Van der Straelen 1855, p. 30-35.

11 *Ibid.*, p. 31.

12 Martens – Peeters 2006, p. 211-222.

13 Rombouts – Van Lierus 1864-1876 (1961), vol. I, p. 108.

14 Van der Straelen 1855, p. 39-42.

15 *Ibid.*, p. 39-42, quote on p. 40.

16 Van der Straelen 1855, p. 39-42

17 Rombouts – Van Lierus 1864-1876 (1961), vol. I, p. 132 and 135 are examples of this. In the lists apprentices who paid the full entry-fee and those that paid a half fee are listed separately. On p. 135, and p. 168 for example, mention is made of the "Aalmoezeniers".

18 Formerly AKASKA, Oud archief 243 (4), Bussenboek der Sint-Lucasgilde, Inschrijvingsboek van de broederschap van de Armenbus, 1538-1627, now transferred to the City Archives in Antwerp: FelixArchief/stadsarchief Antwerpen, 2574.

19 Peeters 2009, p. 136-163; Peeters 2017, p. 189-201. Martens – Peeters 2006,

p. 211-222.

20 Van der Straelen 1855, p. 56.

21 *Ibid.*, p. 60 and p. 66.

22 The project *Painting in Antwerp before iconoclasm (ca 1480-1566): A socio-economic Approach*, was directed by Prof. Dr. M. Faries and Prof. Dr. M.P.J. Martens, sponsored by N.W.O. and R.U.G., Institute for the History of Art and Architecture, Rijksuniversiteit Groningen.

23 The fifteenth century has not yet been quantified. The lists do not have masters' enrollments for 1562, 1563, 1565 and 1566, a heuristic problem that results in a distortion. Van de Velde 1973, p. 252-277.

24 Martens – Peeters, 2006, p. 211-222.

25 Peeters 2012, p. 103-117.

26 But there remain some 72% of the apprentices 'in limbo'! I thank the participants of the conference "Pictor", Rome, 2017 and Paris 2017, for the lively discussion about the 2/3-1/3 *ratio* of failure and success.

Pour citer cet article

Référence électronique

Natasja Peeters, « The painter's apprentice in fifteenth and sixteenth century Antwerp. An analysis of the archival sources », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6461>

Auteur

Natasja Peeters

War Heritage Institute, Brussels/Vrije Universiteit Brussel, Brussels, natasja.peeters@warheritage.be

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec Lodel – Accès réservé

Racine > Numéros > --TEST-- > Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattor...


[Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattori, collaboratori e soci nelle ... \(article\)](#)
[Voir](#)
[Éditer](#)
[Publier](#)
[Supprimer](#)

Racine > Numéros > --TEST-- > Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattor...



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattori, collaboratori e soci nelle aziende di Francesco Datini

Marco Tumino

[résumé](#) | [index](#) | [texte](#) | [bibliographie](#) | [notes](#) | [citation](#) | [auteur](#)

Résumés

[Italiano](#)
[English](#)

Nell'Occidente europeo si assistette a partire dal Tredicesimo secolo al trionfo dei commerci e dell'arte della mercatura. Protagonista indiscusso della vita economica, politica e sociale del pieno Medioevo, la figura del mercante ha suscitato un grande interesse negli storici dell'economia e più di recente in studiosi che si sono interessati alla mentalità, al linguaggio, all'alimentazione e al loro vivere quotidiano. Un interessante filone di ricerca, recentemente ripreso e aggiornato con nuovi studi, riguarda la formazione dei giovani mercanti dapprima negli istituti scolastici pubblici e privati e, successivamente, nel fondaco o nella bottega. Nel mio intervento presenterò il rappresentativo caso dell'azienda di Francesco Datini, il mercante di Prato che tra l'ultimo decennio del Trecento e il primo decennio del Quattrocento creò un sistema di compagnie pienamente inserito nei più importanti traffici europei. Oltre alla crescita dei più importanti e fedeli collaboratori del pratese, quali Stoldo di Lorenzo e Manno d'Albizo, il carteggio datiniano dell'azienda di Pisa ci informa delle mansioni e dell'operato di giovani fattori e garzoni operanti in Sicilia alla fine del Medioevo.

Entrées d'index

Keywords : school, training, education, fattori, merchants, Francesco Datini

Parole chiave : scuola, formazione, istruzione, fattori, garzoni, mercanti, Francesco Datini

Texte intégral



--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattori, collaboratori e soci nelle aziende di Francesco Datini

Marco Tumino

résumé | index | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumés

Italiano English

The training and business of young merchants. Fattori, collaborators and associates in Francesco Datini's business. Since fourteenth century, Western Europe saw the triumph of trade and merchantry. The merchants —the real protagonists of economic, political and social life in the Middle Ages— have aroused great interest among historians of economy and, more recently, researchers who have studied their mentality, language, food and daily lives. A branch of research, which has been resumed and updated with new studies, examines the training of young merchants in public and private institutions and their apprenticeship in warehouses or shops. My essay will focus on the illustrative case of the business of Francesco Datini, a merchant from Prato who, between the last decade of 1300 and the first decade of 1400, created a system of companies fully connected with major European trade. Datini correspondence of the Pisa Company gives many details not only about the personal growth of his closest and most trustworthy assistants, such as Stoldo di Lorenzo and Manno d'Albizo, but also about the duties and conduct of young boys in Sicily in the latter Middle Ages.

Entrées d'index

Keywords : school, training, education, fattori, merchants, Francesco Datini

Parole chiave : scuola, formazione, istruzione, fattori, garzoni, mercanti, Francesco Datini

Texte intégral

Politiques de publication

Suivez-nous

 Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



- 1 La tematica della trasmissione dei saperi in ambito mercantile ha riscosso nell'ultimo secolo un certo successo in ambito storiografico. Nella stagione dei grandi studi sulle aziende trecentesche e sull'economia tardomedievale alcuni dei più grandi storici si sono interessati alla questione fornendo preziosi contributi per comprendere il tipo di formazione necessaria ai giovani per esercitare la professione mercantile. Le difficoltà nel reperire informazioni dalle poche fonti disponibili hanno però lasciato ancora aperte alcune questioni che meritano d'esser approfondite, come i contenuti scolastici impartiti e le modalità del processo formativo dei discepoli, il rapporto tra domanda e offerta di istruzione, le mansioni e le responsabilità che i giovani apprendisti avevano e le condizioni in cui questi operavano nel quotidiano.
- 2 A partire dall'analisi dei contratti di discepolato e di salariato, Henri Pirenne per primo si interrogò sul come e il quando i mercanti medievali delle Fiandre iniziarono a istruirsi e a dotarsi delle conoscenze utili per praticare la mercatura. Lo studioso belga teorizzò che l'istruzione dei giovani risentisse della stessa attività economica esercitata in un determinato territorio e che quindi la conoscenza della scrittura e del calcolo in ambito mercantile divenne un'esigenza delle società aventi una vocazione commerciale, società che si organizzarono dapprima con un insegnamento di tipo ecclesiastico e successivamente, con le élites mercantili giunte al potere delle principali istituzioni urbane, con scuole pubbliche aventi un carattere di tipo professionale ¹.
 - 1 Pirenne 1929.
- 3 Dalle pionieristiche ricerche di Pirenne svolte negli anni Trenta del Novecento occorrerà attendere gli studi di Federigo Melis e Armando Saporì per avere un primo ritratto dei giovani mercanti italiani all'opera nel pieno Medioevo. Illuminante in tal senso è stato il contributo offerto dal Saporì nel saggio del 1937 *La cultura del mercante medievale italiano* ² in cui gettava una nuova luce sulla cultura e la trasmissione dei saperi in ambito mercantile, delineando il percorso di crescita dei giovani apprendisti e smentendo in maniera netta il pensiero di Werner Sombart ³. Quest'ultimo qualche anno prima aveva affermato che i calcoli matematici adoperati dai mercanti trecenteschi offrivano – a suo avviso – risultati inesatti e aveva posto l'accento sul carattere rozzo e spiccatamente personale dell'impresa mercantile e della sua contabilità, pensando che i libri di conto e i registri riportassero calcoli errati e che questi documenti non potessero essere in alcun modo separati dalla persona che li aveva scritti e li aggiornava.
 - 2 Saporì 1937.
 - 3 Sombart 1925.
- 4 Con il fiorire degli studi sulle grandi aziende mercantili tra gli anni Cinquanta e gli anni Sessanta del Novecento, e grazie al contributo offerto proprio dal carteggio dell'Archivio Datini, fu evidente invece come il mercante, dal suo scagno e dalla sua seggiola, ricercò con accuratezza la precisione nel calcolo e nella registrazione contabile; fu Federigo Melis quindi a mettere in evidenza nella sua opera *Aspetti della vita economica* ⁴ il ruolo dei fattori e dei garzoni datiniani e la loro formazione comune, come dimostrerebbe la crescente uniformità della grafia mercantesca e della compilazione della fonte contabile, sempre più chiara e standardizzata. Di estremo interesse in tal senso sono i due esempi presentati da Bruno Dini e da Jérôme Hayez riguardo la carriera nell'azienda Datini dei due fattori Ambrogio di messer Lorenzo de' Rocchi e del senese Andrea di Bartolomeo di Ghino ⁵.
 - 4 Melis 1962.
 - 5 Dini 1980; Hayez 2005.
- 5 Tra gli anni Sessanta e Ottanta del Ventesimo secolo si svilupparono nuovi studi che posero l'attenzione sul mondo dei saperi, sul loro apprendimento e sulla loro diffusione in ambito mercantile, studi che hanno evidenziato lo stretto legame tra l'insegnamento teorico e quello pratico ⁶. A partire dagli anni Novanta del Novecento una serie di ricerche hanno approfondito queste tematiche e messo in luce nuovi aspetti relativi all'insegnamento in ambito scolastico, con una particolare attenzione rivolta all'educazione fornita dalle scuole d'abaco e da quelle pubbliche e private ⁷.
 - 6 Borlandi 1963; Goldthwaite 1972; Antoni 1975; Trasselli 1978; Franci – Toti Rigatelli 1981; Casari (...)
 - 7 Franci 1992; Black 1996; Franceschi 1996; Ulivi 2002; Franceschi 2014.
- 6 Le società urbane aventi una forte vocazione mercantile e bancaria privilegiarono infatti l'apprendimento scolastico fondato sullo studio dell'abaco e dell'algebra per rispondere alla necessità di formare personale che venisse impiegato nell'amministrazione della contabilità di aziende e società dalle dimensioni sempre più grandi, che per la mole di affari e la loro estensione necessitavano di costanti scambi epistolari ed effettuavano operazioni di calcolo anche molto complesse.
- 7 Il salto di qualità nell'insegnamento matematico avvenne nei primi decenni del Duecento quando un giovane Leonardo Pisano, dopo aver viaggiato lungo le coste del Mediterraneo e aver raccolto il sapere della geometria greca e appreso gli strumenti di calcolo elaborati dalla matematica araba, introdusse in Occidente nuovi contenuti e nuove forme di calcolo. Cresciuto come scriba al servizio di mercanti pisani nei mercati di Bugia, nelle sue due principali opere, il *Liber abaci* scritto nel 1202 e rielaborato nel 1228 e la sua *Practica geometriae* del 1220, il matematico delineava i fondamenti del calcolo mercantile, adoperando ad esempio la regola del 'tre', insegnando il calcolo

dell'interesse e dello sconto, introducendo la numerazione posizionale con le cifre indo-arabiche al posto dei numeri romani e formulando poi la famosa successione numerica, che porta proprio il nome del suo teorizzatore.

- 8 Se l'insegnamento di Fibonacci venne recepito gradualmente in ambito scolastico, lo sviluppo duecentesco delle grandi compagnie mercantili contribuì senz'altro a sviluppare operazioni di calcolo sempre più raffinate e precise. La rinascita delle scienze matematiche si concretizzò nel quotidiano nell'ultimo ventennio del Duecento con l'istituzione delle scuole d'abaco comunali, a San Gimignano nel 1279, a Siena un anno dopo, a Verona nel 1284 ⁸. Nel corso del Trecento la lista si allunga e arriverà a comprendere un elevato numero di grandi e piccole città, con una precoce e capillare proliferazione nel territorio toscano dove si registra la presenza di maestri d'abaco ad Arezzo, a Sansepolcro, Volterra, Colle Valdelsa, Siena, Lucca, Pistoia, Pisa, Prato, Fucecchio. La diffusione delle scuole d'abaco è però un fenomeno che interessa tutto il territorio italiano data l'attestazione di questi insegnamenti a Milano, a Bologna, Perugia, Roma, fino a Palermo ⁹. In tutte queste importanti piazze commerciali le istituzioni cittadine si adoperarono chiamando uno o più maestri, proponendo loro contratti lavorativi a termine che potevano essere rinnovati, contratti che spesso prevedevano anche incarichi di consulenza per conto della stessa istituzione, come dimostrano gli stipendi pagati dai magistrati di Pisa al Fibonacci o le retribuzioni elargite dalla Casa dei Mercanti di Verona ai pubblici maestri d'abaco per alcune consulenze. Talvolta le stesse scuole nascevano su richiesta dei più autorevoli esponenti del ceto mercantile che vedevano nella creazione di una scuola un investimento per la futura crescita commerciale ed economica della società cui appartenevano, e per questo erano disposti a sborsare anche importanti somme di denaro per accaparrarsi i migliori maestri ¹⁰. La durata della scuola d'abaco andava dai 3 ai 5 anni e fungeva come una vera e propria scuola di specializzazione che, preceduta dal generico insegnamento scolastico, preparava i ragazzi allo svolgimento dell'arte della mercatura. In tutte queste scuole, i discepoli apprendevano nella lingua volgare l'utilizzo dell'aritmetica mercantile (quindi l'applicazione dei tassi d'interesse, gli sconti, i sistemi di monete, pesi e misure) e della geometria pratica (necessaria per il calcolo delle aree e dei volumi degli oggetti), il sistema numerico indo-arabico, le operazioni aritmetiche con i numeri interi e con le frazioni, frequentando lezioni mattutine e pomeridiane dal lunedì al venerdì – o al sabato – a discrezione dell'istituto.
- 9 Se la scuola cittadina rappresentò quindi la base della formazione teorica del sapere del mercante, il vero banco di prova per i giovani apprendisti era rappresentato dalla vita nel fondaco e dalle attività di bottega che questi erano tenuti a svolgere. Oltre a un'accurata preparazione teorica, di fondamentale importanza risulta essere lo svolgimento quotidiano della pratica degli affari. Il miglior luogo dove apprendere e maturare esperienza sul campo era il fondaco, scuola di vita per giovani garzoni in cerca di fortuna; qui il contatto con altri mercanti e la possibilità di rendersi protagonisti delle transazioni contribuivano alla crescita dell'individuo per affrontare le numerose mansioni che gli sarebbero state chieste. La veicolazione del sapere attraverso il contatto con altri mercanti in questi luoghi diventava fondamentale per tutti quei giovani che, non appartenendo a una famiglia di consolidate origini mercantili, non avevano ricevuto un insegnamento domestico e pratico, come accadeva invece nelle grandi famiglie dei Guidi a Siena o degli Spinola a Genova.
- 10 Emblematico in tal senso è l'avvio alla mercatura proprio di Francesco Datini, nato a Prato attorno al 1335 da Marco di Datino di Toscanello, iscritto all'ordine dei tavernieri e oste di professione, e da monna Vermiglia. Rimasto orfano in giovane età quando la peste del 1348 gli portò via entrambi i genitori e due dei suoi tre fratelli, con l'ultimo fratello rimasto in vita, Francesco venne affidato alle cure di Piero di Giunta del Rosso, designato dal padre come esecutore testamentario, e di monna Piera di Pratese Boschetti. Come spesso accade per gli orfani indirizzati precocemente al mondo del lavoro, all'interno della nuova casa il giovane Francesco è avviato alla pratica della mercatura, dapprima con viaggi e brevi esperienze lavorative svolte nelle botteghe fiorentine, dove apprese l'arte del *far di conto*, e successivamente, sulle orme di molti mercanti fiorentini e toscani, ad Avignone dove da inizio Trecento si trovava la sede papale. La formazione di Francesco avvenne molto probabilmente grazie alla trasmissione delle conoscenze pratiche all'interno dell'ambiente lavorativo della bottega piuttosto che in quello della scuola. Nella fiorente città provenzale, dopo un periodo di praticantato durante il quale ricoprì i ruoli di garzone e di fattore, il mercante pratese compare dapprima associato in diverse compagnie nel ruolo di socio subordinato e, successivamente, in qualità di socio con le aziende di Tuccio di Lambertuccio e di Toro di Berto di Tieri. Nel ricco e vitale centro economico, a partire dal 1350 e fino al suo rientro in Italia avvenuto nel 1383, il Datini riuscì ad accumulare ingenti capitali e, cosa più importante, a instaurare relazioni commerciali con banchieri, uomini d'affare e mercanti del Mediterraneo, legami che renderanno possibile, qualche anno più tardi, lo sviluppo del suo sistema aziendale sul piano internazionale.

• 8 Ulivi 2008.

• 9 Black 2011; Moscadelli 1991; Patrone 1996; Petti Balbi 1979; Ulivi 1998.

• 10 Gli studi di Elisabetta Ulivi hanno evidenziato l'elevata concentrazione di scuole d'abaco a Firenze (...)

- 11 Nel 1373, dopo aver acquisito una lunga esperienza e ormai all'età di 38 anni, il Datini fondò la sua prima azienda individuale. All'interno del fondaco avignonese vennero avviati alla mercatura alcuni dei più importanti e fedeli collaboratori del pratese, quali Tieri di Benci, amico e collaboratore per più di 30 anni, Boninsegna di Matteo Boninsegna, collaboratore a Pisa e futuro responsabile della sede avignonese, e Stoldo di Lorenzo, anch'egli destinato a seguire il Datini da Avignone a Pisa, prima come fattore e poi, a Firenze, come socio della Compagnia.
- 12 La formazione teorica e pratica di questi giovani collaboratori risultava fondamentale ai fini della soluzione che Francesco andava adottando per la gestione del suo sistema d'aziende: una volta creata la Compagnia, questa veniva affidata in gestione a uno stretto collaboratore o a un fattore che aveva già operato nell'azienda in posizione subordinata. Elevare al ruolo di socio aziendale un fidato compagno dava la garanzia al Datini che il nuovo dirigente, formatosi nella stessa sede, svolgesse nel migliore dei modi la propria attività, in quanto questi ne traeva un tornaconto personale non essendo un semplice «impiegato» e in più permetteva a Francesco di porsi a capo della gerarchia aziendale e di coordinare tutte le attività tramite la corrispondenza epistolare e la documentazione contabile, richiamata periodicamente nella sua abitazione pratese.
- 13 Le nuove aziende, infatti, furono collocate lungo le principali vie commerciali del bacino Mediterraneo, in punti strategici in grado di controllare e monitorare costantemente il traffico di merci e movimenti economici non solo del Mediterraneo ma anche dei Mari del Nord e delle Vie Orientali; e la fitta corrispondenza con i propri operatori economici permetteva di ricevere informazioni d'ogni tipo e di poter quindi prevedere le strategie di mercato da adottare al fine d'ottenere un più ampio profitto. La struttura ramificata della stessa azienda rendeva quindi necessaria la presenza di personale preparato e istruito, intraprendente ed estremamente affidabile.
- 14 Nel 1383 vennero avviati i fondaci individuali di Pisa e Firenze, che solo qualche anno più tardi saranno trasformati in Compagnie. La sede pisana, oltre a rappresentare il primo nucleo internazionale di quello che potremmo definire il progetto aziendale datiniano, figurava la sede dove svolgevano i primi passi coloro che sarebbero diventati i più stretti e fidati collaboratori del Datini che, dopo il periodo di formazione e l'esperienza maturata a capo del fondaco, venivano inviati a dirigere le principali aziende italiane ed estere.
- 15 È interessante constatare come la nascita del fondaco pisano fosse stata preceduta dall'attività svolta sul luogo di più operatori commerciali che, ormai buoni conoscitori della piazza commerciale in seguito all'esperienza formativa svolta presso compagnie amiche, vengono chiamati a dirigere le operazioni aziendali per il Datini come nel caso del già citato Stoldo di Lorenzo, che nella compagnia di Domenico d'Andrea aveva compiuto quell'apprendistato necessario per poter essere annoverato tra i collaboratori della neonata azienda pisana. Ancora da una compagnia amica, quella di Salvestro Balducci, doveva arrivare il fattore Manno d'Albizo degli Agli che veniva elevato a socio della Compagnia pisana, permettendo così a Stoldo di rivolgere il suo interesse nei confronti della nuova azienda fiorentina e al Boninsegna di tornare a operare nella piazza di Avignone dove era già stato impiegato.
- 16 Alle sedi toscane si affiancarono presto altri due importanti nuclei aziendali: nel 1392 venne installato a Genova un fondaco, diretto nei primi anni dal fedele Luca del Sera, che un anno dopo verrà trasformato in Compagnia (la quale sarà poi affidata ad Andrea di Bonanno), al fine di acquisire un ulteriore sbocco marittimo e di avere accesso ai mercati del Nord Europa. Sull'onda del successo nacque in Catalogna, inizialmente come estensione dell'azienda genovese e molto probabilmente per questo affidata allo stesso Luca del Sera, la nuova Compagnia barcellonaese, avente filiali a Valenza e Maiorca. Ancora una volta Francesco ricorre per la conduzione delle due sedi spagnole all'esperienza di gente fidata, quale Cristofano di Bartolo e Simone Bellandi, entrambi già impiegati nelle aziende Datini italiane.
- 17 Questo sistema di avvicendamento, di rotazione interna è reso possibile dal connubio di operatori esperti e fidati che fanno da chiozza ai più giovani, che al loro fianco apprendono a maneggiare libri contabili e a svolgere transazioni commerciali.
- 18 A interrompere questo ormai consolidato processo formativo che si svolgeva all'interno dell'azienda intervenne un'ondata di pestilenza che tra la fine del 1399 e gli inizi dell'anno 1400 inflisse un duro colpo al sistema creato dal mercante pratese, che in seguito alla perdita dei più fidati e fedeli soci quali Niccolò di Piero, Bartolomeo Cambioni, Andrea di Bonanno e dello stesso Manno d'Albizo, dovette chiudere entrambe le compagnie industriali installate a Prato, quella bancaria di Firenze e le sedi mercantili di Pisa e Genova, il che produsse un inevitabile contrazione negli affari internazionali, a riprova dell'importanza dei collaboratori di cui si era voluto circondare Francesco Datini.

- 19 Abbiamo visto dunque come il sistema aziendale del Datini abbracciasse l'intero bacino del Mediterraneo grazie alla creazione di sedi aziendali collocate nei maggiori scali commerciali e come la presenza di una rete di informatori e operatori economici sparsi per l'Europa permise al mercante pratese di organizzare i traffici con estrema razionalità. È chiaro come una così ampia organizzazione degli affari richiedesse un gran numero di collaboratori in costante contatto tra loro, pronti a spostarsi da un luogo all'altro per fiutare i migliori affari sulle principali piazze mercantili. La Sicilia, crocevia dei mercati per la sua posizione strategica, non poteva rimanere fuori dall'orbita commerciale del Datini, interessato al grano e alle altre mercanzie che dall'isola venivano esportate nel resto del continente.
- 20 Il più importante collaboratore datiniano attivo sulla popolata piazza commerciale di Palermo è il fiorentino Ambrogio Bini, [attivo](#) sull'isola dal 6 giugno 1383 e autore di quasi duecento lettere manoscritte, inviate principalmente alle sedi di Pisa (150 lettere) e di Firenze (circa 20 lettere) **11**. L'intensa attività mercantile ed epistolare svolta dal Bini si interruppe nel febbraio del 1387 quando il mercante, caduto in fallimento e costretto a fuggire prima a Termini Imerese e poi a riparare presso il piccolo centro abitato di Polizzi, fece perdere ogni sua traccia **12**. Oltre ai consigli e alle numerose raccomandazioni riguardanti le spedizioni, negli anni in cui opera sulla piazza palermitana, Ambrogio si occupa in prima persona dei negozi e informa dettagliatamente il Datini sulle condizioni del mercato siciliano, sulle vicende politiche legate ai «signori dell'isola» o sui sovrani di Napoli, sulle carestie, sulle numerose spedizioni piratesche che colpiscono le navi mercantili nei mari siciliani. Ricorrenti sono i suggerimenti che l'operatore economico [attivo](#) sulla piazza palermitana fornisce al mercante pratese, informandolo della convenienza degli acquisti o della necessità di rimandare un affare per l'eccessivo costo o la scarsa qualità della merce **13**.
- 21 Il lavoro che il mercante residente a Palermo svolge prevede numerosi spostamenti che lo portano lontano dalla propria sede e pertanto in alcune occasioni Ambrogio si trova impossibilitato a rispondere, come afferma in più lettere **14**. Nel primo periodo gli spostamenti dovevano essere frequenti e nel documento 6515, datato 23 agosto 1383, Ambrogio viene atteso nella bottega dai suoi collaboratori «ogimai di giorno i(n) giorno» **15**; a fine novembre invece, non avendo certezze di sicure partenze, da Palermo si informa la sede pisana che «p(er) anchora non à trovato Anbrugio pasagio p(er) chostà venire, chome lo troverà chosi ne verà» **16**.
- 22 In sua assenza, l'attività commerciale (ed epistolare) non poteva per ovvi motivi arrestarsi. Durante tali periodi, i lavori a Palermo venivano svolti da collaboratori che si prendevano cura delle transazioni economiche e della corrispondenza, come evidenziato da alcuni commenti del mercante fiorentino nelle sue lettere. Nel doc. 6536, ad esempio, appena tornato nella sede siciliana Ambrogio scrive a Pisa quanto fatto dai collaboratori in sua assenza: «Anchora vedrete p(er) una l(ettera) vi fano q(u)esti miei chome àno venduti i sete pani achatamo» **17**.
- 23 Bisogna dunque interrogarsi su chi fossero i «q(u)esti miei» indicati dal Bini e quali mansioni svolgessero per soddisfare le richieste del proprio superiore.
- 24 Per i nuovi garzoni che intraprendono la strada della carriera mercantile l'attività principale svolta nei primi anni risulta essere la trascrizione delle lettere, opera che richiedeva molto tempo e soprattutto molta attenzione. Ricopiare un testo anche di parecchi fogli scritto con una calligrafia non sempre di facile comprensione (per noi come per i contemporanei di allora) dava una notevole responsabilità ai giovani apprendisti. L'uso di copiare i documenti, al fine di aumentare le possibilità d'arrivo della documentazione spedita, contribuì a far crescere il numero di mani che stilano le missive. Nel carteggio analizzato compaiono diverse tipologie di scrittura. In taluni casi la diversa penna può essere riscontrata proprio nelle «copie di lettere», ovvero dove l'intero testo viene riprodotto su un foglio cartaceo indipendente che verrà poi spedito lungo un diverso itinerario rispetto quello della lettera originale, proprio per ottenere una maggior possibilità di successo della spedizione; diversamente, in talune lettere alla mano di Ambrogio Bini si affianca o si sostituisce del tutto una diversa «penna», probabilmente da attribuire a uno dei giovani garzoni operante presso la sede di Palermo al quale è affidato il compito di copiare i documenti di maggior interesse o valore. Nei documenti 6511, 6522, 6551 e 6553, le lettere iniziano con la copia di una precedente missiva, scritta appunto dal fattore, e vengono ultimate poi dal Bini in persona, con l'aggiunta delle ultime informazioni utili e l'indicazione della data di chiusura. Diversamente invece, i docc. 6508, 6515, 6525 e la serie che va dalla lettera 6529 alla 6536, sono stilati integralmente da una mano che non appartiene di sicuro al Bini, perché impegnato in viaggi d'affari o comunque non presente in sede. In tali occasioni il giovane scrittore riceve informazioni dal suo superiore, sempre tramite lettera, per far giungere poi le notizie all'azienda pisana del Datini, come ci chiarisce la lettera 6530, dove scrive che:

- **11** Oltre a questo consistente nucleo epistolare è stato possibile monitorare l'operato del Bini grazie (...)

- **12** Melis 1962, p. 191, nota 11.

- **13** ASP, doc. 6514, lett. da Palermo a Pisa del 15-08-1383: «Se de' pani di Prato ci mandarete II ball (...)

- **14** Nella lettera del 16 maggio 1384 il Bini dice che «p(er)ò no posiamo iscrivere, p(er)ò non abiamo (...)

- **15** ASP, doc. 6515, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1383.

- **16** ASP, doc. 6522, lett. da Palermo a Pisa del 12-11-1383. Un secondo viaggio fuori dalla Sicilia dev (...)

- **17** ASP, doc. 6536, lett. da Palermo a Pisa del 17-09-1384.

Noi abiamo riceuto p(er) Verto Biaio più lett(ere) e nesuna

vostra [del Datini], ma p(er) lett(era) d'Anbruoigio ci dice che de' pani sanesi ci mandò, sono la mettà 4 pani vostri e chosi abiamo a choncio, atenderemo a lo spacio e subito ve ne aviseremo voi q(u)anto sarà di bisongnio.

- 25 Un tale esempio ci mostra il totale coinvolgimento negli affari aziendali anche di questi giovani fattori, che copiando le lettere e scrivendo di penna propria avevano accesso a tutte le informazioni in essa contenute e ciò conferma che i dati trasmessi e comunicati non costituivano un monopolio dei soli dirigenti, ma venivano acquisiti anche da altri uomini dell'azienda.
- 26 Insieme all'attività amanuense i garzoni erano chiamati a svolgere numerose, e a volte delicate, mansioni. Oltre al servizio prestato nella bottega associata, i giovani erano impegnati nei viaggi verso i centri fieristici isolani dove avrebbero provato a vendere le merci che il mercante fiorentino non era riuscito a piazzare nella propria città. Nel carteggio i richiami a tali missioni sono frequentissimi: in numerosi documenti si può riscontrare l'operato di un garzone che, carico di panni, si avvia verso la sede in cui si svolge il raduno fieristico **18**. In altre occasioni il giovane mercante viene mandato a trattare l'acquisto di carichi di frumento, come nel caso de *lo giovine* inviato ad Agrigento *p(er)chè achatasi lo grano* chiesto dalla compagnia datiniana **19**. Carico di panni e denari, il giovane al servizio del Bini si occuperà nel maggio del 1385 dell'acquisto e delle operazioni di carico di un consistente quantitativo di formaggio e di cacio cavallo da inviare a Luigi di Caviale; conclusa l'operazione il nostro Ambrogio informerà la compagnia delle spese sostenute **20**. Qualche informazione utile in merito si può rintracciare nei documenti elencanti i *chonti di panni* dove troviamo registrate, tra i vari costi sostenuti per l'acquisto, anche le spese dovute per il garzone deputato a vendere e caricare la merce **21**.
- 27 Tra gli altri compiti assegnati che prevedono uno spostamento del garzone dalla propria sede operativa, vi è poi la consegna delle lettere inviate da Palermo: dovendo recapitare *uno mazo di lettere* a Colo di Lodovico, il giovane genovese *che dice chonoscie lo deto Colo* viene fatto imbarcare a Trapani sulla nave di Riccardo Rigiolente affinché consegna nelle mani del destinatario il mazo in questione **22**.
- 28 Leggendo i documenti sembra anche che i garzoni avessero il ruolo di sollecitare i creditori al pagamento del denaro (nel nostro caso dovuto per un carico di panni **23**) e, nonostante la giovane età, il potere di svolgere in prima persona le operazioni di compravendita, per cui al Bini, rimasto in sede a Palermo, non resta che aspettare il ritorno del proprio giovane collaboratore prima di poter comunicare l'esito delle trattative al Datini **24**. Non sempre i viaggi commerciali andavano a buon fine, motivo per cui l'itinerario del garzone poteva arricchirsi di nuove tappe, nel tentativo di riuscir a vendere tutta la merce in altri nuovi mercati: nel doc. 6515 vediamo protagonisti due giovani garzoni, l'uno proveniente da Siena e in viaggio per conto di Bartolomeo di Boninsigno, l'altro dipendente della Compagnia dei Covoni, che dopo essersi recati a Palermo e non aver concluso gli affari sperati si avviano verso una non specificata fiera per vendere i propri panni **25**. Ancora a distanza di un anno, un giovane mandato sempre da Bartolomeo di Boninsigno (viene da chiedersi se si tratti ancora della stessa persona), rimane nuovamente con panni invenduti a Palermo ed è costretto a incamminarsi nuovamente verso un raduno fieristico, in questo caso a Catania come specificato **26**.
- 29 Resta purtroppo difficile capire il grado di autonomia che questi giovani mercanti avessero maturato in ambito commerciale; non sappiamo infatti se prima della partenza questi avessero ricevuto precise indicazioni dai propri superiori (ad esempio sui prezzi o sulle tempistiche e le modalità d'acquisto) o se potessero trattare con gli acquirenti secondo la propria volontà. Certo è che *fanciulli, giovani, garzoni* ricoprivano un ruolo fondamentale nello svolgimento delle pratiche mercantili e per tal motivo dovevano essere trattati con il rispetto dovuto e godere di un'alta considerazione, come dimostrano le parole di Manno nei confronti di Nicholaio. Il mercante fiorentino in una lettera del settembre del 1386 scrive al Datini che:
- Detto giovane ci rachomandate assai e masimamente a me che ne faci chome di fratello e chome se uno del fondacho fosse, farollo p(er) vostro amore e poi p(er) sue, che buon pezo è ch'io il chonobi, è mio amicho e assai, sichè la mia p(er)sona p(ro)pria sarà tratato in tute q(u)elle chose fia di bisongnio **27**.
- 30 Nell'Italia dei commerci la rinascita dell'insegnamento matematico si tradusse nell'affermazione dell'aritmetica mercantile e un profondo rinnovamento interessò non solo i luoghi dove questo veniva impartito, ma anche i contenuti matematici profusi. A partire dalle lezioni di Leonardo Fibonacci infatti, le scienze matematiche furono approfondite al fine di soddisfare le sempre più complesse tecniche di rendicontazione degli affari necessarie per gestire le grandi compagnie bancarie e commerciali. Compagnie che si dotarono di strumenti lavorativi utili per semplificare e velocizzare le operazioni di calcolo,
- **18** ASP, doc. 6547, lett. da Palermo a Pisa del 03-11-1384: «Deto v'abiamo che ongni pano a chomune p((...)
 - **19** ASP, doc. 6606, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1385: «Anchora ci dicemo che avavamo mandato lo (...)
 - **20** ASP, doc. 6496, lett. da Palermo a Pisa del 19-05-1385: «Mando chostà a vostri p(er) Luigi di Chav (...)
 - **21** ASP, doc. 6571, lett. da Palermo a Pisa del 10-03-1385: «p(er) spese del gharzone al vendere t. 2» (...)
 - **22** ASP, doc. 6570, lett. da Palermo a Pisa del 02-03-1385: «Di poi adi 1 di marzo v'abiamo iscrito un (...)
 - **23** ASP, doc. 6523, lett. da Palermo a Pisa del 11-12-1383: «gjà abiamo mandato lo gharzone gli vadi a (...)
 - **24** ASP, doc. 6521, lett. da Palermo a Pisa del 29-10-1383: «q(u)ando fia torato lo giovane vi diremo (...)
 - **25** ASP, doc. 6515, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1383: «El giovane sanese ci vene p(er) Bartolome (...)
 - **26** ASP, doc. 6533, lett. da Palermo a Pisa del 04-08-1384: «lo giovane ci viene p(er) Bartolomeo di B (...)
 - **27** ASP, doc. 503918, lett. da Palermo a Firenze del 01-09-1386.

come nel caso del famoso *manuale di mercatura* redatto dal fattore Francesco di Balduccio Pegolotti per la Compagnia dei Bardi. Manuali come questo, oltre allo scopo puramente pratico, avevano una funzione didattica per i giovani mercanti che si lanciavano nel complesso mondo del commercio internazionale, istruiti sin da subito a tenere in ordine le scritture e a padroneggiare la penna.

- 31 Se l'azienda Datini divenne assoluta protagonista a inizio Quattrocento dei commerci mediterranei, ciò fu possibile grazie alla presenza nei principali porti di fidati corrispondenti che informavano il mercante pratese delle condizioni economiche del luogo e fornivano importanti dettagli al fine di programmare anticipatamente le strategie commerciali più redditizie per la compagnia. Per l'estensione e la mole d'affari che le grandi aziende avevano raggiunto, i collaboratori inviati in sedi lontane dovevano sviluppare grandi capacità d'adattamento – ambientale e linguistico in primis – e dimostrare efficienza e fedeltà al proprio maggiore. All'inizio della propria carriera, molti aspiranti mercanti effettuarono, quindi, viaggi di lavoro e soggiorni prolungati in importanti piazze mercantili al fine di diventarne esperti conoscitori, creare una fitta rete di relazioni e costruire uno spazio commerciale per la nascita di una nuova compagnia.
- 32 Come si verificò per Stoldo di Lorenzo, Manno d'Albizo e Matteo Boninsegna, giovani apprendisti venivano istruiti e lentamente inseriti nella struttura aziendale e nel mondo del commercio; al fianco dei «quadri dirigenziali» la quotidiana attività commerciale ed epistolare dell'Archivio Datini fa emergere quindi l'operato di fattori e garzoni impegnati a svolgere numerose attività per soddisfare il loro *maggiore*. Partendo da una buona preparazione teorica e da tanta esperienza sul campo, nella bottega di paese come nel fondaco di una città straniera, un giovane che intraprendeva la strada della mercatura poteva quindi partendo dalle mansioni più umili scalare la gerarchia aziendale e raggiungere uno status economico e sociale molto importante, come dimostrato dalla fortunata esperienza di Francesco Datini che, partito come semplice garzone, creò nel giro di pochi decenni un sistema aziendale articolato, al momento della sua massima espansione, in due aziende individuali e ben otto aziende collettive, tutte situate nelle principali piazze commerciali europee.

Bibliographie

Archivi

ASP = Archivio di Stato di Prato

Bibliografia secondaria

Antoni 1975 = T. Antoni, *Le scuole di abaco a Pisa nel secolo XIV*, in *Studi di ragioneria, organizzazione e tecnica economica. Scritti in memoria del prof. Alberto Riparbelli*, I, Pisa, 1975, p. 57-62.

Becchi 1987 = E. Becchi, *Storia dell'educazione*, Scandicci, 1987.

Black 1988 = R. Black, *Umanesimo e scuola nell'Arezzo rinascimentale*, in *Atti e Memorie dell'Accademia Petrarca di Lettere, Arti e Scienze*, L, 1988, p. 87-112.

Black 1996 = R. Black, *Studio e scuola in Arezzo durante il Medioevo e il Rinascimento: i documenti d'archivio fino al 1530*, Arezzo, 1996.

Black 2011 = R. Black, *Humanism and education in Medieval and Renaissance Italy*, Cambridge, 2011.

Borlandi 1963 = F. Borlandi, *La formazione culturale del mercante genovese nel Medioevo*, in *Atti della Società Ligure di Storia Patria*, III, 1963, p. 221-230.

Casarino 1982 = G. Casarino, *I giovani e l'apprendistato: iniziazione e addestramento*, Genova, 1982.

Dini 1980 = B. Dini, *Una pratica di mercatura in formazione (1393-1395)*, Firenze, 1980.

Franceschi 1996 = F. Franceschi, *Les enfants au travail dans la manufacture textile florentine des XIV^e et XV^e siècles*, in *Médiévales*, 30, 1996, p. 69-82.

Franceschi 2014 = F. Franceschi, *I giovani, l'apprendistato, il lavoro*, in I. Lori

Sanfilippo, A. Rigon (a cura di), *I giovani nel Medioevo. Ideali e pratiche di vita. Atti del Convegno di studio (Ascoli Piceno, 29 novembre – 1° dicembre 2012)*, Roma, 2014, p. 122-143.

Franci 1992 = R. Franci, *Le matematiche dell'abaco nel Quattrocento*, in *Contributi alla Storia delle Matematiche. Scritti in onore di G. Arrighi*, Modena, 1992, p. 53-74.

Franci – Toti Rigatelli 1981 = R. Franci, L. Toti Rigatelli, *La trattatistica matematica del Rinascimento senese*, in *Atti dell'Accademia delle Scienze di Siena detta de' Fisiocritici*, XIV, 13, 1981, p. 1-71.

Goldthwaite 1972 = R.A. Goldthwaite, *Schools and teachers of commercial arithmetic in Renaissance Florence*, in *Journal of European Economic History*, I, 1972, p. 418-433.

Greci 1988 = R. Greci, *Il contratto di apprendistato nelle corporazioni bolognesi (XIII-XIV sec.)*, in *Corporazioni e mondo del lavoro nell'Italia padana medievale*, Bologna, 1988, p. 157-223.

Hayez 2005 = J. Hayez, *Un facteur siennois de Francesco di Marco Datini. Andrea di Bartolomeo di Ghino et sa correspondance (1383-1389)*, in *Bollettino dell'Opera del Vocabolario italiano*, 10, 2005, p. 203-397.

Melis 1962 = F. Melis, *Aspetti della vita economica medievale (studi nell'Archivio Datini di Prato)*, Siena, 1962.

Moscadelli 1991 = S. Moscadelli, *Maestri d'abaco a Siena tra Medioevo e Rinascimento*, in *L'Università di Siena: 750 anni di storia*, Siena, 1991, p. 207-216.

Lucchi 1982 = P. Lucchi, *Leggere, scrivere e abaco: l'istruzione elementare agli inizi dell'età moderna*, in *Scienze, credenze occulte, livelli di cultura. Convegno Internazionale di Studi (Firenze, 26-30 giugno 1980)*, Firenze, 1982, p. 102-119.

Paoli 2009 = M.P. Paoli (a cura di), *Saperi a confronto nell'Europa dei secoli XIII-XIX*, Pisa, 2009.

Patrone 1996 = A.M.N. Patrone, *Vivere nella scuola. Insegnare e apprendere nel Piemonte del tardo Medioevo*, Cavallermaggiore, 1996.

Petti Balbi 1979 = G. Petti Balbi, *L'insegnamento nella Liguria Medievale*, Genova, 1979.

Pirenne 1929 = H. Pirenne, *L'instruction des marchands au Moyen-Âge*, in *Annales d'histoire économique et sociales*, I, 1929, p. 13-28.

Sapori 1937 = A. Sapori, *La cultura del mercante medievale italiano*, in *Rivista di storia economica*, 2, 1937, p. 89-125; ora in G. Airaldi (a cura di), *Gli orizzonti aperti. Profili del mercante medievale*, Torino, 1997, p. 139-173.

Sombart 1925 = W. Sombart, *Il capitalismo moderno*, Firenze, 1925, in particolare il capitolo su «Il Mercante», p. 99 sgg.

Trasselli 1978 = C. Trasselli, *Ancora sulla cultura matematica del mercante tardomedievale*, in *Studi in memoria di Federigo Melis*, IV, Napoli, 1978, p. 111-128.

Ulivi 1998 = E. Ulivi, *Le scuole d'abaco a Firenze (seconda metà del sec. XIII-prima metà del sec. XVI)*, in E. Giusti (a cura di), *Luca Pacioli e la Matematica del Rinascimento. Atti del Convegno internazionale di studi, Sansepolcro, 13-16 aprile 1994*, Città di Castello, 1998, p. 41-60.

Ulivi 2002 = E. Ulivi, *Scuole e maestri d'abaco in Italia tra Medioevo e Rinascimento*, in E. Giusti, R. Petti (a cura di), *Un ponte sul Mediterraneo. Leonardo Pisano, la scienza araba e la rinascita della matematica in Occidente*, Firenze, 2002, p. 121-159.

Ulivi 2008 = E. Ulivi, *Scuole d'abaco e insegnamento della matematica*, in A. Clericuzio, G. Ernst (a cura di), *Il Rinascimento italiano e l'Europa*, V, *Le Scienze*, Treviso, 2008, p. 403-420.

Notes

¹ Pirenne 1929.

² Sapori 1937.

³ Sombart 1925.

4 Melis 1962.

5 Dini 1980; Hayez 2005.

6 Borlandi 1963; Goldthwaite 1972; Antoni 1975; Trasselli 1978; Franci – Toti Rigatelli 1981; Casarino 1982; Lucchi 1982; Becchi 1987; Black 1988; Greci 1988.

7 Franci 1992; Black 1996; Franceschi 1996; Ulivi 2002; Franceschi 2014.

8 Ulivi 2008.

9 Black 2011; Moscadelli 1991; Patrone 1996; Petti Balbi 1979; Ulivi 1998.

10 Gli studi di Elisabetta Ulivi hanno evidenziato l'elevata concentrazione di scuole d'abaco a Firenze, con 3 botteghe registrate nel quartiere di Santa Croce, una nel quartiere di Santo Spirito, due in San Giovanni e ben 6 nel quartiere di Santa Maria Novella. Ulivi 2008, p. 408-409.

11 Oltre a questo consistente nucleo epistolare è stato possibile monitorare l'operato del Bini grazie a una serie di missive, piuttosto isolate, con alcune persone – informatori, acquirenti, corrispondenti in affari – attive nell'isola (lettere spedite a Catania e a Sciacca) e nel continente (con un unico invio ad Avignone a Matteo di Lorenzo).

12 Melis 1962, p. 191, nota 11.

13 ASP, doc. 6514, lett. da Palermo a Pisa del 15-08-1383: «Se de' pani di Prato ci mandarete II balte di q(u)egli ch(i)esti v'abiamo, avisiamo ne farete bene e poichè Francescho istà làne si ne potrà mandare asai se utile vi vedrà, siché starà bene»; ASP, doc. 6519, lett. da Palermo a Pisa del 11-10-1383: «Noi solectiamo di spaciare q(u)anto si può i(n) vostri pani e bene averemo charo voi ne facesi pro, p(er)ò che facendo pro voi v'avazeresti i(n) q(u)esto paese di fare delle chose, ma se no fia ora fia un'altra volta che meglio si farà, siché p(er) la prima volta ne si vole p(er)ò abandonar, che chon Dio i(n)nazi, tuto di ci si potrà fare di buone chose e bene siamo avisati d'aprire gli occhi nel credere e chosi faciamo, siché cho' l'aiuto di Dio ongni chosa andrà bene»; ASP, doc. 6526, lett. da Palermo a Pisa del 23-03-1384: «Vegiamo chome vi diliberasti di no chiedere grano p(er) ora, crediamo abiate fato il meglio però che da poi è di q(u)a forte montato, ma i(n)nazi era buono p(r)ovidere tuto sarà istato p(er) lo meglio»; ASP, doc. 6564, lett. da Palermo a Pisa del 13-02-1385: «Noi v'avevamo scritto ch'a noi pare che q(u)est'ano fia buono i(n)paciarso i(n) grano p(er)ò del vechio no ci resta e lo nuovo pare fia pocho sichondo si dice e p(er) tanto a noi pare che q(u)ando si richoglie che n'è sempre migliore merchato di fare noi v'abiamo una sorte e chon Dio inazi giterà buona ragione, siché chol nome di Dio e di' gadangnio noi al tenpo ne toremo q(u)ella soma ci pare datone e vantagieremo q(u)anto si potrà».

14 Nella lettera del 16 maggio 1384 il Bini dice che «p(er)ò no posiamo iscrivere, p(er)ò non abiamo tenpo, p(er)ò lo lengnio si vole partire i(n) q(u)esta ora. Abiateci p(er) ischusati p(er)ò no vi posiamo iscrivere a chonpimento ma subito p(er) la via di Napoli v'aviseremo di tuto q(u)anto sarà di bisongnio» e, nel doc. 6536, egli stesso scrive che «q(u)esta sera si parte una nave p(er) chostà venire si vi poso pocho scrivere ma p(er) lo primo altro pasagio v'aviserò a pieno di tuto p(er) modo istarà bene».

15 ASP, doc. 6515, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1383.

16 ASP, doc. 6522, lett. da Palermo a Pisa del 12-11-1383. Un secondo viaggio fuori dalla Sicilia dev'essere avvenuto a cavallo tra il marzo e l'aprile del 1384, come conferma la lettera del cinque aprile dove lo si vede impegnato a Firenze, e ancora a fine maggio quando la sua presenza è attestata a Savona. Durante il periodo estivo pare che gli spostamenti si interrompano per poi riprendere a metà settembre con un viaggio a Prato, e a metà ottobre e nel marzo dell'anno successivo con un viaggio verso una località non specificata.

17 ASP, doc. 6536, lett. da Palermo a Pisa del 17-09-1384.

18 ASP, doc. 6547, lett. da Palermo a Pisa del 03-11-1384: «Deto v'abiamo che ongni pano a chomune p(er) voi e p(er) F(rancescho) di Bonachorso e vostri propi, mandati abiamo a la fiera q(u)ando i gharzoni tornati sarano v'aviseremo q(u)anto fato averano e tuto provederemo fine se ne farà chome più tosto si potrà».

19 ASP, doc. 6606, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1385: «Anchora ci dicemo che avavamo mandato lo giovane a Girgenti p(er)chè achatasi lo grano voi volete».

20 ASP, doc. 6496, lett. da Palermo a Pisa del 19-05-1385: «Mando chostà a vostri p(er) Luigi di Chaviale formagio e chaci cavali le q(u)ali sarano c. 200 i(n) 250 i(n) tuto, no ve l'poso dire a punto, p(er)ò ò mandato lo giovane a charichagli gli q(u)ali diedi pani e d(enari) ed è p(er) voi e p(er) me»; «P(er) altra l(ettera) ve ne diremo chonto a punto le spese farà lo giovane lo vane a fare charichare, siché voi achonciare lo posiate».

21 ASP, doc. 6571, lett. da Palermo a Pisa del 10-03-1385: «p(er) spese del gharzone al vendere t. 2» e poi «p(er) logia a la fiera e spese del giovane t. II g. 8».

22 ASP, doc. 6570, lett. da Palermo a Pisa del 02-03-1385: «Di poi adì 1 di marzo v'abiamo iscrito uno mazo di le(ttere) e mandate soto 1 mazo di Colo di Lodovicho, le q(u)ali abiamo mandate a uno giovane genovese che dice chonosce lo deto Colo e

che in sua mano le porà che viene i(n) su una nave è a Trapani di Ricardo Rigiolente, caricha di grano, che viene a Jachopo di Falchone, sichè siate avisati d'avelle».

23 ASP, doc. 6523, lett. da Palermo a Pisa del 11-12-1383: «già abiamo mandato lo gharzone gli vadi a solecitare, che mille ani ci pare avervigli rimesi e bene gli solecitiamo q(u)anto si può».

24 ASP, doc. 6521, lett. da Palermo a Pisa del 29-10-1383: «q(u)ando fia torato lo giovane vi diremo q(u)ello fia seghuito».

25 ASP, doc. 6515, lett. da Palermo a Pisa del 23-08-1383: «El giovane sanese ci vene p(er) Bartolomeo di Bonsignio ci arehò pani asai e nullo cie ne potte ispaciare, poi se n'andò alla fiera e simile q(u)ello de' Chovoni, siché no vi maravigliate de' vostri ch'ogni volta no si puone fare q(u)ello altri vorebe».

26 ASP, doc. 6533, lett. da Palermo a Pisa del 04-08-1384: «lo giovane ci viene p(er) Bartolomeo di Bonsingnio no ci àne venduto mai nulla e aportò pani asai, ora se ne vane alla fiera di Chatania».

27 ASP, doc. 503918, lett. da Palermo a Firenze del 01-09-1386.

Pour citer cet article

Référence électronique

Marco Tumino, « Formazione e attività dei giovani mercanti. Fattori, collaboratori e soci nelle aziende di Francesco Datini », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6470>

Auteur

Marco Tumino

Università degli Studi di Firenze e di Siena, marco.tumino@unifi.it

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec Lodel – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. La formazione dei «maestri di polvere» fiorentini nel Quattrocento

Fabrizio Ansani

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Italiano English

Attraverso la documentazione delle magistrature militari fiorentine, questo saggio si propone di esaminare le carriere degli artigiani coinvolti nella manifattura della polvere da sparo, una merce essenziale per la conduzione della guerra quattrocentesca. In particolare, l'analisi si concentrerà sui diversi percorsi formativi e sulla differente cultura pratica dei vari «maestri di polvere» della Repubblica. I risultati della ricerca evidenzieranno l'impatto dei conflitti sulla crescita della domanda degli armamenti, sottolineando il ruolo dello stato nell'ampliamento della base lavorativa e nell'innovazione dei processi produttivi.

Entrées d'index

Keywords : Florence, gunpowder, artillery, war, artisans, labor, guilds, technology, renaissance, economic policy

Parole chiave : Firenze, polvere da sparo, artiglierie, guerra, artigiani, manodopera, corporazioni, tecnologia, rinascimento, politica economica

Plan

I «maestri di polvere», imitatori dei «più formidabili effetti del cielo»

Meccanizzare, velocizzare. Gli «edifici della polvere»

La manodopera militare, tra deregolamentazione corporativa e pubblica utilità

Racine > Numéros > --TEST-- > Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. ...


[Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. La formazione dei «maestri di ... \(article\)](#)
[Voir](#)
[Éditer](#)
[Publier](#)
[Supprimer](#)

Racine > Numéros > --TEST-- > Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. ...



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. La formazione dei «maestri di polvere» fiorentini nel Quattrocento

Fabrizio Ansani



[résumé](#) | [index](#) | [plan](#) | [texte](#) | [bibliographie](#) | [notes](#) | [illustrations](#) | [citation](#) | [auteur](#)

Résumés

[Italiano](#)
[English](#)

Set in the context of fifteenth-century Florence, this article describes the practical knowledge of the labor involved in the production of gunpowder. The analysis will focus on the different cultural backgrounds of these masters, who had served their juvenile apprenticeship as carpenters, apothecaries, or even furriers. Data have been retrieved from the military archives of the Florentine Republic. The accountancies of the Dieci di Balìa and the Otto di Pratica, in particular, have been useful in revealing the government intervention in weapon procurement as well as the public promotion of technological innovation. The findings of the research will prove the impact of war on employment prospects, highlighting the state efforts to increase both qualitative standards and output levels of the powder manufacture.

Entrées d'index

Keywords : Florence, gunpowder, artillery, war, artisans, labor, guilds, technology, renaissance, economic policy

Parole chiave : Firenze, polvere da sparo, artiglierie, guerra, artigiani, manodopera, corporazioni, tecnologia, rinascimento, politica economica

Plan

I «maestri di polvere», imitatori dei «più formidabili effetti del cielo»

Meccanizzare, velocizzare. Gli «edifici della polvere»

La manodopera militare, tra deregolamentazione corporativa e pubblica utilità



Texte intégral

- 1 Nonostante gli importanti progressi degli ultimi anni, la storiografia militare italiana sembra ancor oggi trascurare l'esistenza di un indissolubile intreccio fra produzione manifatturiera e guerra rinascimentale. **Le analisi dell'apparato bellico quattrocentesco, infatti, hanno finora privilegiato una prospettiva politica e culturale, lasciando sullo sfondo i problematici costi di gestione dell'esercito, incluso il munizionamento delle truppe**¹. In tal senso, le interessanti indicazioni di John Hale sull'impatto economico dei conflitti della prima età moderna non paiono aver trovato alcun riscontro, nonostante la consapevolezza dell'esistenza di una cospicua domanda di beni di consumo militare, spinta da una straordinaria mobilitazione di risorse nello sviluppo di nuovi saperi e di nuovi mestieri².
- 2 Non è un caso, dunque, che studiosi come Richard Goldthwaite, William Caferro ed Enrico Stumpo abbiano più volte sollecitato un'indagine approfondita della spesa militare **dei vari stati territoriali**, ribadendone sia la natura «perpetua», sia le ricadute virtuose³. In attesa di nuovi sviluppi, resta forte il ritardo accumulato nei confronti della ricerca anglosassone e transalpina, valorizzata anche da una riflessione costante sulle conseguenze sociali, istituzionali e finanziarie della diffusione delle armi da fuoco e della comparsa **dei forti bastionati**⁴. **Uno scarto, questo, che ha finito** per marginalizzare le peculiarità italiane nel lungo dibattito internazionale sulla cosiddetta «rivoluzione militare» europea, incentrato proprio sull'interpretazione di tematiche tecnologiche e di materie economiche di non secondaria importanza⁵.
- 3 Solo recentemente il «governo» delle artiglierie pare aver suscitato un qualche interesse fra i medievisti ed i modernisti della Penisola, ampliando le prospettive dei pionieristici studi di Cesare Quarenghi, Carlo Montù ed Angelo Angelucci⁶. Tuttavia, al di là di queste sporadiche aperture, poco o nulla si continua a sapere, ad esempio, della produzione e della compravendita dell'indispensabile salnitro, nonostante il coinvolgimento di alcune fra le più importanti banche dell'epoca⁷. E lo stesso potrebbe dirsi, sorprendentemente, del commercio e dell'utilizzo dei metalli, sebbene non sia mai scemato l'interesse storico ed archeologico verso i siti minerari. Un caso a parte è forse rappresentato dallo studio del complesso siderurgico estense di Forno Volasco, frutto di un progetto politico e mercantile piuttosto ambizioso per l'epoca⁸.
- 4 Con queste premesse, non stupisce che anche noti fabbricanti di rinomate «munizioni» abbiano goduto, negli ultimi tempi, di una scarsa considerazione. Certo, le armature dei corazzai lombardi hanno riscontrato un modesto successo fra gli storici dell'arte, attratti dall'iconografia di esemplari «rondelle» e di lussuosi «petti» da parata. Gli economisti, però, dal canto loro, non hanno mai tentato di esplorare sistematicamente le ordinazioni in massa dei prodotti milanesi e bresciani, il mercato di seconda mano di questi «beni durevoli», o i traffici a medio e a lungo raggio di merci ritenute, a giusta ragione, «difficili»⁹. In generale, insomma, una certa disattenzione sembra affliggere il «vastissimo esercito di pratici» agli ordini della committenza statale, fatta eccezione per alcuni celebri ingegneri, fra i quali spiccano indubbiamente i nomi di Francesco di Giorgio Martini, Leonardo da Vinci, Mariano Taccola e Vannoccio Biringuccio¹⁰.
- 5 Lo scopo di questo saggio sarà, quindi, l'approfondimento dei saperi e delle esperienze di alcune fra le figure più interessanti del Rinascimento, e cioè i produttori di polvere da sparo, i «maestri» di quella letale mistura che, proprio allora, iniziava a cambiare profondamente **l'«arte della guerra»**, poiché «nessuna cosa terrena è, che dal potente vigore di questa, vinta o grandemente offesa non sia»¹¹. In particolare, si proverà a descrivere la cultura empirica, le metodologie specialistiche e gli strumenti lavorativi di questa manodopera, nel più ampio contesto politico ed economico della Firenze quattrocentesca. Lo spoglio della documentazione delle magistrature militari repubblicane rivelerà infatti i diversi percorsi formativi degli artigiani, la loro capacità di adattamento all'innovazione tecnologica, l'influenza delle autorità sulla trasmissione della conoscenza e l'impatto della guerra sulle necessità della manifattura e dell'impiego. Ricostruendo le scelte e gli orientamenti dei Dieci di Balìa e degli Otto di Pratica, infine, sarà possibile esaminare la gestione statale della manifattura degli armamenti, un'industria completamente slegata dalle prescrizioni statutarie delle corporazioni.
- 1 Mallett 1989; Covini 1998; Guerra 2005; Storti 2007.
- 2 Hale 1985, p. 213-231. Si veda a tal proposito anche Belhoste 2007, p. 327-328 e 333-334.
- 3 Caferro 2008, p. 170-178; Goldthwaite 2009, p. 400-401; Stumpo 2008, p. 196.
- 4 Robert 1956; Parker 1996; De Vries 1992; Rogers 1995; De Crouy-Chanel 2016.
- 5 Calegari 2004, p. 9-14; Dattero – Levati 2006, p. 9-11; Pezzolo 2006, p. 15-59.
- 6 Panciera 2005. Per una bibliografia aggiornata, si veda Ansani 2017c, p. 183-187.
- 7 Melis 1972, p. 302 e 304; Bianchessi 1998, p. 572-582; Ansani 2016, p. 12-13; Merlo 2016, p. 81-83.
- 8 Baraldi e Calegari, 2001, p. 93-119.
- 9 Leydi 2007, p. 171-190; Frangioni 1983, p. 195-200; Malaguzzi Valeri 1923, p. 29-41; Motta 1914, p. (...)
- 10 Gille 1972; Long 2011.
- 11 Biringuccio 1558, fol. 152r.

I «maestri di polvere», imitatori dei «più formidabili effetti del cielo»

- 6 In riva all'Arno, i primi decenni del secolo erano stati segnati da un **incremento** senza precedenti della spesa militare, con pesanti ricadute sull'intera economia cittadina. Le protratte ostilità contro i milanesi avevano portato ad un incremento eccezionale del debito pubblico, ad un ricorso sproporzionato ai prestiti a breve termine, e, soprattutto, al passaggio ad un sistema impositivo regolare, basato sulle rendicontazioni del catasto **12**. Se il prelievo fiscale era stato recessivo per l'intero sistema finanziario, per il settore manifatturiero le somme stanziolate dal governo per l'approvvigionamento dell'esercito si erano rivelate tutt'altro che improduttive **13**. Falegnami, fabbri, merciai, corazzai ed altre «genti mezzane» avevano anzi beneficiato a lungo delle commesse statali. A sfruttare maggiormente le nuove possibilità di guadagno erano stati alcuni fra gli speciali della capitale, incaricati dai Dieci di Balìa della produzione di polvere da **sparo. Così** come stabilito dagli statuti dell'arte, questo gruppo professionale deteneva infatti l'esclusiva sulla lavorazione dello zolfo e del salnitro, due dei tre principali componenti della miscela **14**.
- 7 Due famiglie, in particolare, avevano saputo coniugare la fabbricazione degli esplosivi con le tradizionali attività di preparazione e di vendita delle erbe aromatiche, dei farmaci, dei cosmetici, delle vernici, dei saponi, delle colle **15**. Attraverso la loro opera, i Barducci **avevano** contribuito alla difesa ed all'espansionismo dello stato fiorentino per più di ottanta anni. Già nel 1429, al tempo dell'assedio di Lucca, Lorenzo di Stagio aveva realizzato diverse tonnellate di propellente per le truppe gigliate **16**. La guarnigione di Anghiari, nel 1440, era stata rifornita da suo fratello, Giovanni di Stagio **17**. Fra il 1467 ed il 1495, la produzione era stata continuata da Stagio di Lorenzo, che, grazie alla sua instancabile attività di competente artigiano, era riuscito ad accumulare una discreta fortuna immobiliare, guadagnandosi inoltre la nomina a vicario di Anghiari, la designazione a capitano del cassero di Arezzo e l'elezione al Priorato **18**. Console dell'arte e membro dei Dodici Buonomini era stato infine il suo erede, Giovanni di Stagio, anche lui «maestro di polvere» della **Repubblica, sul** finire del secolo **19**.
- 8 L'ingresso dei Formiconi sul mercato era stato più tardo, e dettato dall'incombente pericolo di un'invasione aragonese. Nel 1453, Simone di Giorgio aveva avviato una modesta produzione di miscela, integrando gli ingenti quantitativi già forniti dall'officina dei Barducci **20**. Il suo unico discendente, Giovanni di Simone, avrebbe incrementato questo giro d'affari in maniera sostanziosa, lavorando alacremente per più di trent'anni, nonostante il frequente coinvolgimento nell'amministrazione pubblica come vicario del Mugello **e console** della Mercanzia. In qualità di «seduto» fra i Priori e fra i Gonfalonieri di Compagnia, aveva inoltre avuto modo di partecipare assiduamente alle ristrette «consulte e pratiche» della Signoria, esprimendosi **ripetutamente** sul fatto che «la virtù consiste circa il difficile» **21**. Agli inizi del Cinquecento, due dei suoi figli, Antonio e Priore, poco più che ventenni, avevano **rivenduto** allo stato quasi dieci tonnellate di materiale **22**. Il primogenito, Simone, badava invece, perlopiù, al solo «esercizio» di famiglia **23**.
- 9 Ognuno di questi «maestri di polvere», dunque, poteva fare affidamento su di una lunga tradizione dinastica, al pari di molti altri speciali fiorentini **24**. I Barducci, specialmente, tramandavano i propri saperi di generazione in generazione fin dal Trecento, e numerosissimi, fra i discendenti del capostipite, Barduccio di Ottavante, erano stati i maestri appartenenti all'arte **25**. Del resto, come previsto dagli statuti corporativi, a favorire l'ammissione de «il figliuolo per il padre» e de «il nipote di figliuolo» era anche il cosiddetto «beneficio», la completa gratuità **di quell'immatricolazione** indispensabile all'esercizio della professione **26**.
- 10 Una tale continuità aveva garantito la conservazione delle metodologie ed il perfezionamento delle tecniche per più di un secolo, nei laboratori di entrambe le famiglie. I giovani avevano avuto molto da imparare dai loro parenti, assimilando nel tempo i «segreti» riguardanti la distillazione delle erbe officinali, la padronanza della medicina, la composizione delle spezie, la cura dell'orto, la conoscenza dei fiori, l'uso degli strumenti per stillare droghe e balsami, o degli attrezzi per pesare e misurare. All'osservazione ed alla ripetizione di queste pratiche si accompagnava anche l'insegnamento della contabilità e dell'«abaco» **27**. E «quel mestero non se podea fare se no per vivere de la letera», che è «si grande bisogno» **28**.
- 11 I regolamenti corporativi, di norma, prevedevano un periodo di apprendistato di almeno tre anni, riservato forse più agli adolescenti che ai bambini, dati i poco stringenti limiti d'età:

Ciascuno maestro dell'arti predette e ciascuna d'esse possi e a lui sia lecito discepolo o discepoli pigliare e tenere a imparare la sua arte in quel modo, pacti e salario, che a lui parrà e co' loro si converrà, dummodo esso discepolo non sia di maggiore età di venticinque anni, e no lo pigliano in minore tempo e termino di tre anni, sotto la pena di lire cinque di piccioli per ogni maestro contra faccente [...].
Et che ogni discepolo, che si porrà con alcuno maestro delle

12 Molho 1995, p. 97-135; Najemi 2006, p. 191; Pezzolo 2014, p. 293-297.

• **13** Hale 1987, p. 232-233; Caferro 2008, p. 198-200.

• **14** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 4, fol. 20v e 44r.

• **15** Astorri 1988, p. 391.

• **16** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 1, fol. 133r; ASF, *Catasto*, fil. 80, fol. 99r-101r.

• **17** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 2, fol. 113r-114r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 15, fol. 137v.

• **18** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 19, fol. 46v; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 42, fol. 131r; ASF, *Dieci(...)*

• **19** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 477v-478r; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 48, fol. 130r; ASF, (...)

• **20** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 16, fol. 46r.

• **21** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 8, fol. 12r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 19, fol. 44v; ASF, *Dieci, Miss (...)*

• **22** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 8, fol. 167v-168r.

• **23** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 10, fol. 50r.

• **24** Astorri 1989, p. 39-42.

• **25** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 9, fol. 32r, 42v e 59r.

• **26** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 4, fol. 24v; ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 10, fol. (...)

• **27** Landucci 1450-1516 (1969), p. 1.

• **28** da Faie 1409-1469 (1997), p. 61.

• **29** Ciasca 1922, p. 180-182.

dette arti o d'alcuna d'esse, o altri per lui, prometta e dia mallevadore di lire trenta di piccioli, per instrumento per mano del notaio delle dette arti, da essere scripto nella presenza de' consoli predetti o d'alcuno di loro, di stare con tale maestro e servirlo nel ministero o arte per lo detto tempo di tre anni, e di salvare e ghuardare e beni, mercantie e cose del decto maestro, e di ciascun'altro, che alle suoi mani perverranno, con buona fede, senza frode **29**.

- 12 Era abbastanza ovvio, però, che un simile lasso di tempo fosse fin troppo esiguo per poter padroneggiare una professione complessa, per poter essere «ben istruito nell'arte, e non un rozzo novellino». A molti ragazzi era richiesto un ulteriore, lungo tirocinio in bottega, durante il quale il maestro trasmetteva un'esperienza pratica di significativa importanza, coniugandola con una consistente preparazione teorica **30**. **Ma l'esperienza del discepolo si arricchiva anche attraverso i contatti con la vasta e variegata clientela del fondaco, animato da medici, viaggiatori, magnati, pittori, che ne facevano un vero e proprio centro di discussione e di incontro, un punto di osservazione privilegiato per la raccolta di notizie e di nozioni** **31**.
- 13 Con la propria cultura ed il proprio metodo, i Barducci ed i Formiconi si erano così approcciati alla fabbricazione della polvere da sparo. Sebbene fossero esperti nella lavorazione di molte sostanze chimiche, è probabile che la manifattura dell'esplosivo presentasse loro diversi problemi, a partire dalle materie prime **32**. Il salnitro grezzo, ad esempio, doveva essere raffinato attraverso un accorto procedimento di filtrazione e bollitura, affinché fosse utilizzabile, perché «da quello dipende ogni forza», e «si ricerca che 'l sia di buona sorte», e «che sia puro et netto et di natura potente» **33**.
- 14 A fornire il «nitro» era la Signoria stessa, che abitualmente lo acquistava sulla piazza genovese, napoletana e romana, anche attraverso la mediazione di imprenditori ed **ambasciatori** **34**. **Solo** eccezionalmente veniva concessa agli artefici la possibilità di valutare la merce direttamente nei luoghi di produzione o nei centri di commercio, ma sempre in nome e per conto degli ufficiali **35**. Lo zolfo, «volterrano» e «citrino», poteva essere invece acquistato dall'artigiano presso i vari sensali dell'arte o da altri rivenditori locali, come i merciai **36**. Al «maestro di polvere» spettava infine la scelta del carbone, **potendo optare** fra quello del salice, del nocciolo, della vite, dell'alloro, del sambuco, «et in somma tutti quei che sono fatti di legname dolce con midollo assai, et che sia sottile e giovane». In ogni caso, era necessario che **tutti i materiali** non presentassero alcuna «acqua umidità, contraria alla complessione della polvere» **37**.
- 15 Ricevuti i componenti, il pratico poteva finalmente iniziare la produzione della miscela, tutto «a hogni sua spesa e pericholo» **38**. Dopo avere eliminato dai minerali ogni «terrestreità grossa», lo speciale procedeva alla loro macinazione, un'operazione che, agli inizi del secolo, poteva essere effettuata unicamente «a braccia, con certi mulinetti» e mortai, all'interno dell'officina. Alla triturazione seguiva la pesatura ed il dosaggio dei materiali, forse il passaggio più importante dell'intero processo (**fig. 1**). **Dalle diverse proporzioni di queste tre «basi»** dipendeva infatti l'esplosività dell'intera miscela, rendendola adatta a ciascun tipo di arma da fuoco, perché «secondo li effetti delle machine et strumenti, nelli quali adoperare la volete, è necessario farla» **39**:
- Per fare la polvere commune per artigliaria grossa, si pigli parte tre di salnitro raffinato, due di carbone di scalcio, et una di solfo [...]. A volere fare di quella delle artigliarie mezzane, si piglia parti cinque di salnitro raffinato, et una et mezza di carbone, et una di solfo [...]. A fare quella delli archibusi et schioppi, si piglia parti dieci di salnitro, et una di carbone di vergelle di nocciolo monde, et parti una di solfo [...]. Alcuni sono che, per farla migliore, mettono tredici parti et mezzo di salnitro, due di carbone, et una et mezza di solfo **40**.
- 16 Facendo affidamento unicamente sulle sue osservazioni personali, ogni artigiano elaborava una sua ricetta, «et chi la va proportionando **in modo et chi a un altro**», più o meno correttamente **41**:
- La polvere della bombarda o mortaro di libbre ducento ricerca sette parti di nitro, quattro di zolfo, e tre di carbone. La polvere delle altre bombarde minori, cortane, comuni, mezzane e spingarde richiede quattro di nitro, due di zolfo e una di carbone. Dei passavolanti, basilischi, cerbottane ed archibusi otto di nitro, tre di zolfo e due di carbone. Delli scoppietti quattordici di nitro, tre di zolfo e due di carbone **42**.
- 17 Sulla questione non aveva mancato di **esprimersi Leonardo da Vinci**:
- La polvere delle bombarde da ducento libbre di pietra in su vole sette di salnitro, quattro di solfo e tre di carbone. La polvere de' mezani strumenti sia di quatro di nitro, due di solfo e una di carbone. Le più minori otto di nitro, tre di solfo e due di
- **30** Ait 1996, p. 85-98.
 - **31** De Vivo 2013, p. 129-142.
 - **32** Hall 1997, p. 67-104; Panciera 2007, p. 306-321.
 - **33** Biringuccio 1558, fol. 150r-151v.
 - **34** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 1, fol. 127v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 5, fol. 5v.
 - **35** ASF, *Dieci, Missive*, reg. 10, fol. 83v; ASF, *Otto, Deliberazioni*, reg. 1, fol. 33rv.
 - **36** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 192r.
 - **37** Biringuccio 1558, fol. 153v; Martini 1490-1494 (1841), p. 249.
 - **38** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 509r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 193r.
 - **39** Biringuccio 1558, fol. 153v.
 - **40** *Ibid.*
 - **41** Martini 1490-1494 (1841), p. 248.
 - **42** *Ibid.*
 - **43** BNE, MSS/8936, fol. 98r.

carbone. Li scoppietti quattordici di nitro, tre di solfo e due di carbone **43**.

Fig. 1 – La pesatura delle materie prime in un « feuerwerkbuch » di area tedesca, risalente alla metà del Quattrocento. **Leeds, Royal Armouries, Feur. 1, fol. 86v.**



Agrandir

Crediti/riconoscimento delle fonti.



- 18 Il procedimento di dosaggio presentava anche varianti **fantasiose**. Alcuni maestri si vantavano di saper produrre polvere bianca, rossa, o azzurra, con l'aggiunta del midollo del tronco di sambuco o dei petali di fiordaliso. Altri mescolavano al composto «un'oncia di mercurio» o «un quarto d'oncia di sale armoniaco», per renderlo più potente, o preferivano la tela di lino bruciata al carbone di legna **44**.
- 19 Testimonianza di una tecnologia tutt'altro che statica, questa incessante sperimentazione non sembrava però riguardare gli speciali fiorentini. Le fonti, anzi, riferiscono della fabbricazione di due sole varietà di esplosivo, fin dagli inizi del Quattrocento. La prima, la «fina», era destinata ai pezzi leggeri, come spingarde e scoppietti, in quanto la superiore quantità di salnitro e la maggiore forza propellente ne miglioravano la resa in termini di gittata e di balistica. Per un mero fatto conservativo, invece, il secondo tipo, quello «comune», era riservato alla sola carica delle **bombarde**. **Dotato** di minore capacità esplosiva, esso non rompeva, né crepava, le canne dei preziosi «stормenti», riducendo altresì i rischi per i loro serventi **45**.
- 20 Una volta decisa la tipologia di propellente, si passava alla mistura delle tre materie prime, attraverso un processo di «incorporazione» (fig. 2):

Alcuni sono che la fanno a braccia con un pistone di leccio a una punta di pertica, con una fune attaccata per dritto sopra un mortaio di bronzo, o di legno, facilmente si pesta. Alcuni altri sono che la pestano in un mortaio di pietra con la bocca alquanto larga con uno pistone di legno con uno manico simile a un martello, ovvero maglio **46**.

• **44** Biringuccio 1558, fol. 155r.
• **45** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 6, fol. 106v, 110v, 112v e 115v.
• **46** Biringuccio 1558, fol. 154r.

Fig. 2 – L'«incorporazione» del propellente « a braccia, con un pistone », così come rappresentata in un codice miniato tedesco della prima metà del secolo. **Zurich, Zentralbibliothek, Ms. Rh. Hist. 33, fol. 66r.**



Agrandir 

Crediti/riconoscimento delle fonti.

- 21 Per ottenere la «comune», l'artigiano **mescolava quindi il carbone** ed il salnitro con un bastone, cospargendo poi il tutto di zolfo, «come si fa del caseo sopra alli macharoni». Al termine della lavorazione, il composto doveva assumere un colorito nero uniforme, presentando una certa omogeneità al tatto e rivelandosi «sottile et impalpabile». La miscela, in seguito, veniva asciugata «con diligenza» e setacciata «benissimo» **47**.
- 22 Se la richiesta dei Dieci o degli Otto riguardava, al contrario, una partita di «fina», occorreva inumidire nuovamente la polvere con dei liquidi. L'aggiunta di urina, acqua, vino ed aceto, infatti, permetteva di ottenere un propellente più efficace e più resistente:
- Puossi eziandio con arte e secreto la polvere lungo tempo preservare in questo modo. Piglisi aceto fortissimo e chiaro, col quale si faccia pasta della polvere, e di quella si faccia pani di quattro in otto libbre, i quali all'ombra di lascino disseccare, e, non potendo, al sole o nel forno, e così manterrà la sua perfezione gran tempo **48**.
- 23 Questi «pani», o «gnocchi», venivano sbriciolati, pestati ed infine «raffinati», passandoli dentro un crivello. I piccoli grani ottenuti andavano poi asciugati, eliminando del tutto «ogni humidità» residua **49**.
- 24 Prima dell'immagazzinamento nelle torri della «Giustizia» e della «Notomia», o nell'arsenale dei «Lioni», non restava che verificare la qualità del **prodotto finale**. La forza esplosiva era generalmente misurata in maniera approssimativa, attraverso degli elementari metodi empirici. Ad esempio, una sfumatura molto scura del composto indicava un eccesso di carbone. Altri difetti potevano essere constatati semplicemente stringendo la polvere nelle mani. Se incendiata, inoltre, la mistura doveva «con vigore prestamente accendersi», senza lasciare residuo alcuno. Un altro indice della bontà della
- **47** Panciera 2005, p. 119-124.
- **48** Martini 1490-1494 (1841), p. 249.
- **49** Hall 1997, p. 69-79.
- **50** Panciera 2007, p. 320.

merce poteva essere il suono dello scoppio. A prescindere dalla prova, era indispensabile che la polvere non fosse «trista», perché «è una spesa mezza gittata, et è uno errore grande di chi la fa, o la fa fare, perché al bisogno manca degli effetti suoi» **50**.

- 25 Da questo punto di vista, la bravura, la capacità e la preparazione degli speciali erano attestate non solo dalla frequenza e dalla continuità degli ordinativi statali, ma anche dalla costante, elevata produzione delle loro botteghe. Nel 1472, al tempo della ribellione di Volterra, Giovanni di Simone Formiconi e Stagio di Lorenzo Barducci erano riusciti ad inviare in campo sette tonnellate di esplosivo in sole otto settimane **51**. Nei mesi successivi alla caduta del regime mediceo, nel 1495, i due avevano fornito alla Signoria ventinove tonnellate di prodotto, anche grazie all'assistenza dei loro figli **52**. Eppure, in tempo di guerra, simili quantità di polvere non bastavano più.

- **51** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 20, fol. 88r.
- **52** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 5, fol. 1v-65r.

Meccanizzare, velocizzare. Gli «edifici della polvere»

- 26 Gli anni Ottanta avevano rappresentato un periodo tutt'altro che pacifico, per la Repubblica. Tra la sanguinosa repressione della congiura dei Pazzi, nel 1478, e la riconquista di Sarzana, nel 1487, le truppe gigliate erano state infatti impegnate su vari fronti, in Liguria, in Umbria, nel Lazio, in Romagna ed in Toscana. Diverse compagnie avevano militato contro la Serenissima durante la Guerra di Ferrara, fra il 1482 ed il 1484, ed un numeroso contingente fiorentino aveva appoggiato le operazioni aragonesi sul territorio pontificio, tra il 1485 ed il 1486. Un'altra importante campagna, iniziata con la presa di Città di Castello e terminata con la sconfitta di Campomorto, era stata effettuata nel 1482. La cattura di Pietrasanta aveva richiesto due spedizioni consecutive, nel 1483 e nel 1484 **53**.

- **53** Un più ampio resoconto di queste vicende si può trovare in Machiavelli 1532, fol. 197r-214v, e Gui (...)

- 27 Certamente più logorante era stata però la resistenza di «Marzocco» alla congiunta aggressione senese, napoletana e romana, fra il 1478 ed il 1480. A livello finanziario, questa «guerra gravissima» aveva portato l'economia in piena recessione: incapace di ripagare i suoi creditori, il Comune si era ritrovato addirittura sull'orlo della bancarotta. Anche sul campo di battaglia «non andavano le cose bene». La difesa della Val d'Elsa, del Chianti e della Val di Chiana era stata fin troppo fiacca, e la situazione era terribilmente peggiorata dopo l'improvvisa rotta del Poggio Imperiale e l'inevitabile caduta di Colle Val d'Elsa. Soltanto la risoluta decisione di Lorenzo de' Medici di recarsi a Napoli aveva potuto salvare lo stato, «considerato quanto la città avessi bisogno di pace, non potendo difendersi per se medesima da sì potenti inimici, né volendo e' collegati fare el debito loro» **54**.

- **54** Brown 1992, p. 106-107; Brucker 1994, p. 11-15.

- 28 Tanto gli insuccessi dell'esercito quanto l'insolvenza dello stato avevano evidenziato delle serie criticità nel finanziamento e nella gestione dei conflitti. Già nei mesi successivi al termine delle ostilità, il governo fiorentino aveva dovuto affrontare i pressanti problemi del debito pubblico, tentando di mettere a punto delle efficaci strategie fiscali. Nel contesto di più ampie riforme istituzionali, si era anche deciso di istituire un ufficio militare permanente, quello degli Otto di Pratica, per «vegliare le cose importanti dello stato di fuori» **55**. A loro sarebbe spettata anche la supervisione di un ambizioso programma di fortificazione delle frontiere, che prevedeva ingenti investimenti nel rimodernamento dei castelli di Sarzana, Pietrasanta, Poggio Imperiale, Volterra e Monte Poggiolo **56**.

- **55** Rubinstein 1997, p. 226-232.
- **56** Lamberini 1994, p. 407-425.

- 29 La razionalizzazione dell'organizzazione militare aveva riguardato anche il munizionamento. Nei mesi precedenti, la fabbricazione estemporanea di armamenti e la mancanza di scorte sufficienti di materie prime avevano causato non pochi problemi, quando si erano dovuti rifornire, dalla capitale, più di trecento fra borghi e città **57**. Grazie al nuovo coordinamento degli Otto, invece, l'approvvigionamento sarebbe stato costante, e continuato anche in tempo di pace. Il banco mediceo era diventato anche monopolista nella vendita del salnitro alla Signoria, importando ingenti quantitativi di minerale attraverso la sede di Napoli. Da diversi mercanti si erano invece acquistate più di cento tonnellate di rame, metallo ormai indispensabile alla fusione delle armi da fuoco di medio e grosso calibro **58**.

- **57** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 22, fol. 30r-187r.
- **58** ASF, *Otto, Munizioni*, reg. 1, fol. 15v, 32r e 40r.

- 30 Era evidente che nelle artiglierie consisteva, ormai, «gran parte della victoria» **59**. I pezzi, tuttavia, consumavano settimanalmente ingenti quantità di combustibile, quando messi in opera, e gli ufficiali dovevano provvedere di continuo ad «strumenti et maestri, in modo che se ne possa fare ogni di quanta ne logora il campo» **60**. Per questo motivo la Signoria aveva scelto di rendere Pisa un importante polo produttivo di bombarde e di propellente, costruendo nella locale cittadella una fonderia e due «edifici da fare polvere», questi ultimi gestiti dal maestro Giovanni di Martino Zoppo da Modigliana. Alla metà degli anni Ottanta, queste officine producevano fino a centocinquanta chili al giorno di miscela, tutti «vantaggiatissimi» **61**.

- **59** ASF, *Dieci, Missive*, reg. 20, fol. 157r.
- **60** ASF, *Otto, Missive*, reg. 7, fol. 209rv.
- **61** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 10, fol. 8v, 15r e 23v. ASF, *Ufficiali delle castella*, reg. 29, fol. 28r (...)

- 31 Pisa era così divenuta il centro ideale per l'«arte dell'arme», tanto da far

- **62** ASF, *Carte Riccardi*, b.

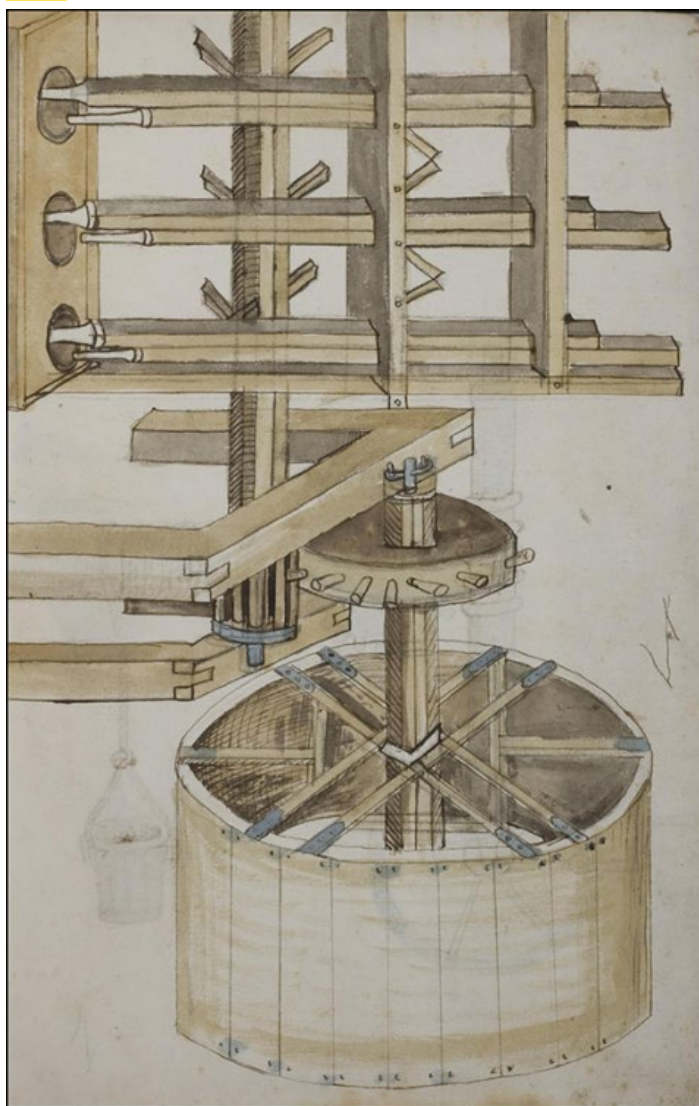
pensare al Magnifico di potervi impiantare una manifattura di «acciai e ferrereccie» che potesse rivaleggiare con quelle lombarde ⁶². Nel frattempo, anche nella capitale erano stati avviati i lavori per alcuni grandi opifici pubblici. Nel 1485 era stato inaugurato il «fornello del Comune», posto nel cuore stesso della città, nell'area disabitata della «Sapienza» ⁶³. Al 1483 risaliva, invece, l'apertura di una nuova «fabbrica della polvere» ⁶⁴.

- 32 Quest'ultima «muraglia per le munizioni» era stata innalzata nell'«antiporto» di San Niccolò, sulla sponda sinistra dell'Arno, lì dove una chiusa, una «pescaia» regolava il livello del fiume, garantendo un costante approvvigionamento d'acqua a tutti i mulini della zona ⁶⁵. Ed era proprio un simile flusso che esigevano, per il loro funzionamento, i macchinari dell'«edificio da fare polvere» (fig. 3):

Alcuni sono che tal polvere le digrossano et schiacciano con macine simili a quel dell'uliviera, et alcuni la pestano con il medesimo edificio a acqua, che de tutti li modi questo è il migliore et più sicuro, et che meglio et con manco fastidio et spesa si pesti. Alcuni, che non hanno commodità dell'acque, fanno con una ruota grande adattata, che col suo stile leva più pistoni di leccio secco gravi e forti, che cascando battenno in diversi mortari di legno cavati in una trave di quercia, a quali alcuni hanno li fondi di bronzo [...]. Et questi et degli altri, che si potrebbero fare, sono circa alli adattamenti per pestarla, farla sottile, et incorporarla insieme ⁶⁶.

- 816, fasc. 98.
- ⁶³ ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 30, fol. 260v.
- ⁶⁴ ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 8, fol. 74v.
- ⁶⁵ Franceschi 2001, p. 24-25.
- ⁶⁶ Biringuccio 1558, fol. 154r. Si veda anche la dettagliata descrizione, più tarda, di Zonca 1607, p. (...)

Fig. 3 – Uno «stampo» per la polvere raffigurato nel «Kriegsbuch» di Philipp Monch, datato 1496. Heidelberg, Universitätsbibliothek, Cod. Pal. Germ. 126, fol. 4r.



Agrandir

Crediti/riconoscimento delle fonti.

- 33 L'«ordigno» fiorentino, mosso da una ruota idraulica, era composto da una macina in pietra e da quattro pestoni in ferro ⁶⁷. L'aumento vertiginoso della domanda aveva indubbiamente imposto lo sviluppo di questi strumenti innovativi, atti a meccanizzare ed a velocizzare l'«incorporazione» del

- ⁶⁷ ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 177v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 9, fol. 121v.

- propellente **68**. Ma l'adozione, da parte delle autorità, di questa tecnologia, **aveva diminuito anche** il fabbisogno di maestranze altamente specializzate, di una manovalanza capace di governare, con l'esperienza, l'intero processo di produzione.
- 34 Né i Barducci, né i Formiconi, erano stati infatti coinvolti nella gestione dell'impianto. Le apparecchiature, anzi, erano state affidate ad addetti privi di specifiche competenze nella manipolazione dei **minerali**. Il primo «maestro» della «fabbrica» era stato addirittura un pellicciaio, il «vaiaio» Vittorio di Domenico Sini **69**. Ad **affiancarlo, Piero** di Zanobi, meglio conosciuto come «Zucca», fino ad allora saltuariamente impiegato come «legnaiolo» dagli Operai del Palazzo dei Priori **70**. La mancanza di formazione dei «chompagni maestri di fare polvere da bombarda» non ne aveva però compromesso le attività, con trenta tonnellate di composto consegnate nel giro di tre anni **71**.
- 35 **Tuttavia, solo con la ribellione di Pisa, nel 1494**, la «fabbrica» fiorentina aveva iniziato a lavorare a pieno regime. Nell'agosto del 1495, i Dieci di Balìa avevano pertanto stipulato una *conducta pulveris* col «Zucca» ed il suo nuovo socio, Jacopo di Corso, detto «Baia». **Secondo** i termini del contratto, i due «maestri di polvere» si impegnavano a *recipere semper salnitrum ab officio*, producendo la quantità e la qualità di miscela richiesta. L'appalto prevedeva anche che, per ogni trecentotrenta chili di nitrato, si ottenessero quattrocentosessanta chili di «comune», o, in alternativa, quattrocentotrenta chili di «fina». L'accordo era stato poi prorogato nel maggio del 1496, aggiungendo, in una postilla, l'obbligo di raffinare *tam pulveribus quam salnitro* **72**. Un successivo rinnovo, risalente al dicembre del 1498, imponeva agli artefici «di andare et stare dove fussi loro commesso, et di dare facto ogni mese, essendo data loro la materia», almeno quattro tonnellate e mezza di polvere.
- 36 Gli ufficiali, da parte loro, garantivano un «soldo» mensile di sei fiorini larghi di grossi «per uno», e promettevano di *consegnare locum in quo possint exercere pro fienda pulvere*, insieme a tutte le *supellectiles actae ad dictum exercitium* **73**. Fra queste «masserizie», oltre al macchinario per la polvere, si ritrovavano quattro caldaie di rame per la bollitura del nitrato, una stadera, due ramaioli, due imbuti, due padelle, cinque palette «per seccare el salnitro», cinque setacci ed un «vassoio», ed ancora ventuno tini, sette madie «dove si staccia la polvere», quattro bigonze «da pesare», quattordici vasi, dieci secchi, due «tafferie» e due cassoni. Non mancavano, poi, né il sapone e l'olio per la manutenzione della macina, né i barili d'aceto ed i fiaschi d'acquaviva «per impastare polvere» **74**. All'occorrenza, i due pratici utilizzavano anche canfora, spirito, pece, vernice, acqueragia e trementina per la realizzazione di centinaia di proiettili incendiari, i cosiddetti «fuochi lavorati» **75**. Saltuariamente, venivano preparati in bottega anche dei giochi pirci, come le «girandole» realizzate da Piero di Zanobi in vista di alcune «grandissime» festività religiose **76**.
- 37 Le minacce esterne, tuttavia, lasciavano ben poco tempo alle celebrazioni dei santi. La produzione di esplosivo era stata anzi ulteriormente accelerata, quando, nell'autunno del 1496, il pericolo di un'invasione nemica era diventato più che imminente. Per provvedere alla raffinazione del salnitro, e per «raconciare» il propellente «guasto, cativo», si era dovuto persino assoldare un nuovo **maestro**. **Dopo** una «pruova di polvere», la preferenza dei Dieci era caduta su Bartolomeo di Ventura Banchini, un falegname che, negli anni precedenti, aveva fornito all'esercito diversi carri per le artiglierie e numerose «inceppature d'archibusi» **77**. Agli inizi del 1497, lavoravano nella «munizione dell'antiporto della porta a San Nicholò» anche due garzoni, Marco di Santi e Bartolomeo di Marco **78**.
- 38 In diciotto mesi, artigiani ed aiutanti erano riusciti a ricavare all'incirca quarantacinque tonnellate di materiale **79**. Al di là del numero dei barili inviati in campo, la gestione pubblica sembrava funzionare anche in quanto a contenimento dei costi. L'utilizzo dei macchinari aveva infatti ridotto drasticamente tanto i compensi della manodopera quanto il prezzo del propellente. Per il loro «magistero», il «Zucca» ed il «Baia» incassavano dieci fiorini di grossi per ogni quattrocentosessanta chili di «comune» e dodici fiorini di grossi per ogni quattrocentotrenta chili di «fina», detratto il valore del salnitro, di cui erano, a tutti gli effetti, «debitori». Bartolomeo Banchini guadagnava ancora meno, riscuotendo soltanto cinque fiorini di grossi per ogni trecentotrenta chili di salnitro raffinato **80**. In precedenza, i pagamenti per i «maestri di polvere» erano stati assai più **consistenti**. **Fino** al 1480, le somme liquidate agli specialisti sfioravano i sessanta fiorini d'oro per trecentotrenta chili di polvere «da bombarda» ed i settantacinque fiorini d'oro per trecentotrenta chili di quella «da scoppietti» **81**.
- 39 A peggiorare il bilancio del Comune sarebbero stati, però, gli altalenanti andamenti della guerra pisana. La ripresa delle ostilità, fra il giugno ed il novembre del 1498, aveva comportato per la Signoria un esborso di circa duecentomila fiorini d'oro, il triplo rispetto al semestre precedente **82**. Un tale incremento era stato dettato anche dalla massiccia adozione dei letali cannoni «alla francese», prodotti a decine dalle fonderie pubbliche e private della
- **68** Hall 1997, p. 89-90.
 - **69** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 24, fol. 99v e 100v.
 - **70** ASF, *Operai di palazzo*, reg. 4, fol. 17r.
 - **71** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 8, fol. 63r e 165r.
 - **72** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 35, fol. 16r e 64v.
 - **73** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 46, fol. 12r.
 - **74** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 162r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 199v.
 - **75** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 191rv.
 - **76** ASF, *Otto, Munizioni*, reg. 1, fol. 7v.
 - **77** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 6, fol. 110v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 148r; ASF, *Dieci, De (...)*
 - **78** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 139r.
 - **79** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 27, fol. 35v-36r e 201v-202r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 31, fol. 3v e (...)
 - **80** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 244r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 204v; ASF, *Dieci, Del (...)*
 - **81** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 23, fol. 79r.
 - **82** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 39, fol. 292v.
 - **83** Ansani 2017b, p. 759-776 e 787-789; Ridella 2005, p. 82-92.

- capitale, ed utilizzati negli assedi di Buti, di Vico e di Librafraffa **83**. Tuttavia, allo schieramento di così tante artiglierie era corrisposto un inevitabile aumento nel numero delle cariche, tanto che, al termine della campagna, erano andate in fumo circa trentasei tonnellate di miscela **84**.
- 40 Per concorrere all'armamento delle truppe, erano stati ricontattati persino gli speciali **85**. Inoltre, i Dieci si erano visti costretti ad approntare un secondo «edificio» nei pressi del Ponte alle Grazie, destinato soprattutto alla lavorazione del nitrato. La posizione era stata scelta con cura, come di consueto, «vicina all'acqua, perché glene bisogna assai» alla trasformazione del «salnitro soro» **86**. Il nuovo complesso era stato affidato al «Baia», al «Nuziato dipintore» ed a Filippo di Giovanni. Quest'ultimo, conosciuto anche come la «Pippa», aveva fino ad allora prestato servizio come «maestro d'ascia», architetto, ingegnere e «bombardiere» negli accampamenti di «Marzocco» **87**.
- 41 Le nuove armi da fuoco avevano ormai portato al limite le capacità logistiche, commerciali e produttive della Repubblica. Nel 1499, il problema dell'approvvigionamento si era fatto persino più grave. Il capitano generale aveva espressamente richiesto, per il solo assedio di Pisa, cinquanta tonnellate di polvere, indispensabili alla sua «banda di bellissime artiglierie», circa «ottanta boche» che «tiravano circa corpi dugento per ora, che pareva che el mondo si disfacesse» **88**.
- 42 Per ottenere più mistura possibile, ai Formiconi ed ai Barducci erano stati promessi addirittura cinquanta fiorini per ogni trecentotrenta chili di salnitro adoperato. La materia prima era tuttavia carente, ed a poco erano valsi i tentativi degli ufficiali di accaparrarsene in quantità sul mercato genovese, pesarese, e lucchese. Con le quindici tonnellate acquistate, il «Zucca» era riuscito a miscelare soltanto ventuno tonnellate di esplosivo, lavorando ininterrottamente, per tre mesi, anche «tutte le feste e di molte notti» **89**. Così, ad una settimana dall'inizio delle operazioni, i bombardamenti si erano fatti intermittenti. A metà dell'«impresa», gli ufficiali dovevano ammettere che «della polvere non ci è punto» **90**.

• **84** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 35, fol. 22v, 110v, 180v, 242v, 251v, and 286v.

• **85** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 48, fol. 130r.

• **86** Panciera 2005, p. 95-96 e 135-136.

• **87** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 451r-452v; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 79v; ASF, *Dieci, (...)*

• **88** ASF, *Miscellanea repubblicana*, b. 5, fasc. 166, fol. 1r. Si vedano anche Portoveneri 1845, p. 341- (...)

• **89** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 152r, 194v e 226r.

• **90** ASF, *Signori, Missive seconda cancelleria*, reg. 21, fol. 88r e 122r.

La manodopera militare, tra deregolamentazione corporativa e pubblica utilità

- 43 Alla fine del secolo, dunque, l'innovazione dei «pezzi francesi» aveva sollecitato oltremodo la fabbricazione di «polvara et palottole, polvara et palottole, polvara et palottole, et palottole et polvara», poiché «ad quello sta el vinciare et el perdere» **91**. In breve tempo, la domanda di entrambe le merci era diventata insostenibile, e gli ufficiali fiorentini avevano dovuto laconicamente constatare che «non noi, ma qualunque gagliarda potentia haria possuto riparare» alle molte «difficoltà del provvedere». Per ovviare soprattutto alla mancanza di proiettili, si erano affrettati ad avviare nuovi impianti, assumendo «maestri di fare pallottole di ferro», costruttori di fornaci e carbonai. In più occasioni, avevano anche invitato pratici forestieri a trasferirsi nel Dominio, sia per sovrintendere alla produzione degli armamenti, sia per importare nuove tecniche **92**.
- 44 Agli inizi del Cinquecento, la Signoria poteva quindi contare su di un'ampia manodopera, specialistica e non, per equipaggiare il proprio esercito di sufficienti «munizioni». D'altronde, anche per la fusione delle artiglierie si era fatto ricorso agli esperti di diverse «arti del fuoco» **93**. Erano stati coinvolti dei «bombardieri», come Giovanni di Jacopo da Augusta, e dei campanai, come Giuliano di Mariotto della Nave, ma anche orafi, come Ludovico di Guglielmo del Buono, e costruttori di organi, come Giovanni di Andrea Cellini, il «Piffero». In particolar modo, il mecenatismo interessato dei Dieci di Balla e degli Otto di Pratica aveva permesso la creazione di una vera e propria «scuola fiorentina» di «maestri delle artiglierie», appositamente scelti fra gli scultori delle grandi statue in bronzo **94**. Il capofila, Maso di Bartolomeo, era stato un discepolo di Donatello e Michelozzo, e proprio nella bottega di Masaccio era cresciuto Pasquino di Matteo da Montepulciano. Di quest'ultimo era stato seguace, a sua volta, Andrea del Verrocchio, autore, per volontà del Magnifico, di un'enorme bombarda «bella e buona». E sempre da ambienti artistici proveniva il nipote di Lorenzo Ghiberti, Bonaccorso, autore, nel laboratorio di famiglia, di decine fra cannoni e colubrine **95**.
- 45 In generale, la guerra aveva offerto a molti artefici delle possibilità di guadagno **96**. Negli accampamenti erano pagati dallo stato «maestri di ascia et legnaioli, fabri, seghatori, scalpellini, muratori», nonché «mulattieri, bufalari, schafaioli» **97**. Qualche architetto, come Simone del Pollaiuolo, si era ritrovato a scalpellare pallottole di pietra per il Comune **98**. Per integrare i loro guadagni, alcuni intarsiatori si erano dedicati alla produzione di migliaia di lance **99**. Orafi e «cembolai» avevano tratto profitto dall'assemblaggio, dall'«inastatura et impennatura» delle frecce **100**. Tra i custodi degli arsenali

• **91** Nicasi 1915, p. 157-159.

• **92** Molà 2007, p. 133-147.

• **93** La Salvia 2007, p. 112-121.

• **94** Ansani 2017c, p. 172-179.

• **95** Wackernagel 1994, p. 369-370 e 380-386.

• **96** Hale 1987, p. 255.

• **97** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 38, fol. 1r.

• **98** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 44, fol. 123r.

c'erano persino un «pizichagnolo» ed un marinaio **101**. Solo per i fabbri e per i corazzai non si era potuta ampliare la base lavorativa, nonostante fossero perlopiù «gente rustica, grossa», e «senza disegno». **Il loro** era infatti un mestiere «dal gran sapere», che aveva forse «più segreti, e forse più ingenui, che altra arte di metallo» **102**. Non a caso, a questi lavoratori era sempre richiesto un lungo apprendistato, variabile dai sei agli otto anni, affinché bastasse loro «solo veder con l'occhio, o col giudizio» dove battere il ferro e l'acciaio **103**.

- 46 **In ogni caso, la** fluidità del sistema lavorativo non era soltanto il risultato della gestione centralizzata della manifattura delle armi, cioè dell'intervento, da parte delle autorità, **in materia di reclutamento di manodopera, di fornitura di materie prime, di determinazione dei prezzi e di fissazione dei salari**. Nella Firenze quattrocentesca, infatti, il mercato permetteva ai pratici di intraprendere percorsi diversi, di cimentarsi in differenti **mestieri**. **Le** prospettive professionali non **erano limitate**, nemmeno dagli statuti corporativi. Una simile versatilità si traduceva spesso «in una maggiore gamma di possibilità, in libertà di scelta ed in maggiore potenziale. Essa incoraggia il libero scambio di idee tra gruppi professionali e valorizza la creatività ed il virtuosismo» **104**.

- **99** Ansani 2016, p. 17.
- **100** Caferro 2008, p. 199.
- **101** ASF, *Catasto*, fil. 994, fol. 339r; ASF, *Catasto*, fil. 1021, fol. 293v.
- **102** Biringuccio 1558, fol. 136v-138r.
- **103** Camerani Marri 1957, p. 30 e 159.
- **104** Epstein 1998, p. 690; Berengo 1999, p. 443; Goldthwaite 2009, p. 342-351.

Bibliographie

Archivi

ASF = Archivio di Stato di Firenze

BNE = Biblioteca Nacional de España

Bibliografia primaria

Biringuccio 1558 = V. Biringuccio, *Pirotechnia*, Venezia, Comin da Trino di Monferrato, 1558.

Cerretani 1494-1512 (1994) = B. Cerretani, *Storia fiorentina*, G. Berti (a cura di), Firenze 1994.

da Faie 1409-1469 (1997) = G. da Faie, *Libro de croniche e memoria e amaystramento per lavenire*, M. Bicchierai (a cura di), La Spezia, 1997.

Guicciardini 1378-1509 (1859) = F. Guicciardini, *Storia fiorentina*, P. Guicciardini, L. Guicciardini (a cura di), Firenze, Barbera Bianchi e compagni Tipografi Editori, 1859.

Landucci 1450-1516 (1969) = L. Landucci, *Diario fiorentino*, ed. I. del Badia (a cura di), Firenze, 1969.

Machiavelli 1532 = N. Machiavelli, *Historie fiorentine*, Firenze, Bernardo di Giunta, 1532.

Martini 1490-1494 (1841) = F. Martini, *Trattato di architettura civile e militare*, C. Saluzzo (a cura di), Torino, Tipografia Chirio e Mina, 1841.

Zonca 1607 = V. Zonca, *Novo teatro di machine et edifici per varie et sicure operationi*, Padova, Pietro Bertelli, 1607.

Bibliografia secondaria

Ait 1996 = I. Ait, *Tra scienza e mercato. Gli speciali a Roma nel tardo medioevo*, Roma, 1996.

Ansani 2016 = F. Ansani, *Craftsmen, artillery, and war production in Renaissance Florence*, in *Vulcan. The international journal of the social history of military technology* 4, 2016, p. 1-26.

Ansani 2017a = F. Ansani, *Geografie della guerra nella Toscana del Rinascimento. Produzione di armi e circolazione dei pratici*, in *Archivio storico italiano* 651, 2017, p. 73-117.

Ansani 2017b = F. Ansani, *The life of a Renaissance gunmaker. Bonaccorso Ghiberti and the development of the Florentine artillery in the late fifteenth century*, in *Technology and Culture* 58, 2017, p. 749-789.

Ansani 2017c = F. Ansani, «Per infinite sperientie». *I maestri dell'artiglieria nell'Italia del Quattrocento*, in *Reti Medievali Rivista* 18, 2017, p. 149-187.

Astorri 1988 = A. Astorri, *Il «libro delle senserie» di Girolamo di Agostino*

- Maringhi, in *Archivio Storico Italiano* 537, 1988, p. 389-408.
- Astorri 1989 = A. Astorri, *Appunti sull'esercizio dello speziale a Firenze nel Quattrocento*, in *Archivio Storico Italiano* 539, 1989, p. 31-62.
- Baraldi – Calegari 2001 = E. Baraldi e M. Calegari, *Pratica e diffusione della siderurgia 'indiretta' in area italiana*, in P. Braunstein (a cura di), *Le siderurgie alpine en Italie*, Roma, 2001, p. 93-162.
- Berengo 1999 = M. Berengo, *L'Europa delle città. Il volto della società urbana europea tra medioevo ed età moderna*, Torino, 1999.
- Bianchessi 1998 = S. Bianchessi, *Cavalli, armi e salnitro fra Milano e Napoli nel secondo Quattrocento*, in *Nuova rivista storica*, 82, 1998, p. 541-582.
- Brown 1992 = A. Brown, *Public and private interest. Lorenzo, the Monte and the Seventeen Reformers*, in G. Garfagnini (a cura di), *Lorenzo de' Medici. Studi*, Firenze, 1992, p. 103-165.
- Brucker 1994 = G. Brucker, *The economic foundations of Laurentian Florence*, in G. Garfagnini (a cura di), *Lorenzo il Magnifico e il suo mondo*, Firenze, 1994, p. 3-15.
- Caferro 2008 = W. Caferro, *Warfare and economy in Renaissance Italy*, in *The Journal of Interdisciplinary History*, 39-2, 2008, p. 167-209.
- Calegari 2004 = M. Calegari, *Nel mondo dei «pratici». Molte domande e qualche risposta*, in M. Calegari (a cura di), *Saper fare. Studi di storia delle tecniche in area mediterranea*, Pisa, 2004, p. 9-33.
- Camerani Marri 1957 = G. Camerani Marri (a cura di), *Statuti delle arti dei corazzai, dei chiavaioli, ferraioli e calderai, e dei fabbri di Firenze*, Firenze, 1957.
- Ciasca 1922 = R. Ciasca, *Statuti dell'arte dei medici e speziali*, Firenze, 1922.
- Ciasca 1927 = R. Ciasca, *L'arte dei medici e speziali nella storia e nel commercio fiorentino dal secolo dodicesimo al quindicesimo*, Firenze, 1927.
- Covini 1998 = M. Covini, *L'esercito del duca. Organizzazione militare e istituzioni al tempo degli Sforza*, Roma, 1998.
- Dattero – Levati 2006 = A. Dattero, S. Levati, *Introduzione. La storia militare tra società, economia e territorio*, in A. Dattero, S. Levati (a cura di), *Militari in Età Moderna. La centralità di un tema di confine*, Milano, 2006, p. 7-14.
- De Crouy-Chanel 2016 = E. De Crouy-Chanel, *Charroi de l'artillerie et construction de l'état moderne en France dans le dernier quart du quinzième siècle*, in A. Mairey, S. Abeles, F. Madeline (a cura di), *Contre-champs. Études offertes à Jean-Philippe Genet*, Parigi, 2016, p. 159-176.
- De Vivo 2013 = F. De Vivo, *La farmacia come luogo di cultura: le spezierie di medicina in Italia*, in M. Conforti, A. Carlino, A. Clericuzio (a cura di), *Interpretare e curare. Medicina e salute nel Rinascimento*, Roma, 2013, p. 129-142.
- DeVries 1992 = K. DeVries, *Early modern military technology. New trends and old ideas*, in *Liedschrift*, 8, 1992, p. 73-88.
- Epstein 1998 = S. Epstein, *Craft guilds, apprenticeship, and technological change in preindustrial Europe*, in *The Journal of Economic History*, 58-3, 1998, p. 684-713.
- Franceschi 2001 = F. Franceschi, *L'Arno in città*, in G. Orefice (a cura di), *Storia dell'urbanistica toscana. VII. Dall'utile al pittoresco. La ventura delle vie d'acqua in Toscana*, Roma, 2001, p. 17-37.
- Frangioni 1983 = L. Frangioni, *Aspetti della produzione delle armi milanesi nel quindicesimo secolo*, in *Milano nell'età di Ludovico il Moro*, Milano, 1983, p. 195-200.
- Gille 1972 = B. Gille, *Leonardo e gli ingegneri del Rinascimento*, Milano, 1972.
- Goldthwaite 2009 = R. Goldthwaite, *The economy of Renaissance Florence*, Baltimora, 2009.
- Guerra 2005 = E. Guerra, *Soggetti a ribalda fortuna. Gli uomini dello stato estense nelle guerre dell'Italia quattrocentesca*, Milano, 2005.
- Hale 1985 = J. Hale, *War and society in Renaissance Europe, 1450-1620*, Londra, 1985.
- Hall 1997 = B. Hall, *Weapons and warfare in Renaissance Europe*, Baltimora-Londra, 1997.
- Lamberini 1994 = D. Lamberini, *Architetti e architettura militare per il Magnifico*, in G. Garfagnini (a cura di), *Lorenzo il Magnifico e il suo mondo*,

Firenze, 1994, p. 407-425.

La Salvia 2007 = V. La Salvia, *Organizzazione della produzione nelle botteghe dei fonditori di grandi bronzi tra tardo Medioevo e prima Età Moderna*, in F. Redi, G. Petrella (a cura di), *Dal fuoco all'aria. Tecniche, significati e prassi nell'uso delle campane dal Medioevo all'Età Moderna*, Pisa, 2007, p. 111-123.

Leydi 1995 = S. Leydi, *Le armi*, in F. Franceschi, R. Goldthwaite, R. Mueller (a cura di), *Il rinascimento italiano e l'Europa. III. Commercio e cultura mercantile*, Treviso, 2007, p. 171-190.

Long 2011 = P. Long, *Artisans, practitioners and the rise of the new sciences*, Corvallis, 2011.

Malaguzzi Valeri 1923 = F. Malaguzzi Valeri, *La corte di Ludovico il Moro. IV. Le arti industriali, la letteratura, la musica*, Milano, 1923.

Mallett 1989 = M. Mallett, *L'organizzazione militare di Venezia nel Quattrocento*, Roma, 1989.

Melis 1972 = F. Melis, *Documenti per la storia economica dei secoli XIII-XVI*, Firenze, 1972.

Merlo 2016 = M. Merlo, *Armamenti e gestione dell'esercito a Siena nell'età dei Petrucci. Le armi*, in *Rivista di Studi Militari*, 5, 2016, p. 65-93.

Molà 2007 = L. Molà, *States and crafts. Relocating technical skills in Renaissance Italy*, in M. O'Malley, E.E. Welch (a cura di), *The material Renaissance*, Manchester e New York, 2007, p. 133-153.

Molho 1995 = A. Molho, *The state and public finance. A hypothesis based on the history of late medieval Florence*, in *The Journal of Modern History*, 67, 1995, p. 97-135.

Motta 1914 = E. Motta, *Armaioli milanesi nel periodo visconteo-sforzesco*, in *Archivio Storico Lombardo*, 41-1, 1914, p. 187-232.

Najemy 2006 = J. Najemy, *A history of Florence*, Oxford, 2006.

Nicasi 1915 = G. Nicasi, *La famiglia Vitelli di Città di Castello e la Repubblica Fiorentina fino al 1504*, in *Bollettino della Regia Deputazione di Storia patria per l'Umbria*, 21, 1915, p. 57-195.

Panciera 2005 = W. Panciera, *Il governo delle artiglierie. Tecnologia bellica e istituzioni veneziane nel secondo Cinquecento*, Milano, 2005.

Panciera 2007 = W. Panciera, *La polvere da sparo*, in F. Franceschi, R. Goldthwaite, R. Mueller (a cura di), *Il rinascimento italiano e l'Europa. III. Commercio e cultura mercantile*, Treviso, 2007, p. 305-321.

Parker 1996 = G. Parker, *The military revolution, 1500-1800. Military innovation and the rise of the West*, Cambridge, 1996.

Pezzolo 2006 = L. Pezzolo, *La rivoluzione militare. Una prospettiva italiana*, in A. Dattero, S. Levati (a cura di), *Militari in Età Moderna. La centralità di un tema di confine*, Milano, 2006, p. 15-59.

Pezzolo 2014 = L. Pezzolo, *Note sulla finanza dello stato fiorentino*, in A. Fornasin, C. Povolo (a cura di), *Studi in onore di Furio Bianco*, Udine, 2014, p. 293-305.

Pyhrr – Godoy – Leydi 1998 = S. Pyhrr, J. Godoy, S. Leydi, *Heroic armor of the Italian Renaissance. Filippo Negroli and his contemporaries*, New York, 1998.

Ridella 2005 = R. Ridella, *Produzione di artiglierie nel sedicesimo secolo: i fonditori genovesi Battista Merello e Dorino II Gioardi*, in L. Gatti (a cura di), *Pratiche e linguaggi. Contributi a una storia della cultura tecnica e scientifica*, Pisa, 2005, p. 77-134.

Roberts 1956 = M. Roberts, *The military revolution, 1560-1660*, Belfast, 1956.

Rogers 1995 = C. Rogers (a cura di), *The military revolution debate. Readings on the military transformation of Early Modern Europe*, Boulder, 1995.

Rubinstein 1997 = N. Rubinstein, *The government of Florence under the Medici*, Oxford, 1997.

Scalini 1990 = M. Scalini, *L'armatura fiorentina del Quattrocento e la produzione d'armi in Toscana*, in F. Cardini, M. Tangheroni (a cura di), *Guerra e guerrieri nella Toscana del Rinascimento*, Firenze, 1990, p. 83-126.

Storti 2007 = F. Storti, *L'esercito napoletano nella seconda metà del Quattrocento*, Salerno, 2007.

Stumpo 2008 = E. Stumpo, *La finanza di guerra negli antichi stati italiani*, in C. Gentilucci (a cura di), *Storia economica della guerra*, Roma, 2008, p. 195-

216.

Wackernagel 1994 = M. Wackernagel, *Il mondo degli artisti nel Rinascimento fiorentino. Committenti, botteghe e mercato dell'arte*, Roma, 1994.

Notes

- 1** Mallett 1989; Covini 1998; Guerra 2005; Storti 2007.
- 2** Hale 1985, p. 213-231. Si veda a tal proposito anche Belhoste 2007, p. 327-328 e 333-334.
- 3** Caferro 2008, p. 170-178; Goldthwaite 2009, p. 400-401; Stumpo 2008, p. 196.
- 4** Robert 1956; Parker 1996; De Vries 1992; Rogers 1995; De Crouy-Chanel 2016.
- 5** Calegari 2004, p. 9-14; Dattero – Levati 2006, p. 9-11; Pezzolo 2006, p. 15-59.
- 6** Panciera 2005. Per una bibliografia aggiornata, si veda Ansani 2017c, p. 183-187.
- 7** Melis 1972, p. 302 e 304; Bianchessi 1998, p. 572-582; Ansani 2016, p. 12-13; Merlo 2016, p. 81-83.
- 8** Baraldi e Calegari, 2001, p. 93-119.
- 9** Leydi 2007, p. 171-190; Frangioni 1983, p. 195-200; Malaguzzi Valeri 1923, p. 29-41; Motta 1914, p. 187-232; Pyhrr – Godoy – Leydi 1998, p. 1-77.
- 10** Gille 1972; Long 2011.
- 11** Biringuccio 1558, fol. 152r.
- 12** Molho 1995, p. 97-135; Najemi 2006, p. 191; Pezzolo 2014, p. 293-297.
- 13** Hale 1987, p. 232-233; Caferro 2008, p. 198-200.
- 14** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 4, fol. 20v e 44r.
- 15** Astorri 1988, p. 391.
- 16** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 1, fol. 133r; ASF, *Catasto*, fil. 80, fol. 99r-101r.
- 17** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 2, fol. 113r-114r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 15, fol. 137v.
- 18** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 19, fol. 46v; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 42, fol. 131r; ASF, *Dieci, Missive*, reg. 5, fol. 138r; ASF, *Dieci, Missive*, reg. 31, fol. 35r; ASF, *Catasto*, fil. 1022, fol. 315r-318r; ASF, *Decima repubblicana*, fil. 33, fol. 405r-408v.
- 19** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 477v-478r; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 48, fol. 130r; ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 10, fol. 29r; ASF, *Consulte e pratiche*, reg. 65, fol. 63r.
- 20** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 16, fol. 46r.
- 21** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 8, fol. 12r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 19, fol. 44v; ASF, *Dieci, Missive*, reg. 32, fol. 10r; ASF, *Catasto*, fil. 997, fol. 297r-298r; ASF, *Decima repubblicana*, fil. 6, fol. 119r-120r.
- 22** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 8, fol. 167v-168r.
- 23** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 10, fol. 50r.
- 24** Astorri 1989, p. 39-42.
- 25** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 9, fol. 32r, 42v e 59r.
- 26** ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 4, fol. 24v; ASF, *Arte dei medici e speciali*, reg. 10, fol. 29r, 35r e 50r.
- 27** Landucci 1450-1516 (1969), p. 1.
- 28** da Faie 1409-1469 (1997), p. 61.
- 29** Ciasca 1922, p. 180-182.
- 30** Ait 1996, p. 85-98.
- 31** De Vivo 2013, p. 129-142.

- 32** Hall 1997, p. 67-104; Panciera 2007, p. 306-321.
- 33** Biringuccio 1558, fol. 150r-151v.
- 34** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 1, fol. 127v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 5, fol. 5v.
- 35** ASF, *Dieci, Missive*, reg. 10, fol. 83v; ASF, *Otto, Deliberazioni*, reg. 1, fol. 33rv.
- 36** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 192r.
- 37** Biringuccio 1558, fol. 153v; Martini 1490-1494 (1841), p. 249.
- 38** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 509r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 193r.
- 39** Biringuccio 1558, fol. 153v.
- 40** *Ibid.*
- 41** Martini 1490-1494 (1841), p. 248.
- 42** *Ibid.*
- 43** BNE, MSS/8936, fol. 98r.
- 44** Biringuccio 1558, fol. 155r.
- 45** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 6, fol. 106v, 110v, 112v e 115v.
- 46** Biringuccio 1558, fol. 154r.
- 47** Panciera 2005, p. 119-124.
- 48** Martini 1490-1494 (1841), p. 249.
- 49** Hall 1997, p. 69-79.
- 50** Panciera 2007, p. 320.
- 51** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 20, fol. 88r.
- 52** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 5, fol. 1v-65r.
- 53** Un più ampio resoconto di queste vicende si può trovare in Machiavelli 1532, fol. 197r-214v, e Guicciardini 1378-1509 (1859), p. 34-81.
- 54** Brown 1992, p. 106-107; Brucker 1994, p. 11-15.
- 55** Rubinstein 1997, p. 226-232.
- 56** Lamberini 1994, p. 407-425.
- 57** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 22, fol. 30r-187r.
- 58** ASF, *Otto, Munizioni*, reg. 1, fol. 15v, 32r e 40r.
- 59** ASF, *Dieci, Missive*, reg. 20, fol. 157r.
- 60** ASF, *Otto, Missive*, reg. 7, fol. 209rv.
- 61** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 10, fol. 8v, 15r e 23v. ASF, *Ufficiali delle castella*, reg. 29, fol. 28r. Si veda anche Ansani 2017a, p. 106-108.
- 62** ASF, *Carte Riccardi*, b. 816, fasc. 98.
- 63** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 30, fol. 260v.
- 64** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 8, fol. 74v.
- 65** Franceschi 2001, p. 24-25.
- 66** Biringuccio 1558, fol. 154r. Si veda anche la dettagliata descrizione, più tarda, di Zonca 1607, p. 82-88.
- 67** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 177v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 9, fol. 121v.
- 68** Hall 1997, p. 89-90.
- 69** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 24, fol. 99v e 100v.
- 70** ASF, *Operai di palazzo*, reg. 4, fol. 17r.
- 71** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 8, fol. 63r e 165r.
- 72** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 35, fol. 16r e 64v.

- 73** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 46, fol. 12r.
- 74** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 162r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 199v.
- 75** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 191rv.
- 76** ASF, *Otto, Munizioni*, reg. 1, fol. 7v.
- 77** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 6, fol. 110v; ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 148r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 35, fol. 178v; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 14, fol. 240v.
- 78** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 139r.
- 79** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 27, fol. 35v-36r e 201v-202r; ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 31, fol. 3v e 66v.
- 80** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 244r; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 13, fol. 204v; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 46, fol. 16r.
- 81** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 23, fol. 79r.
- 82** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 39, fol. 292v.
- 83** Ansani 2017b, p. 759-776 e 787-789; Ridella 2005, p. 82-92.
- 84** ASF, *Dieci, Debitori*, reg. 35, fol. 22v, 110v, 180v, 242v, 251v, and 286v.
- 85** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 48, fol. 130r.
- 86** Panciera 2005, p. 95-96 e 135-136.
- 87** ASF, *Dieci, Munizioni*, reg. 7, fol. 451r-452v; ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 79v; ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 43, fol. 72v.
- 88** ASF, *Miscellanea repubblicana*, b. 5, fasc. 166, fol. 1r. Si vedano anche Portoveneri 1845, p. 341-342; Cerretani 1494-1512 (1994), p. 262.
- 89** ASF, *Dieci, Entrata*, reg. 30, fol. 152r, 194v e 226r.
- 90** ASF, *Signori, Missive seconda cancelleria*, reg. 21, fol. 88r e 122r.
- 91** Nicasi 1915, p. 157-159.
- 92** Molà 2007, p. 133-147.
- 93** La Salvia 2007, p. 112-121.
- 94** Ansani 2017c, p. 172-179.
- 95** Wackernagel 1994, p. 369-370 e 380-386.
- 96** Hale 1987, p. 255.
- 97** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 38, fol. 1r.
- 98** ASF, *Dieci, Deliberazioni*, reg. 44, fol. 123r.
- 99** Ansani 2016, p. 17.
- 100** Caferro 2008, p. 199.
- 101** ASF, *Catasto*, fil. 994, fol. 339r; ASF, *Catasto*, fil. 1021, fol. 293v.
- 102** Biringuccio 1558, fol. 136v-138r.
- 103** Camerani Marri 1957, p. 30 e 159.
- 104** Epstein 1998, p. 690; Berengo 1999, p. 443; Goldthwaite 2009, p. 342-351.

Table des illustrations



Titre Fig. 1 – La pesatura delle materie prime in un «*feuerwerkbuch*» di area tedesca, risalente alla metà del Quattrocento. Leeds, Royal Armouries, Feur. 1, fol. 86v.

Crédits Crediti/riconoscimento delle fonti.

Titre Fig. 2 – L'«incorporazione» del propellente «a braccia, con un pistone», così come rappresentata in un codice miniato tedesco della prima metà del secolo. Zurich, Zentralbibliothek, Ms. Rh. Hist. 33, fol. 66r.

Crédits Credits/riconoscimento delle fonti.



Titre Fig. 3 – Uno «stampo» per la polvere raffigurato nel «Kriegsbuch» di Philipp Monch, datato 1496. Heidelberg, Universitätsbibliothek, Cod. Pal. Germ. 126, fol. 4r.

Crédits Credits/riconoscimento delle fonti.

Pour citer cet article

Référence électronique

Fabrizio Ansani, « Tra necessità bellica ed innovazione tecnologica. La formazione dei «maestri di polvere» fiorentini nel Quattrocento », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6535>

Auteur

Fabrizio Ansani

Istituto Italiano per gli Studi Storici, fabrizio.ansani@gmail.com

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec [Lodel](#) – Accès réservé



--TEST--

[Index](#)
[Auteur](#)
[Mots-clés](#)
[Derniers numéros](#)
2019 :

[Numéros en texte intégral](#)
2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

Maîtres et « garzoni »: la transmission des savoirs techniques et artistiques à Venise à l'époque moderne

Anna Bellavitis et Valentina Sapienza
[résumé](#) | [index](#) | [plan](#) | [texte](#) | [bibliographie](#) | [notes](#) | [illustrations](#) | [citation](#) | [auteurs](#)

Résumés

Français English

À partir des premiers résultats d'un projet de recherche international, l'article examine l'organisation de l'apprentissage à Venise à l'époque moderne, du point de vue de la législation et des pratiques contractuelles. Les spécificités de l'apprentissage dans les métiers artisanaux et dans les métiers artistiques sont analysées, à une époque où ces deux milieux tout en étant encore étroitement imbriqués, se différencient progressivement. L'apprentissage à Venise a été l'objet d'une attention constante de la part des autorités, au Moyen Âge et à l'époque moderne, ce qui a eu la conséquence de produire des sources historiques que l'on peut considérer comme exceptionnelles dans le contexte européen.

Entrées d'index



--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

Maîtres et « garzoni »: la transmission des savoirs techniques et artistiques à Venise à l'époque moderne

Anna Bellavitis et Valentina Sapienza

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteurs

Résumés

Français English

Based on the first results of an international research project, the article examines the organisation of apprenticeship in Venice in the early modern times, from the point of view of legislation and contractual practices. The specificities of apprenticeship in artisan's and artistic crafts are analysed, at a time when they were gradually differentiating. Apprenticeship in Venice is the subject of constant attention from the authorities in the Middle Ages and early modern times, which has the consequence of producing historical sources that can be considered exceptional in the European context.



Entrées d'index

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles –
Norme redazionali –
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Politiques de publication

Suivez-nous

 Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



Mots-clés : Venise, apprentissage, époque moderne, métiers, contrats

Keywords : Venice, apprenticeship, early modern times, crafts, contracts

Plan

Apprentissage et corps de métier

Mariegole, garzonato et progression de carrière

La *prova*


Inclusion et exclusion : la place des « autres »

Des sources et une recherche en cours

Texte intégral

- 1 L'histoire de l'apprentissage à Venise à l'époque moderne peut se baser sur une source exceptionnelle : la série *Accordi dei garzoni* de la *Giustizia Vecchia* qui contient plus de 53 000 contrats d'apprentissage compris entre 1575 et 1772 ¹. Bien que les lois qui ont obligé les maîtres artisans à enregistrer leurs apprentis auprès de cette cour de justice civile, qui exerçait son contrôle sur la plupart des corps de métier de la capitale de l'État vénitien, remontent au XIII^e siècle, seuls les registres de l'époque moderne ont été conservés. Dès le XV^e siècle, aussi les contrats de service domestique stipulés par des marchands et des artisans devaient être enregistrés auprès de cette magistrature et sont compris dans la même série ².
 - 1 L'apprentissage à Venise à l'époque moderne fait actuellement l'objet d'un programme ANR/FNS (2015 (...))
 - 2 Sur la législation vénitienne en la matière, cf. Dal Borgo 2017 ; sur la *Giustizia Vecchia*, Shaw 2 (...)
 - 3 BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 29, fol. 10r ; ch. 42, fol. 12v.
 - 4 Shaw 2006, p. 169-189.
- 2 Les magistrats de la *Giustizia Vecchia* étaient habilités à dirimer entre autres les conflits dans le monde du travail et notamment ceux entre les maîtres et les *famegli a pan e vino*, c'est-à-dire les apprentis **résidents** chez les maîtres. L'obligation d'enregistrer les contrats des *garzoni* apparaît également dans les règlements (*mariegole*) de chaque métier, assortie, comme dans le cas du statut des charpentiers (1335), de la précision que si un maître n'enregistrait pas ses apprentis à la *Giustizia Vecchia*, il ne pouvait pas faire appel à cette même cour en cas de différend ³. L'obligation d'enregistrement des *accordi* auprès d'une magistrature d'État répond en effet à une double nécessité : protéger les maîtres en cas de rupture de contrat voire de fuite des apprentis mais aussi protéger les intérêts des apprentis et de leurs familles. D'autre part, un apprenti qui n'aurait pas été enregistré à la *Giustizia Vecchia* ne pouvait pas, en principe, accéder au rang de compagnon (*lavorante*) et à la maîtrise.
- 3 La plupart des controverses entre maîtres et apprentis répertoriées dans les archives de la *Giustizia Vecchia* concernent toutefois les produits et le respect des règlements de chaque corps de métier, alors que les différends concernant l'apprentissage ne sont pas très nombreux : selon les calculs de James Shaw, dans la première moitié du XVII^e siècle, 15 procès eurent pour origine une plainte de la part d'un apprenti et 16 de la part d'un maître et les verdicts

semblent être un peu plus souvent favorables aux maîtres. Les apprentis accusent le plus souvent leurs maîtres de maltraitance, allant du manque de nourriture jusqu'aux coups et blessures alors que les maîtres mettent en cause les apprentis car ils ne font pas leur travail, volent et, surtout, s'enfuient avant la fin du contrat. Le cas d'un apprenti qui, selon des témoins, avait voulu provoquer la colère du maître car il savait que, si le maître l'avait « touché », les magistrats auraient rompu le contrat en lui permettant de partir, donne un aperçu intéressant du rôle présumé de cette cour dans le règlement des conflits du monde du travail ⁴.


- 4 Le mot « garzone » mérite aussi quelques précisions. Il est au masculin, ce qui n'est pas pour nous surprendre, mais, dans ce cas précis, le genre du mot correspond aussi, dans la majorité des cas, au genre de la personne à laquelle il se réfère. Dans les dernières années du XVI^e siècle, les femmes ne représentaient que 7 % des « garzoni » et étaient majoritaires dans les contrats de service domestique, dont certains prévoyaient aussi, toutefois, la collaboration au travail de la boutique artisanale ⁵. Même au masculin le mot « garzone » recouvre des relations de travail multiples, car il se réfère à l'apprenti – et peut d'ailleurs se décliner de plusieurs façons différentes : dans l'industrie du verre, on trouve le « garzone » et le « garzonetto » ⁶ –, mais aussi au mousse d'un bateau, au jeune homme qui transporte des denrées alimentaires ou qui range les caisses dans un entrepôt. Dans ces derniers cas, de même que dans les contrats de service domestique, comme nous avons eu l'occasion de l'écrire par ailleurs, l'accord enregistré dans la série n'est plus un contrat d'apprentissage, mais un contrat de travail tout court ⁷.
- 5 Dans le contexte de l'apprentissage des métiers artistiques à la Renaissance, les sources littéraires vénitiennes ou qui traitent de Venise n'emploient qu'assez rarement le mot « garzone », lui préférant largement le terme « discepolo ». Jamais cité par Pino ⁸, dans le *Dialogo della pittura detto l'Aretino*, Ludovico Dolce ne l'utilise qu'une seule fois pour désigner l'assassin du peintre Polidoro da Caravaggio, tué par son « rubaldo garzone » qui fut par la suite « isquartato » dans la même ville de Messina, ⁹ maître de cet événement macabre ⁹. L'histoire figurait déjà, avec davantage de détails, chez Vasari qui dans ses *Vite* (1550 et 1568) n'emploie le terme « garzone(i) » que 30 fois contre les 397 occurrences du mot disciple(s) ¹⁰. Le sens que l'on attribue le plus souvent à ce mot dans ces sources et parfois même dans la correspondance – celle de Vasari par exemple – est aussi assez parlant : « garzone », c'est le serviteur auquel on pourra indiquer si l'on accepte une invitation à dîner, un proche assimilé à un membre de la famille qui suit partout son maître y compris s'il change de ville ou de foyer, ou bien un travailleur sous-qualifié. Jeunes et inexpérimentés, soumis à toute sorte de tentations, images métaphoriques de l'ignorance, les *garzoni* sont tous « frappatori e ciurmatori de lor signori » ¹¹ et ne méritent que rarement la confiance de leur entourage.
- 6 Pourtant dans les contrats d'apprentissage et dans d'autres sources documentaires, à partir du XVI^e siècle, le mot *discipulus*, plus respectueux et si fréquent dans la littérature artistique, est progressivement remplacé par le mot *famulus* ¹², indiquant à la fois le serviteur et l'apprenti ¹³, ou encore, dans le contexte vénitien, par le mot *fante* ¹⁴.
- 7 Il ne faut pas négliger non plus l'utilisation, très courante dans d'autres types de documents (contrats de commande, paiements ¹⁵ des de comptes, etc.) du mot « zovane », désignant à la fois l'apprenti ou le jeune collaborateur peu expérimenté et donc sous-payé ¹⁵.
- 8 Quoi qu'il en soit l'usage presque exclusif du mot « garzone » dans les *Accordi* de la *Giustizia Vecchia* aussi pour l'apprentissage artistique reflète le lien profond entre la transmission des savoir-faire et le monde corporatif, qui fut
- ⁵ Bellavitis 2006.
 - ⁶ Maitte 2016.
 - ⁷ Bellavitis 2020. 
 - ⁸ Pino 1548.
 - ⁹ Dolce 1557, p. 200.
 - ¹⁰ Vasari 1550 et 1568 (éd. Bettarini et Barocchi 1966-1987; <http://vasariscrittore.merl.it>)
 - ¹¹ Aretino 1536 (éd. Romano 1991), p. 167.
 - ¹² Voir par exemple la *mariegola* des charpentiers, BCMCV, Ms IV, n. 152, ch. XLII, fol. 12v.
 - ¹³ Klapisch-Zuber 2016.
 - ¹⁴ Voir par exemple le statut de la corporation des peintres à Venise ou celui des charpentiers : BCM (...)
 - ¹⁵ Titien, par exemple, pour exécuter sa *Bataille de Spolète* pour la salle

sans aucun doute l'acteur et le moteur principal de ce défi. D'autant plus que les ateliers représentent les seuls lieux de formation à Venise pour les artistes durant toute l'époque moderne, l'Académie de Beaux-Arts n'ayant vu le jour que très tardivement, en 1750.

Apprentissage et corps de métier

Mariegole, garzonato et progression de carrière

- 9 L'historiographie sur les corps de métier s'est profondément renouvelée dans les dernières décennies à partir de la critique de l'interprétation libérale qui, depuis la pensée économique du XVIII^e siècle, considérait les corporations comme des institutions statiques incapables de s'adapter à l'évolution de la conjoncture économique et des techniques et, dans le cas italien notamment, en avait fait les principales responsables du déclin économique. D'ailleurs, l'existence même de ce déclin a été questionnée et nuancée par l'historiographie sur la péninsule italienne à l'époque moderne **16**.
- 10 Une recherche quantitative sur les corps de métier dans les anciens États italiens a démontré que, durant toute la période comprise entre 1300 et 1800, le nombre de corporations augmente constamment dans toutes les villes, mais Venise reste toujours la ville avec le plus grand nombre de corporations. Les corps de métier à Venise sont 49 en 1300, 72 en 1400, 113 en 1500, 160 en 1600, 191 en 1700 et 204 en 1800. Dans les mêmes années, les villes qui se situent en deuxième position par rapport à Venise sont : Bologne et Florence, avec 20 corporations en 1300 ; Vérone avec 47 en 1400 ; Gênes avec 68 en 1500 ; Milan avec 69 en 1600 ; Gênes avec 91 en 1700 et Naples avec 103 en 1800 **17**. Cette situation tout à fait exceptionnelle ne s'explique pas uniquement par la centralité et la vivacité de l'économie vénitienne. Ce qui caractérise les corps de métier vénitiens (les *Arti*) est une précoce et constante fragmentation : dans beaucoup de cas, notamment dans le secteur textile, les différentes phases de la production sont regroupées dans des corporations différentes. Cette fragmentation représente évidemment un atout pour un pouvoir politique qui a précocement imposé son autorité sur le monde de l'artisanat. En même temps elle semble avoir permis aux artisans de garder un plus grand contrôle sur la production face aux marchands-entrepreneurs **18**.
- 11 Si on cherche les normes sur l'apprentissage contenues dans les règlements (*mariegole*) des métiers, la spécificité vénitienne est confirmée, puisque les *mariegole* contiennent des mesures assez précises sur l'apprentissage, alors qu'il a été calculé que seulement dans moins de la moitié des corporations italiennes il existait des normes spécifiques sur le sujet **19**.
- 12 Les premiers règlements des corporations vénitiennes, publiés en grande partie au début du siècle dernier **20**, remontent au XIII^e siècle, mais ils ont été par la suite reformulés, enrichis et réécrits à plusieurs reprises et tout au long de l'époque moderne.
- 13 Prenons l'exemple de la *mariegola* des charpentiers, déjà évoqué : un chapitre de 1352 déplore le fait que des apprentis quittent leurs maîtres avant la fin du contrat, en payant l'amende prévue par les lois pour pareils cas, « au grand dam des hommes de l'art » et impose donc le respect de la durée du contrat qui devait être enregistré à la *Giustizia Vecchia*. Apparemment, c'est seulement en 1507 que cette durée est fixée en six années **21**, alors qu'en 1446, l'interdiction de faire travailler des esclaves avait été ajoutée **22**. Au XVI^e siècle, on déplore le fait que les *garzoni* qui ont fini leur période d'apprentissage ne respectent pas l'obligation de s'inscrire à la corporation, et
- **16** Mocrelli 2008.
 - **17** Mocrelli 2018, p. 35 et cf. http://www.collective-action.info/_DAT_Main2
 - **18** Ciriaco 1996.
 - **19** Mocrelli 2008 ; Mocrelli 2018 ; Martinat 2018.
 - **20** Monticolo 1896-1914.
 - **21** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 53, fol. 16v-17r ; ch. 121, fol. 44r.
 - **22** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 55, fol. 31v.
 - **23** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 114r-115r (9 février 1596).

- on impose également aux fils des maîtres, âgés de 18 ans, de payer l'inscription, sous peine d'être « soumis à faire la preuve comme s'ils étaient des étrangers » **23**. Ces normes sont réitérées par la suite et, en 1620, la preuve imposée aux étrangers est détaillée **24**.
- 14 Les conjonctures économiques se reflètent dans les règlements : ainsi, après les périodes d'épidémies, l'accès aux métiers est beaucoup plus facile, ce fut le cas en 1577, comme en 1633, quand les maîtres de toutes les corporations furent autorisés à accepter un nombre illimité d'apprentis. On retrouve les traces de cette législation d'exception dans la *mariegola* des charpentiers, puisqu'en 1636, le *Collegio delle arti* intervient pour réglementer les « prix des ouvriers » qui, « sous prétexte de la diminution de leurs arts suivie à la peste passée, ont fait augmenter les paiements de leurs ouvrages ». Les salaires à la journée des charpentiers, pour la période allant du 1^{er} avril à la fin septembre, sont ainsi fixés : le *garzone* « apte et suffisant » une lire et 10 sous ; l'ouvrier (*manual*) 2 lires et demie ; le maître qui travaille du 1^{er} octobre au 31 mars doit recevoir 2 lires par jour, ainsi que l'ouvrier, alors que le *garzone* est payé une lire par jour. La même loi interdit à tout membre d'une corporation de refuser à quiconque de travailler à la journée et en même temps autorise ceux qui « faisaient travailler à la journée à recourir au magistrat si les ouvriers en question prolongeaient frauduleusement les journées de travail au-delà des nécessités établies par les experts » **25**. Ces indications sont intéressantes, non seulement car il n'est pas si fréquent de trouver de telles précisions sur les salaires journaliers (théoriques), rythmés selon les saisons, mais car elles confirment une fois de plus que la frontière entre apprenti et salarié est tout sauf étanche : un *garzone* « apte et suffisant » de fait est un apprenti qui a terminé son apprentissage **26**.
- 15 La *mariegola* des tonneliers de 1412 interdit aux maîtres de prendre chez eux « aucun garçon ou fille » s'ils ne les ont pas d'abord enregistrés auprès de la *Giustizia Vecchia* et fixe la durée de l'apprentissage à 7 ans. Cette durée est réduite à 5 ans, en 1482 **27**. Le nombre de *garzoni* que les maîtres peuvent prendre « a pan e vin » n'est pas limité, mais ils peuvent prendre chez eux seulement un maître et un *lavorante* **28**. Il est possible que cette norme laisse apparaître l'une des multiples significations du mot *garzone*, qui n'est pas seulement un jeune disciple, mais aussi un « garçon de boutique » **29**. Si un maître, à sa mort, laisse des fils en jeune âge, la veuve peut embaucher un maître pour leur apprendre le métier, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 17 ans et qu'ils puissent démontrer aux officiers de la corporation qu'ils ont appris le métier et qu'ils peuvent donc l'exercer en tant que maîtres **30**. En 1482, il est fait état de « *garzoni de natura diabolica* » qui ne respectent pas la durée de l'apprentissage fixée par les règlements et qui ont donc causé de « très graves dommages aux marchands de Venise » : il est par conséquent interdit d'exercer le métier à quiconque n'aura pas terminé sa période d'apprentissage et « fabriqué son tonneau » **31**. De l'autre côté, les marchands de vin et d'huile et les patrons de bateaux ne doivent embaucher que des maîtres « bons et suffisants » inscrits auprès de la *Giustizia Vecchia* **32**.
- 16 Le règlement des fabricants de miroirs de 1567-69 stipule que les apprentis âgés de 20 ans devaient intégrer, comme les compagnons et les maîtres, la corporation des merciers et impose aux maîtres d'enregistrer leurs contrats auprès des Provediteurs de la Commune. Les maîtres devaient garder les jeunes en apprentissage pendant 5 années, en leur payant un salaire (*mercede*) annuel, selon les accords pris au cas par cas. La réalité semble contredire ces articles de la *mariegola* **33**, en tout cas pour la période postérieure à 1575 et surtout pour le XVII^e siècle, car les contrats des miroitiers sont bien dans les registres de la *Giustizia Vecchia* et les modalités de la rétribution sont beaucoup plus variées. Pour devenir *lavorante*, le *garzone* doit soutenir une preuve (*prova*), c'est-à-dire réaliser le « chef-
- 24** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 150v.
- 25** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 169v-170r (29 avril 1636).
- 26** Sur le sujet et sur la polysémie du mot *garzone*, cf. Maitte 2017 ; Martinat 2018 ; sur le temps de (...)
- 27** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XXXVI, fol. 10 ; ch. 95, fol. 84r.
- 28** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. LIX, fol. 15.
- 29** Bellavitis 2020. 
- 30** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. LXXX et LXXXI, fol. 21-22 ; ch. XXXX, fol. 52r.
- 31** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XII, fol. 41-42.
- 32** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XXXVI, fol. 46-47.
- 33** BCMCV, Ms. IV, n. 70, 1567-69, ch. XI et XII, sur les règlements des miroitiers, voir l'analyse tr (...)
- 34** BCMCV, Mss. IV, n. 70, ch. XIII, fol. 9.
- 35** BCMCV, Mss. IV, n. 70, ch. XV.
- 36** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XVIII, fol. 12 ;

- d'œuvre » : s'il n'en est pas capable, il doit refaire une année d'apprentissage avant de pouvoir réessayer ³⁴. Pour pouvoir accéder à la *prova* pour devenir maître, il faut démontrer d'avoir passé cinq années en apprentissage et deux années comme *lavorante* ³⁵. Chaque maître ne peut avoir plus de 4 *lavoranti* et 2 apprentis, en plus de ses fils, ses filles et son épouse ; mais les fils à partir de l'âge de 20 ans doivent être inclus dans le nombre des *lavoranti* ³⁶. Les maîtres ne peuvent apprendre le métier qu'à des apprentis enregistrés et **résidents** chez eux, à l'exception de leurs propres enfants et petits-enfants ³⁷. Les fils émancipés des maîtres doivent faire la *prova* comme les autres, alors que ceux qui ne sont pas émancipés, à la mort de leur père, n'y sont pas tenus : évidemment on fait référence dans ce cas précis aux fils qui ont continué à travailler dans la boutique de famille ³⁸, les veuves sans enfants pouvant continuer à exercer le métier pendant 6 mois après le décès du mari ³⁹. La *mariegola* des miroitiers est revue, corrigée et actualisée tout au long de la période moderne. Dans la dernière version, datant de 1798, on apprend que des deux façons d'entrer dans la corporation, c'est-à-dire : « la première par voie d'apprentissage et par preuve et la deuxième par naissance d'un maître », seule la deuxième est pratiquée, « depuis de très nombreuses années », « à cause de la surabondance de fils de maîtres » ⁴⁰. En 1735, la corporation des batteurs et fileurs d'or décida de ne plus recruter des apprentis « à cause du grand nombre de fils de maîtres » ⁴¹.
- 17 Dans les anciens statuts de la *Fraglia*, la corporation des peintres, une disposition de 1301 établit qu'un maître peut accueillir dans son atelier seulement « unum puer ad panem e vinum ad adiscendum artem et duos magistros ad precium et non ultra » ⁴². Dans la nouvelle *Mariiegola* rédigée à partir de 1436, il est évident toutefois que la durée de la période d'apprentissage peut aussi subir des variations au sein de la même corporation selon la spécialisation que le jeune pratique ou le *colonello* ⁴³ auquel sa profession appartient. Ainsi, si le chapitre LXII, daté du 20 octobre 1511, fixe la durée du *garzonato* pour les apprentis de la *Fraglia* à six ans ⁴⁴, cette durée est réduite d'une année pour les enlumineurs en 1574 ⁴⁵. Comme pour la plupart des corporations vénitienes, les fils des maîtres n'ont aucun besoin d'attester d'une période d'apprentissage s'ils l'ont accomplie dans l'atelier familial, et peuvent automatiquement s'inscrire à la corporation. Le nombre d'apprentis que le maître peut accueillir dans son atelier varie aussi en fonction de la spécialité exercée ou des exigences périodiques et des conjonctures particulières du marché du travail : ainsi en 1655, les *cuoridoro* « peuvent garder un seul apprenti, ni garder [chez eux] d'autres **personne** sous prétexte de parentèle au moins qu'ils ne soient fils ou fils de leur fils ». Un deuxième *garzone* pourra éventuellement rejoindre l'atelier du maître six mois avant la fin de l'apprentissage du premier. Le prix à payer en cas de non-respect de cette règle est d'ailleurs fort salé, prévoyant une amende de 25 ducats. Toutefois cette norme, jugée trop sévère, est par la suite assouplie et le nombre de *garzoni* pour les *cuoridoro* augmenté à deux ⁴⁶. De même, à cause de la pénurie de travail et du marché de plus en plus saturé, le 2 juin 1677 les doreurs sont obligés de statuer qu'aucun *capomaestro* ne puisse accueillir chez lui plus d'un *garzone* à la fois et pour une durée de six années d'apprentissage minimum, avec la possibilité d'ouvrir ses portes à un nouveau *garzone* un an avant la fin de l'apprentissage du premier. Le contrevenant devait payer une amende encore plus élevée correspondant à 50 ducats ⁴⁷.
- 18 La durée de l'apprentissage pour les tailleurs de pierre, indépendamment de leur spécialisation, est fixée à 5 ans en 1449 ⁴⁸. En 1507, la corporation établit également que chaque maître ne pouvait accueillir dans son atelier que trois apprentis à la fois, avec l'obligation de les dénoncer préalablement à la *Giustizia Vecchia*. À partir de 1509, les maîtres étaient également obligés de communiquer les généralités des *fanti*, ou bien des fils, petits-fils ou neveux travaillant chez eux, puisqu'il arrivait de plus en plus souvent que « [les
- ch. XXXIII, fol. 24.
- ³⁷ BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXXV, fol. 28.
 - ³⁸ BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXI, fol. 13.
 - ³⁹ BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXII, fol. 13.
 - ⁴⁰ BCMCV, Ms. IV, n. 227, 1798. Ici l'apprentissage est, significativement, appelé *servizio*.
 - ⁴¹ Bellavitis 2018, p. 193.
 - ⁴² Monticolo 1896-1914, II (1905), p. 386, ch. LX.
 - ⁴³ Ce mot apparaît à Venise pour la première fois dans les statuts de quelques confréries dévotionnelles (...)
 - ⁴⁴ BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 23r-v.
 - ⁴⁵ BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 46r.
 - ⁴⁶ ASVe, *Arti*, b. 103 (« Atti della scuola dei Pittori sec. XVI e XVII »), fol. non numérotée (8 nove (...))
 - ⁴⁷ ASVe, *Arti*, b. 103 (« Atti della scuola dei Pittori sec. XVI e XVII »), fol. non numéroté (2 juin (...))
 - ⁴⁸ BCMCV, Ms. IV, n. 150, ch. XLVIII, fol. 32. Cité par Caniato – Dal Borgo 1990, p. 168.
 - ⁴⁹ BCMCV, Ms. IV, n. 150, ch. LV, fol. 32. Cité par Caniato – Dal Borgo 1990, p. 178.

maîtres] les cachent chez eux en changeant leur nom pour contrecarrer cette disposition » **49**.

Cette dispositi (...)

19 Chez les maçons les statuts prévoyaient que le *garzone*, âgé de 15 ans, devait conclure son apprentissage après 7 ans, durée réduite à 5 par la suite **50**. Seuls les fils de maîtres pouvaient s'inscrire à la corporation sans soutenir la *prova*, mais tout de même après avoir accompli un apprentissage de 5 ans dans l'atelier familial.

• **50** *Ibid.*, p. 129.

20 La question de la transmission du métier et de la boutique à ses enfants est évidemment centrale pour le sujet de l'apprentissage. La tendance, à l'époque moderne, semble être de réserver de plus en plus la transmission du métier à l'intérieur de la famille, en privilégiant généralement les fils. Parfois, la transmission aux filles était également prévue par les règlements des métiers. C'est le cas par exemple des charcutiers : selon les statuts, non seulement les fils, mais aussi les filles pouvaient reprendre la boutique à la mort du père, mais alors que les garçons, arrivés à l'âge de 15 ans, pouvaient poursuivre l'activité, les filles devaient de toute façon l'abandonner à l'âge de 18 ans **51**. L'habitude de favoriser les enfants dans la transmission de la boutique semble aussi avoir des conséquences négatives, du moins selon l'avis des magistrats de la *Giustizia Vecchia*, qui, en 1720, dénoncent les conséquences dramatiques pour l'industrie de la ville de l'habitude de laisser trop souvent la gestion à des « fils de famille », c'est-à-dire des fils non émancipés, qui ne peuvent donc pas ester en justice, et surtout être tenus responsables en cas de dettes ou de mauvaise gestion **52**. Néanmoins, la plupart des règlements des métiers accordent un traitement de faveur aux enfants des maîtres quand il s'agit d'apprentissage, même s'il peut y avoir des tensions en la matière. C'est le cas par exemple des miroitiers : en 1775, les *Censori*, c'est-à-dire la magistrature qui, depuis 1762 avait la juridiction sur la verrerie, constatent que la fabrication de miroirs de grandes dimensions souffre du manque de travailleurs spécialisés, mais aussi de la pratique répandue de confier cette production à des jeunes inexpérimentés, « d'âge puérile et non encore inscrits comme maîtres ». Ils décrètent ainsi que « dorénavant tous les fils de maîtres-chefs de boutique (*capimistri o capomaestri*) qui n'ont pas encore 18 ans et les filles non mariées » doivent s'exercer uniquement dans la fabrication de miroirs de plus petites dimensions. Aussi, si jusqu'alors, les fils légitimes des *capimistri* avaient droit à la maîtrise dès l'âge de 18 ans, sans obligation d'apprentissage, ni de « prouver leur habilité et expérience », les *Censori* établissent que dorénavant les fils de *capo-maestro operaro* doivent démontrer, par « foi jurée » d'au moins deux maîtres-chefs, qu'ils se sont exercés pendant deux années dans le polissage de miroirs de plus grande dimension (« da quella de' 17 fino alle quarte tre »). De même, les fils de *capomaestro negoziante* doivent prouver qu'ils ont exercé pendant deux années les mansions qui reviennent aux commerçants (« che sono il gazegare, squadrare, tagliare li specchi ed altro ») **53**.

• **51** Fiorucci 2017.

• **52** Bellavitis 2018, p. 194

• **53** ASVe, CL, b. 56, fol. 880 ; cf. Trivellato 2000.

La prova

21 Les informations sur le « chef-d'œuvre » exigé pour devenir maîtres sont probablement aussi plus nombreuses dans le cas de Venise que dans le reste de l'Italie. Si des bribes de description de la *prova* apparaissent assez souvent dans les statuts – savoir fabriquer un tonneau pour les tonneliers ; savoir travailler les bas, mais aussi démonter et remonter les métiers à tisser, remettre en place les peignes et les aiguilles pour les tisserands de bas « à l'anglaise » **54** – la *mariegola* des orfèvres et joailliers contient, par exemple, des informations très détaillées sur le type d'objet qu'un aspirant maître doit savoir réaliser, selon les différentes spécialités du métier : ceux qui travaillent « à la vénitienne » ou « à la française », ceux qui fabriquent des couverts, des

• **54** ASVe, *Arti*, b. 373, fasc. 304, fol. 17 et 20 (30 octobre 1680).

• **55** BCMCV, Ms. IV, n. 139, fol. 156r ; sur l'apprentissage dans ce métier, cf. Fiorucci 2017 ; Perez 2 (...)

• **56** ASVe, GV, b. 5/12, fol. 39r.

coupes ou des calices ; ceux qui travaillent les diamants, les rubis ou les émeraudes, l'or ou l'argent, etc. Par exemple, en 1693, les aspirants maîtres ciseleurs en or doivent réaliser « un Christ mort avec des chérubins et des fleurs » **55**. Ce n'est pas seulement dans les métiers du luxe que le respect de la qualité est exigé, mais également dans l'industrie alimentaire. En 1577, la *mariegola* des charcutiers ne donnant pas de détail sur la preuve requise, les *Cinque Savi sopra le mariegole* décident d'intervenir pour combler cette lacune. Les aspirants maîtres charcutiers doivent « savoir bien tuer un cochon [...] le vider de ses entrailles, le dépecer, bien enlever la longe, les muscles, les côtes, le lard à saler, en séparant la viande du dit animal, en quatre parties », selon les différents types de saucisses qu'on peut en tirer et « surtout [ils doivent] savoir donner des informations sur les viandes qui pourraient nuire à ceux qui en mangeraient » **56**. Les preuves sont aussi actualisées au fur et à mesure quand, comme on peut le lire dans un chapitre de 1562 de la *mariegola* des charpentiers, les compétences requises ne sont plus au goût du jour (*non si usa più la sorte de lavorieri menzionadi in ditta prova*) **57**.

22 Bien que l'existence d'une *prova* soit attestée assez précocement (1494) **58** aussi pour les métiers de la *Fraglia*, son contenu est décrit très tardivement et de manière assez générique. Ainsi « les *depentori* **59** peignent sur un panneau de bois, une caisse et une armoire avec de différentes couleurs. Les doreurs font un panneau de bois lisse et font deux nœuds à savoir des guirlandes. Les *cuoridoro* travaillent et dorent quatre peaux de mouton à dessin. Les enlumineurs font des enluminures de saints de différentes couleurs. Les fabricants de masques réalisent des masques peints de différentes sortes. Les dessinateurs forment sur du papier des dessins de leur invention » **60**. Pour en savoir davantage sur la *prova* des peintres (de figures, de paysages et d'architectures), il faut attendre 1760, date à laquelle une autre source précise qu'il leur revenait d'exécuter une demi-tête sur toile, vraisemblablement une figure en demi-buste **61**. Au moins à partir de 1619 un apprenti de la *Fraglia* est dans l'obligation de se soumettre à une *prova* supplémentaire si jamais il souhaite exercer une spécialité différente de celle pour laquelle il a accompli son *garzonato*. L'examen devait d'abord se dérouler « en présence du *gastaldo* et de la plupart de ses compagnons » **62** mais, à partir du 18 avril 1638, une commission *ad hoc* incluant trois spécialistes pour chaque sous-corps de métier est créée **63**.

23 De plus, des preuves spécifiques s'ajoutent aussi au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles spécialisations dans la corporation : ainsi le 11 juin 1638, les *Giustizieri vecchi* ordonnent qu'un nouvel examen soit prévu pour les peintres de poutres, désormais séparés des peintres de coffres **64**.

24 Les tailleurs de pierre, chez qui la plupart des sculpteurs et architectes se formaient durant la Renaissance, étaient soumis eux aussi à une *prova* réservée tout d'abord aux artisans qui s'étaient formés en dehors de Venise **65**, comme le démontrent les nouveaux statuts de la deuxième décennie du XVI^e siècle. Cette disposition ne devait pas être toujours respectée si, le 29 juillet 1549, la corporation se doit de préciser l'interdiction d'embaucher des apprentis ou des maîtres n'ayant pas accompli le chef-d'œuvre, qui consistait dans la réalisation d'« une base de colonne accomplie en rond qui se tient bien ». Quelques spécialisations de l'Arte (*colonnelli*) pouvaient périodiquement être exonérées de la *prova* probablement par manque d'artisans : c'est le cas des *intagliatori*, acceptés dans la corporation en 1551 sans faire « une prova de quadro » **66**. En 1576, il est établi en outre que les fils des maîtres pouvaient s'inscrire sans réaliser le chef-d'œuvre mais, dans ce cas, ils étaient obligés de payer un *droit* d'entrée dix fois supérieure (20 ducats contre le 2 ducats habituels) **67**.

25 La corporation des maçons, dont les premiers statuts remontent à 1271,

• **57** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 73r.

• **58** Sapienza 2018, p. 213-214. Voir BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 19r.

• **59** Difficile de traduire ce mot. Il s'agit de peintres décorateurs qui travaillent principalement sur (...)

• **60** ASVe, *Arti*, b. 103, fasc. intitulé « Mariegola et altri ordini della scuola de' Pittor », fol. non (...)

• **61** ASVe, *Arti*, b. 103, fasc. intitulé « Mariegola et altri ordini della scuola de' Pittor », fol. non (...)

• **62** BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 77r-v (17 juin 1619).

• **63** BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 94r-v.

• **64** BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 94v.

• **65** BCMCV, Ms. IV, n. 150 (partiellement publié par Sagredo 1856, p. 281-310), ch. XXXII, fol. 42v (1 (...))

• **66** BCMCV, Ms. IV, n. 150, fol. 53 : Caniato, Dal Borgo 1990, p. 169.

• **67** BCMCV, Ms. IV, n. 150, fol. 61 : Caniato – Dal Borgo 1990, p. 169.



prévoit également l'obligation de la *prova*, mais son contenu n'est décrit encore une fois que très tardivement (1788), en réponse aux questions des *Inquisitori alle Arti* : le futur maître devait bâtir la partie extérieure d'une cheminée, avec sa saillie, le conduit à section circulaire, son étagère ainsi que son ouverture et il devait en outre démontrer d'être en mesure de réaliser une colonne dont la verticalité devait être vérifiée (« mise à plomb »).

- 26 Dans quelques corporations, les *mariegole* révèlent l'existence d'une double *prova* : l'une pour attester les compétences acquises durant leur *garzonato*, l'autre pour passer de *lavorante* à *maestro* ou *capomaestro*. C'est le cas des miroitiers : à la fin d'une période d'apprentissage de cinq années, pour devenir compagnon chez un maître, il faut soutenir une preuve dans l'une des deux spécialités : *lustrador* ou *splanador*. Si l'apprenti n'en est pas capable, il doit refaire une année d'apprentissage avant de pouvoir réessayer. Pour pouvoir devenir maître, en revanche, il faut démontrer d'avoir accompli cinq années en apprentissage et deux années comme *lavorante* et ensuite passer une nouvelle preuve, à savoir la réalisation d'un miroir à partir du verre brut, c'est-à-dire « le couper dans la forme voulue, l'aplatir, le polir, et y appliquer la feuille d'or » **68**.
- 27 C'est aussi le cas du tissage de la soie. En 1773, l'art de la soie fait l'objet d'une enquête et d'une tentative de réorganisation de la part des *Deputati straordinari alla regolazione dell'arte*. On y fait état de « quatre degrés dans le tissage » : apprenti, *lavorante*, maître et *capomaestro*. Après une période d'apprentissage de cinq années, pour accéder au statut de *lavorante* il faut tisser un drap (un *brazzo di lavoro*) dans une des trois spécialités c'est-à-dire les velours, les « samites » ou les draps *alla piana* et, après trois années passées comme *lavorante*, on a le droit de devenir maître si on peut prouver sa capacité de monter et démonter un métier à tisser (*armar e disarmar il tellaro*), de le préparer pour le tissage, dans une des trois spécialités et de tisser un « bras ». Quand on a une « boutique ouverte » et on est propriétaire des métiers à tisser, on passe au rang de *capomaestro*, et on peut avoir des apprentis et des ouvriers (*garzoni e lavoranti*) **69**.

• **68** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XIII, fol. 9 ; ch. XIII, fol. 10, ch. XVI, fol. 11.

• **69** ASVe, CL, b. 57, fol. 16-21.

Inclusion et exclusion : la place des « autres »

- 28 Les étrangers – en incluant dans cette notion tous ceux qui ne sont pas natis de Venise – ont accès à l'apprentissage ou parfois sont obligés de passer le chef-d'œuvre pour démontrer leurs compétences, indépendamment du statut dont ils disposaient dans leurs pays d'origine. Généralement, pour pouvoir accéder aux corporations, ils doivent aussi payer des droits d'entrée plus élevés **70**. Comme on peut le lire dans une loi du Conseil des Dix de 1502, le critère de la citoyenneté vénitienne est introduit précocement pour les maîtres verriers, « pour éviter que le métier soit conduit en dehors de cette ville » mais, « par inadvertance », le critère de la naissance à Venise d'un père vénitien (c'est-à-dire le critère de la citoyenneté originaire de facto), a aussi été mentionné dans la loi, « ce qui en exclut beaucoup qui sont [à Venise] depuis de nombreuses années et ont appris le métier », avec le risque que les secrets de l'art du verre s'en aillent avec eux. La loi ne concerne donc pas les ouvriers et les apprentis qui travaillant déjà dans le métier, mais ceux qui viendront après et qui doivent être « nés de père vénitien originaire » **71**.
- 29 Un critère plus ou moins strict de résidence voire de citoyenneté vénitienne est parfois imposé pour l'accès aux charges de l'institution. C'est le cas, dès le début du XV^e siècle de l'Art de la laine et, plus tard, de l'Art de la soie et c'est surtout le cas pour accéder aux organisations qui regroupent des marchands, telle que la *Camera del Purgo*, pour les marchands de laine **72**.
- 30 En revanche, les périodes de crise démographique liées aux épidémies de

• **70** Cf. à ce propos, les règles de l'Art des *fustagneri*, ASVe, CL, b. 50, fol. 590.

• **71** ASVe, CL, b. 50, fol. 240.

• **72** Molinelli 1994 ; Mozzato 2002 ; ASVe, PC, Atti, b. 53, *Camera del Purgo, Terminazioni ed altr (...)*

• **73** ASVe, CL, b. 53,

peste sont caractérisées par une ouverture généralisée des métiers aux étrangers n'ayant pas les qualifications nécessaires et donc n'ayant pas suivi d'apprentissage, à l'exception de quelques activités considérées comme stratégiques pour la ville ou pour lesquelles le danger de voir partir, avec les travailleurs étrangers, des secrets de fabrication primait sur la nécessité de relancer des secteurs qui manquaient de main-d'œuvre. C'est le cas, en 1630, des épiciers, des chirurgiens, des constructeurs de navires « gros », des calfats, des fileurs du chanvre pour fabriquer les cordages des navires, des fabricants de chapelets en verre, des miroitiers et des diamantaires **73**.

- 31 De plus, la pénurie d'ouvriers spécialisés dans quelques secteurs stratégiques peut induire la corporation à s'ouvrir davantage aux étrangers. Prenons l'exemple des tailleurs de pierre qui comptent parmi leurs membres, en 1491, 126 *foresti*, pour la plupart d'origine lombarde, et seulement 40 vénitiens. Cela semble avoir des conséquences directes aussi sur l'apprentissage car les étrangers accueillent dans leurs ateliers environ 50 *fanti* et « ne veulent enseigner à aucun de nos sujets » (ce qui indique très probablement les Vénitiens, mais pourrait éventuellement aussi inclure les sujets – non vénitiens – de la République de Venise). Ainsi pour protéger du moins leurs représentants au sein de la guilde, les tailleurs de pierre obtiennent de la part des Provédateurs de la Commune que le nombre de confrères étrangers, dans les assemblées pouvant élire les charges institutionnelles de la corporation, ne puisse pas dépasser le nombre de Vénitiens **74**.
- 32 Toutefois, au XVII^e et au XVIII^e siècle, l'ouverture traditionnelle des corporations vénitiennes est quelque peu mise à mal par la nécessité de faire face à une concurrence étrangère de plus en plus agressive dans de nombreux domaines **75**. En 1684, les *Cinque Savi alla Mercanzia* se prononcent au sujet de « ceux qui travaillent sans être maîtres » dans la fabrication des « bas de soie à l'anglaise », en leur interdisant de travailler avec des apprentis et en statuant que les apprentis dans ce métier devaient être des « sujets » vénitiens. Puisqu'il est « dommageable d'apprendre cet art à des étrangers et d'y embaucher des infidèles, il est interdit à tout maître ou *lavorante* d'apprendre sous n'importe quelle forme ce métier à des étrangers ou d'y embaucher des juifs, des turcs ou tout autre infidèle » **76**.
- 33 En 1671, l'art des commerçants d'amandes (*mandoleri*) est réservé aux « natifs vénitiens », on peut y entrer par filiation ou après une période d'apprentissage (*servitù*) de 5 années, suivie de 2 années de *lavoranzia* (compagnonnage) **77**.
- 34 En 1767, une nouvelle loi générale sur l'apprentissage établit que les apprentis dans les métiers concernant la vente des produits de consommation interne à la ville devaient être natifs de la ville ou sujets de l'Etat pour que « le chemin du service (*servitù*) qui conduit progressivement au rang de *capomaestro* et à la possibilité d'ouvrir une boutique leur soit uniquement réservé, à l'exclusion de toute autre personne », alors que « l'abondance d'étrangers » les prive des moyens de subsistance. Certains métiers sont alors réservés au peuple de la Dominante (Venise) et d'autres sont aussi ouverts aux sujets de l'État. Les apprentis chez les commerçants d'eau-de-vie, les batteurs d'or allemands (sic !), les peintres, les fabricants de rames, les chiffonniers et les vendeurs de fleurs, de beignets (*frittole*), de fruits, de légumes, d'oranges et de poules devaient être Vénitiens, alors que les métiers de tonnelier, cordonnier, forgeron (dans toutes ses spécialités), rémouleur, maçon, fenêtrier, charpentier (dans toutes ses spécialités), épicier, pâtissier, charcutier, tailleur de pierre, fourreur (en vair), matelassier, laitier, fromager, étainier, fabricant de peignes et de tiroirs, commerçant d'amandes, d'huile et de savon pouvaient être appris aussi par des sujets de l'État. Les maîtres-chefs de boutiques avaient par conséquent l'obligation de présenter l'acte de baptême de l'apprenti. Les autres métiers restaient ouverts aussi aux *forestieri* **78**.

fol. 251.

• **74** Caniato – Dal Borgo 1990, p. 167-168.

• **75** Lanaro 2008.

• **76** ASVe, CL, b. 54, fol. 140 ; réitéré en 1714, fol. 821.

• **77** ASVe, CL, b. 58, fol. 537.

• **78** ASVe, CL, b. 59, fol. 1009.

35 Selon le document des *Deputati straordinari alla regolazione dell'arte* précédemment cité, en 1773, l'apprentissage du tissage de la soie est réservé à des Vénitiens originaires, c'est-à-dire natifs de deuxième génération, ou à ceux dont les deux parents sont domiciliés à Venise. Le même document déplore des « désordres à corriger » et notamment le fait que la diminution de la période d'apprentissage, depuis 1755, de 7 à 5 années serait à l'origine d'une pénurie d'apprentis, puisque avec une période d'apprentissage plus longue, « le maître y trouvait son compte » car dans les 3 dernières années l'apprenti était en mesure de produire des draps, alors que depuis la réduction de la durée du *garzonato*, « 4 sont à la charge des maîtres ». On apprend donc que 3 années sont considérées suffisantes pour apprendre le métier de tisserand de soie et surtout que, dans les dernières années de sa période d'apprentissage, l'apprenti était un collaborateur à part entière de la boutique, en mesure donc de contribuer à la production et de récompenser le maître du temps passé à lui apprendre le métier **79**.

- **79** ASVe, CL, b. 57, fol. 16-21.

36 Pour conclure, il faut tout de même rappeler les tensions générées dans les ateliers par une autre forme d'« altérité », celle de genre. Une norme des *Cinque Savi alla Mercanzia*, approuvée par le Sénat vénitien en 1774 fait état de la concurrence que font « le donne di fuori » aux « garzoni, lavoranti naturali, figli dell'arte » : les « femmes du dehors » ne sont pas des étrangères, des *forestiere*, mais des femmes qui n'appartiennent pas aux familles des maîtres tisserands de soie **80**. Vingt années auparavant, l'art de la soie avait ouvert l'accès à la maîtrise et donc la possibilité d'être à la tête d'un atelier de tissage de la soie, à toutes les femmes et pas seulement, comme c'était le cas auparavant, aux femmes des familles des maîtres. Cette ouverture, que l'historiographie récente considère comme la preuve que, si besoin était, les corporations n'étaient pas hostiles aux femmes, s'explique par la nécessité de baisser les coûts de production, car même en étant « maitresses », les femmes étaient moins payées que les hommes **81**. Or, en 1774, nous assistons au « retour de bâton » et les hiérarchies traditionnelles doivent être rétablies, car ceux qui ont « naturellement » accès au métier n'y trouvent plus leur compte. La concurrence sur le marché du travail entre hommes et femmes est une réalité de très longue durée, et des exemples similaires ne manquent pas dans d'autres villes européennes de la même époque : à la base il y a la conviction que le travail, surtout s'il s'agit de travail qualifié, est un « droit », qui revient « naturellement » aux hommes alors que les femmes doivent se contenter d'emplois résiduels, moins payés et surtout qui ne doivent pas entrer en compétition avec des emplois masculins **82**. Ici, les apprentis sont directement concernés par cette nouvelle norme, eux qui « manquent du travail que grâce à leur servitude (notons qu'ici aussi, l'apprentissage est appelé "servitude") ils sont en droit d'obtenir pour pourvoir à leurs nécessités ». Dorénavant, dit encore la loi, chaque atelier ne pourra pas employer plus de deux « femmes du dehors », « afin de pourvoir d'emploi convenable et de l'accès à la subsistance (*sostentamento*) les individus naturels de l'art » **83**. Ici, le « droit » est bien sûr celui de ceux qui ont suivi la formation requise, mais ne pourrait-on pas y lire aussi une allusion à un « droit au travail rémunéré » qui serait plus légitime pour les hommes que pour les femmes ? Les hommes ont droit au travail « par nature », cette même « nature » qui, à la même époque, devient le prétexte pour exclure les femmes des droits politiques !

- **80** ASVe, CL, b. 56, fol. 833.

- **81** Della Valentina 2012 ; Bellavitis 2016.

- **82** Bellavitis 2016.

- **83** ASVe, CL, b. 56, fol. 833.

Des sources et une recherche en cours

37 La série *Accordi dei garzoni* a attiré l'attention des historiens depuis longtemps **84**, mais sa richesse et sa complexité ne sont pas à la portée d'un chercheur isolé. Nous présentons ici quelques résultats partiels de la recherche en cours, mais nous tenons également à préciser que le monde de

- **84** Lazzarini 1928-1929; Fanfani 1943.

- **85** Un inventaire exhaustif dans Dal

L'apprentissage vénitien n'est pas entièrement contenu dans cette série. Il y a aussi bon nombre de contrats d'apprentissage dans les archives des corps de métier vénitiens, et une première comparaison entre les registres des *Accordi dei garzoni* et les registres des corps de métier montre que généralement, il ne s'agit pas de doublons, ce qui explique et justifie les injonctions constamment réitérées, et notamment au XVIII^e siècle, contre les maîtres qui ne faisaient pas enregistrer leurs apprentis auprès de la *Giustizia Vecchia* **85**.

- 38 Le mot « *accordo* » est l'une des variantes possibles, au même titre que d'autres, pour définir ce que nous appellerions aujourd'hui un « contrat » de travail **86**, mais les contrats d'apprentissage ont été définis des « contrats incomplets » du point de vue de la théorie économique, car l'échange n'advient pas au même moment et car les « biens » qui sont échangés – formation et entretien contre service – ne sont pas faciles à définir et préciser **87**. Les « *accordi* » de la *Giustizia Vecchia* ont aussi des caractéristiques spécifiques, qui les différencient en partie des rares contrats d'apprentissage enregistrés auprès des notaires vénitiens. Notamment, contre toute attente et, de fait, contrairement à la loi, l'apprenti mineur apparaît comme contractant au même titre que son maître, alors que dans les actes notariés le contrat d'un apprenti mineur est stipulé entre un membre majeur de sa famille et le maître. Dans la série *Accordi dei garzoni*, le rôle de garant est exercé par le père ou un autre membre de la famille, mais il peut aussi s'agir d'une personne originaire du même lieu que l'apprenti *foresto* et, dans ce dernier cas, il est difficile de dire si ce garant, remplaçant de fait le père ou un membre proche de la famille, détient également la *patria potestas* sur le jeune mis en apprentissage. Ces spécificités sont probablement à voir comme un aspect, ou une conséquence, du poids exercé par les institutions gouvernementales sur le monde corporatif vénitien : ainsi dans ces documents, aux protagonistes habituels d'un contrat d'apprentissage, c'est-à-dire le maître, l'apprenti et, s'il est mineur, la personne qui exerce la *patria potestas* sur lui, s'ajoute un autre acteur, la *Giustizia Vecchia*, une magistrature d'État dont le rôle n'est pas simplement d'entériner un acte mais plutôt de lui donner une véritable légitimité et d'exiger donc, des deux parties, le respect de la loi et de l'accord stipulé.
- 39 Pour le reste, les *accordi* sont structurés selon un formulaire rituel qui évoque pour la plupart le même type d'informations de manière assez schématique : prénom, nom et nom patronymique, origines géographiques et âge de l'apprenti, métier pour lequel le jeune stipule le contrat, prénom et nom du maître, ses origines et son métier, éventuellement lieu d'emplacement de son atelier (le plus souvent la paroisse mais parfois la *calle*, le *campo*, le pont...), durée de l'apprentissage, conditions financières (salaire, récupération éventuelle des jours de travail perdus pour maladie, etc.) et matérielles (hébergement, nourriture, entretien quotidien « *sano et infermo* », etc.). Dans de très nombreux cas, les *accordi* de la *Giustizia Vecchia* présentent aussi des annotations à la marge, indiquant les fuites des apprentis, avec parfois des détails à ce propos, ainsi que l'éventuelle dissolution du contrat.
- 40 Les contrats que l'on peut trouver dans les registres des notaires qui, par ailleurs, ne sont pas très nombreux car l'État vénitien interdisait explicitement la stipulation de contrats d'apprentissage chez les notaires, sont en revanche aussi généralement plus détaillés et personnalisés. Par exemple, le 1^{er} avril 1563, *ser* Bortolamio Gambaro, originaire de Brescia, imprimeur chez Giunta, la grande famille d'imprimeurs qui avait des ateliers à Venise, Florence et jusqu'à Lyon, met en apprentissage son fils Nicolò, âgé de dix-huit ans, pour deux ans, chez un libraire, Pellegrin de Zuan Orlando Pellegrini, qui s'engage à lui apprendre à relier des livres, et à les décorer avec la feuille d'or. Jusque-là, pas de différence notable avec les registres de la *Giustizia Vecchia*, si ce n'est pour les quelques précisions supplémentaires sur le contenu de l'apprentissage, alors que le plus souvent dans les *Accordi dei garzoni*, on lit

Borgo 2017.

- **86** Caracausi 2018.
- **87** De Munck – Kaplan – Soly 2007.

- **88** ASVe, NA, b. 430, fol. 142 (1^{er} avril 1563).

simplement que le maître « lui apprendra son art ». Dans la suite, en revanche, le document précise que si l'apprenti devait partir avant la fin du contrat, il devrait rendre ce qu'il avait reçu des vingt ducats versés par le maître pour son salaire **88**.

- 41 De même, alors que, dans les *Accordi*, on retrouve une formule standard du type « et il fera tout ce qu'il est licite de faire » sans plus, les contrats notariés contiennent des périphrases moins synthétiques, par exemple : « que le Seigneur Dieu lui pose sa main sur la tête et le fasse devenir un homme de bien » **89**. Les actes notariés ont aussi l'avantage de raconter des parcours de vie et de se référer à d'autres documents et à des accords précédemment stipulés. C'est le cas d'un document daté du 26 septembre 1581 qui voit comme protagonistes l'apprenti Ludovico, sa mère Chiara, et le maître Zuan Paulo. En déclarant nuls les accords stipulés à Brescia ainsi que celui qui apparaît dans les registres de la *Giustizia Vecchia*, les juges-arbitres « à l'amiable » Hieronimus de Maciolis, chapelier à l'insigne de la croix blanche et Joannes Paulus de Faustinis *ab horologiis* (fort probablement un horloger) libèrent Ludovico et sa mère de tout engagement à l'égard de Zuan Paulo, et en même temps réengagent le jeune à rester 4 années avec le même maître, qui doit lui payer à la fin du contrat 12 ducats, s'engageant par la même circonstance à ouvrir, au bout de trois mois, un atelier de fabrication d'épées, et à lui apprendre le métier de *spadaro*. Il s'agit de toute évidence de la résolution d'un conflit et il semble bien que dans ce cas l'apprenti, et sa garante, aient eu gain de cause contre un maître qui n'avait pas respecté les accords précédents et qui, très probablement, avait eu un comportement violent ou déplacé avec son jeune apprenti. Dans le dernier paragraphe on peut en effet lire que :
- Zuan Paulo doit lui faire bonne compagnie comme il est juste et de son devoir et au cas où Zuan Paulo le battait de manière non convenable en dépassant les limites de son devoir et si le dit Ludovico pouvait le prouver, nous le libérons, pour qu'il puisse être libre et puisse s'en aller, sans devoir terminer son contrat et nous libérons de la même manière sa mère en tant que garante et si le dit Ludovico s'enfuyait sa mère ne serait pas obligée à l'égard du dit Zuan Paulo **90**.
- 42 Battre un apprenti pour l'éduquer et le corriger était bien sûr parfaitement licite, mais il ne fallait pas dépasser certaines bornes : des mots comme « convenable » et « limites » qui apparaissent dans les documents ne sont pas anodins. Un article du règlement des charpentiers du XIV^e siècle précise qu'un apprenti n'a jamais le droit de quitter son maître avant la fin du contrat, mais qu'il peut y être autorisé par les magistrats si le maître lui a fait « grande inzuria la qual fusse manifesta » : l'offense doit donc être grande mais aussi visible et démontrable **91**.
- 43 L'acte notarié a donc aussi la fonction de certifier un jugement arbitraire rendu « à l'amiable » (*judices, arbitri et amicales compositores*). En août 1569, Mattio Baronzello accuse son maître de ne pas avoir voulu lui enseigner à tisser la laine : « il a fait tout le contraire, au lieu de m'apprendre le métier il a voulu que je file tout le temps la laine et quand je lui disais que je voulais apprendre à tisser il me répondait que jamais il ne l'aurait fait, même si j'avais passé dix années dans sa maison ». L'apprenti dénonce aussi les mauvais traitements, les coups, le manque de nourriture : le maître et sa femme « ne voulaient pas me donner à manger, que du pain de semoule et de l'eau » et « ils me faisaient dormir sur une nue table en bois pire qu'un pauvre chien ». Matteo espère justifier ainsi sa fuite mais, quelques jours après, les quatre tisserands de laine qui avaient été désignés comme arbitres le condamnent à payer 7 ducats au maître pour le rembourser des jours de travail perdus en plus des frais de justice **92**.
- 44 Le respect de la durée du contrat d'apprentissage est un principe très strict et

• **89** ASVe, NA, b. 435, fol. 221 (28 juin 1568).

• **90** ASVe, NA, b. 479, fol. 37v, (26 septembre 1581).

• **91** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 32, fol. 10v.

• **92** ASVe, NA, b. 8276, fol. 513 et 535 (7 et 29 août 1569).

• **93** ASVe, NA, b. 3349,

si on veut être « libéré » avant sa fin, il faut rembourser son maître, sauf exception, comme dans le cas de Ludovico. Ceci est vrai même quand maître et apprenti décident d'un commun accord de se séparer, comme dans le cas d'un certain Annibal di Boni, originaire de Gazuola, dans le territoire de Mantoue, qui choisit de ne pas rester en tant qu'apprenti chez le neveu de son maître, un tisserand de soie, après la mort de celui-ci. Pour le repayer des salaires versés en trop (apparemment la totalité du salaire prévu avait été payée à l'avance) et du manque de gain causé par son départ anticipé (alors qu'il aurait dû rester encore 3 ans et 2 mois), l'apprenti s'engage à payer 28 ducats en raison de 4 lires et demi par mois, et à ne pas aller travailler chez un autre tisserand avant d'avoir soldé sa dette ⁹³.

45 Pour revenir à la maltraitance envers les apprentis, elle était malheureusement une coutume très répandue qui se justifiait et se nourrissait probablement du *topos* de l'apprenti « ciurmatoro » et « frapattore », que la littérature contribue à stabiliser. Ainsi les dessins de Federico Zuccari sur l'apprentissage légendaire de son frère Taddeo auprès du peintre romain Giovan Pietro Condopulo (Getty Museum, Los Angeles, 1595) ⁹⁴ cristallisent, d'un point de vue visuel, à la fois la condition de soumission des *garzoni* et l'inutilité (ou le peu d'utilité) du *garzonato* artistique, puisque non seulement Taddeo est obligé d'assumer toute sorte de tâches ménagères et vit dans des conditions humiliantes mais, pour se former et progresser dans son art, il est obligé de profiter des rares moments de liberté, dessinant en solitude au clair de lune ce qu'il ne pouvait pas dessiner durant la journée, quand il consacrait tout son temps à prêter service à son maître et à la femme de ce dernier. Bien évidemment, il ne s'agit là que de l'énième *topos*, figuré à l'occurrence, qu'il ne faudra pas confondre avec une source de première main, mais de fait, il devait quelque peu refléter un certain ressentiment et peut-être même le mal fonctionnement, du point de vue des académiciens – nous rappelons que Federico, l'auteur de ces dessins, est le premier « Principe » et surtout l'idéateur théorique de l'Accademia di San Luca – d'une certaine praxis liée à la formation artistique au sein des ateliers.

46 Comme nous l'avons précisé, les documents de la *Giustizia Vecchia* ressemblent pour la plupart à des formulaires standardisés, ne sont pas si riches d'informations et laissent rarement transparaître les vicissitudes personnelles de leurs acteurs. Nous voulons toutefois mentionner à titre d'exemple quelques contrats exceptionnels qui ont attiré notre attention, à l'occurrence deux *accordi* du peintre Leandro Bassano, déjà connus et publiés, mais que nous pouvons ici replacer dans un contexte plus ample, et un document surprenant concernant le peintre d'origine allemande Michael Steiner, mieux connu sous le nom de Michele Pietra. Le 15 mai 1592 Giovan Giacomo de Busti, citoyen de Brescia mais habitant à Venise, accorde son fils, Hieronimo, comme *garzone* auprès de « Leandro Ponte pittor da Bassano » pour une durée de six ans, pour qu'il lui apprenne l'art de la peinture « avec cette diligence qu'il lui sera possible », d'autant plus que le jeune a apparemment déjà commencé à pratiquer. Comme dans les actes notariés, dans ce contrat c'est donc le père et non pas l'apprenti le sujet juridique de l'engagement, avec le maître ; Hieronimo toutefois détient un poids décisionnel pour un autre aspect : si jamais Bassano décidait de quitter Venise pour faire retour à sa ville natale ou aller ailleurs, il ne pourrait pas astreindre le jeune à le suivre contre sa volonté ou celle de son père. Encore, en cas de déménagement de l'atelier, le maître serait obligé de « farli le spese qua », donc de l'entretenir à Venise, pour le temps de l'accomplissement de ses six années d'apprentissage – on suppose auprès d'un autre maître – ou de lui rembourser les frais d'entretien, à la charge de la famille Busti pour les premières deux années de *garzonato* ⁹⁵, pour le dédommager du temps et de l'argent perdus. L'*accordo* de Michele Pietra ⁹⁶ présente quelques similitudes avec ce document, mais il est bien plus riche en détails. Le 26 juillet 1626,

fol. 123 (10 octobre 1578).

• ⁹⁴ Voir Rossi 1997, p. 53-69 ; Brooks 2007, p. 2-3 ; Lacouture 2017, p. 318-323.

• ⁹⁵ ASVe, GV, *Accordi dei Garzoni*, b. 114, reg. 155, fol. 9v. Cité par Hochmann 1992, p. 70, note 18.

• ⁹⁶ Sur cet artiste, voir Corsato 2016.

l'héritier de la *bottega* des Bassano – il avait épousé Zanetta Biava Dal Ponte veuve de Girolamo, dernier fils de Jacopo – et son *garzone*, Andrea Viera, se présentent comme la loi les oblige, devant les *Giustizieri* pour enregistrer un contrat dont les termes avaient dû être fixés en présence du père du jeune, tel Gieronimio du feu Zuane, originaire lui aussi de Bassano. Suit la transcription du dit document, dans lequel encore une fois l'apprenti ne figure que comme « objet » du contrat, passé entre le père et le maître, selon la logique que nous avons observée. Aucun notaire n'est mentionné, ce qui nous laisse supposer que les termes de la promesse transcrits dans le registre de la *Giustizia Vecchia* avaient fait l'objet d'un acte sous seing privé entre le maître et le père de l'apprenti, peut-être aussi parce que, ne résidant pas à Venise, Gieronimo voulait se rassurer des conditions dans lesquelles son fils serait accueilli chez le peintre. En effet les détails à ce propos ne sont pas minces : le père « met et accorde chez lui, et auprès de D. Michiel Piera peintre son fils Andrea » pour deux ans, en engageant pour ce faire ses propres biens. Le *garzone* promet de « faire et opérer toutes les choses qui conviennent pour l'exercice de la Peinture », comme tout ce qui appartiendra au « ministerio et servitio » de son maître, sans exception aucune. Le maître s'engage de son côté à instruire le jeune dans sa profession « da bon, et amorevole Maestro », précision qui prévient quelque part les mauvais traitements que l'on pouvait subir. Si le père s'oblige à payer une pension pour son fils durant les deux premières années d'apprentissage, il est pour le moins curieux que le montant de celle-ci ne soit pas établi à l'avance mais « liquidé » par la suite par des « commissaires amis » mentionnés au pied du document, Giovan Filippo Guaggiotto, de Sacile dans le Frioul, et Bernardo Moretti. En cas d'interruption du contrat ou si le père ou l'apprenti ne remboursent pas immédiatement le maître pour les frais d'entretien, Andrea est obligé de rester une année supplémentaire dans l'atelier de Pietra pour le dédommager par son travail. Michele s'engage à assurer à son apprenti les « frais de bouche » et d'entretien quotidien (« farlo tener mondo et netto »), restant à la charge du père l'habillement ou d'autres dépenses.

- 47 La particularité des contrats de la *Giustizia Vecchia* peut aussi dépendre de la nature même de la relation de travail. Il est par exemple évident que le contrat d'apprentissage qui lie encore une fois Leandro Bassano a Marcantonio Zamberlan⁹⁷, daté du 18 avril 1598, cache en réalité une collaboration professionnelle plus proche de celle que les maîtres entretenaient avec leurs compagnons : âgé de 17 ans, donc plutôt mûr pour un *garzone*, l'« apprenti » de l'« Illustrissimo cavalier Basan » s'engage à s'exercer dans l'art de la peinture durant huit années pour « un prix⁹⁸ de ducats 3 le tableau, c'est-à-dire qui mesure braza 2 ½ à 3 », et à « bozar et reformar », littéralement à « ébaucher et reformer », les dits « bras » de peinture au mieux. Les tableaux devront être payés au fur et à mesure de leur exécution et si jamais le jeune devait quitter l'atelier ou le maître avait voulu mettre fin à leur contrat avant la durée établie, celui qui imposerait la rupture serait obligé de verser la somme de 2 lires par jour pour le temps manquant correspondant.
- 48 Notre étude préliminaire basée sur environ 11 500 contrats d'apprentissage de la *Giustizia Vecchia* concernant quelques métiers (joailliers, batteurs d'or, tailleurs, merciers, peintres, tailleurs de pierre, charpentiers, verriers et imprimeurs, des métiers donc où les apprentis sont, dans la quasi-totalité, des garçons) a démontré que dans ces métiers, le *garzonato* constitue à la fois une source « rentable » de travail et la porte d'entrée vers une professionnalisation aboutie. Toutefois le rôle des apprentis varie selon la profession qu'ils s'apprennent à entreprendre.
- 49 Nous reprenons ici les résultats d'une première analyse plus détaillée sur un échantillon de 3 687 *accordi* : 1 549 entre 1577 et 1599 ; 982 entre 1620 et 1630 et 1 156 entre 1650 et 1660, réalisée par Giovanni Colavizza⁹⁹. Les métiers représentés sont nombreux, mais leur variété se réduit
- ⁹⁷ ASVe, GV, *Accordi dei garzoni*, b. 115, reg. 158, fol. 94r. Il s'agit d'un descendant, probablement (...)
 - ⁹⁸ Un prix, non pas un salaire, terme qui se réfère évidemment au coût de la peinture « au mètre », c (...)
 - ⁹⁹ Colavizza 2017.
 - ¹⁰⁰ Fiorucci 2017, p. 48.
 - ¹⁰¹ Colavizza 2017,

progressivement, avec quelques professions qui s'affirment, **telles que** les miroitiers, ce qui vient confirmer l'évolution de l'économie vénitienne vers la manufacture « du luxe ». Les apprentis originaires de la ville de Venise augmentent aussi au cours de ces périodes : ils sont 34 % dans la première période, 45 % dans la deuxième et 56 % dans la troisième, une diminution qui s'explique probablement par la baisse d'attractivité de l'économie vénitienne. La plupart des « étrangers » sont en effet, surtout à la fin de la période, originaires de l'État vénitien et notamment de la Terre ferme. En général, les jeunes commencent leur apprentissage autour de 14 ans et les contrats prévoient une durée comprise entre quatre et six années, l'âge influençant la durée du contrat, qui ne correspond pas toujours à celle qui était prévue par les règlements de chaque métier. En fait, au cours du XVI^e siècle, en conséquence de l'intervention des *Cinque Savi sopra le mariegole*, de nouvelles règles spécifient que la durée de l'apprentissage n'est pas fixée par les règlements des métiers, mais par le contrat stipulé entre maître et apprenti : c'est le cas par exemple des statuts des orfèvres-joyailliers, des charcutiers et des tisserands de soie et d'or. « Les magistratures reconnaissent l'acte écrit, le contrat comme éditeur de règles singulières s'adaptant aux individus » **100**. Par ailleurs, ces premiers résultats ne révèlent pas une tendance marquée à interrompre le contrat avant son terme (autour de 11 %), apparemment beaucoup moins que dans d'autres réalités et notamment dans le cas anglais, surtout quand il s'agit d'apprentis vénitiens **101**.

- 50 Dans 79 % des cas, ce sont les maîtres qui payent les apprentis à la fin du contrat, dans 17 % des cas il n'y a ni de salaire pour les apprentis, ni de paiement pour les maîtres et, dans 4 % des cas, c'est l'apprenti, sa famille ou son garant qui payent le maître. Trois différentes relations entre maître et apprenti se dessinent dans ces pourcentages. Dans le premier cas, l'apprenti, presque toujours logé et nourri par le maître, apprend et en même temps contribue à la production de l'atelier : son salaire est très inférieur à celui qu'il pourra un jour recevoir en tant qu'ouvrier ou compagnon. En revanche, que le maître soit payé pour enseigner les secrets du métier pourrait nous paraître la situation la plus logique et par conséquent la plus répandue, et c'est effectivement le cas dans d'autres villes, comme Londres, qui a fait l'objet de très nombreuses études dans les dernières années **102**. Dans le cas de Venise, ce pourcentage est très bas, et se concentre dans les professions les plus prestigieuses : orfèvres, merciers, et professions artistiques, comme on va le voir par la suite. Les contrats sans échange d'argent sont peut-être ceux qui nous interrogent le plus. Dans ce cas aussi, les métiers concernés sont plutôt des métiers d'un certain prestige dans la Venise de l'époque moderne, tels que, par exemple, les tailleurs. Une explication partielle nous est donnée par le fait que les Vénitiens représentent plus de la moitié des apprentis de ce groupe (62,35 %) où la cohabitation avec les maîtres n'est pas la règle **103**.
- 51 Dans 86,7 % des cas, l'apprenti reçoit son paiement à la fin du contrat, dans 11,5 % des cas il reçoit un salaire annuel et, dans 4,8 % des contrats le salaire augmente progressivement. Le salaire payé à la fin du contrat correspond à environ 5 ducats/an, celui payé annuellement est en moyenne de 9,4 ducats/an alors que les salaires progressifs correspondent en moyenne à 10,9 ducats/an. De toute évidence, les salaires qui augmentent d'année en année reconnaissent la progression dans l'apprentissage et le fait que le *garzone* peut devenir un collaborateur à part entière de la boutique. Par ailleurs on peut s'interroger sur ces salaires payés annuellement, qui semblent renvoyer plus à des rapports de travail qu'à une relation maître-disciple **104**.
- 52 Une première analyse des contrats d'apprentissage de la *Fraglia* nous a aussi permis d'établir que les professions pour ainsi dire « artistiques » liées à la peinture présentent seulement pour certaines les caractéristiques typiques d'un apprentissage de formation, alors que, pour la plupart, la transmission

p. 243.



• **102** Voir entre autres Wallis 2007 ; Minns – Wallis 2013.

• **103** Colavizza 2017.

• **104** *Ibid.* et cf. aussi Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître

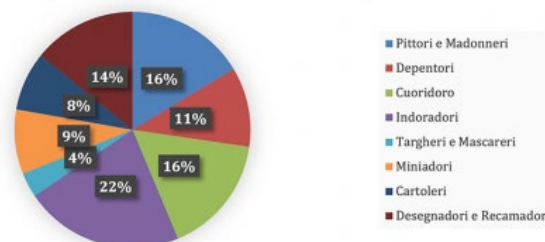


des connaissances et des compétences est plus rapide et destinée à transformer en peu de temps l'apprenti en main d'œuvre à bas coût. L'âge, le salaire et aussi probablement les origines géographiques et la durée des contrats semblent les paramètres dont il faut tenir principalement compte. Si l'on revient aux résultats provisoires de l'étude de faisabilité, dans un panorama général où seulement 4 % des contrats comportent un salaire versé par le garant ou l'apprenti au maître, et 17 % des contrats ne présentent aucun salaire, les données sur les peintres, bien que partielles, semblent effectivement significatives. Mais procédons par étape.

- 53 La *Fraglia* est peuplée de nombreux métiers très différents les uns des autres mais tous liés à l'usage du pinceau et de la couleur : à l'origine (*ante* 1271, date des premiers statuts), elle semble accueillir principalement des artisans travaillant au pinceau le bois et le cuir mais, durant le *XV^e* et *XVI^e* siècle, sa physionomie se diversifie. À l'époque moderne, le gouvernement de la corporation (*banca*) s'enrichit d'un représentant pour chaque métier : en 1436, elle est composée d'un peintre de figures (*figurer* ou *pittor* ou *pittor de figure*), d'un peintre de rideaux et tissus d'apparat (*cortiner*), d'un doreur (*indorador*) mais, au fur et à mesure, elle finit par inclure un peintre de coffre (*depentor de casse*, 1482), un peintre de cartes à jouer (*cartoler*, 1504), un peintre de cuirs dorés pour tapisserie (*cuoridoro*, 1569) et un enlumineur (*miniador*, 1574). Nous n'avons pas de précisions concernant la participation d'autres métiers à la *banca*, mais la *Fraglia* devait aussi compter parmi ses membres les peintres d'armes et de boucliers (*targheri*), les brodeurs (*ricamadori*), peut-être jamais représentés dans la *banca*, les peintres de masques (*mascareri*) ainsi que les dessinateurs (*disegnadori*). Dans ce cadre si varié, il va de soi qu'un jeune apprenti dans l'art de la décoration des cuirs dorés ne devait pas forcément être formé de la même manière qu'un peintre d'histoire, ni d'ailleurs avec les mêmes objectifs professionnels.
- 54 Une analyse sur les *accordi* des métiers de la *Fraglia* sur la période 1575-1627 nous a permis de vérifier tout d'abord la distribution des contrats par professions (fig. 1).

Fig. 1 – Consistance des contrats d'apprentissage pour les métiers de la *Fraglia*.

Consistance des contrats d'apprentissage pour les métiers de la *Fraglia*



Agrandir

Crédits/sources.



- 55 Environ 22 % des apprentis de la *Fraglia* sont constitués par des doreurs qui totalisent 116 contrats sur un total de 531. Suivent les peintres et les peintres de cuir doré pour tapisserie, avec chacun 87 contrats représentant 16 % du total, les dessinateurs et brodeurs, avec 14 % et 75 contrats, les peintres de coffres avec 11 % et 58 contrats, les enlumineurs avec 9 % correspondant à

- 105 Nous avons choisi d'associer les *desegnadori* et *recamadori*, ainsi que les *targheri* et les *mascareri* (...)

47 contrats, les peintres de cartes à jouer avec 8 % et 43 contrats et à la toute dernière place les peintres d'armes et de boucliers et les peintres de masques **105** avec un peu moins de 4 % et 18 contrats **106**.

- **106** La distribution des contrats au sein des groupes de professions multiples (*desegnadori* et *recamado* (...))

56 47 % des apprentis de la *Fraglia* sont vénitiens, alors que 53 % sont *foresti* ou étrangers. Si nous considérons toutefois la distribution de ces pourcentages au sein de chaque profession, les proportions varient sensiblement : les peintres totalisent 62 % d'apprentis vénitiens, alors que chez les peintres de cartes à jouer les Vénitiens sont à peine 9 %. Bien évidemment la fiabilité de ces résultats, comme de tous les autres, dépend strictement du nombre de contrats dont nous disposons. Il faut aussi bien garder à l'esprit que nous avons été obligées d'interpréter les informations dont nous disposons ; ainsi si la source ne précisait pas une origine géographique différente, nous en avons conclu que l'apprenti devait être vénitien. Comme les peintres, aussi les doreurs et les dessinateurs présentent un haut pourcentage d'apprentis vénitiens. Comment interpréter cette donnée ? Faut-il imaginer que le prestige et la rentabilité du métier attirent davantage les Vénitiens ? Pour en dire plus sur cet aspect, nous devons considérer un autre paramètre : celui du salaire. Le plus souvent, l'apprentissage donne lieu à un salaire (ou *mercede*) versé par le maître à l'apprenti pour quantifier l'apport productif dont l'atelier bénéficie grâce à sa contribution. Plus le métier est complexe, plus la période dans laquelle le *garzone* représente plutôt une charge pour son maître sera longue. Ainsi, comme nous l'avons vu, le salaire peut être accordé seulement après un an ou deux d'apprentissage ou bien il peut être progressif, matérialisant ainsi l'avancement des compétences et l'apport en termes de main d'œuvre de la part du jeune. Presque tous les métiers de la *Fraglia* respectent cette tendance, presque tous, sauf les peintres. Nos données témoignent en effet que 72 % des apprentis de cette corporation perçoivent un salaire, et pour certains métiers ce pourcentage touche 94 ou 95 % (notamment chez les *cuoridoro* et les *cartoleri*). Chez les peintres au contraire seulement 23 % des *garzoni* sont payés par son maître. L'âge semble en revanche moins diversifié : les jeunes ont tous en moyenne 13 ou 14 ans, avec comme pics « extrêmes » des *depentori* dont il est dit qu'ils ont « presque 13 ans » et des *couridoro* âgés de 14 ans et 7 mois. On peut peut-être en déduire que l'âge plutôt avancé des peintres de cuir doré pour tapisserie et le très haut pourcentage d'apprentis salariés dans ce métier démontrent que chez les *couridoro* l'apprentissage est très rapide et le *garzone* se transforme dans un temps plutôt court en main-d'œuvre à un coût très rentable. En conclusion, l'apprentissage des peintres constitue une anomalie, si comparé aux autres métiers de la *Fraglia*. Le *garzone pittor* ne représente pas un bon investissement pour son maître, car il mettra bien de temps à acquérir les compétences nécessaires pour devenir productif. Ce n'est pas un hasard si, dans plusieurs cas, le maître prétend recevoir un « salaire » parfois conséquent en dédommagement des frais d'entretien et pour l'enseignement qu'il dispensera. S'agissant d'un métier prestigieux et dont peut-être l'insertion professionnelle est plus complexe, avec moins de chances de réussite, les apprentis sont en majorité vénitiens. Cet aspect pourrait toutefois aussi être une conséquence de la résistance des peintres à céder leur place aux *forestieri* en « fabriquant » eux-mêmes de potentiels rivaux, dans un marché qui devient de plus en plus concurrentiel.

57 En conclusion, l'apprentissage dans la Venise médiévale et moderne fait l'objet d'une attention constante de la part des institutions : le cadre normatif est défini précocement et est particulièrement riche et détaillé, mais il est, en même temps, constamment en évolution. Les normes s'adaptent aux conjonctures économiques et politiques, aussi bien au niveau des institutions qui contrôlent les corps de métier, qu'au niveau des règlements internes à

chaque profession. À l'intérieur d'un modèle prédéfini, l'apprentissage des métiers artisanaux et métiers artistiques commencent à se différencier, tout en gardant de nombreux éléments communs, au niveau de l'organisation et notamment dans le domaine de la transmission des connaissances. D'ailleurs, l'apprentissage chez les peintres présente des caractéristiques similaires à l'apprentissage dans d'autres métiers tels que certains métiers « du luxe » et notamment le fait que ce soit l'apprenti qui paye le maître pour la formation qu'il en reçoit. Par ailleurs, comme on a pu le voir, l'opposition entre métiers où l'apprenti reçoit un salaire et métiers dans lesquels le maître est payé est très probablement à nuancer, car l'apprentissage est, pas sa nature même, à la fois formation et travail, éducation et participation à la production de l'atelier ou de la boutique.

Tabl. 1 – Titre du tableau.

Métier	Total	%Total	Vénitiens	%Venitiens	Non Vénitiens	% Non Vénitiens	Saliariés	% Saliariés	Non-Saliariés	% Non Saliariés	Âge		Durée (mois)		Salario	
											Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Pittori et Madonneri	87	16 %	54	62 %	33	38 %	20	23 %	67	77 %	13,43	14	58,46	60	17,98	11,25
Depentori	58	11 %	32	55 %	26	45 %	45	78 %	13	22 %	12,98	13	66,74	72	16,16	16
Cuoridoro	87	16 %	19	22%	68	78 %	82	94 %	5	6 %	14,7	14	64,44	72	20,79	20
Indoradori	116	22 %	67	58%	49	42 %	93	80 %	23	20 %	13,37	14	66,79	72	17,77	16
Targheri et Mascareri	18	4 %	6	33%	12	67 %	16	89 %	2	11 %	13,65	13	64	66	13,31	12
Miniadori	47	9 %	17	36%	30	64 %	29	62 %	18	38 %	13,34	14	60,57	60	13,97	10
Cartoleri	43	8 %	4	9%	39	91 %	41	95 %	2	5 %	13,6	14	63,49	60	13,22	12
Desegnadori et Recamadori	75	14 %	49	65%	26	35 %	59	79 %	16	21 %	13,1	13	61,13	72	18,57	20
TOTAL	531	100 %	248	47 %	283	53 %	385	73 %	146	27 %						

Bibliographie

Archives

ASVe = Archivio di Stato Venezia

BCMCV = Biblioteca Civico Museo Correr Venezia

GV = Giustizia Vecchia

NA = Notarile Atti

CL = Compilazione delle Leggi

PC = Provveditori di Comun

Ouvrages à caractère de sources

Aretino 1536 = P. Aretino, *Dialogo di messer Pietro Aretino nel quale la Nanna il primo giorno insegna a la Pippa sua figliuola a esser puttana [...]*, Venise, 1536, éd. par A. Romano, *Sei giornate*, Milan, 1991.

Dolce 1557 = L. Dolce, *Dialogo della pittura intitolato l'Aretino*, Venise, Gabriel Giolito de' Ferrari, 1557.

Monticolo 1896-1914 = G. Monticolo, *I Capitolari delle Arti Veneziane sottoposte alla Giustizia e poi alla Giustizia Vecchia dalle origini al MCCCXXX*, Rome, 3 vol. (I : 1896, II : 1905, III : 1914).

Mozzato 2002 = A. Mozzato (éd.), *La mariegola dell'Arte della lana di Venezia, 1244-1595*, Venise, 2002, 2 vol.

Pino 1548 = P. Pino, *Dialogo di pittura di messer Paolo Pino nuovamente dato in luce*, Venise, Paolo Gherardo, 1548.

Sagredo 1856 = A. Sagredo, *Sulle consorterie delle arti edificative a Venezia*, Venise, 1856

Vasari 1550 et 1568 = G. Vasari, *Vite de' più eccellenti pittori, scultori e architettori*, 1550 et 1568, éd. par R. Bettarini et P. Barocchi, Florence, 1966-1987

<http://vasariscrittore.memofonte.it/home>

Études secondaires

Bellavitis 2006 = A. Bellavitis, *Apprentissages masculins, apprentissages féminins à Venise au XVIe siècle*, dans *Histoire Urbaine*, 15, 2006, p. 49-73.

Bellavitis 2016 = A. Bellavitis, *Il lavoro delle donne nelle città dell'Europa moderna*, Rome, 2016.

Bellavitis 2018 = A. Bellavitis, *Lavoro in famiglia, lavoro non remunerato*, dans R. Ago (dir.), *Storia del lavoro in Italia. L'età moderna. Trasformazioni e risorse del lavoro tra associazioni di mestiere e pratiche individuali*, Rome, 2018, p. 175-198.

Bellavitis 2020 = A. Bellavitis, *Les « Garzoni » vénitiens entre apprentissage, service domestique et travail salarié*, dans *MEFRIM*, 131-1, 2020, p. 77-86.

Bellavitis - Cella - Colavizza, à paraître = A. Bellavitis, R. Cella, G. Colavizza, *Apprenticeship in early modern Venice*, dans M. Prak, P. Wallis, *Apprenticeship in early modern Europe*, à paraître.

Brooks 2007 = J. Brooks (dir.), *Taddeo and Federico Zuccaro: artist-brothers in Renaissance Rome*, cat., Los Angeles, J. Paul Getty Museum, Oct. 2, 2007 - Jan. 6, 2008, Los Angeles, 2007.

Caniato - Dal Borgo 1990 = G. Caniato, M. Dal Borgo, *Le Arti Edili a Venezia*, Venise, 1990.

Caracausi 2018 = A. Caracausi, *I salari*, dans R. Ago (dir.), *Storia del lavoro in Italia. L'età moderna. Trasformazioni e risorse del lavoro tra associazioni di mestiere e pratiche individuali*, Rome, 2018, p. 103-133.

Ciriaco 1996 = S. Ciriaco, *Industria e artigianato*, dans A. Tenenti, U. Tucci (dir.), *Storia di Venezia dalle origini alla caduta della Serenissima*. Vol. 5. *Il Rinascimento. Società ed economia*, Rome, 1996, p. 523-592.

Colavizza 2017 = G. Colavizza, *A View on Venetian Apprenticeship from the Garzoni Database*, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017, p. 235-259.

Collavo 2004-2005 = L. Collavo, *Documenti e ragionamenti su Francesco Zamberlan architetto e ingegnere bassanese (1529 ca. – post 1606)*, thèse de doctorat, université Ca' Foscari de Venise, 2004-2005.

Collavo 2009 = *Per Francesco Zamberlan, architetto e ingegnere: nuovi tracciati e riflessioni per un disegno storiografico e un profilo biografico*, dans *Arte e documento*, 25, 2009, p. 100-115.

Corsato 2016 = C. Corsato, *Dai Dal Ponte ai Bassano. L'eredità di Jacopo, le botteghe dei figli e l'identità artistica di Michele Pietra, 1578-1656*, dans *Artibus et historiae*, 73, 2016, p. 195-248.

Dal Borgo 2017 = M. Dal Borgo, *La legislazione veneziana in materia di apprendistato*, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017, p. 15-27.

Della Valentina 2012 = M. Della Valentina, *Il setificio salvato dalle donne: le tessitrici veneziane nel Settecento*, dans A. Bellavitis, N.M. Filippini, T. Plebani (dir.), *Spazi, poteri, diritti delle donne a Venezia in età moderna*, Vérone, 2012, p. 321-335.

De Munck – Kaplan – Soly 2007 = B. De Munck, S. Kaplan, H. Soly (dir.), *Learning on the shop floor. Historical perspectives on apprenticeship*, New York-Oxford, 2007.

Fanfani 1943 = A. Fanfani, *Storia del lavoro in Italia: dalla fine del secolo XV agli inizi del XVIII*, Milan, 1943.

Fiorucci 2017 = E. Fiorucci, *L'apprentissage dans les statuts des corps de métier vénitien*, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017, p. 29-48.

Hochmann 1992 = M. Hochmann, *Peintres et commanditaires à Venise, 1540-1628*, Rome, 1992.

Klapisch-Zuber 2016 = *Disciples, fils, travailleurs. Les apprentis peintres et sculpteurs italiens au XVe et XVIe siècle*, dans *MEFRIM*, 128-1, 2016.

Lacouture 2017 = F. Lacouture, *Représenter l'enfant dans la peinture d'Italie du Nord et d'Italie centrale, XIVe-XVIe siècles*, thèse de doctorat, université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017.

Lanaro 2008 = P. Lanaro, *Corporations et confréries : les étrangers et le marché du travail à Venise (XVe-XVIIIe siècles)*, dans *Histoire Urbaine*, 21-1, 2008, p. 31-48.

Lazzarini 1928-1929 = V. Lazzarini, *Antichi ordinamenti veneziani a tutela del lavoro dei garzoni*, dans *Atti del Reale Istituto di Scienze, Lettere ed Arti*, 88-2, 1928-1929, p. 873-894.

Maitte 2017 = C. Maitte, « Garzonetti » e « garzoni » dans les arts du verre italiens, XVIe-XVIIIe siècle, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*,

Mantoue, 2017, p. 191-215.

Maitte 2018 = C. Maitte, *Quale tempo per il lavoro?*, dans R. Ago (dir.), *Storia del lavoro in Italia. L'età moderna. Trasformazioni e risorse del lavoro tra associazioni di mestiere e pratiche individuali*, Rome, 2018, p. 135-174.

Martinat 2018 = M. Martinat, *L'apprendistato*, dans R. Ago (dir.), *Storia del lavoro in Italia. L'età moderna. Trasformazioni e risorse del lavoro tra associazioni di mestiere e pratiche individuali*, Rome, 2018, p. 79-102.

Minns, Wallis 2013 = C. Minns, P. Wallis, *The price of human capital in a pre-industrial economy: Premiums and apprenticeship contracts in 18th century England*, dans *Explorations in Economic History*, 50, 2013, p. 335-350.

Mocarelli 2008 = L. Mocarelli, *Guilds Reappraised : Italy in the Early Modern Period*, dans J. Lucassen, T. De Moor, J.L. Van Zanden (dir.), *The return of the guilds*, *International Review of Social History*, 2008, p. 159-178.

Mocarelli 2018 = L. Mocarelli, *Il sistema delle arti*, dans R. Ago (dir.), *Storia del lavoro in Italia. L'età moderna. Trasformazioni e risorse del lavoro tra associazioni di mestiere e pratiche individuali*, Rome, 2018, p. 19-50.

Molà - Mueller 1994 = L. Molà, R.C. Mueller, *Essere straniero a Venezia nel tardo Medioevo: accoglienza e rifiuto nei privilegi di cittadinanza e nelle sentenze criminali*, dans S. Cavaciocchi (dir.), *Le migrazioni in Europa (secc. XIII-XVIII)*, *Atti della XXV Settimana di studio dell'Istituto internazionale di storia economica F. Datini*, Prato-Florence, 1994, p. 830-851.

Perez 2017 = C. Perez, *Apprentissage, transmission des connaissances et insertion professionnelle chez les orfèvres de Venise au XVIIe siècle*, dans A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017, p. 97-123.

Rossi 1997 = S. Rossi, *Virtù e fatica: la vita esemplare di Taddeo nel ricordo "tendenzioso" di Federico Zuccari*, dans B. Cleri (dir.), *Federico Zuccari: le idee, gli scritti. Actes de colloque, Sant'Angelo in Vado, 28-30 octobre 1994*, Milan, 1997.

Sapienza 2018 = V. Sapienza, *L'Arte dei pittori a Venezia tra Quattro e Cinquecento: una comunità? Alla ricerca di un'identità tra pratiche di mestiere e apprendistato*, dans G. Ortalli, O. Jens Schmitt, E. Orlando (dir.), *Comunità e società nel Commonwealth veneziano. Actes de colloque, Venise, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti - Centro tedesco di Studi veneziani, 9-11 mars 2017*, p. 199-224.

Shaw 2006 = J. Shaw, *The justice of Venice. Authorities and liberties in the urban economy, 1550-1700*, Oxford, 2006.

Trivellato 2000 = F. Trivellato, *Fondamenta dei vetrai. Lavoro, tecnologia e mercato a Venezia tra Sei e Settecento*, Rome, 2000.

Wallis 2007 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in Premodern England*, dans *Journal of Economic History*, 68, 2007, p. 832-861.

Notes

1 L'apprentissage à Venise à l'époque moderne fait actuellement l'objet d'un programme ANR/FNS (2015-2019), avec la collaboration des universités de Lille et

Rouen et de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (<https://garzoni.hypotheses.org>). Pour les aspects informatiques, voir le « billet » de Paul Ehrmann, <https://garzoni.hypotheses.org/204>). Le programme a bénéficié d'un soutien constant de la direction des Archives d'État de Venise et de l'expertise des archivistes. Les responsables du programme, Valentina Sapienza, Frédéric Kaplan et Anna Bellavitis, tiennent à exprimer toute leur gratitude à l'ancien directeur des Archives, Raffaele Santoro et à l'actuelle directrice, Giovanna Giubbini, pour avoir mis à leur disposition des espaces de travail et facilité l'accès aux sources et remercient tout particulièrement, pour sa contribution scientifique au projet, la Michela Dal Borgo. La préparation du programme de recherche a été possible grâce au soutien de la Maison européenne des Sciences de l'Homme et de la Société de Lille, du Centre National de la Recherche Scientifique – Délégation Nord Pas de Calais et Picardie, de l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion de l'université de Lille, du Groupe de Recherche d'Histoire de l'université de Rouen, de l'université de Warwick, du laboratoire Savoirs et pratiques du Moyen Âge au XIX^e siècle de l'École Pratique des Hautes Études de Paris, de l'université Franco-Italienne, du Dipartimento di Filosofia e Beni culturali et du Dipartimento di Studi Umanistici de l'université Ca' Foscari de Venise, de l'Istituto di Storia dell'arte de la Fondazione Cini, de l'université de Rijeka et de l'université de Ljubljana.

2 Sur la législation vénitienne en la matière, cf. Dal Borgo 2017 ; sur la *Giustizia Vecchia*, Shaw 2006.

3 BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 29, fol. 10r ; ch. 42, fol. 12v.

4 Shaw 2006, p. 169-189.

5 Bellavitis 2006.

6 Maitte 2016.

7 Bellavitis 2020

8 Pino 1548.

9 Dolce 1557, p. 200.

10 Vasari 1550 et 1568 (éd. Bettarini et Barocchi 1966-1987; <http://vasarisrittore.memofonte.it/home> fiche pdf, p. 4-5).

11 Aretino 1536 (éd. Romano 1991), p. 167.

12 Voir par exemple la *mariegola* des charpentiers, BCMCV, Ms IV, n. 152, ch. XLII, fol. 12v.



13 Klapisch-Zuber 2016.

14 Voir par exemple le statut de la corporation des peintres à Venise ou celui des charpentiers : BCMCV, Ms IV, n. 163, ch. XVIII, fol. 5v-6r, ch. XXXIII, fol. 11r, ch. LXII, fol. 23v ; BCMCV, Ms IV, n. 152, ch. 75, fol. 25v.

15 Titien, par exemple, pour exécuter sa *Bataille de Spolète* pour la salle du Grand Conseil du Palais des Doges prétend les mêmes conditions financières jadis accordées à Bellini, à savoir « *do zoveni* che voglio tuor apresso de mi che mi adiuta, da esser pagadi al Officio del Sal, insieme cum i colori et tute le altre cose necessarie » (« deux jeunes que je veux prendre auprès de moi qui m'aident, payés par l'Office du Sel, avec les couleurs et toutes les autres choses nécessaires ») : Lorenzi 1868, p. 157-158, doc. 337. Encore à titre d'exemple Palma le Jeune se fait aider par ses « *gioveni* [...] nel meter su li quadri » (« jeunes pour mettre en place les tableaux ») à l'Ospedaletto. Voir Hochmann 1992, p. 81.

16 Mocarelli 2008.

17 Mocarelli 2018, p. 35 et cf. http://www.collective-action.info/_DAT_Main2

- 18** Ciriaco 1996.
- 19** Mocarelli 2008 ; Mocarelli 2018 ; Martinat 2018.
- 20** Monticolo 1896-1914.
- 21** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 53, fol. 16v-17r ; ch. 121, fol. 44r.
- 22** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 55, fol. 31v.
- 23** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 114r-115r (9 février 1596).
- 24** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 150v.
- 25** BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 169v-170r (29 avril 1636).
- 26** Sur le sujet et sur la polysémie du mot garzone, cf. Maitte 2017 ; Martinat 2018 ; sur le temps de travail cf. Maitte 2018.
- 27** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XXXVI, fol. 10 ; ch. 95, fol. 84r.
- 28** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. LIX, fol. 15.
- 29** Bellavitis 2020. 
- 30** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. LXXX et LXXXI, fol. 21-22 ; ch. XXXX, fol. 52r.
- 31** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XII, fol. 41-42.
- 32** BCMCV, Ms. IV, n. 116, ch. XXVI, fol. 46-47.
- 33** BCMCV, Ms. IV, n. 70, 1567-69, ch. XI et XII, sur les règlements des miroitiers, voir l'analyse très approfondie de Fiorucci 2017.
- 34** BCMCV, Mss. IV, n. 70, ch. XIII, fol. 9.
- 35** BCMCV, Mss. IV, n. 70, ch. XV.
- 36** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XVIII, fol. 12 ; ch. XXXIII, fol. 24.
- 37** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXXV, fol. 28.
- 38** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXI, fol. 13.
- 39** BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XXII, fol. 13.
- 40** BCMCV, Ms. IV, n. 227, 1798. Ici l'apprentissage est, significativement, appelé *servizio*.
- 41** Bellavitis 2018, p. 193.
- 42** Monticolo 1896-1914, II (1905), p. 386, ch. LX.
- 43** Ce mot apparaît à Venise pour la première fois dans les statuts de quelques confréries dévotionnelles vers la moitié du XIII^e siècle, pour désigner un groupe de confrères soumis à la juridiction d'un *degano*, sur la base de leur lieu de résidence, notamment pour le **payement** de la *luminaria*. Dans les guildes, il est probable que cette subdivision territoriale, dont les finalités sont toujours de nature administrative, transite vers la spécialisation professionnelle. Voir Sapienza 2018, p. 206-207. 
- 44** BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 23r-v.
- 45** BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 46r.

46 ASVe, *Arti*, b. 103 (« Atti della scuola dei Pittori sec. XVI e XVII »), fol. non numérotée (8 novembre 1655).

47 ASVe, *Arti*, b. 103 (« Atti della scuola dei Pittori sec. XVI e XVII »), fol. non numéroté (2 juin 1677).

48 BCMCV, Ms. IV, n. 150, ch. XLVIII, fol. 32. Cité par Caniato – Dal Borgo 1990, p. 168.

49 BCMCV, Ms. IV, n. 150, ch. LV, fol. 32. Cité par Caniato – Dal Borgo 1990, p. 178. Cette disposition, dont l'application devait être bien difficile à contrôler, fut par la suite annulée.

50 *Ibid.*, p. 129.

51 Fiorucci 2017.

52 Bellavitis 2018, p. 194

53 ASVe, CL, b. 56, fol. 880 ; cf. Trivellato 2000.

54 ASVe, *Arti*, b. 373, fasc. 304, fol. 17 et 20 (30 octobre 1680).

55 BCMCV, Ms. IV, n. 139, fol. 156r ; sur l'apprentissage dans ce métier, cf. Fiorucci 2017 ; Perez 2017.

56 ASVe, GV, b. 5/12, fol. 39r.

57 BCMCV, Ms. IV, n. 152, fol. 73r.

58 Sapienza 2018, p. 213-214. Voir BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 19r.

59 Difficile de traduire ce mot. Il s'agit de peintres décorateurs qui travaillent principalement sur bois.

60 ASVe, *Arti*, b. 103, fasc. intitulé « Mariegola et altri ordini della scuola de' Pittor », fol. non numéroté, s. d. Cité par Favaro 1975, p. 60. Le document n'est pas daté mais puisque les peintres à proprement parler ne sont pas mentionnés, il doit être **postérieure** à la séparation de ces derniers des autres métiers de la Fraglia, avec la création du Collegio dei Pittori (1682). Toutefois, bien que Favaro ne le précise pas, ce document pourrait constituer une sorte de brouillon pour préparer les réponses de la corporation aux différentes interrogations des Inquisitori alle Arti (1773), réponses qui d'ailleurs suivent juste après dans le fascicule.

61 ASVe, *Arti*, b. 103, fasc. intitulé « Mariegola et altri ordini della scuola de' Pittor », fol. non numéroté, s. d.

62 BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 77r-v (17 juin 1619).

63 BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 94r-v.

64 BCMCV, Ms. IV, n. 163, fol. 94v.

65 BCMCV, Ms. IV, n. 150 (partiellement publié par Sagredo 1856, p. 281-310), ch. XXXII, fol. 42v (1 décembre 1519). Il s'agit à vrai dire des nouveaux statuts qui enrichissent les 17 chapitres de l'ancien *capitolare*, daté de 1307 et publié par Monticolo 1896-1914, III (1914), p. 249-258. Voir aussi Caniato – Dal Borgo 1990, p. 168-169.

66 BCMCV, Ms. IV, n. 150, fol. 53 : Caniato, Dal Borgo 1990, p. 169.

67 BCMCV, Ms. IV, n. 150, fol. 61 : Caniato – Dal Borgo 1990, p. 169.

68 BCMCV, Ms. IV, n. 70, ch. XIII, fol. 9 ; ch. XIII, fol. 10, ch. XVI, fol. 11.



- 69** ASVe, CL, b. 57, fol. 16-21.
- 70** Cf. à ce propos, les règles de l'Art des *fustagneri*, ASVe, CL, b. 50, fol. 590.
- 71** ASVe, CL, b. 50, fol. 240.
- 72** Mola – Mueller 1994 ; Mozzato 2002 ; ASVe, PC, *Atti*, b. 53, *Camera del Purgio, Terminazioni ed altro*, 7 juin 1628.
- 73** ASVe, CL, b. 53, fol. 251.
- 74** Caniato – Dal Borgo 1990, p. 167-168.
- 75** Lanaro 2008.
- 76** ASVe, CL, b. 54, fol. 140 ; réitéré en 1714, fol. 821.
- 77** ASVe, CL, b. 58, fol. 537.
- 78** ASVe, CL, b. 59, fol. 1009.
- 79** ASVe, CL, b. 57, fol. 16-21.
- 80** ASVe, CL, b. 56, fol. 833.
- 81** Della Valentina 2012 ; Bellavitis 2016.
- 82** Bellavitis 2016.
- 83** ASVe, CL, b. 56, fol. 833.
- 84** Lazzarini 1928-1929; Fanfani 1943.
- 85** Un inventaire exhaustif dans Dal Borgo 2017.
- 86** Caracausi 2018.
- 87** De Munck – Kaplan – Soly 2007.
- 88** ASVe, NA, b. 430, fol. 142 (1^{er} avril 1563).
- 89** ASVe, NA, b. 435, fol. 221 (28 juin 1568).
- 90** ASVe, NA, b. 479, fol. 37v, (26 septembre 1581).
- 91** BCMCV, Ms. IV, n. 152, ch. 32, fol. 10v.
- 92** ASVe, NA, b. 8276, fol. 513 et 535 (7 et 29 août 1569).
- 93** ASVe, NA, b. 3349, fol. 123 (10 octobre 1578).
- 94** Voir Rossi 1997, p. 53-69 ; Brooks 2007, p. 2-3 ; Lacouture 2017, p. 318-323.
- 95** ASVe, GV, *Accordi dei Garzoni*, b. 114, reg. 155, fol. 9v. Cité par Hochmann 1992, p. 70, note 18.
- 96** Sur cet artiste, voir Corsato 2016.
- 97** ASVe, GV, *Accordi dei garzoni*, b. 115, reg. 158, fol. 94r. Il s'agit d'un descendant, probablement un neveu, du célèbre architecte et ingénieur Francesco Zamberlan, collaborateur de Palladio. Sur ce personnage, voir Collavo 2004-2005 et 2009.
- 98** Un prix, non pas un salaire, terme qui se réfère évidemment au coût de la

peinture « au mètre », ce qui est très significatif.

99 Colavizza 2017.

100 Fiorucci 2017, p. 48.

101 Colavizza 2017, p. 243.

102 Voir entre autres Wallis 2007 ; Minns – Wallis 2013.

103 Colavizza 2017.

104 *Ibid.* et cf. aussi **Bellavitis – Cella – Colavizza, à paraître.**



105 Nous avons choisi d'associer les *desegnadori* et *recamadori*, ainsi que les *targheri* et les *mascareri* car au moins au XVII^e siècle, ils constituent un seul groupe au sein de la *Fraglia*.

106 La distribution des contrats au sein des groupes de professions multiples (*desegnadori* et *recamadori* et *targheri* et *mascareri*) doit aussi faire réfléchir : par exemple, des 18 contrats des *desegnadori* et *recamadori*, seulement 2 apprennent le métier de brodeur. Précisons aussi que dans ces statistiques nous avons choisi de prendre en compte le métier enseigné à l'apprenti qui parfois diffère du métier pratiqué par le maître. Voir par exemple le cas du contrat daté du 1^{er} juin 1575, dans lequel Baldisera de Zanantonio s'inscrit auprès du maître peintre Francesco de Philippo pour apprendre le métier de peintre de coffre (*depentor de casse*). ASVe, GV, *Accordi dei garzoni*, b. 112, reg. 151, fol. 16r.

Table des illustrations



Titre Fig. 1 – Consistance des contrats d'apprentissage pour les métiers de la *Fraglia*.

Crédits Crédits/sources.

Pour citer cet article

Référence électronique

Anna Bellavitis et Valentina Sapienza, « Maîtres et « garzoni »: la transmission des savoirs techniques et artistiques à Venise à l'époque moderne », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 07 février 2020, consulté le 07 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6632>

Auteurs

Anna Bellavitis

GRHis-université de Rouen Normandie, Institut Universitaire de France,
anna.bellavitis@univ-rouen.fr

Articles du même auteur

Introduction [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, | 2019

Les « Garzoni » vénitiens entre apprentissage, service domestique et travail salarié [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 131-1 | 2019

Une histoire de la famille à part entière ? [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 128-1 | 2016

Introduzione [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 125-1 | 2013

De l'usage du fidéicommiss à l'âge moderne. État des lieux [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 124-2 | 2012

Valentina Sapienza

Università Ca' Foscari Venezia, université de Lille, valentina.sapienza@unive.it

Articles du même auteur

Introduction [Texte intégral]

Paru dans *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, | 2019

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

Voir la notice dans le catalogue OpenEdition

Plan du site – Flux de syndication

Nous adhérons à OpenEdition Journals – Édité avec Lodel – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Apprentissages et voies d'accès au métier de *barcarolo* à Venise à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle)

Robin Quillien

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Français English

~~Passereurs de rives, les *barcaruoli* désignent l'ensemble des bateliers professionnels dont l'activité est placée au service de l'économie urbaine et des habitants de la République de Venise. Approvisionner la ville, faciliter les échanges commerciaux, assurer la mobilité de tous les habitants de la cité, les *barcaruoli* exercent un rôle central dans le fonctionnement quotidien de la Sérénissime. Toutefois, la catégorie générique *barcaruoli* renvoie à une myriade de métiers urbains distincts qui se côtoient dans l'espace public et se confondent dans les sources mais qui se caractérisent chacun par des champs de compétences et des institutions qui leur sont propres. À travers l'exemple des *barcaruoli* des *traghetti*, bateliers professionnels assurant un service de transport public urbain dans la cité-État, je souhaite interroger les différentes formes que revêt l'apprentissage du métier, autrement dit son caractère formel et informel, sa durée, ainsi que les dispositifs de contrôle qui sanctionnent le savoir-faire des *barcaruoli*. Il s'agira donc à travers la question de l'apprentissage du métier de *barcarolo*, à la frontière de la domesticité et du monde des corporations, d'étudier les mécanismes d'accès et d'exclusion de cette profession.~~

Entrées d'index

Mots-clés : Venise, époque moderne, bateliers, apprentissage, transmission, savoir-faire, corporation, domestique, mobilité professionnelle, ressource

Keywords : à compléter

Plan

Une myriade de métiers urbains distincts

Les *traghetti* : une structure corporative ignorant « la mise en apprentissage » ?



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Apprentissages et voies d'accès au métier de *barcarolo* à Venise à l'époque moderne (XVIe-XVIIIe siècle)

Robin Quillien

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés


Français English

Barcaruoli include all the professional boatmen whose job is to serve the urban economy and inhabitants of the Republic of Venice. Barcaruoli play a key role in the daily lives of all the inhabitants of La Serenissima by supplying them with their needs, facilitating commercial exchanges, and ensuring their mobility. However, behind the iconic figure of the gondolier and use of a generic category in the administrative language, the *barcarolo* trade refers to a myriad of distinct urban trades that coexist in the public space and merge in sources, but are each characterized by their own fields of competence and institutions. Following the example of the *barcaruoli* and their *traghetti*, professional boatmen providing an urban public transport service within the city-state, I would like to examine the different the profession's characteristics and how it is learnt, in other words its formal and informal nature, duration as well as the control mechanisms which define barcaruoli expertise. It will therefore be a case of studying, through the prism of how the profession of a barcarolo is learnt at the boundary of domesticity and the corporate world, this profession's access points and means of exclusion.



Entrées d'index

Mots-clés : Venise, époque moderne, bateliers, apprentissage, transmission, savoir-faire, corporation, domestique, mobilité professionnelle, ressource

Keywords : à compléter 

Plan

Une myriade de métiers urbains distincts

Les *traghetti* : une structure corporative ignorant « la mise en apprentissage » ?



La transmission héréditaire du métier

Le service domestique : première étape dans la formation de nombreux bateliers

La concurrence des bateliers sans licences

Texte intégral

- 1 À l'aube de l'époque moderne, Venise dans sa lagune renvoie l'image d'une cité triomphante¹. Tournée vers les échanges maritimes mais en connexion constante avec la Terre Ferme, la cité « assise sur la mer » est un territoire original marqué par une forte dépendance entre les activités urbaines et la maîtrise de son milieu². Une équation rendue possible par la présence des *barcaruoli*, bateliers professionnels tournés résolument au service et au *beneficio universale*³ de la Sérénissime et de ses sujets. Garantir la sécurité alimentaire, faciliter les échanges commerciaux, assurer la mobilité des habitants : les *barcaruoli* permettent la continuité géographique entre Venise et ses territoires. Dépositaires d'un savoir technique important et valorisé, ils disposent du monopole de la navigation et effectuent quotidiennement des déplacements sur les canaux de la ville ou vers des destinations plus lointaines à l'intérieur de la lagune pour assurer le transport des biens et des personnes.
- 2 Décrivant, en 1688, son arrivée à Venise lors de son *Nouveau Voyage d'Italie*, Maximilien Misson et ses compagnons de route sollicitent les services des *barcaruoli* travaillant au *traghetto* de Mestre, station à partir de laquelle il est possible de gagner Venise en seulement une heure et demie à bord d'une gondole conduite par deux bateliers⁴. Détaillant avec précision les gestes et les techniques de leurs conducteurs, Maximilien Misson vante le savoir-faire des gondoliers qualifiant ces derniers « d'hommes complets ». Les sources narratives mais également normatives présentent les *barcaruoli* comme des individus disposant d'un savoir technique admirable lié à une connaissance exacte des lieux qu'ils fréquentent au quotidien. Dans la continuité des réflexions sur l'accès à la pratique des métiers urbains, aux conditions d'admissibilité à l'apprentissage et aux modalités d'acquisition d'un savoir-faire⁵, j'en suis venu à me poser les questions suivantes. Comment devient-on un *barcarolo* à Venise à l'époque moderne ? Compte tenu du degré de technicité des *barcaruoli* décrit dans les sources, je me suis intéressé à la manière dont il est possible d'acquérir une telle expertise. Aussi, les futurs gondoliers sont-ils soumis à un apprentissage réglé, structuré et organisé à l'image des autres métiers urbains dans le cadre d'une corporation⁶ ? Il convient de présenter dans un premier temps qui sont les *barcaruoli* : un groupe d'acteurs hétérogène qui ne s'intègre pas dans un schéma classique d'une profession réglée en art, dans lequel l'ensemble des comportements professionnels tels que l'apprentissage ou la transmission des savoirs sont médiatisés, normés, clairement énoncés. À travers l'exemple des *barcaruoli* travaillant sur les *traghetto*, stations à partir desquelles les habitants pouvaient rejoindre en gondole plusieurs endroits dans la ville, je souhaite montrer comment l'absence d'un cadre normatif uniforme pouvait expliquer des formes d'apprentissage et par conséquent des voies d'accès concurrentes au métier de *traghetatori*.

Une myriade de métiers urbains distincts

- 3 Reprenant à son compte les récits de voyage ou encore les chroniques et les comédies sociales du XVIII^e siècle, l'historiographie n'a pas manqué de signaler la place occupée par les gondoliers dans la société vénitienne. Déjà au XIX^e siècle, les historiens Pompeo Molmenti ou Eugenio Musatti affirmèrent que le métier de *barcarolo* était la « profession favorite du bon peuple vénitien »⁷. Dans la mesure où ils constituent un groupe iconique dans l'imaginaire social de la cité des doges, les *barcaruoli* ont longtemps été décrits comme un groupe appartenant à une seule et même corporation⁸. Toutefois, à la différence de nombreux groupes professionnels, les *barcaruoli* ne disposent pas d'une reconnaissance institutionnelle à l'échelle de la cité. Ainsi, la catégorie de *barcarolo*, largement usitée par la langue administrative renvoyant l'image d'une seule et même communauté d'eau, désigne en réalité une myriade de métiers urbains distincts qui se côtoyaient dans l'espace vénitien et se confondent dans les sources.
- 4 Depuis la fin de l'époque médiévale, la division du travail sur les eaux de Venise et le partage des rôles distinguent en effet les bateliers en fonction de leurs statuts, de leurs fonctions, de leurs embarcations et enfin du lieu où ils

exercent leur activité. Le transport des marchandises est l'apanage des *peateri* et des *burchieri*, ces bateliers qui à bord de leurs bateaux chaland assurent les circuits de distribution reliant Venise et la Terre Ferme. Le transport des personnes est quant à lui réservé aux *barcaruoli* domestiques et aux *barcaruoli* des *traghetti*. Les premiers travaillent pour leurs maîtres et appartiennent au monde de la domesticité. Les seconds servent dans des stations fixes, appelées *traghetti*, à différents endroits, à partir desquelles les habitants peuvent se déplacer à bord d'une gondole publique d'une rive à l'autre du Grand Canal, entre les différentes stations situées à Venise, dans les îles de la lagune et dans les villes de Terre ferme⁹. Se déplacer sur les eaux de Venise n'était pas seulement l'apanage des catégories sociales les plus aisées. Au XVI^e siècle, Francesco Sansovino assurait qu'une gondole « est prête et dressée pour tous, dans chaque lieu et pour toutes les qualités de personnes, la nuit comme de jour, et avec peu d'argent »¹⁰. Dans la cité, ces bateliers attendant leurs clients à l'embarcadère des *traghetti* réguliers garantissaient un service de transport public permettant le déplacement des personnes pour leurs affaires personnelles ou leurs activités économiques¹¹.

barcaruoli des *traghetti*(...)

- ¹⁰ Sansovino – Martinioni 1663 (Venise 1968), p. 456.
- ¹¹ Pour la définition d'un service public à l'époque moderne, voir Margairaz 2005, p. 10-33.

Fig. 1 – L'embarcadère du *traghetto* de San Geremia à Venise en 1500.



Agrandir

Pianta di Venezia de Jacopo de'Barbari dans Terisio Pignatti, La pianta di Venezia di Jacopo de' Barbari, in Bollettino dei musei civici veneziani, IX, 1964.

- 5 Au nombre de onze au début du XV^e siècle, puis soixante-neuf à la fin de l'époque moderne, les *traghetti* formaient un réseau dense de stations assurant la fréquentation et le passage ininterrompu des Vénitiens entre les rives¹².

- ¹² Zanelli 2004, p. 49-77.

Les *traghetti* : une structure corporative ignorant « la mise en apprentissage » ?

- 6 Les *traghetti* s'ils sont des lieux, des quais, des rives, ils ne sont pas uniquement de simples microcellules urbaines, comme la rue ou un *campo*. Plus que des espaces de circulation identifiés dans les sources publiques médiévales, les *traghetti* structuraient profondément la vie professionnelle et familiale des *barcaruoli*¹³. Petites communautés de bateliers, arborant des droits et des privilèges dans un périmètre précis, les *traghetti* étaient des organisations juridiquement comparables aux corporations vénitienne placées sous l'autorité d'un *gastaldo*¹⁴. La période allant des années 1480 aux années 1520 constitue un moment décisif pour les *barcaruoli* des *traghetti* qui obtiennent du gouvernement le droit de fonder à l'échelle de chaque *traghetto* une fraternité – *fraglia* –. À cette époque, ils adressent plusieurs requêtes à différentes magistratures pour réclamer les mêmes privilèges et les mêmes protections dont bénéficient les autres métiers organisés¹⁵. En 1482, le *traghetto* de Sant'Eufemia est l'une des premières communautés de bateliers à être élevée au rang de *fraglia* de *traghetti* par les *Dodici Savii sopra i mestieri*. Zuan Mazzaruol s'exprime au nom des trente-cinq *barcaruoli* du *traghetto* et explique : « Qu'il est de la volonté de tous les hommes de notre métier de *barcaroli* du *traghetto* de Santa Fomia de placer notre *scuola* dans l'église de Madonna Santa Fomia de la Giudecca par souci et bénéfice de toutes nos âmes »¹⁶.
- 7 Il continue sa requête et affirme sa volonté de « mettre en ordre » son *traghetto* afin « [qu'ils puissent] mettre par écrit les chapitres [*capitoli*] nécessaires et faire faire les choses ». Sur le modèle des guildes vénitienne, les *barcaruoli* de la Giudecca veulent être reconnus comme une petite communauté solidaire régissant collectivement leur activité, veillant à l'application des règles du métier et à la mise en place des activités de

- ¹³ Lieux de passage très fréquentés, les *traghetti* sont le décor de nombreux conflits judiciaires arb (...)
- ¹⁴ Les hiérarchies internes à l'échelle d'un *traghetto* sont copiées sur le modèle des autres corporat (...)
- ¹⁵ L'analyse comparée des statuts de métiers montre comment chaque *traghetto* embrasse le même fonction (...)
- ¹⁶ BCMCV, Ms. IV, n. 214bis, fol. 1, 26 avril 1482.
- ¹⁷ Sur la notion de localité, voir Torre 2011, p. 3-17.
- ¹⁸ Expression empruntée à Alice Ingold qui observe la création de collectifs,

dévotion et de secours mutuel. Travailler sur un *traghetto* participe donc à la construction de « localités », autrement dit à la formation d'associations professionnelles inscrites sur un territoire ¹⁷. Autoriser la mise en place d'activités de dévotion et de secours mutuels, garantir le monopole de la navigation de la *fraglia* dans les confins de leur station, permettre la rédaction de statuts, voici les thèmes récurrents que l'on retrouve dans plusieurs « suppliques de fondation » des *fraglie* des *traghetti* rédigées pendant cette période. La rédaction séparée de plusieurs statuts de métiers – *mariegole* – à la charnière des XV^e et XVI^e siècles souligne la nature des organisations professionnelles formées par les *traghetti*. Les membres de chaque station forment ainsi une « communautés d'auto-administration » ¹⁸, autrement dit une petite corporation disposant d'une certaine autonomie pour réguler ses activités, stabiliser localement les règles du métier et l'application de celles-ci. L'étude comparée des *mariegole* de plusieurs *traghetti* permet de mettre en lumière comment le droit du métier de *barcarolo* varie sensiblement d'un lieu à un autre.

- 8 Cette réalité juridique, caractérisée par l'absence d'un cadre normatif uniforme, est un premier obstacle dans la définition et la mise en place d'un apprentissage (*garzonato*) commun à tous les *traghetti* ayant les mêmes attentes du point de vue de l'âge, de la durée, et du contenu de cet apprentissage ¹⁹. D'un *traghetto* à un autre, les règlements diffèrent lorsqu'il s'agit de définir les conditions d'accès ou les modes de transmission du métier. En outre la mention explicite d'un apprentissage n'est que rarement présente dans les *mariegole* étudiées. La *mariegola* du *traghetto* de Lizza Fusina est l'une des seules à faire explicitement mention d'un « garzonato ». Mais cet apprentissage fait l'objet d'une procédure interne, de gré à gré entre un patron de barque demandant l'autorisation au *gastaldo* du *traghetto* de pouvoir faire naviguer « un apprenti accordé à ses frais ». Par ailleurs, il est important de noter que les formes d'apprentissage dans les *traghetti* n'ont pas pu faire l'objet d'un enregistrement systématique dans la mesure où ces derniers échappent totalement à la surveillance de la *Giustizia Vecchia*. Les *traghetti* n'ont donc pas tous les mêmes dispositifs de contrôle du savoir-faire et de recrutement des bateliers. De la même manière, la question de la formation des hommes passe parfois au second plan au profit de la question des embarcations et de leur qualité. Le cas du *traghetto* de Chioggia constitue un exemple intéressant dans la mesure où son règlement est très attentif – au statut et à la qualité des barques sur lesquelles naviguent les individus. Le quatrième *capitolo* intitulé « Che le barche et homeni siano sufficienti » (« Que les bateaux et les hommes soient suffisants ») donne une définition du métier qui repose sur des critères matériels et techniques qui n'apparaissent pas dans les autres *mariegole* : « Que tous ceux qui veulent appartenir à la dite *scuola* pour *trahettare* au dit *traghetto* devront avoir tout le temps une barque bonne, suffisante et bien équipée » ²⁰.
- 9 Les *barcaruoli* de Chioggia ne pourront intégrer la *fraglia* s'ils ne sont pas les propriétaires d'une barque dont l'état et les équipements seront régulièrement contrôlés par les dignitaires du *traghetto*. Inversement les *traghetti* situés sur les canaux urbains à Venise sont soumis à une réglementation plus souple, voire absente, quant à la nature ou à l'état des embarcations. Cette différence s'explique sans doute par des conditions de navigation qui ne sont pas les mêmes pour les *barcaruoli* naviguant sur le Grand Canal et ceux qui naviguent dans les lagunes. Encore une fois les lieux, dans le sens où ils renvoient à des régimes de navigabilité et donc à des pratiques différentes du métier, supposent la mobilisation par les acteurs de toute une gamme de savoir-faire.
- 10 Enfin, l'absence d'un apprentissage clairement énoncé dans les *mariegole* ne signifie pas l'absence de dispositifs de contrôle de la mobilité dans les *traghetti*. Soumis au jugement de ses pairs, un *barcarolo* qui souhaite travailler sur un *traghetto* doit remplir un certain nombre de conditions pour obtenir une *libertà di trahettare*. Licence professionnelle, la *libertà* matérialise concrètement l'exercice d'un droit exclusif accordé à quelques *barcaruoli* de *far nolo* dans le paramètre précis d'un *traghetto* dont ils sont membres ²¹. « Titolo per poter giuridicamente navigar », la *libertà* fait figure de titre à valeur juridique servant à normaliser l'accès au métier et à signifier l'appartenance d'un *barcarolo* à un *traghetto*.

La transmission héréditaire du métier

- 11 Pendant tout le XVI^e siècle, l'attribution des *libertà* fait l'objet d'une procédure interne à chaque *traghetto* : cette forme d'autorecrutement favorise ainsi l'essor de véritables dynasties de *barcaruoli* ²². Le choix des *barcaruoli* se déroule en effet dans le cadre d'une procédure interne à chaque station. À la mort ou au retrait d'un *barcarolo*, la *banca*, l'assemblée formée par les membres de la *fraglia* présidée par le *gastaldo*, se réunit dans le but de choisir un batelier jugé expert et habile à la navigation ²³. Le fait que la *banca* favorise généralement l'accès aux fils des *barcaruoli* inscrits au *traghetto* invite à formuler plusieurs remarques. D'une part que l'activité de contrôle et donc

de communautés qui s'ap
(...)

• 19 Chaque *traghetto* dispose de sa propre « personnalité juridique » pour reprendre l'expression de Ya (...)

• 20 BCMCV, Ms. IV, n. 61, fol. 12.

• 21 ASVe, CL, *Barcaruoli e barche*, b. 76, fol. 57, 95, 129, 130, 136, 141, 167, 173, 175, 183, 184, 19 (...)

• 22 Sur les liens de parenté à l'intérieur des groupes professionnels, voir en particulier Ogilvie 200 (...)

• 23 BCMCV, Ms. IV, n. 173, chap. 21, fol. 102 ; BCMCV, Ms. IV, n. 148 chap. 15, fol. 12, 26/02/1555.

d'approvisionnement de la mobilité existe à l'échelle des *traghetti*. D'autre part, les fils de bateliers, comme les fils de maîtres artisans, semblent pouvoir bénéficier d'une formation dans la sphère familiale.

- 12 Pourtant, la formation des jeunes gens aux rudiments de la navigation est en théorie interdite par le gouvernement. Guidés par des impératifs de sécurité, les *Provveditori di Comun* chargés du fonctionnement des *traghetti*, édictent plusieurs décrets interdisant les patrons de barques laissant des enfants mineurs conduire leur embarcation ²⁴. Punis sévèrement, les bateliers peuvent perdre leurs *libertà* et leurs barques si l'on retrouve des « enfants inhabiles et inexpérimentés transportant des passagers » à leur place ²⁵. Dans cette même veine, les magistrats vont progressivement durcir le système des *libertà* en élevant de 18 ans à 25 ans l'âge minimal d'accès aux *traghetti*. Toutefois, si les textes réglementaires sont peu bavards sur l'instruction des jeunes bateliers, d'autres sources infra-réglementaires laissent envisager l'existence de relations d'apprentissage. Ainsi, on retrouve un nombre important de suppliques de *barcaruoli* se déclarant trop âgés pour travailler et qui demandent aux autorités citadines de pouvoir céder leur place au *traghetto* à un jeune fils ²⁶. C'est le cas de Giovanni Bianchini, *barcaruol* au *traghetto* de Mestre, qui supplie en 1605 que son fils âgé seulement de 16 ans puisse lui succéder au *traghetto*. Déclarant l'avoir formé dans sa jeunesse, il assure que son fils est « légitime » et « habile » au métier. Lui-même ne pouvant plus travailler, son fils travaille depuis déjà plusieurs mois officieusement à sa place. Il continue sa requête en condamnant le fait que les licences professionnelles – les *libertà* – ne puissent se transmettre plus facilement à de jeunes bateliers formés par leurs pairs : « Si l'âge décide de la capacité des hommes, et peut être qu'il est aussi de rigueur, mais la seule vraie distinction devrait être le savoir-faire pour être déclaré capable au service de toute la population sur un *traghetto* » ²⁷. Cet exemple illustre une forme de transmission familiale et héréditaire du métier qui constitue une pratique largement répandue dans tous les *traghetti*.

- ²⁴ ASVe, CLTL, b. 365, fol. 264, 336, 411.
- ²⁵ ASVe, PC, 1578-1781, b. 60, fol. 2.
- ²⁶ Les règles et les normes auxquelles sont soumis les bateliers émanent de plusieurs institutions. U (...))
- ²⁷ ASVe, MM, *Suppliche di traghetti*, b. 723, fol. 151, 27 novembre 1605.

Le service domestique : première étape dans la formation de nombreux bateliers

- 13 Le silence de nombreux statuts de métier sur l'apprentissage laisse à penser que ce dernier est susceptible également de se dérouler en dehors du cadre corporatiste. Aussi, si l'absence d'un apprentissage imposé à l'échelle des *traghetti* n'empêche pas une tendance naturelle à une forme de patrimonialisation de l'activité, elle donne une possibilité, relative mais réelle, à des hommes nouveaux d'intégrer un *traghetto*. Dans une démarche attentive aux trajectoires individuelles, notamment grâce à la richesse des sources judiciaires, il est possible de constater qu'un nombre notable d'individus ont d'abord servis en qualité de gondolier domestique avant de servir sur un *traghetto*.
- 14 Ainsi tout au long de l'époque moderne, les *Censori* tentent tant bien que mal de contrôler cette forme de mobilité de ces domestiques qui causait selon ces mêmes magistrats « un grand dommage et incommodément à tous les particuliers qui ont besoin de serviteurs de barque » ²⁸. Bien qu'il soit difficile de mesurer l'ampleur de ce phénomène, le *turn-over* de bateliers privés vers les *traghetti* est l'un des principaux motifs de rupture de contrat entre un maître et son serviteur de barque ²⁹. L'étude des plaintes adressées au tribunal des *Censori*, par des maîtres contre leurs serviteurs de barques entre 1658 et 1797, signale un nombre important de « fugues » de la part de gondoliers quittant leur service pour un autre patron ou pour rejoindre un *traghetto* ³⁰. Les *Censori* tentent très tôt de limiter ce phénomène grâce à plusieurs leviers. Donner un préavis de départ à son maître, obtenir de ce dernier une « déclaration de bon service » sont désormais nécessaires avant d'obtenir un « bolletino a stampa » de la part de l'institution et pouvoir espérer travailler sur un *traghetto*. La répétition des mêmes décrets au XVIe et XVIIe siècles semble indiquer l'ampleur d'une pratique face à laquelle les autorités sont relativement impuissantes. Servir un maître peut donc être considéré comme la première étape dans la vie de nombreux bateliers. Les études sur le travail domestique à Venise et en Europe à l'époque moderne soulignent en effet le caractère provisoire d'une situation qui correspond à un moment relativement court de la vie d'un individu. Plus qu'une étape dans la carrière d'un *barcarolo*, le service domestique a valeur d'apprentissage. C'est le cas d'Antonio Angelini qui après avoir passé 14 mois au service d'un noble, au cours desquels il déclare « avoir appris son métier », quitte son statut de domestique. Désormais propriétaire d'une gondole offerte par son maître, ce dernier a pu intégrer un *traghetto*. Le service domestique constitue donc l'une des voies d'accès aux *traghetti*. Tout comme l'apprentissage, le service domestique constitue une étape temporaire puisqu'elle permet à un jeune batelier d'acquérir un savoir-faire, une réputation, mais également les conditions matérielles comme la barque et l'ensemble de ses fournitures. Selon ce schéma, le « life-cycle » ³¹ d'un *barcarolo* peut ainsi être considéré comme une carrière des honneurs débutant par le service domestique et dont

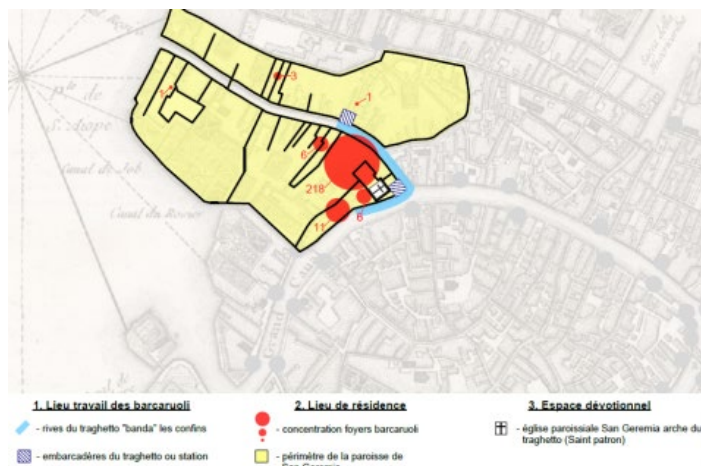
- ²⁸ ASVe, CE, *Capitolari*, b. 1, fol. 128.
- ²⁹ Notons que la forte mobilité des domestiques n'est pas une spécificité vénitienne mais l'exemple d (...)
- ³⁰ L'étude des plaintes de maîtres adressées aux *Censori* contre leurs serviteurs de barques, appelées (...)
- ³¹ Davidoff – Hawthorn 1976, p. 86.

l'aboutissement demeure l'intégration à la *fraglia* d'un *traghetto*.

La concurrence des bateliers sans licences

- 15 On l'aura compris, il n'y a pas d'apprentissage « réglé » à l'échelle des *traghetti* et les modalités de formation à l'art de *traghettare* ainsi que les voies d'accès au métier restent difficiles à saisir. Comme dans une corporation, le travail sur les *traghetti* peut être considéré comme une ressource partagée par quelques individus faisant partie du même « cercle limité des ayants droit »³². L'absence d'une structure d'apprentissage à l'échelle des *traghetti* nous invite finalement à repenser les finalités réelles de l'apprentissage et les conséquences de cette absence sur la mobilité et à l'insertion professionnelle des acteurs sur les *traghetti*³³. L'apprentissage ne sert donc pas uniquement à une forme de transmission des connaissances dans la mesure où celle-ci, dans le cas des *barcaruoli*, s'opère principalement dans un cadre familial et intergénérationnel. Les études sur l'apprentissage à Venise et en Europe à l'époque moderne ont par ailleurs insisté sur le fait qu'il s'agissait avant tout d'une institution exerçant une forme de contrôle sur la mobilité des acteurs³⁴. Aussi, dans la mesure où les *traghetti* ne sont pas dotés de ce mécanisme de clôture et d'exclusion de la main d'œuvre, il est possible qu'ils subissent davantage la concurrence de travailleurs exerçant cette activité en dehors du monde incorporé³⁵.
- 16 La présence de travailleurs sans licences est l'un des principaux leitmotifs des *barcaruoli* dans leurs adresses aux autorités. Dans plusieurs suppliques, appelées *crida di traghetti*, les *gastaldi* dénoncent la concurrence déloyale des *barcaruoli da ventura*, ces bateliers propriétaires de leur gondole exerçant le métier de *traghettatori* sans appartenir officiellement à une station³⁶. Ces bateliers qualifiés d'étrangers à la communauté sont décrits comme dangereux et incapables. N'étant pas soumis à la surveillance de leurs pairs, ils sont accusés de ne pas se soumettre aux règles de sécurité et de partage de l'activité élaborées à l'échelle de chaque station. Ces bateliers remplissent pourtant toutes les conditions requises pour travailler sur un *traghetto* à savoir : l'âge minimum, la maîtrise de la navigation, ou encore la propriété de la barque et de ses fournitures. Difficilement identifiables, ces derniers savent parfaitement se fondre dans le paysage social, sans être identifiés ni par les autorités, ni par les habitants de Venise qui sollicitent également leur service. La réitération des lois tout au long de l'époque moderne ne semble pouvoir décourager une pratique à l'origine de nombreux conflits du travail sur les eaux de Venise. Quelques procès remontant à la fin du XVIIe siècle donnent ainsi une plus grande visibilité à ces acteurs sociaux. Le 23 février 1693, les *fanti* de la Militia da Mar, contrôlant régulièrement l'identité des *barcaruoli*, interpellent Pasqualin Nebore travaillant sans *libertà* dans les confins du *traghetto* de San Domenico. Entendu par les *Signori di Notte*, ce dernier déclare qu'il ne savait pas qu'il fallait avoir une *libertà* pour exercer son travail. Cet ancien marin n'est arrivé que depuis quelques jours en ville et vient à peine d'acheter une barque neuve à bord de laquelle il transporte des biens et des personnes dans les confins du *traghetto*. Interrogé sur la présence d'autres bateliers travaillant illégalement à proximité des *traghetti*, le prévenu déclare « qu'il y en a certainement d'autres que ceux du *traghetto* parce que j'en connais plein qui n'ont pas de *libertà* »³⁷.
- 17 N'ayant pas de différences visibles, disposant d'un même savoir-faire, ne faisant l'objet au quotidien que de rares contrôles de la part des autorités, les *barcaruoli da ventura* coexistent et se partagent l'activité avec les *barcaruoli* des *traghetti* dans des espaces communs. Face à cette situation, ces derniers s'adaptent et tirent profit de la présence d'une main-d'œuvre disponible, qualifiée et relativement bon marché. Toujours grâce aux archives judiciaires, les conflits du travail révèlent la présence permanente de *bezzarioli*, bateliers journaliers et « misérables »³⁸, sur les *traghetti* vénitiens. Le 11 septembre 1709, un batelier travaillant au *traghetto* de Mestre est accusé de blasphème et de scandale public lorsqu'il transporte des passagers entre la Terre Ferme et Venise. À la question des juges lui demandant sa profession, Battista Facchi répond : « Ma principale profession n'est pas celle de *barcarolo* [...] mais par nécessité je suis allé voguer sur le *traghetto* de Mestre. Ma disgrâce étant telle que je me suis mis à mendier mon pain au *traghetto* »³⁹.
- 18 Les sanctions à l'égard de ces bateliers journaliers sont relativement sévères. La confiscation et la destruction des barques peuvent être considérées comme des peines de relégation du métier appliquées aux individus exerçant leur activité en dehors du cadre imposé dans les *traghetti*. Néanmoins la pratique est ancrée et le gouvernement tout comme les *barcaruoli* s'accoutument de cette situation.

Fig. 2 – Choix résidentiel des *barcaruoli* dans la paroisse de San Geremia en 1594.



Agrandir

AP, *Status animarum*, San Geremia, 1594.

- 19 Cette forme de coopération de fait entre ces bateliers « libres » et les ayants droit des *traghetti* se manifeste jusque dans les choix résidentiels des acteurs. Les *Stati delle anime*, recensant les habitants des paroisses vénitienne à la fin du XVI^e siècle, constitue une source d'informations précieuses concernant le choix de résidence des Vénitiens dans la cité ⁴⁰. Une étude attentive aux rapports entretenus entre les groupes professionnels et leurs espaces quotidiens permet de montrer comment les lieux de travail et les lieux de résidence se superposent. Par exemple, les rives ou les embarcadères du *traghetti* de San Geremia (fig. 2) constituent « un pôle de ralliement ⁴¹ » pour de nombreux bateliers. Comme pour de nombreux métiers urbains, on observe un phénomène de co-résidence entre les membres du *traghetti* ⁴². Une vingtaine de familles, dont le père est inscrit dans la *mariegola* habitent toutes dans une même portion de rue et parfois dans des mêmes unités d'habitation. Certains ordinaires du *traghetti* déclarent même loger chez eux des « apprentis *barcaruoli* », prouvant l'existence d'un apprentissage même informel. Le pouvoir d'attraction du *traghetti* ne se limite pas aux seuls bateliers officiels de la station dans la mesure où plus de 200 personnes se déclarant *barcaruoli*, mais n'ayant pas de *libertà*, forment un noyau compact autour du *traghetti*.
- 20 Cette réalité nous invite en guise de conclusion à repenser la nature réelle des *traghetti* en tant que structure corporative. Les *traghetti* sont en théorie des corps fermés à quelques bateliers ayant le droit de travailler dans un périmètre précis. Sur le modèle des autres corporations, les bateliers tendent à favoriser une transmission familiale et héréditaire du métier ou à défaut dans le cadre de leur pays de connaissance. Le droit de *traghettare* est donc une ressource locale – bien souvent familiale – qui en théorie est accessible à un nombre limité d'individus. Les différences de règlements observés entre chaque station, notamment en matière d'apprentissage et de contrôle des savoir-faire, confirment donc l'hypothèse selon laquelle la pratique du métier de *barcarolo* s'enracine dans un terreau de réalités et d'expériences. Aussi, faute « d'une structure structurante » ⁴³ réunissant tous les *barcaruoli* des *traghetti*, les bateliers n'ont pas un parcours d'apprentissage identique. Les lieux et les modalités de celui-ci varient d'une station à l'autre et se situent également en dehors des *traghetti* ⁴⁴. Le service domestique peut donc être considéré comme la première étape du parcours professionnel de nombreux *barcaruoli* dans l'attente d'intégrer un *traghetti* ⁴⁵. Il existe par ailleurs de nombreuses « sphères d'équivalence » ⁴⁶ entre les bateliers des *traghetti* et les autres métiers de l'eau. Si bien qu'un batelier, grâce à la seule maîtrise de la navigation, peut exercer simultanément ou successivement plusieurs activités telles que le transport des personnes, des marchandises ou encore la pêche. La présence de nombreux bateliers sans licence travaillant à proximité des *traghetti* suggère que le métier de *traghettori* est « un mode d'entrée en ville » ⁴⁷ pour un nombre important d'individus munis d'une barque sans pour autant avoir effectué un apprentissage spécifique et être incorporés ⁴⁸.
- ⁴⁰ AP, *Curia patriarcale, Sezione Antica, Status animarum*, b. 2 et b. 4.
 - ⁴¹ Chauvard 2000, p. 195-197.
 - ⁴² Je renvoie ici, au dossier de la revue *Diaspora*, « Scènes urbaines » dans lequel les contributeurs (...)
 - ⁴³ Minard – Kaplan 2004, p. 39.
 - ⁴⁴ Haru Crowston 2005.
 - ⁴⁵ Pour Kate Lowe, le service domestique, en particulier pour les gondoliers privés, représente une é (...)
 - ⁴⁶ Croq 2009, p. 28.
 - ⁴⁷ Expression empruntée à Olivier Zeller à propos des métiers permettant l'intégration des nouveaux h (...)
 - ⁴⁸ Lanaro 2008, p. 31-48.

Bibliographie

AP = Archivio Storico del Patriarcato di Venezia

SA = *Status animarum*

ASVe = Archivio di Stato di Venezia

CL = *Compilazione delle Leggi*

CLTL = *Compilazione leggi, traghetti e libertà*

PC = *Provveditori di Comun*

CE = *Censori*

MM = *Milizia da Mar*

EB = *Esecutori contro la Bestemmia*

BCMCV = Biblioteca Civico Museo Correr Venezia

Ouvrages à caractère de source

Misson 1688 = Maximilien Misson, *Nouveau voyage d'Italie fait en l'année 1688*, tome 1, lettres 4-19, La Haye, 1711

Boerio 1856 = G. Boerio *Dizionario del dialetto Veneziano*, Venise, Premiata tipografia di G. Cecchini, 1856 (rééd. Milan, 1971).

Sansovino – Martinioni 1663 (Venise 1968) = F. Sansovino, G. Martinioni, *Venetia città nobilissima et singolare*, Venise, Stefano Curti, 1663, (rééd. Venise 1968).

Études secondaires

Bellavitis 2001 = A. Bellavitis, *Identité, mariage et mobilité sociale. Citoyennes et citoyens à Venise au XVIe siècle*, Rome, 2001.

Bellavitis 2006 = A. Bellavitis, *Apprentissages masculins, apprentissages féminins à Venise au XVIe siècle, Histoire urbaine*, 1, 2006, p. 49-63.

Bellavitis 2008 = A. Bellavitis, *Famille, genre, transmission à Venise au XVIe siècle*, Rome, 2008.

Bellavitis – Croq – Martinat 2009 = A. Bellavitis, L. Croq, M. Martinat (dir.), *Mobilité et transmission dans les sociétés de l'Europe moderne dans les sociétés de l'Europe moderne*, Rennes, 2009.

Bellavitis – Frank – Sapienza 2017 = A. Bellavitis, M. Frank, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017.

Calabi 1991 = D. Calabi, *Una città seduta sul mare*, dans A. Tenenti, U. Tucci (dir.), *Storia di Venezia*, vol. XII, *Il Mare*, Rome, 1991, p. 135-143.

Canepari 2013 = E. Canepari, *Structures associatives, ressources urbaines et intégration sociale des migrants (Rome, XVIe-XVIIe siècle)*, dans *Annales de démographie historique*, 124, 2013, p.15-41.

Cerutti 2012 = S. Cerutti, *Étrangers : étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Montrouge, 2012.

Chauvard 1999 = J.-F. Chauvard, *Échelles d'observations et insertion des étrangers dans l'espace vénitien (XVIIe-XVIIIe siècle)*, dans J. Bottin, D. Calabi (dir.), *Les étrangers dans la ville*, Paris, 1999, p. 195-207.

Chauvard 2001 = J.-F. Chauvard, *Investir au plus proche. Le comportement immobilier de commerçants et d'artisans dans la Venise du XVIIe siècle*, *Histoire urbaine*, 4, 2001, p. 9-26.

Chauvard 2005 = J.-F. Chauvard, *La circulation des biens à Venise. Stratégies patrimoniales et marché immobilier (1600-1750)*, Rome, 2005.

Concina 1989 = E. Concina, *Venezia nell'età moderna. Struttura e funzioni*, Venise, 1989.

Cortelazzo 1993 = M. Cortelazzo, *La civiltà della acque*, Milan, 1993.

Crouzet-Pavan 1981 = É. Crouzet-Pavan, *Recherches sur la nuit vénitienne à la fin du Moyen Âge*, dans *Journal of Medieval History*, 7, décembre 1981, p. 339-356

Crouzet-Pavan 1999 = É. Crouzet-Pavan, *Venise triomphante : les horizons d'un mythe*, Paris, 1999.

Davidoff – Hawthorn 1976 = L. Davidoff, R. Hawthorn, *Day in the life of a Victorian domestic servant*, Londres, 1976.

Epstein 1998 = S.R. Epstein, *Craft Guilds Apprenticeship, and Technological Change in Pre-Industrial Europe*, dans *Journal of Economic History*, 58-3,

1998, p. 684-713.

Fiorucci 2017 = É. Fiorucci, *L'apprentissage dans les statuts des corps de métiers Vénitiens*, dans A. Bellavitis, M. Franck, V. Sapienza (dir.), *Garzoni. Apprendistato e formazione tra Venezia e l'Europa in età moderna*, Mantoue, 2017, p. 29-48.

Georgelin 1978 = J. Georgelin, *Venise au siècle des lumières*, Paris, 1978.

Gramigna-Perissa 2008 = S. Gramigna, A. Perissa, *Scuole grandi e piccole. Venezia tra arte e storia. Fraternite di mestieri e devozione in sei itinerari*, Roma, 2008.

Haru Crowston 2005 = C. Haru Crowston, *L'apprentissage hors des corporations. Les formations professionnelles alternatives à Paris sous l'Ancien Régime*, dans *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 60-2, 2005, p. 409-441.

Herzog 2006 = T. Herzog, *Vecinos y extranjeros. Hacerse espanol en la edad moderna*, Madrid, 2006.

Horodowich 2008 = E. Horodowich, *Language and statecraft in Early Modern Venice*, New York, 2008.

Ingold 2011 = A. Ingold, *Gouverner les eaux courantes en France au XIXe siècle. Administration, droits et savoirs*, dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1, 2011, p. 69-104.

Ingold 2015 = A. Ingold, *Des communautés inscrites dans les choses. Les associations syndicales agricoles en France au XIXe siècle*, dans S. Bargoui, S. Cerutti, I. Grangaud (dir.), *Appartenance locale et propriété au nord et au sud de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 2015.

Kaplan 1988 = S.L. Kaplan, *Les corporations, les « faux ouvriers » et le faubourg Saint-Antoine au XVIIIe siècle*, dans *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 2, 1988, p. 353-378.

Kaplan 2001 = S.L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris, 2001.

Kaplan – Minard 2004 = S.L. Kaplan, P. Minard (dir.), *La France, malade du corporatisme ? XVIIIe-XXe siècle*, Paris, 2004.

Kunth – Smyrnalis 2016 = A. Kunth, M.-C. Smyrnalis, *Scènes urbaines. Échelles, temporalités, trajectoires, XVIe-XXe siècle*, dans *Diasporas*, 28, 2016.

Lanaro 2008 = P. Lanaro, *Corporations et confréries. Les étrangers et le marché du travail à Venise (XVe-XVIIIe siècle)*, dans *Histoire urbaine*, 2008, 21, p. 31-48.

Lowe 2013 = K. Lowe, *Visible lives: black gondoliers and others black Africans in Renaissance Venice*, dans *Renaissance Quarterly*, 66-2, 2013, p. 421-445.

Mackenney 1987 = R. Mackenney, *Tradesmen and traders: the world of the guilds in Venice and Europe: 1250-1650*, Londres, 1987.

Manno 1995 = A. Manno, *I mestieri di Venezia. Storia, arte e devozione delle corporazioni dal XIII al XVIII secolo*, Cittadella, 1995

Margairaz 2005 = D. Margairaz, *L'invention du service public à la fin du XVIIIe siècle*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52, 2005, p. 11-33.

Ogilvie 2004 = S. Ogilvie, *Guilds efficiency and social capital: evidence from German proto-industry*, dans *Economic History Review*, 57-2, 2004, p. 286-333.

Romano 1994 = D. Romano, *The gondola as a maker of status in Venetian society*, dans *Renaissance Studies*, 8-4, 1994, p. 360-374.

Romano 1996 = D. Romano, *Housecraft and statecraft. Domestic service in Renaissance Venice 1400-1600*, New York, 1996.

Sarti 2014 = R. Sarti, *Historians, social scientists, servants and domestic workers: fifty years of domestic and care work*, dans *International Review of Social History*, 59-2, 2014, p. 279-314.

Thomas 2011 = Y. Thomas, *Les opérations du droit*, Paris, 2011.

Torre 2007 = A. Torre, « Faire communauté ». *Confréries et localité dans une vallée du Piémont (XVIIe-XVIIIe siècle)*, dans *Annales. HSS*, 1, 2007, p. 101-135.

Torre 2011 = A. Torre, *Luoghi. La produzione di località in età moderna e contemporanea*, Rome, 2011.

Trivellato 2000 = F. Trivellato, *Intorno alla corporazione: identità professionale e stratificazione sociale tra Murano e Venezia (secoli XVII-XVIII)*, dans A. Pastore (dir.), *Le regole dei mestieri e delle professioni. Secoli XV-XIX*,

Milan, 2000, p. 52-74.

Zanelli 1986 = G. Zanelli, *Squeraroli e squeri*, Venise, 1986.

Zanelli 1997 = G. Zanelli, *Traghetto veneziani. La gondola al servizio della città*, Venise, 1997.

Zannini 2000 = A. Zannini, *Il «pregiudizio meccanico» a Venezia in età moderna. Significato e trasformazioni di una frontiera sociale*, dans A. Pastore (dir.), *Le regole dei mestieri e delle professioni. Secoli XV-XIX*, Milan, 2000, p. 36-51.

Pastore 2000 = A. Pastore (dir.), *Le regole dei mestieri e delle professioni. Secoli XV-XIX*, Milan, 2000.

Zeller 2003 = O. Zeller, *La ville moderne. XVIe-XVIIIe siècle*, Paris, 2003.

Notes

1 Crouzet-Pavan 1999.

2 Calabi 1991.

3 Expression récurrente dans les textes normatifs encadrant les *traghetti*. Voir ASVe, CL, b. 76, fol. 73, 74, 91, 92, 136, 139, 140, 149, 150, 206, 212, 354.

4 Misson 1688, t. I, lettres 4-19, p. 226.

5 Esptein 1998 ; Bellavitis 2006 ; Bellavitis 2008 ; Cerutti 2012 ; Bellavitis-Frank-Sapienza 2017.

6 Fiorucci 2017.

7 Molmenti 1905, p. 43-44 ; Musatti 1919, p. 65.

8 Dans la continuité de l'historiographie du XIX^e siècle, beaucoup de travaux affirment l'existence au sein de la société vénitienne d'un espace de contestation formé par les gondoliers, d'une « corporation qui se situait en permanence aux frontières de la délinquance » pour reprendre l'expression de Jean Georgelin. Voir Georgelin 1978, p. 37. Voir également l'étude du langage des gondoliers à la lumière des sources judiciaires proposé par Horodowich 2008.

9 Pour les *barcaruoli* domestiques Romano 1996 ; Marzo Magno 2008. Quant aux *barcaruoli* des *traghetti*, voir Zanelli 1986 ; Cortelazo 1993, p. 149 ; Romano 1994 ; Zanelli 1997.

10 Sansovino – Martinioni 1663 (Venise 1968), p. 456.

11 Pour la définition d'un service public à l'époque moderne, voir Margairaz 2005, p. 10-33.

12 Zanelli 2004, p. 49-77.

13 Lieux de passage très fréquentés, les *traghetti* sont le décor de nombreux conflits judiciaires arbitrés notamment par les *Signori di Notte*. Sur le rôle joué par cette institution policière dans l'espace vénitien, voir Crouzet-Pavan 1981, p. 339-356.

14 Les hiérarchies internes à l'échelle d'un *traghetto* sont copiées sur le modèle des autres corporations étudiées par Francesca Trivellato et Andrea Zannini, cf. Trivellato 2000, p. 52-74 ; Zannini 2000, p. 36-51.

15 L'analyse comparée des statuts de métiers montre comment chaque *traghetto* embrasse le même fonctionnement corporatif que les autres métiers urbains réunis en *arte*. Parmi les nombreuses études sur les corporations à Venise, voir Mackenney 1987 ; Manno 1995 ; Gramigna-Perissa 2008.

16 BCMCV, Ms. IV, n. 214bis, fol. 1, 26 avril 1482.

17 Sur la notion de localité, voir Torre 2011, p. 3-17.

18 Expression empruntée à Alice Ingold qui observe la création de collectifs, de communautés qui s'approprient l'usage, autrement dit la propriété et la gestion d'une ressource. Sur ce point, voir Ingold 2011, p. 90 ; Bargoui – Cerutti – Grangaud 2015, p. 3-18. Le terme communauté est particulièrement opérant dans la mesure où chaque *traghetto* peut finalement être considéré comme une petite communauté solidaire régissant collectivement une activité sur un territoire, cf. à ce sujet Herzog 2006, p. 47-80 ; Torre 2007, p. 101-103 ; Canepari 2016, p. 19-36.

19 Chaque *traghetto* dispose de sa propre « personnalité juridique » pour reprendre l'expression de Yan Thomas. La communauté formée par un *traghetto* définit donc elle-même les conditions d'accès et d'exclusion aux membres travaillant sur une station. Sur le principe de personnalité juridique d'un groupe ou d'une communauté, voir Thomas 2011, p. 103-107.

- 20** BCMCV, Ms. IV, n. 61, fol. 12.
- 21** ASVe, CL, *Barcaruoli e barche*, b. 76, fol. 57, 95, 129, 130, 136, 141, 167, 173, 175, 183, 184, 191, 200, 239.
- 22** Sur les liens de parenté à l'intérieur des groupes professionnels, voir en particulier Ogilvie 2004 ; Bellavitis 2008, p. 119.
- 23** BCMCV, Ms. IV, n. 173, chap. 21, fol. 102 ; BCMCV, Ms. IV, n. 148 chap. 15, fol. 12, 26/02/1555.
- 24** ASVe, CLTL, b. 365, fol. 264, 336, 411.
- 25** ASVe, PC, 1578-1781, b. 60, fol. 2.
- 26** Les règles et les normes auxquelles sont soumis les bateliers émanent de plusieurs institutions. Un cadre normatif flou qui par ailleurs évolue dans le temps. Pour les suppliques adressées au gouvernement, plusieurs fonds d'archives ont donc été étudiés. Pour le XVI^e siècle, les requêtes des *barcaruoli* sont adressées principalement aux *Provveditori di Comun* et aux *Censori*, puis à la *Milizia da Mar* à partir des années 1610. Voir en particulier : ASVe, PC, *Suppliche*, b. 44 ; ASVe, CE, *Suppliche*, b. 8-11 ; ASVe, MM, *Suppliche di traghetti*, b. 723, 775.
- 27** ASVe, MM, *Suppliche di traghetti*, b. 723, fol. 151, 27 novembre 1605.
- 28** ASVe, CE, *Capitolari*, b. 1, fol. 128.
- 29** Notons que la forte mobilité des domestiques n'est pas une spécificité vénitienne mais l'exemple des *barcaruoli* domestiques démontre encore une fois l'intérêt d'étudier les trajectoires des acteurs dans le monde de la domesticité. Voir sur ce sujet le bilan historiographique de Sarti 2014.
- 30** L'étude des plaintes de maîtres adressées aux *Censori* contre leurs serveurs de barques, appelées *Scritture in causa*, a pu faire l'objet d'un recensement systématique pour la période comprise entre 1658 et 1797. Sur un corpus de 50 plaintes, 21 signalent la « fugue » du gondolier ayant changé de maître ou intégré un *traghetto*. ASVe, CE, *Scritture in causa*, b. 16 à 19.
- 31** Davidoff – Hawthorn 1976, p. 86.
- 32** Cerutti 2012, p. 199-201.
- 33** Sur la question de la mobilité professionnelle à Venise, voir les travaux d'Anna Bellavitis et en particulier Bellavitis 2001.
- 34** Kaplan 2001, p. XII-XIII.
- 35** Sur la question des figures mobiles dans le monde du travail à l'époque moderne, c'est-à-dire ces personnes exerçant librement leur activité en dehors du cadre des corporations, je me réfère à Kaplan 1988.
- 36** Les *crida de barcaroli di traghetti* sont retranscrites dans les registres de l'administration des *Censori*. Ces dernières sont également recopiées dans les *mariegole* des *traghetti* concernées avec les dispositions prises par les *Censori* en réponse à ces demandes. ASVe, CE, *Crida degli barcaruoli di traghetti*, b. 1, fol. 25-26, 35-36 ; BCMCV, Ms. IV, n. 187, fol. 22, 30 octobre 1557.
- 37** ASVe, MM, b. 808, 23 février 1693, filza 1.
- 38** *Bezzariol* désigne en vénitien le batelier journalier qui ne possède pas de barque et travaille à la journée, servant « alla ventura » sur les *traghetti*, cf. Boerio 1856, *ad vocem*.
- 39** ASVe, EB, b. 6, fol 34.
- 40** AP, *Curia patriarcale, Sezione Antica, Status animarum*, b. 2 et b. 4.
- 41** Chauvard 2000, p. 195-197.
- 42** Je renvoie ici, au dossier de la revue *Diaspora*, « Scènes urbaines » dans lequel les contributeurs ont réfléchi à la manière dont les appartenances à un groupe, à une communauté, viennent à s'exprimer jusque dans la morphologie urbaine. Voir Kunth-Smurnelis 2016. Quant aux études attentives aux stratégies spatiales et résidentielles des habitants de Venise à l'époque moderne, voir Concina 1989 ; Chauvard 2001.
- 43** Minard – Kaplan 2004, p. 39.
- 44** Haru Crowston 2005.
- 45** Pour Kate Lowe, le service domestique, en particulier pour les gondoliers privés, représente une étape importante dans le processus d'intégration d'une population cosmopolite. Voir Lowe 2011, p. 421-452
- 46** Croq 2009, p. 28.
- 47** Expression empruntée à Olivier Zeller à propos des métiers permettant

l'intégration des nouveaux habitants dans les villes modernes, voir Zeller 2003, p. 151-153.

48 Lanaro 2008, p. 31-48.

Table des illustrations



Titre Fig. 1 – L'embarcadère du *traghetto* de San Geremia à Venise en 1500.

Crédits Pianta di Venezia de Jacopo de'Barbari dans Terisio Pignatti, La pianta di Venezia di Jacopo de' Barbari, in Bollettino dei musei civici veneziani, IX, 1964.



Titre Fig. 2 – Choix résidentiel des *barcaruoli* dans la paroisse de San Geremia en 1594.

Crédits AP, *Status animarum*, San Geremia, 1594.

Pour citer cet article

Référence électronique

Robin Quillien, « Apprentissages et voies d'accès au métier de *barcarolo* à Venise à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècle) », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 10 février 2020, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6651>

Auteur

Robin Quillien

EHESS-Crh-Ladéhis, robinquillien@hotmail.fr

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

Voir la notice dans le catalogue OpenEdition

Plan du site – Flux de syndication

Nous adhérons à OpenEdition Journals – Édité avec Lodel – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

Normes rédactionnelles -
Norme redazionali -
Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

"A Lyon Lurketh in the way". The apprentices of London, the Caroline public sphere, and the realization of a political force

Drew Heverin

résumé | index | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumé

Throughout the early 1640s, as the rest of the nation prepared itself for an inevitable clash between [king](#) and Parliament, the apprentices of London decided to enter the debates raging in both the Houses of Parliament and the city's alehouses. Through a series of ballads and parliamentary petitions, these citizens-in-training leveraged their role as partisan combatants to define themselves as more than a subordinated and marginalized group of young men defined by a negative stereotype. This article investigates how an apprentice counterpublic emerged from the periphery of London society to enter the public sphere from which they had been excluded. Throughout Charles I's Personal Rule, the apprentices utilized the seemingly innocuous ballad genre to sharpen rhetorical tactics that they would leverage in a series of parliamentary petitions written between 1641 and 1643. These petitions, while relatively short, reveal how the prentices of London merged their rhetoric with the conventions of the parliamentary genre to sway public opinion. And through this, they entered the public sphere as a vital and influential force in the English Revolution.

Entrées d'index

Keywords : apprenticeship, Early Modern London, the public sphere, rhetorical counterpublic

Texte intégral

Politiques de publication

Suivez-nous

Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



- 1 In 1643, as he contemplated his options in swaying London to join in opposing the forces of Parliament, Charles I commissioned a verse aimed at the oft overlooked but vital source of labor and manpower in the early modern metropolis —the apprentices. This *Use or Exhortation to the London Apprentices* offers a direct challenge to the young men of London, calling for the same disruptive action that was lauded in the popular drama of the Elizabethan stage, ¹ lampooned in the satiric work of the Jacobean era, ² and resurgent in the streets of Caroline London. On its surface, this *Exhortation* sought to provoke the apprentices to riot, create tumult in the streets, and, as a result, deplete the strength of Essex's forces. But this broadsheet verse, in calling for the apprentices to wake up and "help yourselves" did much more than simply rouse these young men to "maintain the good old cause". ³
 - 2 While propagandistic ballads like this may be expected in the midst of a heated civil war, the *Exhortation* of 1643 is notable for two specific aspects. First, it explicitly references its role in a larger public discussion, positioning the opinions of the humble writer against opposing factions lobbying the city's apprentices. J.E. App, the purported apprentice author, ⁴ even closes on a note of advice about navigating these competing voices, claiming "I am the guide to put you in the way: Here's the right path, hang him that goes astray". ⁵ Moreover, the author, in an effort to raise support, elevates this marginalized group to an equal rhetorical footing with their masters, the liverymen of London, the Parliamentarians, and most of England. In this great debate, the balladeer asserts that the apprentices' claims are as valid as their superiors':

You may yourselves accomplish your desire;
The day's your own, and such is your condition,
Yourselves may quickly grant your own petition. ⁶
 - 3 In affirming this, the crown recognized a political perspective that had been developing in the ranks of the apprentices for decades —that despite an assumed "immaturity", their voice should be considered in any discussion of the future of the city. Charles I's *Exhortation* granted the apprentices of London a place in the public sphere of early modern England and a voice in the future of the country.
 - 4 A distinct cohort and a fixture of the larger urban community stretching back to Edward I, the apprentices of the early modern capital had, by the 1630s, emerged as a distinct and influential cohort in the Caroline public sphere. ⁷ Amid the chaos of economic strife and political upheaval of the 1590s, the apprentices began to agitate for change and, as seen in the popular texts that emerged throughout the period, defend their reputations in the broader public sphere. ⁸ However, their indenture and education in the guild trades dictated that this discussion remain marginal —a casualty of ideology and of more immediate public concerns. As a result, a rhetorical counterpublic arose in the margins of the Elizabethan and Jacobean public sphere, emerging from the alehouse gossip, apprentice literature, and reactions to the plays staged at the Curtain, the Red Bull, and other apprentice haunts. ⁹ As ideas circulated within this rhetorical community, the young men of London assumed an authoritative and political role in their own future, even if those in power were not listening.
 - 5 This counterpublic remained subordinate to the broader concerns of the City and the principle guilds as London continued to experience exponential growth and the markets thrived in the relative peace of the early 1600s. But as the Stuarts' demands stressed an already strained relationship between the city and the crown and war seemed inevitable, ¹⁰ the concerns of the young men of London carried more weight than ever before. The apprentices were finally allowed a platform from which to make themselves heard. ¹¹ As Bucholz and Ward have noted, London served as a fulcrum point in the British Civil Wars ¹² and, in 1641, the support of the young men that would find themselves on the front line of the impending confrontation could tip the balance in one direction or the other. As a result, a lot of ink was spilt and time spent courting these young men or, alternatively, attempting to limit their voice in the deliberations. ¹³ As long as London remained a vital resource for the volunteer parliamentary bands or conscripted royalist forces, the apprentices of the city would be re-inscribed within the city's public sphere and allowed an opportunity to make their concerns known to the City, the Parliament, and the Crown.
 - 6 If we go by the historical record left in the texts that circulated within their counterpublic, the primary concern of the apprentices of early modern London was their public reputation. ¹⁴ As might be expected in the proto-capitalist marketplace, being characterized as riotous youths was not a promising entry-point for these citizens-in-training —especially for those late-stage apprentices waiting out the course of their indenture and those journeymen that were lumped in with this group. ¹⁵ As early as 1591, the character-type of the idle apprentice —an immature, drunken youth addled by romances and the theatrical promises of gallants— had been enshrined in the public consciousness as a commonly-understood trope of both the stage and the page. A single production of *Henry IV, Part I, Eastward Ho* or *Knight of the*
- ¹ Both Thomas Heywood's *Edward IV* (1599) and Shakespeare's *Henry VI, Part I* (1591) credit the riotous (...)
 - ² The most famous example of this critique is found in the metatheatrical intervention of the lampoo (...)
 - ³ App 1841, p. 68.
 - ⁴ Due to the anonymity of most English balladeers throughout the period, the identity of "J.E. App" (...)
 - ⁵ App 1841, p. 69.
 - ⁶ d.
 - ⁷ In the social imaginary of early modern London, "apprentice" was a collective term used in the lit (...)
 - ⁸ This is first evident in Heywood's *Four Prentices of London* but also emerged in dramatic and prose (...)
 - ⁹ A rhetorical counterpublic, following Michael Warner's definition, is an insulated community of ma (...)
 - ¹⁰ Robert Ashton has examined the growing dissatisfaction that London had for Charles I, noting speci (...)
 - ¹¹ Many historians have noted the prevalence of Shrove Tuesday Riots as an expression of dissatisfact (...)
 - ¹² Bucholz – Ward 2012, p. 288-290.
 - ¹³ Lawson Nagel's *The Struggle for London's Militia* details the futile efforts of the Lord Mayor and (...)
 - ¹⁴ The most explicit exploration of this concern is found in Chapman, Jonson, and Marston's *Eastward* (...)
 - ¹⁵ Illana Ben-Amos notes that these young men already moved within a social network of friends, famil (...)
 - ¹⁶ Lacking the freedom of the city afforded full


Burning Pestle was enough to reinforce these stereotypes in the public conversation among most of the audience. Given this, it is little wonder that this isolated enclave of the public sphere often focused on reforming or challenging these stereotypes. Denied a meaningful voice in the city, ¹⁶ these young men were left to carry on conversations among themselves—that is until factions were forming and the opinion of the apprentices were of public concern. Whereas earlier literature addressed the prentice counterpublic obliquely, the late Caroline public sphere flourished with texts that touched on and directly appealed to the concerns of this urban cohort.

guild members and living as indentured servants in t (...)

- 7 This transition from indirect to direct engagement with the apprentices can best be seen in the early ballad *Round, boyes, indeed*, written by Laurence Price in 1637. ¹⁷ This ballad employs the rhetoric that circulated within the apprentice counterpublic while also incorporating this limited audience into a broader community of tradesmen. For instance, the ballad includes numerous references to the shoemaker's craft, including its subtitle *The Shoemakers holy-day*. ¹⁸ References to this minor guild had become a byword for the questionable upward mobility promised industrious apprentices throughout this period. ¹⁹ A line like "S[r]. Hughes bones up we take in hast" ²⁰ might simply call for a footnote in modern editions, ²¹ but in Caroline London, it served as a coded message for the alehouse patrons participating in the apprentice counterpublic. Where *Round, boyes, indeed* differs from previous apprentice literature is the effort it goes through to bring the nuances of this reference into the larger public discussion of capital and class solidarity. While the city deliberated the extent of royal power and the impositions imposed by Charles' Personal Rule, this ballad provoked debates about economic stability and genteel excess—debates that required input from the young men that represented the future of the city and country.
- 8 It might, at first glance, appear that *Round, boyes, indeed* is little more than a common drinking song—a ballad that would have been ignored and left to circulate among the untrained and immature youth of previous decades. But this ballad does more than simply speak to the concerns of the apprentices. In an explicit call and response structure and in verses that survey a broad expanse of the urban community, this text attempts to create common ground among all who might hear it. Echoing throughout the two-part song, the unifying refrain "round Boyes round / Round boyes indeed" highlights verses that place the oft-derided apprentices at the center of the festivities—as symbols of unity and the potential for greater economic success. The young men evoked in the song are, first and foremost, symbols of economic self-sufficiency and the power of communal solidarity. And there is little subtlety to these claims:

If we want our cash ouer night,
round boyes round,
 We shall not long be in that plight,
round boyes indeed
 Next day ere morne God will us send,
 if we to worke our humour bend,
 And merry make each friend with friend
with money to serve our need. ²²

- ¹⁷ Laurence (1628-1675) was a prolific if little-known balladeer that wrote on a variety of subjects (...)
- ¹⁸ Price 1971a, p. 444.
- ¹⁹ Beginning with Thomas Deloney's *Gentle craft* (1597), the Shoemakers held a symbolic place in the e (...)
- ²⁰ Price 1971a, p. 445.
- ²¹ "S. Hughes' Bones" refers to the traditional tools of the shoemaking trade, referencing the mythic (...)
- ²² Price 1971a, p. 445.

- 9 This verse alone evokes a divine blessing, insinuates a renunciation of taxation and usury, and turns to communal relations and the marketplace for strength. As the ballad continues, the titular "round boyes" are praised in a variety of professions, are contrasted with the "cursed crew" and "shirking rook" that would turn from the industriousness of the singer, ²³ and, finally, are held up as a model for friendship throughout "countrie towne and Citie". ²⁴ Throughout the two-part ballad, the need for economic self-sufficiency is constantly invoked as a sign of strength and a source of communal solidarity. And this theme is hammered home most explicitly with the closing line of each verse—"with money to serve our need".
- 10 From the outset, this ballad opens the floor to the alehouse and tavern patrons enjoying the song in a number of simple but telling variations on the refrain—all of which return the focus of this entertainment to the central idea of economic self-sufficiency. The simplified response of "round boyes", however, belies a more nuanced understanding of the term that is elucidated as the song continues. While we might, in this context, assume that "round" implies a sense of completeness—a definition that complements the themes of unity that pervade the ballad, especially the second part. But this is only one possible reading of a term that is repeated 50 separate times throughout the ballad. "Round boyes" can imply a coherent and unified group or, as in this text, it can suggest individuals that have "been developed to the fullest possible extent or degree". ²⁵ 
- 11 While the more common understanding of "round" is certainly evoked in the unifying themes of *Round boyes indeed*, the ballad's turn toward economic maturity and self-sufficiency forces us to reexamine this central term. And in this reading, the "roundness" of the apprentices' education evokes a preparedness to join the larger public sphere. ²⁶ In this case, verse five's

- ²³ *Ibid.*, p. 446.
- ²⁴ *Ibid.*, p. 448.
- ²⁵ *Ibid.*
- ²⁶ As Ben-Amos highlights, the training period for apprentices varied widely depending on the trade f (...)

assertion that "If our Master angry seeme, [...] we little doe of that esteeme", has larger ramifications than simply a devotion to industry or communal solidarity. ²⁷

27 Price 1971a, p 445.

12 Obviously making a political statement, this ballad is not simply an argument for greater independence but an acknowledgement that a Master can inhibit the maturation and economic success of a group —especially when he will not "pay to every man his due" or live by honest means. ²⁸ *Round, boyes, indeed*, in presenting the sublimated concerns of the apprentices to a broader public, reconciles the profane idea of rebellion based on economic self-sufficiency, a central tenant of the apprentice counterpublic, with the ideals of industry and community that form the foundation of the entire guild system. In the face of royal overreach on both economic and military issues, this revolutionary claim would certainly resonate. This ballad from 1637 represents a broader movement to incorporate the energy of London's apprentices into a larger debate about royal excess and the primacy of the —a public conversation that would define the city's place throughout the English Revolution.

• 28 *Ibid.*, p. 446.

13 *Round, boyes indeed* joined a whole series of popular literature from 1629-1642 that explicitly addresses the concerns of this counterpublic. For instance, the popular narrative of the lion-fighting Elizabethan prentice, which had been published as a short and detailed romance early in the century, reappears in this period as a ballad with an anonymized protagonist. Instead of the romantic tales of famous liverymen that circulated earlier in the period, ²⁹ *The honour of an apprentice* takes pains to present a relatable everyman that bears more in common with the Caroline apprentices in London than the original's focus on a young man upholding English values abroad. ³⁰ Furthermore, ballads like *The batchelors delight* offered criticism of the apprentice lifestyle superficially couched in hackneyed advice about the pitfalls of an overbearing wife. ³¹ And *The prodigal son converted* countered the prevailing narrative of reckless youth by offering a nuanced take on the well-known biblical parable. ³² Instead of following the advice of countless sermons and conduct manuals to abstain from ~~the sinful course~~, ³³ this ballad ends on a note of temperance and camaraderie :

• 29 This was epitomized by Robert Johnson's *The nine worthies of London*, an epic-inspired examination (...)


• 30 While refusing to name the central prentice, the ballad establishes a number of identifiable detail (...)

• 31 The ballad cites a number of problematic aspects of married life, each of which could just as easi (...)

• 32 *The prodigal son converted* 1640.

• 33 While typically appearing in more didactic literature, the cautionary tales of apprentice misrule (...)

Then young men beware
and make much of your wealth
Yet with a true friend
to be merry and jolly,
With a Bottle or two
I do count it no folly. ³⁴

 ³⁴ *The prodigal son converted* 1640, ln. 12.9-12.

14 It is little wonder that a ballad sung in the alehouses of London would focus on power of community or the pleasure of the "Frolicks run mad", ³⁵ but these boisterous songs offer one aspect of a larger public conversation in which the apprentices of London started speaking openly. The apprentice ballad was only one form in which these young men spoke to the late Caroline public sphere.

• 35 *Ibid.*, ln. 1.4.

15 While the balladeers saw a commercial advantage in writing for this youthful community, the true proof of the apprentices' emergence from the segregated rhetorical enclave of a counterpublic is their avid participation in parliamentary petitions. Throughout the Elizabethan and Jacobean period, these young men had been virtually silenced by guild conventions and cultural norms. If they were able to make themselves heard, their concerns were often defined as mere noise arising from "riotous youth". The historical record of Shrove Tuesday Riots and other apprentice misrule is, with few exceptions, still cast as carnivalesque venting of youthful impulses. ³⁶ But when the people of London turned their attention to Parliament in the wake of Charles I's retreat to Hampton Court in 1642, the apprentices were right there with them — petitions in hand.

• 36 Darnton's exploration of French apprentice misrule offers an in-depth and influential exploration (...)

16 Prior to 1640, the word "apprentice" may have appeared occasionally in the proceedings of previous sessions of parliament, but the Long Parliament had a much different experience. In 1642, the apprentices, bolstered by the leverage afforded by the impending crisis, made a significant change in political tactics. In this year alone, these young men appear to have written at least five distinct petitions. And 1647 saw a similar response, with four separate appeals made on behalf of these young men. This is a notable change, especially on the national stage, and confirms a move into the public sphere for this cohort —as they began participating in this "indisputable right" of all English subjects. ³⁷

• 37 Zaret 2000, p. 86.

17 And the apprentices knew how to play the parliamentary game. As David Zaret notes in *Origins of Democratic Culture*, the tradition of petitioning saw an uptick in the 1630s and 40s, and, as a result, a coherent and politically-engaged national public sphere was able to form. As Parliament sought to exert more political power in the nascent republic, groups from throughout the country started demanding action on a number of different fronts —if through a rigid epistolary genre. Throughout the Tudor and early Stuart reigns, parliamentary petitions were traditionally governed by a series of rhetorical conventions that framed these formal communications from the periphery.

• 38 *Ibid.*, p. 90-94.

Even as tradition was giving way to political expediency, the genre was defined by a deferential attitude from the petitioner, a recent and pressing exigence, and a focus on juridical procedures.³⁸ These letters to parliament might allude to longstanding issues or advocate for political action, but the form demanded a reserved approach rooted in the petitionary nature of the political communication. They were, first and foremost, formal dispatches to those holding the levers of power.

18 Considering their subservient role in the guild hierarchy, the apprentices had little trouble adhering to these restrictive conventions—at least initially. *The apprentices of Londons petition* of 1641 uses the passive voice, an abundance of honorifics, and an appeal to tradition to establish a deferential and formal tone. And while referencing manifold "grievances, and oppressions which hereupon we have suffered at sundry times"³⁹ the petition cites "Schismatical disturbances" in the surrounding region and the revocation of "former Liberties" as the immediate concerns prompting the signatories turn to this form of appeal. As its ultimate goal, this early apprentice petition urges Parliament to strip the suburbs of their corporation and reinstate the traditional market regulations that empowered London's guilds prior to Charles I's meddling.⁴⁰ Acting within the bounds of the petitionary genre, these requests are couched in a legal complaint about London's Charter and the questionable legality of the suburban market.⁴¹ Their complaint, in essence, was that the economic self-sufficiency of the city and its people was being impeded by Charles I's short-sighted and legally dubious moves.⁴² In playing by the rules of the broader public sphere and the petition genre, *The apprentices of Londons petition* sheds light on the apprentices' move from the enclave of their counterpublic into the national consciousness as a political force of their own.

19 However, the thin veneer of this formal petition vanished relatively quickly as polite supplication gave way to the confrontational rhetoric that had developed in the apprentice counterpublic of Jacobean London. As tensions mounted and subsequent petitions contradicted each other, this highly-stylized genre was infused with the contentious and reactive energy that had permeated the ballads of the previous decade. One petition incited the next, as the apprentices of London sought to set the record straight. As a result, the circulation of ballads, plays, and ideas that had created a counterpublic of young guild members emerged into the public rhetoric of printed parliamentary petitions. And the stalls of St. Peter's were more than happy to sell these petitions to a politically-engaged public of householders, liverymen, and apprentices throughout the city.

20 During the English Revolution, the limited audience for the traditionally privileged communication of parliamentary petitions expanded radically as these texts became tools for political propaganda.⁴³ Instead of disseminating information from the periphery to parliament, printed petitions sought to impose "dialogic order" on the public sphere and sway public opinion to the well-reasoned claims of a specific petitioner.⁴⁴ The secretive genre had become an open appeal, and one that the apprentices took advantage of. In fact, *The Apprentices of Londons Petition* (1641) employed rhetorical techniques aimed at a broader, anonymous public from the start to sway opinion on their limited concerns. While principally concerned with the encroaching influence of the suburbs on London's apprenticeship system, this early petition signals an appeal to broader support by describing Stranger craftsmen as schismatic sects and binding their concerns to the "Rebellious insurrection in Ireland" and "the advancement of the Court of Rome".⁴⁵ But this was only the start. The petitions of London's apprentices regularly look to a broader public for support, using the parliamentary genre as a mere formality.

21 In 1642, *A True Remonstrance of the Upright Apprentices* positions the petitioners as active members of the "Church Militant" that "will fight for the good Cause, and be termed valiant". Instead of requesting aid from members of parliament, the author of this petition seeks only to set the record straight. Citing "a certaine scandalous pamphlet, called a Petition for Peace; devised by the malignant Prentices about Towne",⁴⁶ this petition seeks only to ensure its audience that the signatories are passionately aligned with the Parliamentary cause. Only a year after *The apprentices of Londons petition*, this remonstrance appears in a new publicly-engaged form. Where *Londons petition* addresses "your Honours" on fifteen separate occasions,⁴⁷ *A true remonstrance* frames its markedly shorter petition with an aggressive preface. And the language employed is much less restrained and more attuned to the general audience, with parenthetical asides, political jargon,⁴⁸ and casual references to prominent London figures. This is most evident in the concluding assertion that the author makes about the role apprentices have already played in the Revolution: "For we are (*d'ee see*) of that *Tribe of prentices*, that Came at Christ-tide with Clubbs, and Broomestaffes, and Valiantly drove away the King... from *rowsting* so neere the Parliament".⁴⁹ Far from a formal appeal to parliament, *A True Remonstrance* is a call to political action.

- ³⁹ *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A2.
- ⁴⁰ Ashton cites the Corporation of the Suburb (1636) as a prime reason for London's abandonment of th (...)
- ⁴¹ *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A3.
- ⁴² *Ibid.*

- ⁴³ Zaret 2000, p. 220.
- ⁴⁴ *Ibid.*, p. 250-254.
- ⁴⁵ *A true remonstrance* 1642, p. A3.

- ⁴⁶ *Ibid.*, p. A2-3.
- ⁴⁷ *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A3.
- ⁴⁸ Tom Leng notes that the term "malignant" was a common rhetorical tactic for castigating the royali (...)
- ⁴⁹ *A true remonstrance* 1642, p. A3.

- 22 But this call did not go unanswered for long. The antagonism that *A true remonstrance* held for the *Petition for peace* was soon countered by *The humble petition and remonstrance of diverse citizens*.⁵⁰ In a further move from the tradition of parliamentary petitions, this pamphlet has all the trappings of the formal epistolary genre but none of the motivating impulses. While the *Londons petition* requested parliamentary aid and *A true remonstrance* asked to set the record straight, *The humble petition* seeks only to perpetuate a prejudiced story of political oppression. This pamphlet provides a detailed report of what happened when the petitioners “utterly declaim[e] that Remonstrance” and attempted “to present unto your Honours an humble Petition of a contrary nature” on December 7, 1642. Instead of using these events to motivate a juridical intercession, the *Humble petition* focuses attention on the outsized response of “some few Inhabitants of this City of London, not exceeding the number of one hundred”, including “brandishing their swords to the great affrightment, and amazement of the Petitioners”.⁵¹ While not a true parliamentary petition, the *Humble Petition* uses the genre’s conventions to justify its political motivations and rally public support to the “Malignant dogges that would have Peace” —the libelous claim that the pamphlet’s author attributes to his persecutors.⁵² This *Humble petition* attempted to influence public opinion against the riotous “Tribe of Prentices” and counter the claims raised in a *True remonstrance*.
- 23 In this cross-petitionary exchange, *The humble petition* and *A true remonstrance* impose dialogic order on the debate over the role of apprentices in the English Revolution. While attempting to stifle their message, *The humble petition* meaningfully engages with the ideas and assertions of a previously subordinated public and, in doing so, offers a final affirmation of the apprentices’ place in the broader public sphere. While historically dismissed as riotous, idle and immature young men, the apprentice counterpublic was now positioned as a legitimate and meaningful political threat —one worthy of being contested in public.
- 24 The most difficult step for any counterpublic is turning outward and affecting change in the larger public sphere.⁵³ This movement from the periphery can result in, as Warner feared in his own case studies, an abandonment of the innovative rhetoric that defined the insular rhetorical community and empowered its participants.⁵⁴ Or it can lead to merging of rhetorical approaches. For the young men of early modern London, the apprentice counterpublic provided a rhetorical arena in which to hone the confrontational language and responsive tactics that would allow them to enter the public sphere as a meaningful political force when the time came. And when the war seemed imminent, these young men used the low genre of the broadside ballad and the formal communication of the parliamentary petition to make themselves heard.
- 25 While the petitions filed by the apprentices from 1641-1647 were not always successful, the power of these young men to affect change throughout the period is undeniable. As the Civil Wars progressed, broadsheets boasted regularly of the valor of the apprentices for both sides.⁵⁵ Pamphlets, ballads and conduct books from the mid-seventeenth century treat the prentices as significant and meaningful auditors, no longer casting them as raucous or idle youth.⁵⁶ The caricature of the apprentice that had strut the Jacobean stage was replaced by a new publicly lauded character. Instead of a drunken, idle and romantic fool, the literature of the period reveals a boisterous and engaged youth, ready to argue their case in the public sphere —whether they are true citizens of London or not.
- 26 Considering this change, it is little surprise that Charles I’s “Exhortation” did not have the desired effect. The propagandistic ballad was not able to instigate a largescale defection in Essex’s ranks nor did it provoke rioting in the city. J.E. App, the author of the “Exhortation”, made a crucial mistake in addressing the apprentices in 1641. He assumed that they were a malleable and immature force. But where the royalist accused these young men of being intimidated by Essex’s army, he failed to recognize the true “lyon [that] lurketh in the way”⁵⁷ —the publicly-engaged and politically aware apprentices of London.
- 50 *The humble petition* 1643.
 - 51 *Ibid.*, p. A3.
 - 52 While not definitively an apprentice crowd, the pamphlet’s timing and various references to the Re (...)
 - 53 Warner 2005, p. 220-223.
 - 54 Berlant – Warner 2005, p. 203-206.
 - 55 *Exceeding joyfull news 1642 and Strange and terrible newes 1647*.
 - 56 P.W. 1641; Price 1971b; Jackson 1640.
 - 57 App 1841, p. 68.

Bibliographie

Primary Sources

App 1841 = J.E. App, *A use of exhortation to the London apprentices*, in

C. McKay (ed.), *A collection of songs and ballads relative to the London prentices*, London, C. Richards, 1841, p. 67-69.

Apprentices of Londons petition 1641 = Apprentices of Londons petition presented to the honourable court of parliament, London, J. Greensmith, 1641 (*Thomason Tracts*).

Chapman – Jonson – Marston 2001 = G. Chapman, B. Jonson, J. Marston, *Eastward Ho*, in J. Knowles (ed.), *The roaring girl and other city comedies*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 67-140.

The batchelors delight, London, P.G., 1623-1661 (?) (*Wing Short Title Catalogue*).

Exceeding joyfull news 1642 = Exceeding joyfull news from Oxford-shire, London, T. Watson, 1642 (*Wing Short Title Catalogue*).

The honour of an apprentice of London, London, F. Coles et al., 1640 (*Wing Short Title Catalogue*).

Humble petition 1643 = The humble petition and remonstrance of divers citizens of the city of London and inhabitants of Southwarke, London, W. Webb, 1643, (*Wing Short Title Catalogue*).

Deloney 1912 = T. Deloney, *The gentle craft*, in F.O. Mann (ed.), *The works of Thomas Deloney*, Oxford, Oxford Clarendon Press, 1912, p. 69-210.

Johnson 1592 = R. Johnson, *The nine worthies of London*, London, T. Orwin, 1592, (*Short Title Catalogue*).

Jackson 1640 = A. Jackson, *The Pious prentice, or, the prentices piety*, London, E.G., 1640, (*Short Title Catalogue*).

Moore 1641 = P. Moore, *The apprentices warning-piece*, London, H. Walker, 1641 (*Thomason Tracts*).

Price 1971a = L. Price, *Round, boys, indeed*, in H. Rollins (ed.), *A Pepysian Garland*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1971, p. 443-448.

Price 1971b = L. Price, *News from Hollands Leaguer*, in H. Rollins (ed.), *A Pepysian Garland*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1971, p. 399-406.

The prodigal son converted 1640 = The prodigal son converted, London, R. Burton, 1640 (*Wing Short Title Catalogue*).

P.W., *The apprentices lamentation together*, London, W. Larnar, 1642 (*Thomason Tracts*).

Ricketts 1971 = C. Ricketts, *Charles Ricketts his recantation*, in H. Rollins (ed.), *A Pepysian Garland*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1971, p. 420-424.

Strange and terrible newes 1647 = Strange and terrible newes from Moor-Fields, London, 1647 (*Thomason Tracts*).

A true remonstrance 1642 = A true remonstrance of the upright apprentices of London, London, J.M., 1642 (*Thomason Tract*).

Secondary Sources

Ashton 1996 = R. Ashton, *Insurgency, counter-insurgency and inaction*, in S. Porter (ed.), *London and the Civil War*, London, 1996, p. 45-64.

Ben-Amos 1994 = I.K. Ben-Amos, *Adolescence and youth in Early Modern England*, New Haven (CT), 1994.

Berlant – Warner 2005 = L. Berlant, M. Warner, *Sex in Public*, in M. Warner (ed.), *Publics and Counterpublics*, New York, 2005, p. 187-208.

Bucholz – Ward 2012 = R.O. Bucholz, J.P. Ward, *London: A social and cultural history, 1550-1750*, New York, 2012.

Darnton 1984 = R. Darnton, *The Great Cat Massacre*, New York, 1984.

Heverin 2017 = D. Heverin, "Thou trade which didst sustaine my poverty": Thomas Heywood's *The Four Prentices of London* and the emergence of a rhetorical counterpublic, in *Ben Jonson Journal*, 24-2, 2017, p. 223-245.

Leng 2015 = T. Leng, "Citizens at the door": Mobilising against the enemy in *Civil War London*, in *Journal of Historical Sociology*, 28-1, 2015, p. 26-48.

Nagel 1996 = L. Nagel, "A great bouncing at every man's door": The struggle for London's militia in 1642, in S. Porter (ed.), *London and the Civil War*, London, 1996, p. 65-88.

Palmer 2004 = R. Palmer, *Price, Laurence (fl. 1628-1675), ballad and chapbook writer*, in *Oxford Dictionary of National Biography*, 2004.

Smith 1984 = S.R. Smith, *The London apprentices as seventeenth-century adolescents*, in P. Slack (ed.), *Rebellion, popular protest and the social order in Early Modern England*, Cambridge, 1984, p. 219-231.

Warner 2005 = M. Warner, *Publics and counterpublics*, New York, 2005.

Zaret 2000 = D. Zaret, *Origins of democratic culture*, Princeton (NJ), 2000.

Notes

1 Both Thomas Heywood's *Edward IV* (1599) and Shakespeare's *Henry VI, Part 1* (1591) credit the riotous intervention of the young men of London with the prevention of a full-scale rebellion in the history play genre. And Thomas Dekker's *Shoemaker's Holiday* (1599) cheers on the guild-centered solidarity afforded a riot in the closing act of the play.

2 The most famous example of this critique is found in the metatheatrical intervention of the lampooned character Rafe in Beaumont's *Knight of the Burning Pestle* (1607).

3 App 1841, p. 68.

4 Due to the anonymity of most English balladeers throughout the period, the identity of "J.E. App" cannot be established. However, as this study investigate the circulation of texts among the apprentices of early modern England, the author of a single text is less important than the rhetorical tactics used to appeal to a specific public.

5 App 1841, p. 69.

6 *Ibid.*

7 In the social imaginary of early modern London, "apprentice" was a collective term used in the literature to refer to unmarried journeymen, discharged soldiers, and, of course, apprentices. Smith 1984.

8 This is first evident in Heywood's *Four Prentices of London* but also emerged in dramatic and prose texts throughout the late Tudor period. Heverin 2017, p. 223-245.

9 A rhetorical counterpublic, following Michael Warner's definition, is an insulated community of marginalized individuals that craft a rhetorical community on the boundaries of the public sphere. While separated from the critical eye of the center, this rhetorical arena empowers its participants by providing space for ratio-critical discourse among individuals disenfranchised in the broader ~~public sphere~~. Warner 2005, p. 119-124.

10 Robert Ashton has examined the growing dissatisfaction that London had for Charles I, noting specifically his incorporation of the suburbs in 1636 and his insistent demand for funding from the urban community, Ashton 1996, p. 45-64.

11 Many historians have noted the prevalence of Shrove Tuesday Riots as an expression of dissatisfaction from the London's apprentices, but these semiannual ~~outbursts~~ had been cast as youthful outbursts of no real consequence by all but those that suffered from their effects. The Riots of 1595 and the Evil May Day of 1517, however, were treated with a seriousness that resonated throughout the period, but even here, the apprentice's concerns were mostly ignored as efforts were pursued to prevent these riots from happening again, see Bucholz – Ward 2012, p. 268-308.

12 Bucholz – Ward 2012, p. 288-290.

13 Lawson Nagel's *The Struggle for London's Militia* details the futile efforts of the Lord Mayor and other Cavalier factions to maintain control of London's volunteers, composed primarily of the apprentices and other young bachelors of the city, prior to the start of the English Civil Wars. Nagel 1996, p. 65-88.

14 The most explicit exploration of this concern is found in Chapman, Jonson, and Marston's *Eastward Ho* (1605). This city comedy offers juxtaposed apprentice characters in the virtuous Golding and the riotous Quicksilver, and the plot revolves around the ability of the former to manage his reputation and the inability of the latter to balance his social ambitions with his social credit.

15 Illana Ben-Amos notes that these young men already moved within a social network of friends, family and neighbors but that these informal relationships had much less impact on an apprentice's success than guild ties and a good public reputation. Ben-Amos 1994.

16 Lacking the freedom of the city afforded full guild members and living as indentured servants in the houses of their masters, the apprentices of the city had little opportunity to voice an opinion, beyond the periodic misrule of all youth.

17 Laurence (1628-1675) was a prolific if little-known balladeer that wrote on a variety of subjects throughout the period. Palmer 2004.

18 Price 1971a, p. 444.

19 Beginning with Thomas Deloney's *Gentle craft* (1597), the Shoemakers held a symbolic place in the early modern public sphere as champions for the rights of the working class and, for the apprentices, an illustration of the flawed ideals of the guild's education system. The legendary ascension of Simon Eyre to the Lord Mayoralty, as depicted in Deloney's *Craft* and Dekker's *Shoemaker's holiday*, served as a renowned tale of guild power, but Deloney's two-part collection of tales established a rich mythos that served as a reference point for authors throughout the rest of the period. Deloney 1912.

20 Price 1971a, p. 445.

21 "S. Hughes' Bones" refers to the traditional tools of the shoemaking trade, referencing the mythic martyrdom of Sir Hughes, a legendary medieval shoemaker whose romantic pursuit of St. Winifred is the opening narrative in Deloney's *Gentle craft*.

22 Price 1971a, p. 445.

23 *Ibid.*, p. 446.

24 *Ibid.*, p. 448.

25 *Ibid.* 

26 As Ben-Amos highlights, the training period for apprentices varied widely depending on the trade for which they were indentured, but by law, these young men were forced to remain subservient for a seven-year period. This discrepancy resulted in many late-stage apprentices working as independent journeymen but without the freedom of the city afforded the full guild members. Ben-Amos 1994, p. 124-130.

27 Price 1971a, p. 445.

28 *Ibid.*, p. 446.

29 This was epitomized by Robert Johnson's *The nine worthies of London*, an epic-inspired examination of the lives of noteworthy Lord Mayors from the city's history, but Deloney's *Gentle craft* took this romantic ideal and rooted it in a more "realistic" historical account.

30 While refusing to name the central prentice, the ballad establishes a number of identifiable details, including the location of his master's shop and his birthplace. Additionally, the first part of the song concludes with a boast that would resonate with its audience: "I am no boy nor traytor, thy speeches I defy, Which here will be revenged Upon thee by and by: *A London prentice still shall prove as good a man As any of your Turkish Knights*". The first part emphasizes the protagonists' roots in a recognizable community, but the second part of the ballad develops into a fantastical knight-errant romance. *The honour of an apprentice of London* 1640.

31 The ballad cites a number of problematic aspects of married life, each of which could just as easily be attributed to the contracted indenture of an apprenticeship, including a loss of economic viability (8.3-6), a tendency to be micromanaged (9.2-4), and a risk of the relationship deteriorating over time (12.3-6). *Batchelors delight* 1623-1661(?).

32 *The prodigal son converted* 1640.

33 While typically appearing in more didactic literature, the cautionary tales of apprentice misrule were not restricted to the pulpit or the conduct guide. The ballad *Charles Rickets his recantation* (1633) and the pamphlet *The apprentices warning-piece* (1641) both offer traditional depictions of youthful revolt that devolve to murder and the hangman's noose. These are consistent with earlier literary depictions of apprenticeship, but these two later texts ~~reveal a perfunctory nature that~~ expose the waning of this trope.

34 *The prodigal son converted* 1640, ln. 12.9-12.

35 *Ibid.*, ln. 1.4.

36 Darnton's exploration of French apprentice misrule offers an in-depth and influential exploration of the petty rebellion of eighteenth-century apprentices, but the incident that is investigated in the *Great Cat massacre* is easily translatable to the minor infractions of many Caroline apprentices in London. Darnton 1984, p. 75-106.

37 Zaret 2000, p. 86.

38 *Ibid.*, p. 90-94.

39 *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A2.

40 Ashton cites the Corporation of the Suburb (1636) as a prime reason for London's abandonment of the Charles I's cause, as this and other fund-raising schemes taxed the patience of the freeman of the city. But the Corporation of the Suburbs went

further in infringing on the guild monopolies that had enriched and empowered the city for centuries. Ashton 1996, p. 48.

41 *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A3.

42 *Ibid.*

43 Zaret 2000, p. 220.

44 *Ibid.*, p. 250-254.

45 *A true remonstrance* 1642, p. A3.

46 *Ibid.*, p. A2-3.

47 *Apprentices of Londons petition* 1641, p. A3.

48 Tom Leng notes that the term “malignant” was a common rhetorical tactic for castigating the royalists forces without impugning the king himself. This term, as a result, was used frequently to evoke pathos and partisan passion throughout the Civil War. Leng 2015.

49 *A true remonstrance* 1642, p. A3.

50 *The humble petition* 1643.

51 *Ibid.*, p. A3.

52 While not definitively an apprentice crowd, the pamphlet’s timing and various references to the *Remonstrance* suggest that *The humble petition* was a direct response to the *True remonstrance*. Furthermore, the stated rhetoric of this crowd mirrors the aggressive tone and suggested actions of the “Church Militant” cited in apprentices’ petition of 1642. *Humble petition* 1643, p. A2-3 and *True remonstrance* 1642, p. A3.

53 Warner 2005, p. 220-223.

54 Berlant – Warner 2005, p. 203-206.

55 *Exceeding joyfull news* 1642 and *Strange and terrible newes* 1647.

56 P.W. 1641; Price 1971b; Jackson 1640.

57 App 1841, p. 68.

Pour citer cet article

Référence électronique

Drew Heverin, « “A Lyon Lurketh in the way”. The apprentices of London, the Caroline public sphere, and the realization of a political force », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 10 février 2020, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6691>

Auteur

Drew Heverin

University of Kentucky, drewheverin@uky.edu

Droits d’auteur

© École française de Rome



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830

Victoria López Barahona et José Antolín Nieto Sánchez

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | citation | auteurs

Résumés

Español English

Este artículo estudia la retribución de los aprendices artesanos de Madrid desde 1600 a 1830. Para ello nos valemos de más de 4.000 escrituras de aprendizaje recopiladas en el Archivo Histórico de Protocolos de Madrid, un repertorio documental que permite conocer los renglones de gasto (comida, alojamiento, vestuario, calzado, lavado de ropa, asistencia en enfermedades) que los maestros tenían con sus pupilos, así como la parte asumida por los tutores de estos. Gracias al tratamiento sistemático de esta documentación podemos sostener que la retribución en especie fue mayoritaria en nuestro período de estudio, aunque el salario monetario fue ganando peso; que la aparición de un segmento significativo de aprendices mayores de veinte años introdujo exigencias diferentes a las de los pupilos menores; y que las fábricas privilegiadas por los ilustrados fueron las que más recurrieron a una mano de obra infantil mal pagada y predominantemente femenina. En suma, la retribución de los aprendices artesanos se convierte en un elemento básico para explicar los niveles de vida y la reproducción de muchas unidades domésticas urbanas.

Entrées d'index

Keywords : remuneration, artisan, apprenticeship, Madrid, social history, Early Modern History

Palabras claves : retribución, aprendizaje, artesano, Madrid, historia social, Edad Moderna

Plan

La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830

Fuentes documentales y metodología

La retribución no monetaria del aprendizaje



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830

Victoria López Barahona et José Antolín Nieto Sánchez

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | citation | auteurs

Résumés

Español English

The remuneration of artisan apprenticeship in Madrid, 1600-1830. This paper examines the retribution of artisans' apprentices in early modern Madrid, using as a main source a data set of over 4,000 indenture contracts kept in the Archivo Histórico de Protocolos de Madrid. These instruments contain detailed information about the various items that apprentices' earnings were comprised of (food, lodging, clothing, footwear, laundry, health care), and also the part that the apprentices' representatives contributed to their maintenance. The analysis of this body of evidence shows that payments in kind were prevalent in apprentices' remunerations, although monetary payments progressively gained ground in the later part of the period studied. Secondly, the presence of a significant number of apprentices over twenty years of age introduced conditions different to those usually agreed for younger apprentices. Thirdly, in the eighteenth century the royal and state-sponsored factories, promoted by enlightened politicians, were the greatest employers of low paid child labour, predominantly female. In sum, artisan apprenticeship remuneration reveals itself as a basic factor to the accounts on living standards and the reproduction of many urban family units.

Entrées d'index

Keywords : remuneration, artisan, apprenticeship, Madrid, social history, Early Modern History

Palabras claves : retribución, aprendizaje, artesano, Madrid, historia social, Edad Moderna

Plan

La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830

Fuentes documentales y metodología



Texte intégral

La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830

- 1 Este estudio ² analiza la retribución de los artesanos de Madrid en la Edad Moderna partiendo de su etapa inicial, el aprendizaje. Se suele asumir que lo que el aprendiz recibía durante su tiempo de contrato era exclusivamente en especie (comida, vestuario, ropa limpia, cama, calzado...). Sin embargo, esta investigación destaca también la aportación creciente de una parte monetaria de la remuneración, así como la versatilidad en las formas y combinaciones que las partidas monetarias y no monetarias tenían dependiendo de las costumbres de cada oficio, las necesidades de los maestros y las familias de los aprendices, y el carácter privado o público de los contratadores. La perspectiva de largo plazo adoptada permite, además, detectar la evolución de la retribución y su composición ³. El principal objetivo es desvelar los mecanismos de la retribución en el período moderno y reflexionar sobre la condición salarial o no del aprendizaje ⁴.
- 2 La exposición se divide en tres partes. La primera presenta las fuentes y metodología empleadas, así como los resultados respecto a las retribuciones artesanas en especie, desglosadas en comida, vestuario, calzado, cama, cura de enfermedades y otras partidas; y monetarias, que a su vez se dividen en retribuciones regulares recibidas durante el período de contrato, y gratificaciones o premios al aprendizaje otorgados al concluir el mismo. La segunda sección examina el aprendizaje como una relación laboral teniendo en cuenta los riesgos y beneficios que de ella se derivaban para ambas partes, maestros y aprendices. La última parte completa el cuadro del aprendizaje en el Madrid moderno incluyendo el que tenía lugar en instituciones públicas como colegios de huérfanos, hospicios y algunas fábricas estatales, que, al no ser numéricamente despreciable, permite una comparación. Esperamos con ello enriquecer el estudio del trabajo y el salario en las sociedades modernas aportando nuevas fuentes y perspectivas de análisis.

- 1 Este trabajo se inserta en el proyecto HAR2014-53298-C2-2-P (*Nuevas perspectivas en la Historia So (...)*)
- 2 Esta investigación forma parte del proyecto *Privilegio, trabajo y conflictividad. La sociedad mode (...)*
- 3 Algunas investigaciones hispanas sobre el aprendizaje en Zofío 2005; Lorenzo 2009; Moreno 2015; So (...)
- 4 Sobre la retribución artesana existe una amplia bibliografía reciente. Sin ánimo de exhaustividad, (...)

Fuentes documentales y metodología

- 3 Hacia 1750 la administración estatal realizó un esfuerzo sin parangón para conocer la riqueza del país en sus más variados tipos. En el campo de las retribuciones laborales, los redactores del *Catastro* se enfrentaron a una maraña de formas y calendarios laborales casi imposibles de traducir en números concretos ⁵. Para Madrid, el *Censo de Artes y Oficios* de 1757 cuantificó el ingreso en moneda de todas las categorías profesionales y fijó en 180 días el calendario laboral. Otras fuentes revelan que los ilustrados tenían dificultades para conocer la cultura menestral, su concepción del tiempo y sus formas retributivas. No en vano, el salario monetario convivía con el no monetario; a los maestros artesanos independientes se unían muchos otros trabajando a jornal; y el calendario laboral puede elevarse a 282 días para estas mismas fechas ⁶.
- 4 Sobre estos aspectos arrojan luz los contratos de aprendizaje suscritos entre los maestros y los padres o tutores de los aprendices (o estos mismos si eran mayores de edad), ya que eran muy pocos los que se escrituraron entre maestros y oficiales. Para este estudio hemos utilizado una muestra de más de 4.000 escrituras de aprendizaje, custodiadas en el Archivo Histórico de Protocolos de Madrid, que cubren el período 1600-1830 y son relativas a 150 oficios, agremiados y no (tabla 1). El mayor desequilibrio de esta muestra tiene que ver con el sexo: los 59 contratos de aprendizas suponen poco más del 1%, todos en oficios textiles (tejidos de seda, bordados, encajes, modistería) ⁷. Otro desequilibrio es el cronológico: desde la derogación de la obligatoriedad del aprendizaje en 1798 hubo un importante declive de escrituras.

- 5 Matilla 1961; Nieto 2006.
- 6 García-Zúñiga 2014.
- 7 Los motivos están en las circunstancias que rodeaban el aprendizaje femenino, analizadas por López (...)

Tabla 1 – Muestra de los contratos de aprendizaje, 1600-1830.

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Décadas		Casos		Décadas		Casos		Décadas		Casos	
1600	1610	114	110	1700	1710	284	210				
1620	1630	113	126	1720	1730	318	174	1800			
1640	1650	146	228	1740	1750	167	174	1810		30	46
1660	1670	154	231	1760	1770	219	246	1820		16	17
1680	1690	197	341	1780	1790	242	141	1830			
Totales		1760				2175				109	

- 5 Los contratos de aprendizaje protocolizados estipulan las obligaciones y derechos de ambas partes, pero no son homogéneos en forma y contenido; y, aunque pocos, algunos no expresan con claridad los conceptos retributivos que corresponden a maestros y tutores del aprendiz, introduciendo fórmulas vagas como que los maestros darán al pupilo "todo lo necesario para el mantenimiento de su cuerpo y decencia", la "manutención diaria". En estos casos cogimos el compromiso de los maestros a proporcionar alimento, bebida, vestuario, calzado, lavado de ropa y cierta atención sanitaria, que es lo que incluyen el grueso de los contratos. Igualmente, hemos mantenido la bebida en el rubro "comida". Por "ropa limpia", entendemos su lavado, que a veces incluye cosido y remiendo. El componente no monetario de la remuneración se ha dividido, por tanto, en comida, vestuario, calzado, ropa limpia y cama ⁸.
- 6 Para comparar las retribuciones de los aprendices de maestros privados —casi toda la muestra—, con las percibidas en otros ámbitos, hemos incorporado información de los aprendices internos del Hospicio del Ave María, que albergaba jóvenes de ambos sexos en salas separadas, y el Colegio de Niñas de la Paz, sólo femenino. Los libros de asiento y registro de estas instituciones, conservados en el Archivo Regional de la Comunidad de Madrid, reflejan las remuneraciones entre fines del siglo XVIII e inicios del XIX ⁹.
- 7 A continuación, examinamos las condiciones de las escrituras de aprendizaje relativas a las retribuciones, que conforman su núcleo central. Hay que señalar que algunos contratos contemplaban el pago al maestro por los padres o tutores del menor (o el propio aprendiz si es mayor de edad) como remuneración por su enseñanza; son pocos casos, restringidos a familias acomodadas y oficios de cierto prestigio. La norma era que las cargas del aprendizaje se repartieran entre las partes o recayeran totalmente en el maestro, sobre todo cuando el aprendiz era huérfano y su familia carecía de recursos. Atenderemos, primero, a la parte en especie de la retribución, y después a su componente monetaria.

⁸ Sobre trabajos que priman lo cualitativo en el ámbito retributivo, Sonenscher 1983; Hufton 1974; F (...)

⁹ Esta información ha sido examinada recientemente en Agua 2012; Agua 2014.

La retribución no monetaria del aprendizaje

- 8 Una mirada a largo plazo permite detectar los cambios ocurridos en las principales condiciones que suscribieron maestros y tutores en los contratos de aprendizaje. Así lo vemos en la tabla 2 que muestra la evolución de los renglones retributivos monetarios y no monetarios.

Tabla 2 – Retribución monetaria y no monetaria de los aprendices, 1600-1834 ¹⁰.

		Retribución no monetaria					Retribución Monetaria
		Comida	Vestuario	Calzado	Ropa Limpia	Cama	
	Total	%	%	%	%	%	%
1600-49	602	97,6	68,1	67,1	85,4	89,3	1,8
1650-99	1131	96,5	65,7	65,7	85,4	80,6	1,6
1700-49	1141	89,1	57,9	55,3	71,9	67,2	4,3
1750-99	999	86	36,7	26,5	55,9	67,6	9,7
1800-34	108	58,3	16,6	12,9	29,6	39,8	31,4
1600-1834	3981	90,9	53,8	48	72,6	73,7	5,3

- 9 La comida, entendida como almuerzo, comida y cena, así como la bebida, es la partida más estable del período, que corría a cargo del maestro. Se consigna

¹⁰ La diferencia entre los totales de las tablas 1 y 2 obedece a que en la primera se han incluido to (...)

en 9 de cada 10 contratos. Tiende a la baja desde sus inicios hasta fines del siglo XVIII, y acusa un descenso notable en el último tramo temporal, cuando solo 6 de cada 10 contratos contemplan la obligación del maestro de alimentar al aprendiz.

- 10 La partida "vestuario" incluye la dotación de prendas de "interior y exterior", "nuevo" o "viejo". A veces se dejaba al "gusto" del maestro por ser "estilo del oficio", o bien "según su clase y estado" o el "estilo de aprendiz". Esta partida no es tan frecuente como la comida en los contratos: poco más de la mitad la incluyen como obligación del maestro. Como el resto de renglones de gasto no monetario, este fue de más a menos. Entre 1600 y 1649 casi 7 de cada 10 contratos incluyen el vestuario del aprendiz, mientras que en 1750-99 son solo el 36,7% del total, y desde 1800 el 16,6%. En los contratos que no obligaban al maestro a proporcionar vestuario, este recae en los tutores, sobre todo cuando son las madres o parientes femeninos del aprendiz, lo que suele incluir lavar y remendar la ropa.
- 11 Los contratos consignan el aseo semanal del vestuario del aprendiz bajo el rubro "ropa limpia". Esta partida fue muy importante en el siglo XVII, pero en la segunda mitad del XVIII solo está presente en algo más de la mitad de las escrituras y en tres de cada diez en el tramo final. El calzado, que podía incluir zapatos y medias, es la partida con menor presencia en los contratos: pasó de 2 de cada 3 escrituras en la primera mitad del siglo XVII a ser casi testimonial al fin del estudio. El concepto de cama (a veces aparece como "casa") implica que el aprendiz permanece en la vivienda del maestro. Es consignado en tres de cada cuatro contratos, perdiendo fuerza, asimismo, hasta que al final solo lo explicitan como responsabilidad del maestro 4 de cada 10 contratos.
- 12 En suma, excepto la comida, el resto de partidas tienen un comportamiento errático que revela una relación muy estrecha entre duración de los contratos, carácter interno o externo del aprendiz, edad, situación familiar (si es huérfano o no) y prácticas de cada oficio —"costumbre", "estilo"—. Si los aprendices eran externos, sobre todo cuando sobrepasaban los 20 años, los maestros se ahorraban la cama y a veces el aprendiz asumía la manutención ¹¹. Aunque las escrituras son opacas en estos aspectos, las condiciones retributivas estuvieron sujetas a las necesidades de maestros y aprendices. Si a aquéllos les urgía contratar mano de obra, las condiciones eran más generosas para el aprendiz; por contra, si era éste el que necesitaba ofrecerse al maestro —huérfanos, mayores de edad—, los maestros se beneficiaban al ser el pupilo o sus tutores quienes les retribuían por la enseñanza.
- 13 ¿Qué suponía económicamente para un maestro la contratación de un aprendiz? Muy pocas cartas informan al respecto. En lo relativo a la alimentación solo una escritura de 1656 expedida por un maestro portaventanero especifica que daría a su aprendiz, hombre casado, dos reales diarios para la comida. En las décadas de 1650 y 1660, varios maestros doradores, alojeros, zapateros y sombrereros otorgaron bula anual para que los aprendices pudiesen comer carne en tiempo de vigilia.
- 14 La partida de vestuario era importante, teniendo en cuenta que la ropa, especialmente la nueva, era un artículo caro, inaccesible para muchos. Por lo general, la dotación de vestuario se hacía al año y podía constar de una o dos camisas, "un par de medias y una camisa", "calzón y ropilla de paño", "colete y calzones. En estos casos se trata de vestidos nuevos completos. Pero los maestros también proporcionaban los suyos viejos; muchos de estos vestidos usados durante el aprendizaje pasaban a propiedad del pupilo al acabar su adiestramiento.
- 15 La elección del vestuario dependía tanto de lo que el maestro podía aportar como de la condición social del aprendiz y, más comúnmente, de la costumbre y requerimientos del oficio, que tenía en la ropa uno de sus signos de identidad. Esta es la partida que más rastros cuantitativos ha dejado en las escrituras. Varias contrataciones de comienzos del siglo XVII concretan la cantidad aportada por el maestro en este concepto: oscilaban entre los 88 reales al año para un maestro albañil y los 275 para un maestro zapatero de nuevo. Pero, en general, se mantuvo entre 88 y 100 reales en las primeras décadas del siglo. Ya en su segunda mitad, el proceso inflacionario debió ser causa del aumento del gasto en esta partida. Entrado el siglo XVIII las condiciones de gasto de vestuario aparecen expresadas en meses y a inicios del siglo XIX incluso en días. De uno u otro modo, el gasto en vestuario era con diferencia el más elevado. Por ello hubo maestros que lo solventaron proporcionando ropa usada propia, llegando a acuerdos con los tutores para compartir los gastos, reservándolos para la recompensa final o incluyendo esta partida en la etapa final de aprendizaje, cuando el aprendiz ya estaba produciendo un beneficio al maestro.
- 16 En cuanto al lavado de la ropa, el equivalente monetario se hace explícito en muy pocos casos. Sólo en el último cuarto del XVIII, algunos zapateros de nuevo especifican que darán al aprendiz un real todos los domingos para "ayuda de lavarle la ropa".

- ¹¹ Estos aprendices no son la mayoría. Más información en López – Nieto 2016.

- 17 A diferencia del vestuario, las partidas de calzado no concretan la cuantía del gasto, aunque sí el número de zapatos que proporcionaban los maestros a sus pupilos, lo que desmiente la imagen tópica del aprendiz descalzo. Algunos maestros se comprometían a reemplazar "todos los zapatos que el aprendiz rompiese", y otras añaden medias y, en menor medida, calzas (esto solo en el siglo XVII). En ocasiones, este gasto se repartía entre las partes o el maestro lo reservaba para el final del aprendizaje. Por supuesto, los más dados a incluir en sus condiciones la partida de calzado eran los zapateros de obra prima y de viejo.
- 18 La partida de cama aparece poco desarrollada en los contratos. Solo y debido a su especificidad merece destacarse la escritura suscrita en 1746 por un maestro sastre en la que se describe la cama dotada de "un colchón de estopa poblado de lana, una sábana de lienzo, una manta blanca y una colcha manchega vieja", la que al fin del aprendizaje el maestro obligaba a que se le devolviese. Del resto de las contratas solo se puede rescatar el compromiso de un maestro pasamanero en 1770 al detallar que ofrecería "habitación cómoda" a su aprendiz y el de un zapatero que en 1801 añadía que daría al suyo "ropa de cama para el abrigo de dormir". Aunque otras fuentes indican que los aprendices dormían en el taller, las escrituras son opacas en este sentido. Solo unos mercaderes tejedores de medias concretaban en 1739 que facilitarían "cama" a su aprendiz "para que duerma en la fábrica". Y varias escrituras de cabestreros suscritas hacia 1750 aclaran que el "aprendiz dormirá en casa del maestro para estar pronto al trabajo cuando sea necesario", y "para que esté allí cuando [el maestro] abra la puerta". Nunca se traduce en cifras el gasto de esta partida.
- 19 Otras partidas no incluidas en el cuadro se refieren a la curación de las enfermedades que podía contraer el aprendiz. Es una condición presente en el grueso de contratos, que conllevaba el gasto en botica, cirujano, etc., siempre que el mal no fuese contagioso ni excediese un número de días (entre 8 y 15). Menos abundantes, otras partidas incluían la dotación de todas o parte de las herramientas del oficio. Solo la contemplan algunos zapateros, barberos y maestros de instrumentos musicales. Caso curioso es el de un herrador que, en 1724, se compromete a proporcionar a su aprendiz, cuando llegue a la mitad del contrato, "los libros que hubiese de la facultad de herrador". Los derechos de examen aparecen también ocasionalmente como parte de la retribución del aprendiz. Esta práctica era corriente entre los tejedores de lienzos, confiteros, entalladores, ensambladores, sombrereros, barberos, estereros, esparteros, cereros, boteros y herradores.
- 20 Los contratos femeninos, aunque bastante minoritarios en la muestra de escrituras, revelan las mismas condiciones en el renglón de la retribución en especie —comida, vestido, cama, curas, etc.— en combinaciones variables. Rigen aquí también las estipulaciones acostumbradas en lo relativo a las obligaciones del padre o tutor: no romper el contrato sin justificación y devolver al taller al aprendiz o aprendiz en caso de fuga.

La retribución monetaria del aprendizaje

- 21 Durante todo el período de estudio la retribución en especie mantuvo su peso y fue un elemento determinante para las familias de los aprendices a la hora de decantarse por un maestro u otro. Sin embargo, el pago en moneda fue ganando terreno, aunque no llegó a ser hegemónico. El salario monetario que aparece en los contratos englobaba dos partidas: la asignación regular que cobraban los aprendices durante su adiestramiento (sólo consta explícitamente en 117 contratos de 1690-1834 o el 6% total); y la gratificación final o, como se denomina en Europa, el "premio del aprendizaje". Ambos tipos retributivos estaban interferidos por la costumbre de cada oficio ("según estilo", "práctica", "costumbre"), y, como ya indicamos, por la situación personal y familiar del aprendiz.
- 22 Pese a no ser habitual, hubo oficios que se decantaron por pagar en moneda. La implantación de este tipo de retribución se aprecia entre los cabestreros y llevó aparejada la práctica eliminación del pago en especie. Los maestros sombrereros fueron igualmente proclives al pago monetario y sólo persistieron en facilitar la comida a sus pupilos. La retribución mixta también experimentó cambios con el tiempo. Los zapateros, por ejemplo, se aferraron al pago en especie; pero, desde los años 1770, fue en aumento la retribución monetaria, que en los contratos aparece calculada en días, meses e incluso años. En el siglo XIX siguió habiendo salario no monetario y mixto, pero el salario en moneda ganó terreno, sobre todo en el período final.
- 23 Entre los rasgos distintivos de cada oficio vinculados con la retribución están los sistemas de pago. Los contratos revelan varios tipos. El pago por pieza o destajo era habitual entre los zapateros y otros oficios, especialmente cuando el aprendiz llegaba con unos conocimientos ya adquiridos. Algunos contratos de sombrereros estipulaban que, si el aprendiz sabe hacer la tarea, el maestro le dará un real diario, laborables y festivos, desde el comienzo del contrato, y

otros añaden 24 maravedíes si el aprendiz hace tres sombreros al día. El pago por productividad aparece también entre los pasamaneros. Un contrato de 1652 señala a la aprendiz, durante el primer año de contrato, 3 maravedíes por cada vara de cinta que hiciese, aumentándolo a 4 en los dos restantes. Es una modalidad constante en el período. La casuística es amplia, pero el pago por pieza tiende a concentrarse en los años finales del contrato y cuando el aprendiz se asentaba con vistas a completar su adiestramiento. El pago por ganancias era otra modalidad vigente sobre todo entre los impresores. En estos casos, maestros y aprendices dividían los beneficios obtenidos. Varios contratos de tejedores de lienzo del siglo XVII reflejaban que los aprendices aceptaron ir al tercio con sus maestros; otros lo fijaron en una cuarta parte.

- 24 Las propinas y gajes eran corrientes en oficios que no necesariamente se ejercían en el taller, tenían cierto carácter de servidumbre y era habitual que el cliente reconociera el trabajo bien hecho mediante una gratificación. Por ejemplo, los contratos de los peluqueros señalan que las propinas las administrará en unos casos el maestro y en otros el tutor del aprendiz; pero el destino de dichas cantidades era siempre el mismo: la ayuda del vestuario o su mantenimiento.
- 25 La retribución monetaria regular solía estructurarse de menos a más. En los aprendizajes largos de seis o siete años, los pupilos podían pasar dos o tres sin percibir pagos en metálico, para comenzar a hacerlo a mitad del aprendizaje y aumentarlos en los años finales. En este último período, que podía ser de meses o un año, el salario del aprendiz llegaba a equipararse al de los oficiales, como indica algún contrato de plateros. Este era también un incentivo para asegurarse la permanencia del aprendiz.
- 26 El pago al aprendiz al concluir su servicio "por vía de gratificación y premio de sus méritos y aplicación" era parte de las costumbres de muchos oficios. Esta gratificación podía ser en dinero, ropa, herramientas, derechos de examen o una mezcla de estos conceptos. En una muestra de los 25 oficios de los que tenemos más escrituras de aprendizaje, 1.900 cartas o el 63% contemplan este premio. El grueso se dirige al pago de vestuario, aunque es frecuente la entrega de la suma equivalente para adquirir el mismo o dar a elegir al aprendiz entre dinero y vestido. Estas escrituras permiten conocer la composición del premio, su equivalente monetario y su evolución temporal. Expresado en moneda este "salario diferido" solía rondar los 200 y 300 reales, aunque hay casos de 1.000 reales entre los zapateros. Otros oficios fieles a este premio al aprendizaje fueron los maestros de hacer coches, cabesteros y vidrieros, pero fue muy raro entre cirujanos y peluqueros. Los tejedores de medias de seda dejaron pronto esta costumbre, residual para todos los oficios desde 1800 (tablas 3 y 4).

Tabla 3 – Porcentaje de contratos con premio final al aprendiz, 1600-1834.

Oficios	1600-49	1650-99	1700-49	1750-99	1800-34
Arte mayor seda	100	75	52,6	18,7	40
Barbero/cirujanos	7,4	6,4	11,5	25	0
Cabestreros	96,7	100	84,6	100	88,8
Carpinteros	83,3	77,3	84,2	90	0
Cerrajeros	69,2	81,5	70	81,8	100
Coleteros	50	86,3	82,7	81,2	0
Cordoneros	80	50	55,8	71,4	0
Cuchilleros	0	90,4	78,9	54,6	0
Doradores	68,4	61,5	68,7	25	0
Ebanistas y ensambladores	49,1	55,9	90,3	50	16,6
Espaderos	100	73,6	88,8	100	0
Guanteros	100	87,5	74,4	75	0
Hacer coches	40	83,7	100	100	0
Impresores	50	65,3	66,6	66,6	0
Jalmeros	100	90,6	84,6	78,5	100
Libreros	88,8	47,8	70,5	50	100
Pasamaneros	83,8	79,5	56,5	14	22,2
Peluqueros	0	100	34,2	30,8	0
Plateros	67,8	60	66,6	74	0

Sastres	85,3	83,3	84,8	78,1	20
Silleros/guarnicioneros	100	100	89,4	61,5	100
Sombrereros	91,6	75	88,8	0	0
Tejedores seda	0	0	70	26	0
Vidrieros	100	90,9	93,1	100	100
Zapateros	88,7	93,3	79,4	80,3	9

Tabla 4 – Composición del premio final, 1600-1834.

Oficios	Total Cartas	Con premio		Tipo de premio				
		Total	%	Dinero	Vestido	Dinero o vestido	Herramienta	Otros
Arte mayor seda	53	26	49	6	18	2	0	0
Barberos cirujanos	92	9	9,7	2	1	0	4	2
Cabestreros	108	104	96,2	36	62	5	0	1
Carpinteros	155	124	80	36	43	37	4	4
Cerrajeros	83	64	77,1	20	25	18	0	1
Coleteros	121	100	82,6	36	29	32	0	3
Cordoneros	60	38	63,3	10	21	7	0	0
Cuchilleros	53	45	84,9	25	15	5	0	0
Doradores	81	49	60,4	10	20	19	0	0
Ebanistas...	243	140	57,6	56	49	33	0	2
Espaderos	52	41	78,8	7	21	10	0	3
Guanteros	87	68	78,1	11	23	34	0	0
Hacer coches	78	68	87,1	19	29	20	0	0
Impresores	64	42	65,6	15	6	21	0	0
Jalmeros	64	56	87,5	25	23	4	0	4
Libreros	61	38	62,2	11	17	10	0	0
Pasamaneros	609	242	39,7	119	84	34	0	5
Peluqueros	209	71	33,9	36	28	6	0	1
Plateros	115	76	66	10	54	12	0	0
Sastres	187	153	81,8	28	93	31	0	1
Silleros/guar.	70	58	82,8	14	25	19	0	0
Sombrereros	58	36	62	11	18	7	0	0
Tejedores seda	51	25	49	7	3	15	0	0
Vidrieros	52	49	94,2	20	16	10	0	3
Zapateros	218	178	81,6	73	56	18	9	22
Total	3024	1900	62,8	643	779	409	17	52

Cuando el maestro fija con el tutor el pago final en dinero o vestido, hemos optado por dejar esta partida, pero cuando el maestro se comprometía a facilitar dinero para un vestido, hemos incluido este rubro dentro de "vestuario". La partida "otros" acoge conceptos compartidos como "dinero y herramientas", "vestuario y herramientas", o el pago de la carta de examen.

- 27 Había ocupaciones muy tendentes a fijar en el contrato el suministro de parte o el total de las herramientas del oficio al acabar el adiestramiento. Los maestros zapateros facilitaban la cuchilla para que el aprendiz pudiese trabajar por sí solo. Algunos cirujanos entregaban las herramientas sólo cuando el aprendiz no estuviese hábil al cumplir su tiempo de adiestramiento. Los aprendices de vidrieros casi siempre obtenían el diamante para cortar el vidrio, y los esparteros las tijeras y agujas propias de su trabajo. Los portaventaneros fijaban la entrega de sus cuatro herramientas distintivas: juntera, cepillo, azuela y cincel. En 1680 un carpintero se premió al pupilo con "un banco de pino largo, una garlopa, una juntera, una azuela, sierra, y un martillo para
- 12 Minns – Wallis 2013.

trabajar en su casa o en la de otro maestro y taller de dicho oficio". Los padres y tutores de los aprendices tenían muy en cuenta estos derechos no monetarios incluidos en el premio cuando rubricaban el contrato. La recompensa final pudo funcionar como un incentivo para que las familias más pobres pusiesen a sus hijos con un maestro. Y, al igual que en otras ciudades europeas, las variaciones en las gratificaciones finales estaban en relación con las expectativas de los maestros respecto a la productividad de los aprendices así como con el riesgo de abandono del taller ¹².

El aprendizaje como beneficio compartido

- 28 El aprendizaje era tanto un período y forma de adiestramiento como una relación laboral. Integrar a un aprendiz en el taller era parte importante de los costes laborales de toda empresa artesana, que los maestros consideraban una inversión de futuro. Les interesaba que el aprendiz completase el tiempo contratado y se quedase en su obrador para recuperar lo invertido en la fase inicial del contrato, máxime cuando perder a quien se había adiestrado significaba beneficiar a otro maestro que no había corrido con los costes del aprendizaje ¹³.
- 29 Los contratos están llenos de cláusulas para prevenir que los aprendices abandonen el taller, y otras que les incentivan con mejoras salariales y primas a la producción. Las familias de los aprendices, por su parte, ponían condiciones para evitar que el maestro maltratase al pupilo y asegurar que le enseñase todos los secretos del arte. Se entendía que el cumplimiento por ambas partes redundaría en beneficios compartidos. Los aprendices culminarían en la oficialía y obtendrían retribuciones acordes a su nueva categoría. Al maestro no le interesaba demorar este trance, pues un aprendizaje nulo achacable a él le obligaba a mantener a su costa al aprendiz el tiempo necesario hasta adquirir sus habilidades —pagándole como si fuese un oficial— o ponerle con otro maestro. Este período añadido y, sobre todo, la prueba final donde el aprendiz debía demostrar las habilidades adquiridas, estaba controlado por peritos nombrados por ambas partes. Un aprendiz que alcanzaba la oficialía habiendo adquirido las suficientes destrezas, podría colocarse en cualquier lugar reduciendo las incertidumbres del mercado de trabajo ¹⁴.

• 13 Reith 2007; Wallis 2008.

• 14 Reith 2007, p. 181.

Tabla 5 – Salarios percibidos por los aprendices no hábiles al fin del aprendizaje, siglo XVII.

Décadas	Oficios	Reales/día	Reales/mes
1600-1609	Barberos Calceteros Carpinteros Doradores Pintores Plateros	-- 4 -- -- -- --	12 -- 12 16 44 22
1610-1619	Cereros Doradores Maestro de obras Sastres Violeros	-- 6 8 4 6	22
1620-1629	Barberos Cereros Coleteros Cordoneros Ensambladores Sastres Toqueros Zapateros	-- 4 8 4 4 4 4 5-6	22
1630-1639	Carpinteros Ensambladores Guanteros y agujeteros Sastres Toqueros Zapateros	5 6 4 4 4 5	
1640-1649	Ensambladores Pasteleros	6 --	-- 44
1650-1659	Carpinteros Cerrajeros Ensambladores Entalladores	8 6 8 8	
1660-1669	Entalladores Ensambladores	8 7-8	
1670-1679	Arquitectos Cerrajeros Doradores Impresores	10 8 8 8	
1680-1689	Maestros de hacer coches	8	
1690-1699	Arcabuceros Espaderos Soladores	4 8 4	

- 30 Las escrituras de aprendizaje informan sobre lo que recibían los aprendices que una vez acabado su adiestramiento no habían conseguido la habilidad requerida para pasar a la oficialía. No eran todavía oficiales, pero los maestros reflejaban en las contratas que les pagarían como tales. Dada la exigua información contable disponible sobre la retribución artesana y, sobre todo de esta poco conocida figura contractual de la oficialía, la tabla 5 incorpora la retribución de estos aprendices casi oficiales.
- 31 Los beneficios del aprendizaje también podían repercutir en los oficiales.

Aunque más escasas, algunas contratas de aprendizaje refieren el ingreso extraordinario gozado por los oficiales que eran elegidos por sus maestros para adiestrar en exclusiva a ciertos aprendices. En 1763 el cabestrero de las caballerizas de la reina madre se obligó a pagar a los oficiales de su atarazana entre 8 y 9 reales de jornal por enseñar a 9 aprendices durante los seis años de duración del contrato. Los fabricantes de medias de seda y los sombrereros también reservaron a oficiales diestros para enseñar a los aprendices (por estos servicios un oficial sombrerero se embolsó 400 reales “de una vez” en 1785).

- 32 Las escrituras de aprendizaje ofrecen información adicional de lo que pagaban a los maestros los padres y tutores de los aprendices en concepto de enseñanza. Como ya indicamos, estos contratos son minoritarios y se restringen a familias que podían permitirse poner a sus hijos en oficios con futuro o de mayor prestigio, como la barbería y cirugía, la albeitería y otras artes que comenzaban a marcar diferencias con los oficios artesanos (pintura, dorado, platería, arquitectura, escultura) o simplemente estaban de moda (peluquería). En algunos casos, las sumas eran modestas (80, 100 reales), pero en otros se invirtieron gruesas cantidades, que llegaron a los 3.000 reales (un platero en 1775), 3.300 (un relojero en 1784) y el máximo de 3.600 (un herrador en 1803). Con todo, la norma era entregar de 200 a 400 reales. Volvemos, en suma, a un *skill premium*, en este caso dirigido al maestro, que diferencia entre oficios, pero también entre maestros, lo que sugiere que las familias de estos aprendices apostaban por unos oficios y artífices concretos. Todo ello refleja, como en el resto del continente, el “potencial beneficio” de una ocupación o una marca, así como el grado de especialización, el tiempo requerido para aprender un oficio, la experiencia individual, la dimensión del negocio artesano y el prestigio social del propietario ¹⁵.

• 15 De Munck – Kaplan – Soly 2007, p. 15.

Tabla 6 – Pagos al maestro, 1600-1834.

	Total	Pago al maestro	%
Barberos cirujanos	92	58	63
Carpinteros	155	5	3,2
Doradores	80	8	10
Entallador/Ensambladores	243	14	5,7
Herradores albeiteros	32	15	46,8
Peluqueros	209	8	3,8
Pintores	23	9	39,1
Plateros	115	8	6,9
Sastres	187	15	8
Sederos	53	5	9,4
Zapateros	218	9	4,1
Varios (menos 5)	2574	56	2
Total	3981	210	5,2

El aprendizaje y su retribución en el sector público

- 33 Este estudio sobre la retribución del aprendizaje quedaría incompleto si no contásemos con los cientos de niños y niñas, nominalmente aprendices, que cumplían sus servicios en los talleres instalados en las instituciones benéfico-asistenciales y correccionales de Madrid. Aquí el aprendizaje no era producto de un contrato entre dos agentes teóricamente libres e iguales, como los vistos hasta ahora, sino más bien de una imposición, que era parte esencial del entrenamiento de los jóvenes o su disciplina cuando eran ingresados por las autoridades o sus tutores con fines correctivos. En cualquier caso, el rendimiento del trabajo de aprendices y aprendizas internos se destinaba a compensar los gastos de su manutención. La documentación conservada del Colegio de Nuestra Señora de la Paz —vulgo “Niñas de la Paz”— y el Hospicio del Ave María, arroja luz sobre las condiciones de trabajo y retribución de estos aprendices.
- 34 Niñas de la Paz acogía a las expósitas que salían de la Real Inclusa con siete años de edad y no habían sido prohijadas por una familia. Según las ordenanzas de 1756, desde sus orígenes el colegio compaginó el adoctrinamiento religioso con la enseñanza de las pupilas en «todas las labores que deven saver las mugeres de los oficiales de todo egercicio», fundamentalmente textiles ¹⁶. No es por ello raro que Niñas de la Paz

• 16 ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/002. No se formaba a las niñas en oficios textil (...)

• 17 Larruga 1788 (2), p. 22-23.

funcionase como un verdadero taller, cuya producción se contrataba con fabricantes y mercaderes, mientras la institución aportaba la mano de obra. La retribución de ésta se realizaba mediante el sistema de destajo o pago por pieza producida. Al respecto es reveladora la información proporcionada por el memorial que el fabricante de tejidos de seda García de Navas elaboró en 1714. En él indica que la materia prima que se entregaba a las trabajadoras para las cintas era pesada antes para compararla con el peso de las manufacturas una vez acabadas **17**. Si el peso era mayor, se pagaba la cantidad estipulada a la trabajadora; si era menor, ésta debía compensarlo con el producto de su labor (y por tanto descontado de su salario final) **18**. Las cintas debían ajustarse a los estándares establecidos por las muestras facilitadas por el fabricante; cualquier defecto en el tejido también se restaba de la paga. Por otro lado, mientras García de Navas empleó a las niñas del Colegio de la Paz, de lo que cada joven ganaba por las varas producidas, había que descontar los gastos de los géneros necesarios para la producción, y una sexta parte del restante, que se adjudicaba a las niñas destinadas a otras labores en el Colegio, y a aquellas que realizaban tareas auxiliares, como devanadoras o canilleras. Así, en los últimos seis meses de 1750, María Martínez recibió 14,6 reales de vellón por tejer 4 piezas y 472 varas de listón, una vez rebajada la suma destinada a los gastos del tejedor, piezas, hilo, cordel y seda, así como lo entregado a las devanadoras y canilleras **19**. Sin duda, una retribución muy inferior a la que recibían los aprendices en los talleres privados.

35 La producción de las colegialas, destinada a satisfacer la demanda de estos fabricantes y mercaderes, se combinaba con la de la llamada labor casera o de ropa blanca, de la que las niñas también recibían una cantidad según lo producido, que, junto a lo ganado en telares, pasaba al fondo del que luego se extraería su dote. Pese a las exiguas cantidades recibidas por las jóvenes en relación al trabajo realizado, la dote reunida durante su estancia en el Colegio supuso un ingreso relevante para las unidades domésticas establecidas tras el matrimonio de las colegialas, siendo además clave para conseguir salir de la institución **20**.

36 El Hospicio del Ave María era una manufactura mayor, donde operaban 20 telares de paños, bayetas, estameñas y sayales, y otro tipo de utillaje textil en los años 1780. Empleaba a muchos más trabajadores por la mayor capacidad de sus instalaciones, que albergaban a hombres y mujeres en dos salas separadas, de todas las edades. En esta institución ingresaban los pobres destituidos o impedidos que lo solicitaban voluntariamente; también parte de los detenidos por las rondas de policía, que eran castigados con el encierro correccional. Los varones ingresados por este motivo solían ser no aptos para las armas u obras públicas, por defecto o exceso de la edad requerida o incapacidad física; de ahí que los internos fuesen sobre todo niños y ancianos. Para las mujeres, sin embargo, el encierro era el principal castigo, por lo que entre ellas había una mayor variedad de cohortes de edad. Los contingentes de ambos sexos aumentan al final del XVIII, cuando el correccional de San Fernando se cierra y sus internos son trasladados al Hospicio.

37 En cualquier caso, el trabajo de niños, niñas y jóvenes en las fábricas del Hospicio era considerado por las autoridades como una oportunidad para que aprendieran un oficio y así poder desenvolverse sin tener que mendigar en su vida adulta fuera de la reclusión. No obstante, los oficios a los que se les ponía no daban para comer ni siquiera a los trabajadores libres —menos a las trabajadoras—, y sabemos que los jóvenes aprendices producían codo a codo con los adultos, en iguales condiciones, y normalmente restringidos a una sola ocupación que solía ser hilar, encanillar o devanar. Por su trabajo recibían una “adehala” o suma simbólica, que, como en Niñas de la Paz, estaba sujeta a la cantidad producida en un período dado —normalmente la semana **21**.

38 La contabilidad de julio de 1804 permite conocer lo que ganaban los jóvenes hilando para la fábrica de paños y cómo se les pagaba. Los pagos a las hilanderas e hilanderos se hacían en grupo, divididos como estaban en tres categorías según el sexo y si eran asistidos o penados. A todos se les remuneraba según la cantidad de libras producidas a la semana, pero cada grupo tenía asignados precios distintos por el mismo trabajo. Así, 9 “hilanderas” tocaron a 2 reales cada una por producir 29 libras de hilaza en 6 días; los 14 “hilanderos” recogieron cada uno los mismos 2 reales, pero habían producido más, 58 libras. Su asignación por libra era inferior debido probablemente a que eran niños de 11 a 14 años, mientras que las hilanderas eran mayores de 20 años. Un tercer grupo de 23 “hilanderas reclusas” (posiblemente adultas) tuvo un reparto que no alcanzó el medio real por cabeza tras haber hilado 69 libras en la misma semana. Aunque la hilatura era, en general, el oficio textil peor pagado, en Madrid una hilandera libre podía ganar 3 reales o más por cada libra de lana, que tardaba dos días en producir.

39 Dentro del sistema benéfico-asistencial estaban también las escuelas-taller que las Diputaciones de Caridad y la Sociedad Matritense establecieron en los

• **18** ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/008.

• **19** ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/006 y 10.263/004.

• **20** ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 10.263/004, f. 90.

• **21** Larruga 1788 (2), p. 241.

barrios de la ciudad y en algunos internados. Al inicio de los años 1790 la Junta de Damas favoreció la instalación de una escuela de blondas en el Hospicio a cargo de una encajera, destinada a enseñar el arte a las niñas y a comercializar lo producido por las 30 que tenía a su cargo. La vara de blonda ancha se vendía a 54 reales, la maestra entregaba a la institución 16 y ésta última pagaba a cada niña 4. A diferencia de la hilatura, desconocemos el tiempo medio empleado en producir una vara de este producto.

- 40 Por último, estaba el aprendizaje que tenía lugar en las escuelas-internado que instalaron algunos fabricantes subvencionados por la Junta de Comercio, o directamente asalariados por órganos gubernamentales como la Secretaría de Expolios y Vacantes. Esta última sostenía una escuela-taller con niñas internas para la fábrica de sedas dirigida por Salvador González y su esposa Josefa Font. Aquí las condiciones de las aprendizas eran más desventajosas incluso que en el Hospicio, Niñas de la Paz o el aprendizaje privado, ya que, a su manutención no se añadía ninguna adehala o pago en metálico por el trabajo realizado, ni al comienzo ni al final del período de servicio. Así se manifiesta en los 23 contratos de aprendizaje suscritos en el segundo semestre de 1787 (sólo uno masculino) **22**.
- 41 Las pupilas de esta fábrica de tejidos de seda provenían de familias pobres, algo más de la mitad eran huérfanas de padre o madre, con edades que oscilan entre los 9 y 17 años. Los períodos de aprendizaje se estipularon de 5 a 7 años, según la edad. La enseñanza incluía la "manufactura de las sedas", así como "las haciendas y tareas propias de una mujer pobre de honrada familia", esto es barrer, fregar, cocinar, etc. Los fabricantes se comprometían a dar a las jóvenes el acostumbrado alimento, vestido, calzado, lavado de ropa y cama, así como curar las enfermedades; pero ni las aprendizas ni sus tutores podrían pedir "recompensa por vía de salario o pago de lo que trabajaren y tejieren". La retribución era sólo en especie, pero durante el semestre anterior a formalizar los contratos referidos, a las aprendizas de los telares de cintas se las gratificó con 1,5 reales al día.

- **22** AHPM, prots. 19.818, fol. 179ss.; 19.819, fol. 163-175.

Conclusiones

- 42 El análisis documental revela que los ilustrados quisieron unificar una diversa realidad retributiva que variaba dependiendo de los oficios, los propios maestros e incluso las mismas relaciones establecidas entre estos últimos y los tutores en los contratos. Es por ello necesario tener en cuenta a los oficios y su comportamiento en el largo plazo, pues cada uno imprimió al aprendizaje unos rasgos específicos, incluidos los relativos a la retribución.
- 43 Esta diversidad retributiva choca con nuestra concepción del salario. Los términos salario y jornal remiten a una relación laboral, la del trabajador "libre" que se alquila a un empleador a cambio de una retribución monetaria y/o en especie. Pero en la Edad Moderna ésta no era la única relación a través de la que se producían los bienes y servicios. Había trabajadores tutelados, no libres, o no enteramente libres, como eran, por un lado, los niños, niñas y jóvenes aprendices en empresas particulares; y, por otro, los internados en colegios, hospicios y correccionales, junto a los compelidos a asistir a las escuelas-taller que los gobiernos ilustrados pusieron a disposición en los barrios a través de las Juntas de Caridad y las Sociedades Económicas. En este renglón la retribución tenía otros nombres. Las niñas y niños, mujeres y hombres, que se ocupaban en las manufacturas de estas instituciones no recibían a cambio de su trabajo un salario o jornal, sino una adehala, dote o gratificación, además de la manutención, dado que el principio caritativo o penal con que se embozaba la relación laboral permitía mantenerla idealmente fuera del ámbito del mercado.
- 44 En la Edad Moderna, el precio del trabajo o lo que genéricamente llamamos salario podía ser sólo en especie, sólo monetario o, más comúnmente, una combinación de ambos. Comida, cama y vestido eran las tres partidas principales de la retribución de un aprendiz o aprendizas. El aprendizaje se regía por estos principios —contemplaba componentes en especie y dinero—, pero, al menos en el Madrid de los siglos XVII y XVIII, tuvo diferentes formas y momentos. Entre las primeras destaca el pago de "un salario diferido" en forma de premio al acabar el aprendizaje, que, al igual que otras formas retributivas, contemplaba su pago en moneda o especie. Esta práctica fue disminuyendo hasta su casi extinción hacia 1800. En su lugar, comenzaron a establecerse fórmulas de pago basadas en la productividad y el tiempo de trabajo.
- 45 Conviene también recordar que los acuerdos se firmaban entre partes y que el aprendiz era una pieza de la estrategia económica de su unidad doméstica o familiar. En este sentido, los trabajadores en general y los artesanos en particular entendían la retribución como el conjunto de derechos monetarios y no monetarios —que trascendía el concepto de salario en sí—, que iban destinados a su propia reproducción y la de sus familias. Las más pudientes podían incluso llegar a pagar por todo o parte del aprendizaje de sus jóvenes; las que no podían permitírselo, los mandaban a oficios más modestos, a la

casa de maestros y maestras más humildes, al hospicio o al colegio para que recibieran manutención y enseñanza a cambio de su trabajo.

- 46 Las conclusiones obtenidas del estudio de los contratos de aprendizaje desdibujan algunos lugares comunes sobre la retribución del trabajo de los aprendices. Primero: aunque la remuneración en especie era mayoritaria, solía convivir con un pago en moneda que ganó terreno al inicio del siglo XIX. Segundo: había un número significativo de aprendices de 20 años o más, con condiciones diferentes a las de los pupilos menores, ya que normalmente eran externos. Tercero: las fábricas privilegiadas por los ilustrados fueron las que más recurrieron a una mano de obra infantil y juvenil mal pagada y predominantemente femenina. En suma, hemos hecho hincapié en la retribución de los aprendices artesanos, elemento básico para explicar los niveles de vida y la reproducción de muchas unidades domésticas urbanas, así como para profundizar en la concepción del trabajo y el salario en la Edad Moderna.

Bibliographie

Archivos

AHPM = Archivo Historico de Protocolos de Madrid

ARCM = Archivo Regional Comunidad de Madrid

Fuentes primarias

Larruga 1788 = E. Larruga, *Memorias políticas y económicas sobre los frutos, comercios, fábricas y minas de España...*, Madrid, 1788, vol. 2.

Fuentes secundarias

Agua 2012 = J. Agua, *Infancia y pobreza en el Madrid del setecientos*, en F.J. Hernando, J.M. López, J.A. Nieto (eds.), *La Historia como arma de reflexión. Estudios en homenaje al profesor Santos Madrazo*, Madrid, 2012, p. 21-36.

Agua 2014 = J. Agua, *Reclusión infantil en Madrid a finales del Antiguo Régimen*, en R. Franch, F. Andrés, R. Benítez (eds.), *Cambio y resistencias sociales en la Edad Moderna*, Madrid, 2014, p. 27-42.

Agua - Nieto 2015 = J. Agua, J.A. Nieto, *Organización del trabajo, salario artesano y calendario laboral en el Madrid del siglo XVIII*, en *Sociología del Trabajo*, 84, 2015, p. 69-84.

Agua - López 2018 = J. Agua, V. López, *La diferencia salarial entre hombres y mujeres en los oficios cualificados: el caso de las maestras y maestros de talleres textiles en Madrid (1775-1808)*, en *Tiempos Modernos*, 36, 2018, p. 40-55.

Agua - López - Nieto 2016 = J. Agua, V. López, J. Nieto, *Trabajo y salarios del artesanado madrileño, 1690-1836: una visión cualitativa*, en *Sociología del Trabajo*, 88, 2016, p. 87-109.

Allen 2015 = R.C. Allen, *The high wage economy and the industrial revolution: a restatement*, en *Economic History Review*, 68, 2015, p. 1-22.

Andrés - Lanza 2014 = J.I. Andrés, R. Lanza, *Prices and real wages in seventeenth-century Madrid*, en *Economic History Review*, 67, 2014, p. 607-626.

Beck - Bernardi - Feller 2014 = P. Beck, P. Bernardi, L. Feller, *Rémuner le travail au Moyen Âge. Pour une histoire sociale du salariat*, Paris, 2014.

Farr 2000 = J.R. Farr, *Artisans in Europe, 1300-1914*, Cambridge, 2000.

Fontaine - Schlumbohm 2000 = L. Fontaine, J. Schlumbohm, *Household strategies for survival 1600-2000: ficsion, factions and cooperation*, 45, supplement 58, 2000.

García-Zúñiga 2014 = M. García-Zúñiga, *Fêtes chômées et temps du travail en Espagne (1250-1900)*, en C. Maite, D. Terrier (dir.), *Les temps du travail*, Rennes, 2014, p. 63-80.

Hufton 1974 = O. Hufton, *The poor of eighteenth-century France, 1750-1789*, Oxford, 1974.

Humphries – Weisdorf 2015 = J. Humphries, J. Weisdorf, *The wages of women in England, 1260-1850*, en *Journal of Economic History*, 75, 2015, p. 405-447.

López 2016 = V. López, *Las trabajadoras en la sociedad madrileña del siglo XVIII*, Madrid, 2016.

López – Nieto 2016 = V. López, J.A. Nieto, *Artisan Apprenticeship in Early Modern Madrid (1500-1800)*, in M. Prak, P. Wallis (eds.) *Apprenticeship in Early Modern Europe*, Cambridge, en prensa.

Lorenzo 2009 = F. J. Lorenzo, *El aprendizaje de los oficios artesanos de Toro durante el siglo XVI*, Zamora, 2009.

Llopis – García 2011 = E. Llopis, H. García, *Precios y salarios en Madrid, 1680-1800*, en *Investigaciones de Historia Económica*, VII-2, 2011, p. 295-309.

Matilla 1961 = A. Matilla, *El primer catastro de la Villa de Madrid*, en *Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos*, LXIX-2, 1961, p. 463-529.

Minns – Wallis 2013 = C. Minns, P. Wallis, *The price of human capital in a pre-industrial economy: premiums and apprenticeship contracts in 18th century England*, en *Explorations in Economic History*, 50-3, 2013, p. 335-350.

Moreno 2015 = B. Moreno, *El aprendiz de gremio en la Barcelona del siglo XVIII*, en *Áreas*, 34, 2015, p. 63-75.

Nieto 2006 = J.A. Nieto, *Artisanos y mercaderes. Una historia social y económica de Madrid, 1450-1850*, Madrid, 2006.

Nieto – Zofío 2013 = J.A. Nieto, J.C. Zofío, *El acceso al aprendizaje artesano en Madrid durante la Edad Moderna*, en S. Castillo (coor.), *Mundo del trabajo y asociacionismo en España*, Madrid, 2013.

Reith 2007 = R. Reith, *Apprentices in the German and Austrian crafts in Early Modern Times. Apprentices as wage earners?*, en B. de Munck, S.L. Kaplan, H. Soly (eds.), *Learning on the shop floor*, New York, 2007, p. 179-199.

Schollier 2003 = P. Schollier, L. Schwarz, *Experiencing wages. Social and cultural aspects of wage forms in Europe since 1500*, New York, 2003.

Solà – Yamamichi 2015 = A. Solà, Y. Yamamichi, *Del aprendizaje a la maestría. El caso del gremio de velers de Barcelona, 1770-1834*, en *Áreas*, 34, 2015, p. 77-91.

Sonenscher 1996 = M. Sonenscher, *Trabajo y salarios en el París del siglo XVIII*, en V. López, J.A. Nieto (eds.), *El trabajo en la encrucijada. Artesanos urbanos de la Europa de la Edad Moderna*, Madrid, 1996, p. 288-312.

Wallis 2008 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in Premodern England*, en *Journal of Economic History*, 68-3, 2008, p. 832-861.

Zofío 2005 = J.C. Zofío, *Gremios y artesanos en Madrid, 1550-1650. La sociedad del trabajo en una ciudad cortesana preindustrial*, Madrid, 2005.

Notes

1 Este trabajo se inserta en el proyecto HAR2014-53298-C2-2-P (*Nuevas perspectivas en la Historia Social en la ciudad de Madrid durante la época moderna*) y continúa una línea de estudio que sostiene la necesidad de una historia social del salario. Nieto – Zofío 2013; Agua – Nieto 2015; Agua – López – Nieto 2016.

2 Esta investigación forma parte del proyecto *Privilegio, trabajo y conflictividad. La sociedad moderna de Madrid y su entorno entre el cambio y las resistencias*, PGC2018-094150-C2-1, concedido por el Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades.

3 Algunas investigaciones hispanas sobre el aprendizaje en Zofío 2005; Lorenzo 2009; Moreno 2015; Sola – Yamamichi 2015.

4 Sobre la retribución artesana existe una amplia bibliografía reciente. Sin ánimo de exhaustividad, valgan los trabajos sobre la Edad Media contenidos en Beck – Bernardi – Feller 2014; el debate suscitado sobre los salarios reales entre Allen 2015; Humphries – Weisdorf 2015. Y para Madrid, las aportaciones generales sobre los siglos XVII y XVIII de Llopis – García 2011; Andrés – Lanza 2014, o las diferencias en las retribuciones por cuestión de sexo, en Agua – López 2018.

5 Matilla 1961; Nieto 2006.

6 García-Zúñiga 2014.

- 7 Los motivos están en las circunstancias que rodeaban el aprendizaje femenino, analizadas por López 2016.
- 8 Sobre trabajos que priman lo cualitativo en el ámbito retributivo, Sonenscher 1983; Hufton 1974; Farr 2000; Fontaine – Schlumbohm 2000; Schollier – Schwarz 2003.
- 9 Esta información ha sido examinada recientemente en Agua 2012; Agua 2014.
- 10 La diferencia entre los totales de las tablas 1 y 2 obedece a que en la primera se han incluido todas las escrituras localizadas, mientras que en la segunda se han eliminado las que procedían de las rupturas de los contratos o las que no se han consultado por su mal estado de conservación.
- 11 Estos aprendices no son la mayoría. Más información en López – Nieto 2016.
- 12 Minns – Wallis 2013.
- 13 Reith 2007; Wallis 2008.
- 14 Reith 2007, p. 181.
- 15 De Munck – Kaplan – Soly 2007, p. 15.
- 16 ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/002. No se formaba a las niñas en oficios textiles para llegar a ser artesanas independientes, sino esposas de artesanos y otros trabajadores.
- 17 Larruga 1788 (2), p. 22-23.
- 18 ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/008.
- 19 ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 8.482/006 y 10.263/004.
- 20 ARCM, *Diputación Provincial de Madrid*, leg. 10.263/004, f. 90.
- 21 Larruga 1788 (2), p. 241.
- 22 AHPM, prots. 19.818, fol. 179ss.; 19.819, fol. 163-175.

Pour citer cet article



Référence électronique

Victoria López Barahona et José Antolín Nieto Sánchez, « La retribución del aprendizaje artesano en Madrid, 1600-1830 », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 10 février 2020, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6715>

Auteurs




Victoria López Barahona

Grupo Taller de Historia Social, Departamento de Historia Moderna, Universidad Autónoma de Madrid, victorialopez@historiasocial.org

José Antolín Nieto Sánchez

Grupo Taller de Historia Social, Departamento de Historia Moderna, Universidad Autónoma de Madrid, jose.nieto@uam.es

Droits d'auteur



© École française de Rome



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

L'apprentissage du métier de doreur à Barcelone (1650-1834)

Julien Lugand

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Français English

Les riches fonds d'archives conservés à Barcelone permettent de reconstituer assez précisément les conditions de l'apprentissage au métier de doreur sur un temps long, de la création d'une confrérie des peintres et doreurs en 1599 jusqu'à sa refonte complète dans le contexte de la révolution industrielle et des premières lois libérales en 1834. Ce corpus de sources est certes hétérogène par sa nature car il s'agit de statuts réglementaires, de contrats d'apprentissages, de délibérations de la confrérie ou encore de procès. Mais il donne une vision éclairante de cette étape de la formation, permettant notamment d'étudier les règles imposées aux apprentis ou aux maîtres et la nature des formes d'engagement. Bien plus que la transmission d'un savoir, c'est la recherche de la rentabilisation de cette phase par les maîtres – dont il faut rappeler qu'ils ne sont pas payés – qui apparaît et que la législation tente, tout au long de cette période, de limiter.

Entrées d'index

Mots-clés : doreurs, confrérie, apprentissage, Barcelone, archives

Keywords : guilders, brotherhood, apprenticeship, Barcelona, archives

Plan

Titre de niveau 1

La règle

L'interruption

La déclaration

Le brevet

Les formes d'apprentissage

L'apprentissage familial



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

L'apprentissage du métier de doreur à Barcelone (1650-1834)

Julien Lugand

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumés

Français English

The rich archive collections kept in Barcelona make it possible to reconstruct fairly precisely the conditions for apprenticeship as gilders over a long period of time, from the creation of a brotherhood of painters and gilders in 1599 to its complete overhaul in the context of the industrial revolution and the first liberal laws in 1834. This corpus of sources is certainly heterogeneous in nature because they are regulatory statutes, apprenticeship contracts, brotherhood deliberations or trials. But it gives an enlightening view of this stage of training, making it possible to study the rules imposed on apprentices or teachers and the nature of the forms of engagement. Much more than the transmission of knowledge, it is the search for the profitability of this phase by the teachers —who must be reminded that they are not paid— that appears and that the legislation tries, throughout this period, to limit.

Entrées d'index

Mots-clés : doreurs, confrérie, apprentissage, Barcelone, archives

Keywords : gilders, brotherhood, apprenticeship, Barcelona, archives

Plan

Titre de niveau 1

La règle

L'interruption

La déclaration

Le brevet

Les formes d'apprentissage

L'apprentissage familial

Politiques de publication

Suivez-nous

 Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



L'acte notarié
Portrait-robot de l'apprenti
L'accord verbal

La rentabilité

La limitation du nombre d'apprentis
Le logement et la nourriture
Quelle formation ?

Texte intégral

- 1 À Barcelone, du XVI^e siècle au XIX^e siècle, le métier de doreur fut encadré et contrôlé par une confrérie¹. D'abord unis aux peintres avec lesquels ils avaient fondé un collège en 1599, les doreurs créèrent leur propre communauté de métier en 1650. Suivant la tradition, l'on devenait maître en franchissant plusieurs étapes définies par les statuts, allant de l'apprentissage à la maîtrise en passant par le compagnonnage. Les nombreuses sources conservées permettent de reconstituer assez précisément la première phase de cette formation concernant : les règles imposées aux maîtres et aux apprentis ; les modalités de l'apprentissage ; l'âge des apprentis et la durée moyenne de leur formation ; leurs origines géographiques et sociales ; le contenu et le déroulé de cette formation.

• 1 Lugand 2017, p. 14-58.

Titre de niveau 1

La règle

- 2 C'est en 1599 que les statuts du collège des peintres et doreurs rendirent, pour la première fois, l'apprentissage obligatoire à tout candidat souhaitant passer la maîtrise². Les réglementations qui suivirent (1650, 1744, 1764, 1818, 1834), ajoutées à plusieurs requêtes faites par les maîtres auprès des juges de l'Audience royale de la ville de Barcelone, constituent le cadre juridique donné à cette étape de la formation. Autant le dire rapidement, ces sources ne mentionnent que des principes très simples : la durée, la possibilité pour l'apprenti de changer d'atelier ou d'interrompre, provisoirement ou définitivement, sa formation.
- 3 La durée obligatoire resta de quatre années tout au long de la période (1599-1834) – durée que l'on retrouve également chez les doreurs de Saragosse³ ou de Valence⁴. À Barcelone, à deux reprises (1596 et 1744), les maîtres souhaitèrent que ce temps soit porté à cinq ans, ce qui leur fut refusé. Les quatre années devaient être effectuées de manière continue auprès d'un seul maître et il était en outre impossible pour l'apprenti de changer d'atelier et aux maîtres de les accueillir dans ce cas. Ce ne fut qu'à partir de 1744 que la réglementation permit, après autorisation du maître et des consuls, qu'un apprenti puisse changer d'atelier⁵.

• 2 *Ibidem*, p. 75-97.

• 3 Anson Navarro 1987, p. 493.

• 4 Buchón Cuevas 2012, p. 201.

• 5 AHCB, Gremis especiales, 12-2.

L'interruption

- 4 Les cas documentés d'interruption d'apprentissage sont extrêmement rares et il ne fait aucun doute que la réalité d'abandon dut être bien supérieure à ce que nous révèlent les archives. Lorsqu'il s'agissait d'un abandon définitif de l'apprenti, c'était la justice qui tranchait si un contrat notarié, qui prévoyait toujours une clause financière pour cette situation, avait été signé⁶. Lorsqu'il s'agissait d'une interruption provisoire, due à des circonstances exceptionnelles, et que l'apprenti respectait le protocole en avisant les consuls, la confrérie faisait preuve de clémence – cette situation restait rare de toute façon⁷. Mais les obligations ne revenaient pas qu'aux apprentis puisque à partir de 1744, la réglementation imposa aux maîtres de déclarer les apprentis et de leur délivrer un brevet à l'issue de leur formation⁸.

• 6 C'est le cas, en 1694, du doreur Joan Moxi attaquait en justice le père d'un apprenti parti avant le (...)

• 7 Nous n'avons relevé que deux demandes, qui furent à chaque fois acceptées, le 30 novembre 1785, un (...)

• 8 AHCB, Gremis especiales, 12-2.

La déclaration

- 5 Longtemps la confrérie demanda aux maîtres qu'ils déclarent les apprentis qu'ils venaient d'engager, mais ce n'est qu'en 1744 que la réglementation rendit cette déclaration obligatoire. À chaque problème qu'un maître

• 9 « Item [...] que tots los aprenents de daurador quant entranse assentassen en un llibre

rencontrait avec son apprenti ou encore lors du passage de la maîtrise – alors que le candidat était dans l'incapacité de prouver avoir effectué son apprentissage –, les confrères en rappelaient l'importance. Le 27 octobre 1698⁹, alors qu'un candidat n'avait pu se présenter à l'examen car il ne pouvait produire ce brevet, les maîtres décidèrent qu'il fallait acquérir un registre où seraient inscrits les noms des maîtres et de leurs apprentis, ainsi que la date d'entrée dans la formation, ce qui permettrait de juger objectivement du respect du temps. La décision fut unanimement approuvée et le registre devait être commencé dans un délai d'un mois. Il n'en fut rien puisque quarante ans après, le 5 juin 1744¹⁰, les maîtres faisaient le même constat – la confrérie entamait un procès avec un candidat qui venait d'être refusé à la maîtrise car il ne pouvait prouver avoir accompli les quatre années de sa formation. Ils invoquèrent à nouveau le besoin pour la confrérie d'avoir un registre où les apprentis seraient déclarés dans les deux mois suivant leur entrée dans l'atelier et ils modifièrent, la même année, les statuts en ce sens, imposant que le maître payât une taxe à la confrérie lors de la déclaration et qu'une amende lui soit infligée s'il ne le faisait pas dans un délai d'un mois¹¹. Une nouvelle fois cela resta un vœu pieux. Alors que le 6 septembre 1788¹², une ordonnance royale rappelait aux communautés de métier l'obligation de déclarer les apprentis, les maîtres constataient, le 17 novembre 1799¹³, que nombre d'entre eux ne l'étaient toujours pas. Le 10 février 1831¹⁴, ils proposaient d'acheter cette fois deux registres – l'un pour le premier consul, l'autre pour la confrérie –, afin d'y inscrire le nom des apprentis, ce qu'ils ne firent pas davantage. Ce n'est qu'en 1833 qu'ils se décidèrent finalement à en rédiger un – on conserve quelques folios où sont recensés les apprentis entrés dans les ateliers entre 1801 et 1819¹⁵. Pourquoi mirent-ils près de deux siècles à accepter ce principe de la déclaration ? La première raison était législative : sans cette déclaration, aucun document n'engageait le maître, qui était libre de renvoyer l'apprenti quand il le souhaitait. La seconde explication était financière car cette déclaration était doublée, depuis 1757¹⁶, d'une taxe de trois livres annuelle dont le maître devait s'acquitter pour chaque apprenti déclaré. Les maîtres n'étant pas payés pour cette formation, l'idée de payer était, pour eux, inconcevable.

Le brevet

- 6 Ce ne fut qu'au début du XIX^e siècle que les contrats d'apprentissage mentionnèrent qu'à l'issue de la formation, un brevet serait délivré à l'apprenti. C'était l'assurance, pour ce dernier, de prouver sa formation notamment lors du passage de la maîtrise pour lequel ce document était exigé. Deux attestations seulement nous sont parvenues¹⁷ et l'on peut penser que, dans la majorité des cas, lorsque l'apprenti était fils, gendre ou neveu de maître, cette attestation prenait la forme d'une simple confirmation orale devant les autres confrères lors du passage de la maîtrise, ce qui permettait de limiter les coûts en évitant la rédaction d'un acte.

Les formes d'apprentissage

- 7 Il apparaît que l'apprentissage suivait trois formes différentes. La première consistait, suivant la tradition artisanale, en une transmission du métier au sein de l'atelier familial. Le maître formait son fils, gendre ou neveu, sans que cela nécessite la rédaction d'un acte, ne laissant aucune trace dans les sources. La deuxième et la troisième forme procédaient du contrat, de l'engagement entre le maître et les représentants de l'apprenti, selon deux modalités : la rédaction d'un acte devant notaire ou le contrat oral.

L'apprentissage familial

- 8 L'apprentissage familial au sein de l'atelier du père, de l'oncle ou du beau-père fut, si l'on se réfère aux « dynasties » de confrères recensés tout au long de la période, un cas diffusé. C'était une conséquence des structures artisanales d'exercice du métier et des statuts réglementaires favorisant les membres des familles de maîtres. Ce type d'apprentissage n'était, par définition, pas documenté, puisqu'il ne nécessitait pas le recours à un acte officiel¹⁸.

L'acte notarié

- 9 Le recours au notaire pour rédiger un contrat d'apprentissage n'était pas automatique, tant s'en faut. Nous n'avons rassemblé, pour l'ensemble de la période étudiée, que quarante contrats d'apprentissage et ce corpus est, en outre, inégalement réparti dans le temps car 65 % des contrats découverts datent du XIX^e siècle. C'est le reflet d'un procédé qui resta longtemps minoritaire, comme le prouvent les requêtes répétées des consuls de la confrérie qui, dès 1636¹⁹ et à nouveau en 1744²⁰, demandèrent que l'acte notarié devienne obligatoire sous peine d'amende. Les statistiques montrent

que axis qua (...)

- **10** « E mes fonch proposat que ningun confrare puga pendrer ningun aprendiz menos que al cap de dos me (...)
- **11** « Que en adelante qualquiera maestro dorador, y pintor retablero que domitiere algun aprendiz [...] (...)
- **12** AHCB, Gremis general.
- **13** « Que de algun temps a esta part se observa de que alguns individuos prenren aprendents sens denunci (...)
- **14** « A propuesta del propio consul quedo aprobado que se haga doble libro quedando el uno en poder de (...)
- **15** *Ibidem*.
- **16** AHCB, Gremis especiales, 12-2.

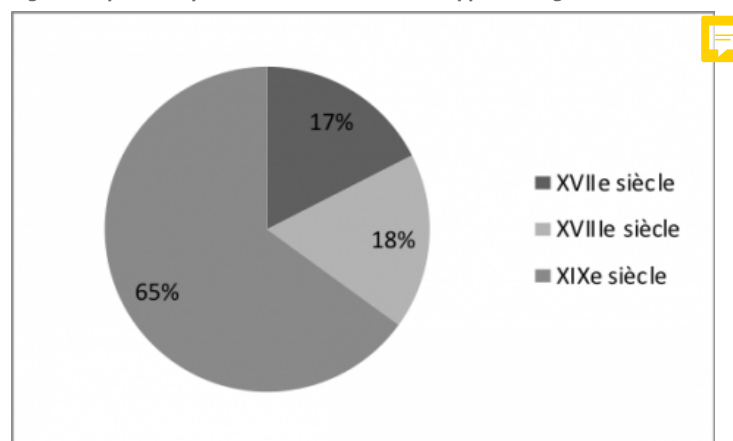
- **17** Il s'agit d'une attestation devant notaire du doreur Joseph Vassiana concernant Francisco Mas, en (...)

- **18** Nous avons découvert qu'une seule attestation concernant l'apprentissage d'un fils chez son père, (...)

- **19** AHCB, Gremis especiales, 24-2, f° 47-48.
- **20** AHCB, Gremis especiales, 12-1.
- **21** AHPB, 1180/10, fol. 187v-188, 213r-v, 221r-v, 256r-v, 260r-v, 309r-v, 310r-v, 311r-v.

que c'est seulement à partir de 1814 que le recours au notaire devient systématique, alors que la déclaration des apprentis devenait obligatoire – les deux procédures sont intimement liées : entre le 26 juin et le 29 octobre 1814, ce furent près de quatorze contrats qui furent passés devant le notaire de la confrérie ²¹.

Fig. 1 – Répartition par siècle des 40 contrats d'apprentissage rassemblés.



Agrandir

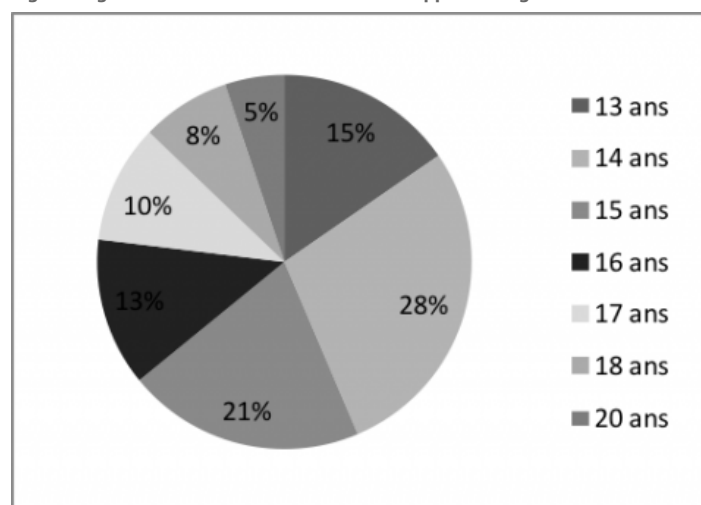
- 10 Pourquoi un tel changement ? Parce que le Roi, en 1814, avait rétabli dans la Monarchie Hispanique les communautés de métier supprimées en 1810. Les maîtres devaient montrer l'exemple, eux qui venaient de vivre quatre années (1810-1814) sans la protection qu'apportait la confrérie. Ils voyaient finalement d'un œil différent les garanties que pouvaient amener des actes officiels – qu'il s'agisse de statuts, de contrats d'apprentissage ou de maîtrises –, aussi coûteux et contraignants soient-ils. À Malaga, où Sebastián González Segarra n'a découvert, pour la première moitié du XVIIIe siècle, qu'un seul contrat d'apprentissage de peintre et aucun contrat de doreurs, arrive à la même conclusion : ce sont le coût et les contraintes de l'engagement notarié qui expliquent pourquoi maîtres et apprentis y recouraient aussi peu ²².

- 22 González Segarra 2003, p. 104-108.

Portrait-robot de l'apprenti

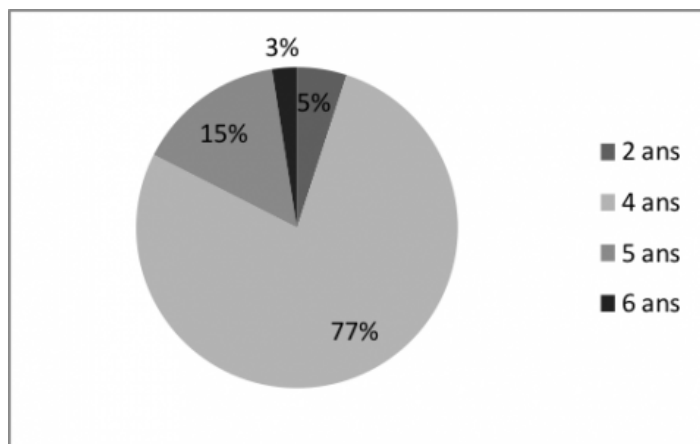
- 11 La confrontation de ces contrats permet cependant de formuler plusieurs remarques. La première concerne l'âge moyen de l'apprenti lorsqu'il débute sa formation – entre quatorze et quinze ans pour 49 % d'entre eux – treize ans étant l'âge le plus bas, vingt le plus élevé. Une autre remarque concerne la durée de cette formation – quatre années pour la majorité des contrats découverts, ce qui correspond à ce qu'imposait la réglementation dès 1599.

Fig. 2 – Âge de l'élève lors de son entrée en apprentissage.



Agrandir

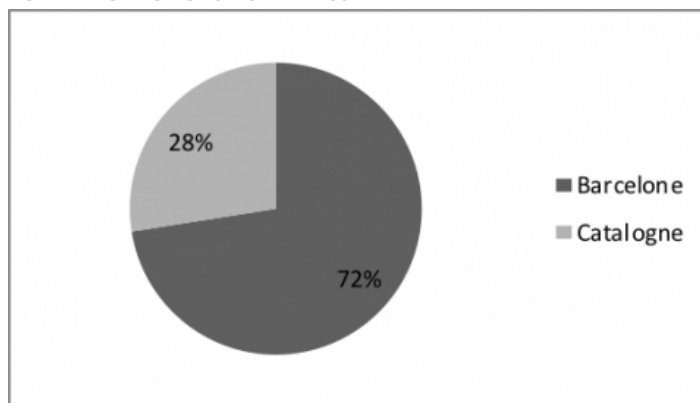
Fig. 3 – Durée de l'apprentissage.



Agrandir

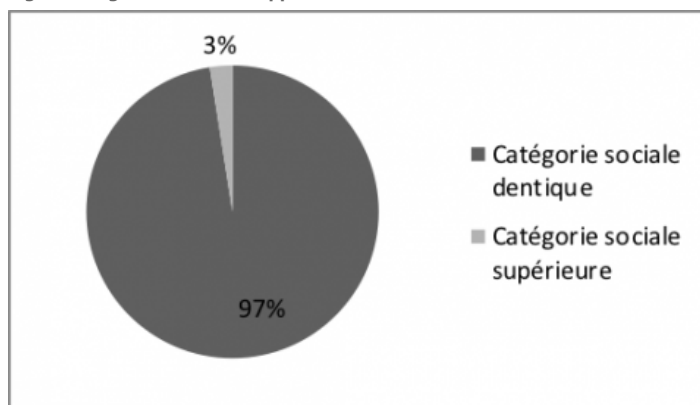
- 12 Les contrats nous renseignent aussi sur l'origine géographique et sociale des apprentis. Une grande majorité d'entre eux était issue de Barcelone (72 %) tandis que le reste venait du reste de la Catalogne (28 %). Faut-il y voir l'efficacité du protectionnisme de la confrérie ou bien le manque d'attractivité de cette ville comme lieu de formation des doreurs ? Il est difficile de le dire, mais en favorisant les enfants et gendres de maîtres, la mobilité n'était pas incitée. Et l'on retrouve dans l'origine sociale des apprentis un autre reflet de ce monde fermé puisque, sur quarante apprentis, un seul d'entre eux (Magi Torrabruna, 1647) est issu d'une classe sociale plus élevée – son père était notaire – les autres étant tous enfants d'artisans.

Fig. 4 – Origine géographique des apprentis.



Agrandir

Fig. 5 – Origine sociale des apprentis.



Agrandir

- 13 Deux dernières remarques, enfin, sur la typologie de ces contrats notariés. La première concerne la forme. Si l'on compare un contrat du début du XVII^e siècle, après que l'apprentissage eut été rendu obligatoire par les statuts de 1599, à ceux passés en 1815, on constate une simplification importante. Aux tournures notariales, rappels des clauses financières, garanties de tierces personnes, promesse d'aider la famille du maître en « toutes choses honnêtes et licites » contre le gîte et le couvert, se substitua lentement un contrat court, rappelant seulement le nom du maître, de l'apprenti, son origine, son âge, la

durée et l'engagement à délivrer un brevet à l'issue de la formation. La seconde remarque concerne le fond, c'est-à-dire le contenu qui, des plus anciens contrats découverts à ceux des années 1830, n'est jamais détaillé. Il n'y eut aucune évolution de ce point de vue : tout au long de la période, le contrat d'apprentissage fut seulement un engagement juridique, sans contenu technique ou artistique.

L'accord verbal

- 14 Autre forme d'engagement, l'accord verbal (*de paraules*) entre le maître et les représentants légaux de l'apprenti tient du paradoxe tant ce fut celui auquel les confrères eurent le plus recours, et qu'ils dénoncèrent le plus, dans le même temps, lors des conseils. Dès le 7 octobre 1636 **23**, alors même que l'apprentissage n'était imposé que depuis 1599, les consuls regrettaient que la majorité des engagements se fassent de cette manière. Ils rappelaient que cela rendait impossible tout recours, concernant notamment le respect du temps d'apprentissage, puisque l'accord n'avait laissé aucune trace. Ils demandaient que les maîtres recourent systématiquement à l'acte notarié dans les dix jours suivant l'entrée de l'apprenti dans l'atelier – recommandation qui ne fut jamais suivie. L'accord oral resta majoritaire puisqu'en 1744, parmi les arguments justifiant la modification des statuts, les confrères mentionnaient à nouveau le cas de ces nombreux apprentis rentrés dans des ateliers sans acte officiel et qui en sortaient tout aussi officieusement **24**. Pourquoi cette préférence donnée à l'accord verbal ? Les raisons sont nombreuses : l'économie que représente le fait de ne pas rédiger un acte officiel ; de ne pas avoir à s'acquitter de la taxe de 3 livres par apprenti, devenue obligatoire en 1757 **25** ; la possibilité de se défaire facilement d'un mauvais élève – ou de partir sans crainte de l'atelier ; de pouvoir prendre un apprenti temporairement, pour des périodes plus courtes que celle prévue par les statuts.
- **23** AHCB, Gremis especials, 24-2, fol. 47-48.
 - **24** Requête des années 1744-1752, AHCB, Gremis especials, 12-2.
 - **25** *Ibidem*.

La rentabilité

- 15 À la lecture de ce corpus documentaire, on devine en effet que c'était la rentabilité l'unique but poursuivi par les maîtres – dont il faut rappeler qu'ils n'étaient pas payés – lors de l'embauche d'un apprenti. Deux sujets, souvent abordés lors des réunions de la confrérie – la limitation du nombre d'apprentis et le fait que les maîtres doivent ou non les loger et les nourrir –, en apportent la preuve.

La limitation du nombre d'apprentis

- 16 La lecture des délibérations montre qu'il y eut une volonté permanente de la confrérie de limiter le nombre d'apprentis. Consciente du déficit de formation que représentait le fait d'en accueillir plusieurs dans le même atelier et se plaignant de ce que beaucoup de maîtres le faisaient, les confrères souhaitèrent, dès 1744, limiter leur nombre et imposer une taxe sur chaque apprenti, acquittée par le maître. Elle ne fut finalement mise en place qu'en 1757 **26**. Le sujet ne fut plus abordé jusqu'au 5 août 1781, lorsque les confrères décidèrent finalement de statuer en limitant le nombre d'apprentis à un par atelier **27**, ce qu'entérinèrent les autorités de la ville dès le 14 août 1781 **28**. Cela ne résolut pas le problème car, le 10 novembre 1789 **29**, les confrères constataient que plusieurs maîtres avaient encore deux apprentis. Certains sollicitèrent immédiatement des juges un régime d'exception qui leur fut refusé (12 août 1790) **30**, aucun argument ne pouvant justifier leur demande ; ils devaient se plier aux statuts. Pourquoi les maîtres décidèrent-ils de légiférer aussi strictement sur le sujet alors qu'ils se contentèrent, sur bien d'autres, d'en rester à de simples recommandations ? Plus que la volonté de protéger les apprentis et leur garantir une formation d'un bon niveau, il s'agissait d'empêcher la création de grands ateliers où un maître, entouré de nombreux apprentis, répondrait à de nombreuses commandes, ce qui aurait déséquilibré le marché.
- **26** AHCB, Gremis especials, 12-2.
 - **27** « Seguidament fonch proposat que respecte los abusos que hi ha a sostreure los uns als altres los (...) »
 - **28** AHCB, Gremis municipals, b. 20.
 - **29** *Ibidem*.
 - **30** *Ibidem*.

Le logement et la nourriture

- 17 Quelques témoignages de compagnons ou d'anciens apprentis recueillis lors de deux procès que connut la confrérie au milieu du XVIII^e siècle **31**, montrent à quel point la rentabilisation de l'apprentissage était inscrite dans les mentalités des maîtres qui en « autorisèrent » certains à résider et manger dans leur propre maison. Tout au long des XVI^e et XVII^e siècles, et conformément au schéma artisanal, la tradition voulait que le maître hébergeât l'apprenti, le nourrissant et le logeant, ce dernier s'engageant en contrepartie à le servir ainsi que sa famille « en toutes choses honnêtes et licites ». Par le coût qu'il représentait, et puisque les maîtres n'étaient pas rémunérés, on comprend que l'hébergement ait été au cœur de la négociation avec la famille lors de
- **31** Il s'agit des procès entre la confrérie et Rafael Bornio, Arxiu de la Corona d'Aragó (à présent AC (...))
 - **32** ACA, Real Audiencia de Cataluña, Pleitos civiles, 312, *Passim*.
 - **33** *Ibidem*.

l'embauche de l'apprenti. Un témoin convoqué par les juges lors du procès qui opposa la confrérie à un candidat refusé à la maîtrise (1756), expliqua que lorsque celui-ci : « Entra comme apprenti chez son maître [...] il fut convenu [entre le doreur et ses parents] qu'il devrait manger pendant un moment chez ses parents et j'ai pu constater qu'il le fit pendant près de deux ans et quelques mois »³². Il semble que la coutume se soit répandue tout au long du XVIII^e siècle, car un autre témoin expliqua que lorsqu'il était entré comme apprenti, vers 1750, il avait été convenu entre le maître et son père qu'il mangerait et dormirait chez ses parents durant les quatre années de sa formation³³. Un autre compagnon rappela que, dans son cas, l'accord avait prévu qu'il soit nourri et logé chez ses parents durant la première moitié du temps de sa formation (deux ans et demi), tandis qu'il passerait les deux années et demie suivantes chez son maître.

- 18 Il s'agissait, pour les confrères, soit d'économiser les frais liés à l'hébergement pour toute la durée de l'apprentissage, soit de prendre les apprentis chez eux à la moitié de leur formation, alors qu'ils devenaient « rentables » car ils savaient déjà travailler. D'autres avaient, cependant, un profil encore plus étonnant tel un compagnon de 51 ans (!) qui expliqua qu'étant marié lorsqu'il avait fait son apprentissage cinq ans auparavant, non seulement son maître l'avait autorisé à dormir et manger chez lui, mais en plus il l'avait payé. Le principe était semble-t-il, répandu, le témoin citant d'autres cas. S'agissait-il d'apprentis ? Certes, ils se désignaient comme tels, mais leur âge, le fait qu'ils soient salariés, cela laissait plutôt deviner un arrangement avec la loi, lorsqu'on sait la rentabilité qu'attendaient les maîtres de leurs élèves. Ce procédé dut prendre de l'ampleur puisque, le 29 janvier 1760³⁴, la confrérie décida, en raison « de nombreux excès », d'interdire aux apprentis de dormir et manger en dehors de la maison de leur maître. Il faut y voir, comme pour la question de la limitation de leur nombre par atelier, le souhait des confrères de ne pas voir se développer de véritables entreprises où des apprentis effectueraient des travaux pour les maîtres sans que ces derniers soient contraints d'être présents à leur côté. Ce n'est qu'en 1834, avec la promulgation de nouveaux statuts, que la confrérie autorisa à nouveau les apprentis qui le souhaitaient, à manger et dormir en dehors de la maison de leur maître.

- **34** « Que se ha experimentat de alguns temps a esta part que alguns individus tenen aprenents y perme (...) »

Quelle formation ?

- 19 Si le croisement de la documentation permet de reconstituer les contraintes, les obligations des maîtres et des apprentis, les accommodements permanents avec les règles, il est cependant extrêmement difficile d'avoir une vision précise du contenu de l'apprentissage. On l'a dit, les quelques contrats rassemblés étaient des actes juridiques, qui ne livraient aucune information sur le sujet et, de tous les procès et conflits que nous avons découverts, seul celui qui opposa le doreur Joan Moxi à son ancien apprenti Pere Blanxart en 1694³⁵, apporte quelques éléments de réponse. Si la rentabilité qu'attendait un maître de son apprenti y est clairement rappelée, tout ce qui peut concerner le déroulement et le contenu de la formation était beaucoup plus brièvement évoqué. Pere Blanxart avait quitté l'atelier du doreur Joan Moxi au bout de trois années, soit un an avant l'échéance prévue. Le maître demandait l'application des clauses et garanties négociées lors de la signature du contrat. Les témoignages du maître et de l'apprenti retranscrits dans les minutes du procès montrent que l'enseignement de la pratique et la rentabilité de l'embauche étaient, dans l'esprit des doreurs, deux notions intimement liées. Le maître commençait en effet par justifier sa demande d'indemnisation par le coût journalier d'un apprenti, rappelant qu'il était : « Établi que la dépense que représente un apprenti pour un maître, dans cette ville [Barcelone], est estimée à dix-huit deniers par jour soit vingt-sept livres six sous et sept deniers pour une année »³⁶. Le père de l'apprenti s'opposait à cette demande, rappelant que si son fils « s'en était allé de la maison de Joan Moxi, c'est parce que ce dernier ne voulait pas lui apprendre à incarner, colorer et étoffer ». Le maître niait, en expliquant que l'apprentissage de la dorure répondait à des règles. Preuve de la qualité de l'enseignement qu'il avait délivré, le maître rappelait que :

À l'époque où Pere Blanxart était dans son atelier, il pratiquait tellement bien le métier de doreur eu égard au temps de formation qu'il avait reçu, qu'en deux occasions ledit Moxi lui avait donné l'autorisation d'aider et travailler deux doreurs différents, qui étaient Bernat Colubran et un dénommé Urgellés de Mataro, lequel Bernat Colubran lui versa comme salaire 3 livres 10 sous pour chaque mois de travail effectué en plus des dépenses, tandis que ledit Urgellés versa au dit Blanxart 4 livres de salaire pour le mois durant lequel il l'aida en plus des frais de nourriture et boissons³⁷.

- **37** « Que en lo temps que dit Pere Blanxart estave en la casa de esta part treballant molt be del off (...) »

- 20 Ce procès montrait à quel point le coût de l'apprenti – la boisson et la nourriture – restait un argument central ; que l'on n'hésitait pas à le « prêter » à des confrères, dès lors que l'activité baissait – chose étonnante tant

l'engagement, écrit ou oral, semblait lier l'apprenti à son maître. Ce procès ne révélait rien d'exceptionnel et le procédé perdura à en juger par le procès-verbal du conseil de la confrérie du 1^{er} mai 1744. Les maîtres étaient réunis car ils avaient décidé que Rafael Bornio, qui n'avait pas accompli les quatre années d'apprentissage imposées par les statuts, ne passe pas la maîtrise. Celui-ci leur avait intenté un procès, rappelant qu'il avait été apprenti dans plusieurs ateliers de la ville :

Il fut résolu que tous les confrères, sous serment, déclarent s'ils ont eu le dit Rafael Bornio comme apprenti dans leur atelier [...] [ce à quoi il apparaît que celui-ci a été] trois mois et quelques jours chez Joseph Tarroja, un mois chez Onofre Boet, quelques jours chez Joan Ribas, un mois chez Pere Rigalt, un mois chez Anton Parera, un jour chez Agustí Viladomat, deux mois et demi chez Anton Carbonell ³⁸.

• **38** « Fonch resolot que tots los individus prestassen lo jurament a cerca de no haver tingut en sa cas (...) »

- 21 Près de sept maîtres différents l'avaient accueilli comme apprenti pour des durées allant d'un jour à un peu plus de trois mois, et il avait été certainement payé, ce qui allait à l'encontre de la réglementation. Si l'on peut douter de la qualité de la formation sur des périodes aussi variables, on ne peut, en outre, qu'émettre des hypothèses s'agissant des techniques et procédés enseignés. Comme dans toute formation artisanale, l'enseignement était certainement progressif, et les tâches allaient en s'élevant techniquement, des gestes les plus simples – préparer la colle, dépolir et enduire les supports –, aux techniques les plus difficiles. Ce qui est particulièrement intéressant chez les doreurs, c'est la place centrale qu'occupait le dessin dans leur formation. En 1694, lors du procès précédemment cité, le doreur rappelait que « les compétences du métier de doreur les plus difficiles à atteindre sont incarner et étoffer, celles que l'on enseigne et apprend en dernier et qui ne peuvent être apprises sans que d'abord l'on sache dessiner [...] qu'à de nombreuses reprises [le maître] avait insisté qu'il s'applique à dessiner [ce que l'apprenti] ne fit pas » ³⁹. En 1758, lors d'un autre procès, cette fois entre un prétendant à la maîtrise et la confrérie ⁴⁰, un peintre, convoqué comme témoin rappelait que « l'enseignement du dessin faisait partie de l'apprentissage au métier et qu'il avait vu plusieurs maîtres doreurs l'enseigner à leurs apprentis en vue de l'examen » ⁴¹. Ces deux témoignages, rares, démontraient cependant la place essentielle qu'occupait le dessin dans la formation des doreurs et expliquaient le rôle central qu'il avait lors de l'examen de maîtrise. Car ce n'est qu'après l'exécution d'un dessin (*tentativa* : fig. 1) jugé recevable par les confrères, que le candidat à la maîtrise pouvait accéder à la seconde étape de l'examen – où, en plus de la dorure et la polychromie d'une sculpture et d'une frise, il devait exécuter un second dessin (*mestria* : fig. 2, 3). Ce qui est paradoxal, c'est que les statuts de la confrérie n'évoquent le dessin dans ce protocole d'examen que tardivement – en 1744 alors même qu'il était exigé dans les faits dès la création de la confrérie en 1650 ⁴² – et sans donner de détail particulier ⁴³ concernant la technique ou l'iconographie. C'est certainement pour pallier cette absence de précisions que les doreurs décidèrent, le 7 novembre 1785 ⁴⁴, de conserver un ensemble de vingt-quatre dessins de maîtrise afin de permettre aux candidats de se faire une idée de l'exercice attendu, du niveau d'exigence technique souhaité ; aux maîtres d'avoir un modèle de comparaison lors de l'examen. De vingt-quatre, ce corpus s'est enrichi de manière permanente, comme le prouvent les cent quarante-trois dessins de maîtrise (*passanties*) qui nous sont parvenus ⁴⁵, rassemblés dans un recueil conservé aux archives de la ville de Barcelone, constituant un corpus unique, à notre connaissance, s'agissant des confréries de doreurs dans la monarchie hispanique.
- 22 Ainsi, s'il fallait résumer l'apprentissage du métier de doreur à Barcelone sur cette période de plus de deux siècles (1599-1834), c'est naturellement la place centrale accordée à la pratique du dessin qu'il faudrait retenir – centrale, bien que tue par les sources. Mais c'est aussi la continuité d'un système corporatiste – durée de temps imposée, rentabilité attendue, contenus théoriques absents, contraintes juridiques en la seule faveur des maîtres – preuves d'une vision très artisanale du métier qui resta éloigné des grandes évolutions théoriques que connurent la majorité des activités artistiques dans la Monarchie Hispannique tout au long du XVIII^e siècle.

• **39** « Posa que lo mes primeros del officio de daurador consisteix en encarnar y estofar, los quals cosa (...) »

• **40** « Por acordarse haver visto el dibujo que vulgarmente se llama cogullo que hizo Juan Prat oy maes (...) »

• **41** « Lo que digo el testigo saber per acordarse bien haverlo oïdo a dezir en diferentes ocasiones a (...) »

• **42** Le plus ancien examen de maîtrise que nous ayons découvert, celui de Ramon Pinos le 6 février 1662 (...) »

• **43** « En lo temps se li voldra donar la mestria de llapis o altre cosa consemblant lo que li sera orde (...) »

• **44** « Fonch proposat que respecte que sempre hi ha al estiguetas sobre las tentativas per raho dels di (...) »

• **45** AHCB, Gremis especials, 12-3.

Bibliographie

Archives

ACA = Arxiu de la Corona d'Aragó

AHCB = Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona

AHPB = Arxiu Històric de Protocols de Barcelona

Études secondaires

Ansón Navarro 1987 = A. Ansón Navarro, *El gremio de doradores de Zaragoza (1675-1820)*, dans *Homenaje a D. Federico Balaguer Sánchez*, Zaragoza, Instituto de Estudios Altoaragoneses, 1987, p. 485-511.

Buchón Cuevas 2012 = A.M. Buchón Cuevas, *Pintar la escultura: apuntes sobre doradores de los siglos XVII y XVIII en Valencia*, dans *Ars Longa*, 21, 2012, p. 197-214.

González Segarra 2003 = S. González Segarra, *Pintores y doradores malagueños, 1700-1747. Talleres y aprendices*, dans *Isla de Arriarán: revista cultural y científica*, 21, 2003, p. 103-122.

Lugand 2017 = J. Lugand, *La confrérie des doreurs de Barcelone (1599-1834)*, mémoire inédit d'Habilitation à Diriger des Recherches, EPHE-PSL, 2017.

Notes

1 Lugand 2017, p. 14-58.

2 *Ibidem*, p. 75-97.

3 Anson Navarro 1987, p. 493.

4 Buchón Cuevas 2012, p. 201.

5 AHCB, Gremis especials, 12-2.

6 C'est le cas, en 1694, du doreur Joan Moxi attaqué en justice le père d'un apprenti parti avant le terme de sa formation. Le procès se réfère en permanence au contrat d'apprentissage signé devant notaire. Le maître obtint gain de cause. Cf. AHCB, Arxiu Veguer, XXXVI-197.

7 Nous n'avons relevé que deux demandes, qui furent à chaque fois acceptées, le 30 novembre 1785, un apprenti qui avait servi deux ans dans l'armée, AHPB, 1090/20, f° 376v-377 ; le 6 juin 1773, un atre expliquait avoir dû travailler pour aider sa famille dans le besoin, AHPB, 1090/8, fol. 221-v.

8 AHCB, Gremis especials, 12-2.

9 « Item [...] que tots los aprenents de daurador quant entranse assentassen en un llibre que axis quant voldran demanar la plassa se sabra ab certesa si hauran cumplert lo temps que disposan las ordinacions [...]tots los collegiats del present collegi presents y esdevenidors los quals tenen y tindran aprenent o aprenents en les cases hajen de participar als senyors consols peraque sien escrits en un llibre que ells tindran per este effecte continuant quin die hauran entrat y asso se haje de fer dins un mes », AHPB, 902/4, f° 218v-219.

10 « E mes fonch proposat que ningun confrare puga pendrer ningun aprenendiz menos que al cap de dos mesos que tindra lo tal aprenent le denunciado als consols del present comu a fi de acentar lo en un llibre », AHPB, 1001/19, fol. 33v.

11 « Que en adelante qualquiera maestro dorador, y pintor retablero que domitiere algun aprenendiz [...] pague al comun [...] onse libras, y quatre sueldos [...] en el termino de un mes [...] y en caso que dentro el termino de un mes no habra denunciado a los consules [...] el auto de aprendisatje caigue el tal maestro en pena de dies libras por cada vez ». *Ibidem*.

12 AHCB, Gremis general.

13 « Que de algun temps a esta part se observa de que alguns individuos prenen aprenents sens denunciarlos als consols ni ferse lo acte de aprenentatge [...] de aqui al devant qualsevol individuo que prenguia aprenent dega denunciarlo als consols dins lo termini de vuit dias, y firmar lo acte de aprenentatge dins dos mesos y que conclos dit aprenentatge se dega escriure en lo llibre de fadrins », AHPB, 1090/34, fol. 151v-152v.

14 « A propuesta del propio consul quedo aprobado que se haga doble libro quedando el uno en poder del consul primero y el otro en la arca de la cofadria en el cual se noten todos los jovenes que quieran ser aprendices doradores con espression del dia, mes y año de su entrada y que las diez pesetas que pagan de entrada queden a favor del gremio », AHCB, Gremis especials, 12-1.

15 *Ibidem*.

16 AHCB, Gremis especials, 12-2.

17 Il s'agit d'une attestation devant notaire du doreur Joseph Vassiana concernant Francisco Mas, en date du 25 novembre 1681, AHPB 833/5, f° 387-v ; de celle, datant du 14 décembre 1805, concernant Manuel Pi qui s'était formé auprès de Valentin Soler, AHCB, Gremis especiales, 12-1.

18 Nous avons découvert qu'une seule attestation concernant l'apprentissage d'un fils chez son père, celle que rédigea Joan Bornio, fils du doreur Rafael Bornio, lorsqu'il souhaite intégrer la confrérie le 23 août 1787. Rappelons que son père fut pendant plus de 10 ans (1743-1756) en procès avec la confrérie qui lui avait refusé la maîtrise. Il y a tout lieu de penser qu'il s'agissait d'une représaille puisque nous n'avons retrouvé, pour la période, aucun autre document de ce type, AHCB, Gremis especiales, 12-1.

19 AHCB, Gremis especiales, 24-2, f° 47-48.

20 AHCB, Gremis especiales, 12-1.

21 AHPB, 1180/10, fol. 187v-188, 213r-v, 221r-v, 256r-v, 260r-v, 309r-v, 310r-v, 311r-v.

22 González Segarra 2003, p. 104-108.

23 AHCB, Gremis especiales, 24-2, fol. 47-48.

24 Requête des années 1744-1752, AHCB, Gremis especiales, 12-2.

25 *Ibidem*.

26 AHCB, Gremis especiales, 12-2.

27 « Seguidament fonch proposat que respecte los abusos que hi ha a sostreure los uns als altres los aprenents que deliberen [...] que ningun mestre puga tenir de aqui al devant mes que un aprenent fins y atant sien tres mesos antes de acabar lo aprenentatge [...] que en esta resolucio no sien compresos los que actualment ne tenen dos », AHPB, 1090/16, fol. 159-160.

28 AHCB, Gremis municipals, b. 20.

29 *Ibidem*.

30 *Ibidem*.

31 Il s'agit des procès entre la confrérie et Rafael Bornio, Arxiu de la Corona d'Aragó (à présent ACA), Real Audiencia de Cataluña, Pleitos civiles, 22 039 : Causa del síndico del gremio de doradores de Barcelona contra Rafael Bornio, dorador, vecino de la ciudad de Barcelona, 1746 et Joseph Sahun, ACA, Real Audiencia de Cataluña, Pleitos civiles, 312 : Causa del síndico del gremio de doradores de Barcelona contra Josep Sahun, joven dorador natural de Barcelona, 1757.

32 ACA, Real Audiencia de Cataluña, Pleitos civiles, 312, *Passim*.

33 *Ibidem*.

34 « Que se ha experimentat de alguns temps a esta part que alguns individus tenen aprenents y permetent en per sos fins que dits aprenents vagen a menjar y dormir a fora de casa sua, de redundan molts inconvenients, y es contra lo que se ha acostumat practicar [...] e lo dit consell general [...] delibera que de aqui en avant ningun daurador puga tenir aprenent, sino es que mengia y dormia en casa sua, baix pena de deu lliuas per cada vegada que fara lo contrari », AHPB, 1013/26, f° 95v-96v.

35 AHCB, Arxiu Veguer, XXXVI-197, *Passim*.

36 « Posa que la despesa que fa un amo a un aprenent en la present ciutat, segons us y costum desta ciutat, se estima divuit diners per quiscun die, y es ver [...] que la despesa de un any a raho de divuit diners per quiscun die importa la quantitat de vint y set lliures set sous y sis ». *Ibidem*.

37 « Que en lo temps que dit Pere Blanxart estave en la casa de esta part treballant molt be del offici de daurador per lo temps que havia estat per aprenent de dit offici, de tal manera que en dos ocasions differents dit Moxi dona llicencia a dit Blanxart, per ajudar a treballar del offici de daurador a dos dauradors differents, qui foren Bernat Colubran y a tal Urgellés de Mataro, al qual Blanxart, dona Bernat Colubran 3# 10 sous per quiscun mes, que li ajuda a treballar per raho de son selari, a mes de la despesa, y lo dit Urgellés li dona a dit Blanxart 4# de salari per un mes que li ajuda a treballar del dit offici, a mes de que lo dit Urgellés feu tambe la despesa de menjar y beure per lo espay de dit mes al dit Blanxart », *Ibidem*.

38 « Fonch resolt que tots los individus prestassen lo jurament a cerca de no haver tingut en sa casa per aprenent del dit offici de daurador a Rafel Burnio [...] en casa Joseph Tarroja ha treballat tres mesos y alguns dias, en casa Onofre Boet un mes, en casa Joan Ribas, uns dias, en casa Pere Rigalt, un mes, en casa Anton Parera un mes, en casa Agusti Viladomat, un dia, y en casa Anton Carbonell, dos mesos y mitg », AHPB, 1001/19, fol. 33.

39 « Posa que lo mes primeros del offici de daurador consisteix en encarnar y

estofar, los quals cosas son las ultimas que se acostuman a ensenyar y apendrer en dit offi, los quals babilitats nos poden apendrer sens que primerament se sapia de dibuxar, y es ver. Posa que dita esta part de Joan Moxi insta, per moltissimas vegades, al dit Père Blanxart, de que se aplicas en dibuxar, y es ver ; Posa que cessa esser ver consta ni constar puga que lo dit Pere Blanxart se aja aplicat en dibuxar ni que sapia de dibuxar, ni que de una ni altre cosa consta ni constar puga, y es ver », AHCB, Arxiu Veguer, XXXVI-197.

40 « Por acordarse haver visto el dibujo que vulgaramente se llama cogullo que hizo Juan Prat oy maestro dorador de esta ciudad por haversele enseñado el mismo Prat a el testigo al tiempo y ocasion que queria entrar y conseguia la maestria de dorador », ACA, Real Audiencia de Cataluña, Pleitos civiles, 312 : Causa del síndico del gremio de doradores de Barcelona contra Josep Sahun, joven dorador natural de Barcelona, 1757.

41 « Lo que digo el testigo saber per acordarse bien haverlo ohido a dezir en diferentes ocasiones a diferentes maestros doradores de esta ciudd todo assi [...] y en otra manera haver visto por haversele enseñado el dibuixo que vulgrament se llama cogullo [...] haver visto los demas examenes que para ser maestros deven hazer despues del primer dibuxo, llamado cogullo, los pretendientes la maestria de dorador por haverseles enseñado aquellos algunos de dichos maestros doradores ». *Ibidem*, 26 juillet 1756.

42 Le plus ancien examen de maîtrise que nous ayons découvert, celui de Ramon Pinos le 6 février 1662, mentionne pour la première étape de l'épreuve, « un dibuix colorit » ainsi que « un cogullo », AHPB, 763/4, fol. 147-148.

43 « En lo temps se li voldra donar la mestria de llapis o altre cosa consemblant lo que li serà ordenat fer per los mestres ques trobaran en lo examen de aquell », article 7, AHCB, Gremis Especial 12-2.

44 « Fonch proposat que respecte que sempre hi ha al estiguetas sobre las tentativas per raho dels dibuxos que fans los que muntan als examens que per esto si los apase presentan vint y quatre dibuxos pera que los que pugran als examens ne prenguan un de aquells que vullia lo pretensor pues per estos se podra conexas satisficiencia que no era antes dable, y que por asegurarse della mols dels individuos demanaban al pretensor lo que los aparexiu gastant ab esto molt temps per asegurarse de la suficiencia que queda ab esto subanat. Y fonch resolt a pluralitat de veus que facia com diu la proposicio rubricanse los dibuxos », AHPB, 1090/20, fol. 347r-v.

45 AHCB, Gremis especials, 12-3.

Table des illustrations



Titre Fig. 1 – Répartition par siècle des 40 contrats d'apprentissage rassemblés.



Titre Fig. 2 – Âge de l'élève lors de son entrée en apprentissage.



Titre Fig. 3 – Durée de l'apprentissage.



Titre Fig. 4 – Origine géographique des apprentis.



Titre Fig. 5 – Origine sociale des apprentis.

Pour citer cet article

Référence électronique

Julien Lugand, « L'apprentissage du métier de doreur à Barcelone (1650-1834) », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 10 février 2020, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6772>

Auteur

Julien Lugand

Université de Perpignan Via Domitia – CRESEM EA7397, julien.lugand@univ-perp.fr

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec [Lodel](#) – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Bread production apprenticeship in Barcelona

Mercè Renom

résumé | index | plan | notes de l'auteur | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumé

The aim of this article is to analyze apprenticeship in the bakery trade of Barcelona, which has not been studied to date. It covers a broad chronological period, from the late Middle Ages to the mid-nineteenth century. More specifically, it analyzes apprenticeship in the eighteenth century, the role of the guild, the duration of the apprenticeship, the age of the apprentices, their geographic and socio-professional origin, with the trade of their fathers. The most important source for this analysis was the series of registers of apprentices of the bakers' guild of Barcelona. The same source offers information on the number of master bakers who accepted apprentices. This case study comes within the context of the fruitful line of research devoted to studying apprenticeship in pre-industrial Europe.

Entrées d'index

Keywords : guilds, apprenticeship, bakers, Barcelona

Plan

Bread in Barcelona and the city government

The bakers' guild in Barcelona

The bakers of Barcelona and their apprentices

Duration of the apprenticeship

Age of the apprentices

Origin of the apprentices

The paternal trades of apprentices

The master bakers who accepted apprentices

The bakers of Barcelona after the dissolution of the Guilds

Work in the bakery and the place of apprentices in the nineteenth century

Conclusions

Politiques de publication

Suivez-nous



Flux RSS

Lettres d'information

La Lettre d'OpenEdition



Notes de l'auteur

The research undertaken by Mercè Renom forms part of the programme of the research group Treball, Institucions i Gènere (TIG) of the University of Barcelona, funded by the Generalitat of Catalonia (2014-SGR-171), and of the projects "Crisis y reconstrucción de los mercados de trabajo en Cataluña, 1760-1960" (HAR2014-57187-P) and "Mundos del trabajo en transición (1750-1930) : cualificación, movilidad y desigualdades" (HAR2017-84030-P) of the Ministerio Español de Economía y Competitividad (MINECO). The basis of this article was presented in the session "Apprenticeship, work and creation in early modern Europe" of the ELHC Conference 2017 (Paris, November 2-4) coordinate by Anna Bellavitis (Université de Rouen Normandie-GRHIS/IUF) and Valentina Sapienza (université de Lille 3-IRHIS – Università Ca' Foscari Venezia). This translation is by Richard Pike.

Texte intégral

- 1 Studies on apprenticeship in modern Europe have opened up a very interesting line of research. ¹ The complexity of apprenticeships requires case studies to understand the numerous different types of conditions and the relations of apprentices in the world of work.
 - 2 From among pre-industrial jobs, bread production and distribution in towns has been studied less than others, although it is an essential activity associated with trade in cereals and strictly supervised by the municipal authorities, aware of their responsibility to guarantee the provision of bread and to contain prices in order to guarantee social peace. Some European cities have studies on the complex organization of bread production and distribution, such as those by Stephen Kaplan on Paris in the eighteenth century, or Concepción de Castro on Madrid **in the sixteenth and eighteenth centuries.** ² There are also studies on subsistence, for example in London, Kent and Barcelona. ³ In relation to Barcelona, certain researchers have studied the supply of cereals and bread production, mainly in mediaeval times, ⁴ although further specific research is required.
 - 3 Having studied the food supply system in Barcelona and other towns of Catalonia, ⁵ I have now concentrated my research on the work of Barcelona's bakers, how they organized their work and transmitted knowledge and skills from one generation to the next, their guild, the relations of the guild with the municipal authorities and other aspects related to the supply of bread in the city.
 - 4 This article focuses basically on apprenticeship in the bakers' trade in Barcelona in the eighteenth century and the first half of the nineteenth, a subject which has not yet been studied. Our essential source is the registers of apprentices of the bakers' guild between 1701 and 1836, with some gaps caused by wars or legislative changes. ⁶ There are considerable quantitative variations in the number of annual records, with a maximum of 60 in 1712, and less than 12 or even none in other years. This reduction is sometimes justified, for example the lack of records in 1714, when Barcelona was under siege and suffered from defeat in the War of the Spanish Succession, and between 1809 and 1813, due to the Napoleonic War. Other reductions are currently difficult to explain.
 - 5 We have chosen to examine in detail three moments from this long period: the two five-year periods 1726-1730, with 98 records and 1766-1770, with 121 records. To complement this, we examined the year 1833 due to its proximity to the time of dissolution of the guilds in Spain (1834/6). ⁷ It did not make sense to study the five-year period 1831-1835, since the previous and subsequent years did not include a significant number of records (1830, 1831 and 1832, no record; 1834, four; 1835, five). It should be taken into account that sometimes the apprentices were recorded with a certain delay, which makes the counts inaccurate, but significant for our purpose.
 - 6 Other guild and municipal documentary and bibliographic sources will be cited, allowing us to construct a framework of reference for the bakery trade and bread supply in Barcelona. ⁸
- ¹ Such as Caracausi 2017 and 2008; Bellavitis 2016; Solà – Yamamichi 2016 and 2015; Yamamichi 2014; (...)
 - ² Kaplan 1988, 1993 and 1996; Castro 1987.
 - ³ Steel 2013; White 2000; Renom 2016a.
 - ⁴ Braudel 1976; Riera 2017 and 2016; Feliu 2016; Cáceres 2016.
 - ⁵ Renom 2006, 2009, 2016c and 2017.
 - ⁶ AHCB, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents, 1701-1725, reg. 6.22; (...)
 - ⁷ Real Decreto de 20/01/1834 and Orden de 30/06/1836. Almost half a century after their suppression (...)
 - ⁸ I would like to thank my colleagues Juanjo Romero, Cristina Borderías, José A. Nieto, and Antoni R (...)

Bread in Barcelona and the city government

- 7 Barcelona was a manufacturing city and the city government (the "Consell de Cent") obtained a monopoly of bread production and distribution in the late Middle Ages. The common goods to perform this task included the depots of wheat and other cereals ("posit"), the kneading workshops ("pastim") and the ovens. These were important buildings located in the economic centre of the city, next to the customs and the sea port, where the wheat arrived from the Mediterranean and, in times of shortage, from as far away as Russia. ⁹
- 8 The abundance of wheat or famine decided municipal policies on prices and bread production conditions. The municipal council could decide to maintain bread production as a monopoly, granting preference to the bakers of the city organized as a guild. It could, however, also decide to liberalize it, accepting the kneading and sale of bread by bakers from outside or even by individuals from the city. Controlled liberalization was an instrument of local power to introduce competition, reduce prices or overcome subsistence crises. There were private ovens for own consumption. When the municipality chose to maintain the monopoly, these ovens were fined by the local authorities if they sold bread to the public. ¹⁰ However, during times of crisis, the production and sale of bread by individuals were authorized and even encouraged. ¹¹ In the seventeenth century, the municipality of Barcelona decreed the liberalization of bread production and sale on several occasions, mainly to overcome shortages, giving rise to several disputes between the authorities and the guild. ¹²
- 9 All the guilds of Barcelona came under the jurisdiction of the municipal authorities, which approved their ordinances, intervened in disputes when the councils of the guilds could not solve them, before taking them to court. ¹³ In the nineteenth century, the second level of authority, after the councils of the guilds, was the Royal Board of Commerce ("Reial Junta de Comerç").
- 10 The Free bread production law was passed in the eighteenth century (1767), eliminating the municipal monopoly. This legislation was discussed and postponed successively by the Barcelona government because it went against its interests. ¹⁴ The almost final effects were felt after the end of the Napoleonic War (1814). ¹⁵ Bread production thus ceased to be a municipal monopoly. The freedom —although under administrative control to ensure the supply and the security of the safety of the facilities—, ¹⁶ gave way to the free initiative of bakers, but also to some consumers' cooperatives, as occurred in the town of Mataró, near Barcelona. ¹⁷ In the nineteenth century, and above all starting from the 1840s, the bakers of Barcelona created medium or small-sized economic units, but also cooperatives to adopt innovations, ¹⁸ societies of bakers for the joint purchase of wheat and flour, ¹⁹ or contracts with investors from other professions. ²⁰ At the time of the end of the municipal monopoly and the appearance of small bread production and sale units, the work of women in this sector became visible.
- 11 The suppression of guilds in 1834/6 did not entail the complete liberalization of economic activities. The bakers remained under administrative supervision for decades, being considered a sector of social interest. The experience of riots caused by price increases, notably of bread, explains the continued control of this sector. ²¹
- 12 How can we quantify bread supply in Barcelona? We do not have data prior to the nineteenth century. In 1850, the population of Barcelona was around 190,000 and daily bread consumption was 0.700 kg per person. ²² The average bread production in each of the 125 ovens recorded at that time must have been 106 kilos a day, the number of bakings varying. ²³

• 9 Renom 2012.

• 10 AHCB, Registre de Deliberacions, 7/02/1611; 03/10/1633, among others.

• 11 AHCB, Registre de Crides, 25/05/1621; Registre de Deliberacions, 16/08/1651.

• 12 The disputes in the seventeenth century ended up in the courts with a judgement in 1705 ("Memorial (...))

• 13 Andrea Caracausi demonstrates the important role of the municipal courts in apprentice conflicts ((...))

• 14 See the case of the Sabadell baker in a long dispute with the council of that town in Benaül – Ren ((...))

• 15 The Spanish government tried to introduce free production of bread in 1767 (Real Provisión del Con ((...))

• 16 A municipal licence was required for activities using ovens or fuels (Patxot 1840, p. 78).

• 17 Costa 1988, p. 92-93.

• 18 In Barcelona, in 1841, 41 bakers formed a cooperative to install a 12 horsepower steam machine in ((...))

• 19 AHPB, notaire F. Maymó, 1845, f. 3.

• 20 AHPB, notaire Roca, 1845, f. 37.

• 21 Romero 2005, p. 19 and 123-124.

• 22 Cerdà 1968, p. 656. The estimation for Paris was 0.800 kg per person/day (Kaplan 1996, p. 473-474)

• 23 The average in Paris was two batches per baker; this depended on the capacity of each oven (Kaplan ((...))

• 24 Ordinances of the bakers' guild of Barcelona of 1369 and 1474.

• 25 Comas – Muntaner – Vinyoles 2008. For Paris, see Kaplan 1996, p. 345-352.

• 26 See the ordinances in Bové 1894?.

• 27 Molas 1970, p. 233-237.

The bakers' guild in Barcelona

- 13 Bread-making was a female activity in families for centuries. The growth of cities and mass production for the market introduced a certain division of labour between preparation of the dough and the baking. The latter became a male job. Over time, women's space in bread-making decreased, their role mainly being in company management duties (purchase of raw materials, payments and sales). In Barcelona, this process took place in the late Middle Ages, accelerated by the institutionalization of trades and the establishment of guilds from the fourteenth century. Earlier documentation records female bakers, ²⁴ even in the apprenticeship contracts for boys and girls. ²⁵
- 14 The ordinances of the bakers' guild in Barcelona always mention that it brings together two jobs considered as different: bakers and those who work in the bread ovens. The first ordinances for bakers (1369 and 1474) considered the activity of women, but with reduced rights. Women were already absent from the 1497 ordinance. ²⁶
- 15 Maximum expansion of the guilds in Barcelona took place in the sixteenth century and the first half of the seventeenth: 30 guilds in 1450, 70 in 1700, when the city had gone from 30,000 inhabitants to around 35,000. The increase in the number of guilds reflects a progressive specialization of the

activities, which reduced the work spaces for women. There was a certain stagnation of the guilds in the eighteenth century, with mergers which bear witness to a certain crisis, ²⁷ before their complete suppression in 1834/6.

- 16 The number of bakers in the **guilds** was between 50 and 70 for centuries, showing limited growth in accordance with the slight increase in population (30,000 inhab. in the sixteenth century, 40,000 at the beginning of the eighteenth century, 100,000 at the beginning of nineteenth century).
- 17 In 1516 in Barcelona, 58 bakers were registered **with** the guild. ²⁸ In the second third of the **18th** century (in around 1770; 90,000 inhab.), there were 60 bakers and 100 **young bakers** in Barcelona. There were moreover a certain number of apprentices, although we do not have specific data for the latter. ²⁹ This figure shows the significant need for assistants in bread ovens, the number being higher than that of master bakers. At the time of the dissolution of the guilds, in 1834/6, the number of bakers belonging to the Barcelona guild was around 80. ³⁰
- 18 It is possible that, on combining these factors controlling access to the trade, the masters and also the corporations could adapt the profitability and the sustainability of their economic unit to good and bad times. They could even maximize profits on favourable occasions, or reduce costs and improve the cost-benefit. ³¹ Comparatively, the bakers' guild was one of the biggest guilds in Barcelona by number of members belonging to the institution. ³²

• ²⁸ Molas 1970, p. 238-239. The 1516 reference is from Capmany – Duran 1944.

• ²⁹ Algava 1777?, p. 54-55. The source gives the name in Spanish and in Catalan: "mancebos panaderos"/ (...)

• ³⁰ AHCB, Junta de Comerç, caixa 43,4.

• ³¹ Epstein 2008; Kaplan 1993.

• ³² Molas 1970, p. 238-239.

The bakers of Barcelona and their apprentices

- 19 The first ordinances of the bakers' guild which talk about apprentices are from 1497. The regulation of the apprenticeship system in the bakers' guild of Barcelona appears to have been organized with greater precision in the eighteenth century. The first register of apprentices dates back to 1701 and is continuous until 1833, with 11 dispersed records until 1845. ³³ An illustration of the guild's strategy based on the control over the use of external workers combined with the restriction on the growth of the guild.
- 20 Another document from the eighteenth century confirms this hypothesis. This is the *Derechos de Maestros y Aprendices*, which dates back to 1725, and was copied again in 1753. ³⁴ Below we indicate some of the aspects contained in the 1725 document: A) Cases of abuse were observed; for example, some of those who worked as **young bakers or officials** had not been apprentices, taking work from those who had undertaken an apprenticeship. B) The guild maintained a record of apprentices and all the masters had to report any apprentices accepted within a period of four days —a period which in practice was not complied with, as observed in the registers of apprentices. C) The following payments had to be made to the guild: for master bakers who accept apprentices, the fee was 6 "libras"; for apprentices who wanted to rise to the next level on the guild scale, that of **officials** ("mancebos", or in local terms, "fadrius"), the fee was 8 "libras"; to rise to master, the amount increased to 100 "libras", ³⁵ unless they were the sons of a master baker or were married with the daughter of a master baker, provided that the son or daughter were born after their father became a master (it should be observed that this provision consolidated endogamy in the trade).
- 21 In numerous pre-industrial economic activities, the living space and the work space were not differentiated, and apprentices therefore often lived in their master's house and could undertake household work. ³⁶ However, for bakers, part of the work was performed outside the master's house. In Barcelona, the bread ovens formed part of municipal common property —rented by the bakers under certain conditions and for certain periods of time—, or of ecclesiastical (the cathedral, monasteries) or military institutions. ³⁷ Maybe for this reason, in Barcelona the documentation concerning bakers' apprenticeships rarely contained a commitment by the master to provide shared accommodation, although it did include food support and some payment. The activities of apprentices were sure to include cleaning the work spaces and other activities similar to the domestic tasks carried out by the apprentices in other trades.
- 22 In relation to the transmission of knowledge about the trade, baking involved very complex techniques, without a theoretical system but with considerable practical knowledge. ³⁸ The transmission of the trade was necessarily personal. For a long time a baker's apprenticeship was therefore the only channel to access this **activity**.
- 23 An analysis of the registers of apprentices offers us information about aspects such as the duration of the apprenticeship, the apprentice's father's profession and their territorial origin. The age only appears in the records for the five-year period 1726-1730. We can also obtain information from the registers on the master bakers who hired them. It was frequently indicated that the apprentices received some compensation on completing the apprenticeship,

• ³³ AHCB, Gremis, Especials Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents, reg. 6.22, 6.23, 6.25, (...)

• ³⁴ AHCB, Gremis Especials Mestres Flequers i Forners 6.27, loose documents.

• ³⁵ This is not the right place to study monetary equivalences in depth. The reference is given to **sho** (...)

• ³⁶ Bellavitis 2016, p. 101.

• ³⁷ In relation to the production of bread by the Cathedral of Barcelona and the disputes with the **mun** (...)

• ³⁸ Kaplan 1996, p. 85-105.

• ³⁹ For example, AHPB, notaire P. Rodríguez, 1844, f. 245. In Paris, a master baker had to offer **accom** (...)

but not of what type. It is likely that the main compensation was financial remuneration, sometimes accepted as a total to be received, but given gradually during the apprenticeship with part withheld until the end, as a guarantee against the risk of abandonment. ³⁹

Duration of the apprenticeship

- 24 The various guilds in the different cities established the apprenticeship time independently. ⁴⁰ In Barcelona, the first ordinances of the bakers' guild which include an obligation to meet this requirement before joining the profession are from 1497. They established a duration of three years, which could be exchanged for an unspecified payment, ⁴¹ this possibility not appearing subsequently. The duration remained the same, at least in theory, until the eighteenth century. Variations are observed in the bakery trade of eighteenth-century France: in Paris, the statutes foresaw three years, two in Lille; and four in Rouen. ⁴² In relation to other trades, this duration was among the shortest.
- 25 The three-year duration of the baker's apprenticeship in the city of Barcelona remained the rule in the eighteenth century. In practice, some apprentices and masters agreed on longer or shorter times, between two and four years. This dysfunction diminished as the century advanced (table 1).

- ⁴⁰ Bellavitis 2017; Epstein 2008; Laudani 2006.
- ⁴¹ The same possibility appears in France before the sixteenth century (Kaplan 1993, p. 451).
- ⁴² Kaplan 1996, p. 217.

Table 1 – Duration of apprenticeship in the bakers' guild of Barcelona.

	1726-1730	%	1766-1770	%	1833	%
2 years = 24 months	1	1,0		0,0		
2 ½ years = 30 months	1	1,0		0,0		
3 years = 36 months	57	58,2	107	88,4	32	100
3 ½ years = 42 months	15	15,3	7	5,8		
4 years = 48 months	21	21,4	7	5,8		
Not indicated	3	3,1				
Total registered apprentices	98	100	121	100	32	100

Source: Prepared by the author from the registers of apprentices for the years indicated (Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents 1725-1751, reg. 6.23; 1751-1771, reg. 6.25; 1833-1836, reg. 6.27).

- 26 It is difficult to explain the different durations at present. The individual from the period 1726-1730 who was an apprentice for only two years was the son of a **young baker**. However, there were another two with the same filiation who were apprentices for three years, in addition to the three **children** from a baker who was in the guild. Parameters such as distance of origin or orphanhood do not explain these different durations.
- 27 The progressive shift toward an apprenticeship of three years during the century can be explained in part by the need that the bakers had for labour and the reduction **in demand**. As we will see below, the bakers' trade was very tough. As the century advanced, the number of young people from Barcelona and its surrounding area who decided to undertake a baker's apprenticeship went down.

Age of the apprentices

- 28 We can only analyze the age of the apprentices from the registers for the period 1726-1730. This information is not recorded on the other registers. Out of the 98 records for this five-year period, the age only appears in 39 (39.8%). The result can be seen in table 2. A considerable older age bracket is observed among apprentice bakers. Most of them were between 16 and 19 years old (66.6%). As we will see below, this circumstance remained in the nineteenth century, due to the harsh nature of this trade.

Table 2 – Age of apprentices on beginning their apprenticeship in Barcelona.

Age on beginning the apprenticeship	Number of apprentices	%
13	1	2.6
14	8	20.5
15	3	7.7
16	8	20.5

17	7	17.9
18	7	17.9
19	4	10.3
20	1	2.6
Total	39	100

Source: Prepared by the author from the registers of apprentices for the years indicated (Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents 1725-1751, reg. 6.23).

Origin of the apprentices

- 29 In relation to territorial mobility, it was well-known that most bread oven workers came from outside Barcelona. It has been said that, in the second third of the eighteenth century, 75% of apprentice bakers, builders and carpenters of Barcelona came from other Catalan regions (Maresme, Vallès, Osona and Bages).⁴³ This trend of immigrant bakers continued in the mid-nineteenth century, most coming from further away, from the high mountains.⁴⁴ A detailed analysis of the registers of apprentices partly corroborates these declarations. We can observe that, in the eighteenth century, there are noteworthy changes in relation to the origin of the apprentices.
- 30 With two exceptions, all of the apprentices come from Catalonia. In the early decades of the eighteenth century, 40.8% of apprentices came from the city of Barcelona itself. In the period 1766-1770, this figure went down to 15.7%, the highest percentage being from the area 60 km from Barcelona, and from the area between 60 and 120 km away. In 1833, the highest number of apprentices came from the area between 0 and 60 km from Barcelona (table 3).

- ⁴³ Arranz – Grau 1970, p. 42. The source does not distinguish between them.
- ⁴⁴ Cerdà 1968, p. 604 (data from 1856).

Table 3 – Origin of the apprentice bakers of Barcelona.

Distance, in km	1726-1730		1766-1770		1833	
	Number of apprentices	%	Number of apprentices	%	Number of apprentices	%
0	40	40.9	19	15.7	2	6.3
0-60	13	13.3	36	29.8	23	71.9
60-120*	22	22.4	38	31.4	4	12.5
Over 120	7	7.1	15	12.4	2	6.3
Outside Catalonia	1	1.0	1	0.8	0	0
Not indicated	15	15.3	12	9.9	1	3.1
Total	98	100	121	100	32	100

Includes some important administrative towns, such as Vic, Manresa, Igualada, Vilafranca, in the current regions of Osona, Bages, Anoia, Penedès.

Source: Prepared by the author from the registers of apprentices for the years indicated (Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents 1725-1751, reg. 6.23; 1751-1771, reg. 6.25; 1833-1836, reg. 6.27).

- 31 Table 3 shows some more general economic transformations. For example, the distance of over 120 km includes some textile manufacturing locations which, during the century, lost their production capacity in favour of the concentration of this activity around Barcelona. It is notable that, in the period 1766-1770, seven of the 15 apprentices from places more than 120 km away were from Sant Joan de les Abadesas.
- 32 It is clear that the young people from Barcelona lost interest in the baking trade compared with other craft and commercial alternatives which were opening up in the city. Baking was a very tough profession. The Barcelona town planner Ildefons Cerdà (1815-1876) stated that, in the 1850s, out of the whole working class, that devoted to baking had the worst conditions and was made up of robust and strong people from the high mountains.⁴⁵

- ⁴⁵ Cerdà 1968, p. 604. On the town planner and utopian Ildefons Cerdà, you can see Fuster 2010; on h(...)

The paternal trades of apprentices

- 33 There is a great variety of trades among the fathers of the apprentice bakers in Barcelona. The most important data are as follows. In all the periods analyzed, the dedication of the fathers to agriculture was dominant (29.6% in

the period 1726-1730, 28.1% in the period 1766-1770, and 40.6% in 1833). This high percentage matches the fact that agriculture was the main activity in the overall territory. Two paternal professions stand out in the period 1766-1770 with a relatively high number: 11 wool textile artisans (« paraire ») and 6 tailors. The origin of the children of wool manufacturing artisans was locations around Barcelona (Sabadell, Castellar, Esparreguera) and also those previously mentioned with manufacturing in decline (Puigcerdà and Sant Joan de les Abadeses, among others).

- 34 In relation to the presence of paternal trades related to baking, this was relatively unrepresentative: 7.1% in the period 1726-1730 (three bakers and three young bakers, or officials) 9.1% in the period 1766-1770 (seven bakers and four young bakers) and none in 1833.
- 35 It has been estimated that 129 of the 272 apprentice bakers who began an apprenticeship had the possibility of becoming officials between 1761 and 1770 (47%). The percentage within the profession was lower. Indeed, 18 of the 30 apprentices who were the sons of bakers of different levels became officials (30%). Ease of access to the profession depended more on family networks than on a background in the profession.⁴⁶

• 46 Arranz – Grau 1970, p. 77 and 79.

The master bakers who accepted apprentices

- 36 Not all bakers accepted apprentices. The number of apprentices per master also varied. It is difficult to present precise information on this aspect. However, as a plausible approach, we prepared a table which includes the records made by each master during the five-year period. The resulting data, included in table 4, do not report on the number of apprentices that one master could have simultaneously, since they could have registered apprentices in the immediately previous years, who were still in their house when they hired others and, in turn, some apprentices completed the years within the five-year period and left. It does, however, give us an idea that the predominant practice among the masters was to accept a small number of apprentices, between one and three.

Table 4 – Number of apprentices of the bakers of Barcelona.

	1726-1730		1766-1770		1833	
	Number of masters who registered them	%	Number of masters who registered them	%	Number of masters who registered them	%
1	12	27.9	33	51.5	21	80.8
2	18	41.9	16	25.0	4	15.4
3	7	16.3	8	12.5	1	3.8
4	4	9.3	5	7.8	0	0
5	1	2.3	1	1.6	0	0
6	0	0	1	1.6	0	0
7	0	0	0	0	0	0
8	1	2.3	0	0	0	0
Total	43	100	64	100	26	100

Source: Prepared by the author from the registers of apprentices for the years indicated (Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents 1725-1751, reg. 6.23; 1751-1771, reg. 6.25; 1833-1836, reg. 6.27).

- 37 Accepting the estimates which consider that the number of masters remained around 70, we observe that in the first five-year period one third of bakers accepted apprentices, while in the second period almost all did. A tendency to reduce the number of apprentices per master is also observed over the century.

The bakers of Barcelona after the dissolution of the Guilds

- 38 There is considerable agreement that, despite the abolition of guilds in most Western European countries, the craft culture persisted and even influenced the following social and economic organization.⁴⁷ Indeed, in Barcelona apprentice baker contracts persisted in the framework of the new economy.

• 47 Lucassen – Moor – Zanden 2008; Romero 2005 and 1996; Pellegrin 1993, p. 358; Kaplan 1993, p. 469.

- 39 In 1849, there were 130 bread production units, but we do not have data on the number of apprentices. **48** In 1852, according to the statistics of Ildefons Cerdà, in the city there were 125 bread ovens with sale —as well as 67 establishments just for the sale of bread—, employing between 450 and 500 **officials (young bakers)** and between 250 and 300 apprentices —young people between 16 and 18 years old—, all men. **49** This means that an average of one third of the workers in the bread ovens were apprentices. Cerdà's figures also indicate that on average there were 5 to 6 workers in each bakery, maybe including two apprentices. **50** Cerdà estimates that, in Barcelona in the mid-nineteenth century, in most trades the average number of apprentices in relation to that of **officials** was 30%. There were exceptions: in the spinning and mechanical weaving factories, he gives a percentage of 5%, because, in his opinion, the work was very simple; and for construction work he indicates 10% of apprentices in relation to **officials**. **51**
- 40 It could be considered that, at this time in the mid-nineteenth century, the original concept of apprenticeship changed, and these young men who worked in bakeries were simply cheap labour, even if this work allowed them to learn and join the trade. This confusion existed in other trades and in other cities. **52** Even in previous times. **53**

- **48** Saurí – Matas 1849, p. 280-281 (contains a list with the name of the owners of the bakeries – some (...))
- **49** Cerdà 1968, p. 263, 265 and 604.
- **50** This is the case of a baker from Sabadell who had at least three "fadrins flequers" (apprentices **o** (...))
- **51** Cerdà 1968, p. 268-269.
- **52** Iturralde 2015; Laudani 2006; Wallis 2008.
- **53** In the wool and silk manufacturing of Florence in the low Middle Ages the notion of apprenticeship (...)

Work in the bakery and the place of apprentices in the nineteenth century

- 41 The town planner Cerdà informs us that, in the mid-nineteenth century, each bread oven had a manager who was involved in the baking and in managing the work. There was also a person in charge of kneading the dough, who supervised the work of the other **officials** and of the apprentices. **54** The salary was in the middle range of Barcelona workers in the food sector (10-12 "rals" per day), and the income ratio between the apprentices and the **baker officials** was between one third and half, a little more than other apprentices from other sectors. When the payment was monthly, the remuneration of **officials** and of apprentices went down (60 "rals" per month for **officials** / 20 "rals" per month for apprentices), but they received a food allowance. The purchase and maintenance of work clothes were for the account of the workers. According to Cerdà, the bakers and the workers in the factories making pasta for soups worked in very bad conditions, aggravated by the fact that the former worked at night. **55**
- 42 Cerdà also reports that, in the mid-nineteenth century, the apprentices from the bread ovens were relatively older, perhaps due to the tough work involved (16-18 years old) —the average in Paris was 19 years old, even if the regulations foresaw children younger than 12—, **56** while the average age of apprentices in the other trades of Barcelona was lower. Also in Europe, lower ages are observed in the majority of trades and even, in some of **them** it had gone down in the modern age. **57**

- **54** Cerdà 1968, p. 604. The organization of the bakers of Paris was similar: the team leader, who **orga** (...)
- **55** Cerdà 1968, p. 606.
- **56** Kaplan 1996, p. 217-218.
- **57** In relation to apprenticeship in Barcelona, the most complete study is the one dedicated to the **sil** (...)

Conclusions

- 43 Knowledge of baking was complex and difficult to theorize. It therefore had to be transmitted orally. For a long time, a bakery apprenticeship had been the only way to access this activity, a promotion process which was not always successful. In Barcelona, the bakers' guild began to consider a compulsory apprenticeship in the 1497 ordinance. At that time, the three years established could be resolved through payment. The three-year duration was maintained until the eighteenth century, despite the fact that in practice apprenticeships of other durations, between two and four years, are documented. According to data from the first third of the eighteenth century, the age of bakers' apprentices was relatively high, a characteristic which remained in the nineteenth century.
- 44 In relation to origin, throughout the eighteenth century a reduction in the number of apprentices born in Barcelona was observed, together with an increase in those from greater distances within Catalonia. Paternal trades varied greatly, with a notable presence of farmers, this being characteristic of an eminently agrarian society. Less than 10% of apprentices came from the area close to the bakery trade.
- 45 Work in a bakery was difficult and a great deal of labour was required. The apprentices formed part of this personnel, while respecting the procedures to rise within the professional hierarchy. Everything seems to indicate that the number of apprentices per master was lower in the eighteenth than in the nineteenth century. Apprentices worked in bread ovens to learn the trade, but formed cheap and irreplaceable labour, with very low salaries compared to other workers, while hoping to reach a higher category.

Bibliographie

Archives

AHCB = Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona

AHPB = Arxiu Històric de Protocols de Barcelona

Primary sources

Algava 1777? = J. Algava, *Barcelona a la mano*, Barcelona, Imprenta de Juan Centené, 1777?.

Bové 1894? = S. Bové, *Institucions de Catalunya: les Corts, la Diputació, lo Concell de Cent, los gremis y 'l Consolat de Mar*, Barcelona, 1894?.

Cerdà 1968 = I. Cerdà, *Estadística urbana de Barcelona and Monografía estadística de la clase obrera de Barcelona en 1856*, in *Teoría general de la urbanización, y aplicación de sus principios y doctrinas a la reforma y ensanche de Barcelona*, II, Madrid, Imprenta española, 1968, p. 249-275, 555-674 [Facsimile Edition. First Edition, Madrid, 1867].

Patxot 1840 = F. Patxot, *Manual del viajero en Barcelona*, Barcelona, Imprenta de Francesco Oliva, 1840.

Saurí - Matas 1849 = M. Saurí, J. Matas, *Manual histórico-topográfico, estadístico y administrativo: ó sea guía general de Barcelona*, Barcelona, M. Saurí, 1849.

Saurí 1841 = M. Saurí et al., *Guía de forasteros de Barcelona: manual de agentes y de curiosos: dáse á luz conforme al estado de esta ciudad en 1841*, Barcelona, M. Saurí, 1841.

Secondary sources

Arranz - Grau 1970 = M. Arranz, R. Grau, *Problemas de inmigración y asimilación en la Barcelona del siglo xviii*, in *Revista de Geografía*, IV-1, 1970.

Bellavitis 2016 = A. Bellavitis, *Il lavoro delle donne nelle città dell'Europa moderna*, Rome, 2016.

Benaul - Renom 2018 = J.M. Benaul, M. Renom, *Obrint pas: els Busquets de Sabadell, de flequers a negociants (1749-1819)*, in *El pas de la societat agrària a la societat industrial al Vallès*, Santa Eulàlia de Ronçana, 2018, p. 29-43.

Braudel 1976 = F. Braudel, *El mediterráneo y el mundo mediterráneo en la época de Felipe II*, Madrid, 1976.

Cáceres 2016 = J. Cáceres-Nevot, *El Consell municipal i el proveïment de cereals a la baixa edat mitjana*, in Mercè Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016, p. 85-96.

Capmany - Duran 1944 = A. Capmany, A. Duran Sanpere, *El antiguo gremio de maestros zapateros*, Barcelona, 1944.

Caracausi 2008 = A. Caracausi, *Dentro la bottega: culture del lavoro in una città d'età moderna*, Venice, 2008.

Caracausi 2017 = A. Caracausi, *A reassessment of the role of guild courts in disputes over apprenticeship contracts: a case study from early modern Italy*, in *Continuity and Change*, 32-1, 2017, p. 85-114.

Castells 1970 = I. Castells, *Els rebomboris del pa de 1789 a Barcelona*, in *Recerques*, 1, 1970, p. 51-81.

Castro 1987 = C. de Castro, *El pan de Madrid: el abasto de las ciudades españolas del Antiguo Régimen*, Madrid, 1987.

Comas - Muntaner - Vinyoles 2008 = M. Comas, C. Muntaner, T. Vinyoles, *Elles no només filaven: producció i comerç en mans de dones a la Catalunya baixmedieval*, in *Recerques*, 56, 2008 (dossier: A. Solà [ed.], *Negocis i identitat laboral de les dones*), p. 19-45.

Costa 1988 = F. Costa Oller, *Mataró al segle XVIII*, Mataró, 1988.

Crowston 2008 = C. Crowston, *Women, Gender and Guilds in early Modern Europe: an overview of recent research*, in J. Lucassen, T. de Moor, J.L. van Zanden (ed.), *The return of the guilds: towards a global history of the guilds in pre-industrial times*, in *International Review of Social History*, 53, 2008,

Supplement, p. 19-44. DOI: 10.1017/S0020859008003593.

Dorel - Renom 1998 = G. Dorel-Ferre, M. Renom, *Aproximación al pensamiento social del urbanista Ildefons Cerdà (1815-1876): el impacto del viaje a Nîmes en 1844*, in S. Castillo, J.M. Ortiz de Orruno (ed.), *Estado, protesta y movimientos sociales*, Leioa, 1998, p. 79-93.

Epstein 2008 = S.R. Epstein, *Craft guilds, apprenticeship and technological change in pre-industrial Europe*, in S.R. Epstein, M. Prak, *Guilds, innovation and the European Economy, 1400-1800*, Cambridge, p. 52-80 [first edition in *The Journal of Economic History*, 53-3, 1998, p. 688-693].

Feliu 2016 = G. Feliu, *El pa al segle xviii: continuïtats i canvis*, in M. Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016, p. 213-224.

Franceschi 1996 = F. Franceschi, *Les enfants au travail dans la manufacture textile florentine du XIVe et XVe siècle*, in *Médiévales*, 30-1, 1996, p. 69-82.

Fuster 2010 = J. Fuster Sobrepere (ed.), *La agenda Cerdà: construyendo la Barcelona metropolitana / The Cerdà agenda: constructing metropolitan Barcelona*, Barcelona, 2010.

Iturralde 2015 = M. Iturralde, *Las edades de acceso al mercado de trabajo formal: de los oficios tradicionales a la industria algodonera moderna, Barcelona, 1784-1856*, in *Revista de Demografía Histórica*, XXXIII, I, 2015, segunda época, p. 69-101.

Kaplan 1988 = S. Kaplan, *Les ventres de Paris: pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime*, Paris, 1988 [In English, *Provisioning Paris: merchants and millers in the grain and flour trade during the eighteenth century*, Ithaca, 1984].

Kaplan 1993 = S. Kaplan, *L'apprentissage au XVIIIe siècle: le cas de Paris*, in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 40-3, 1993, p. 436-479.

Kaplan 1996 = S. Kaplan, *Le meilleur pain du monde: les boulangers de Paris au XVIIIe siècle*, Paris, 1996 [In English: S. Kaplan, *The bakers of Paris and the Bread Question, 1700-1775*, Durham, 1996].

Laudani 2006 = S. Laudani, *Apprenties ou jeunes salariées? Parcours de formation dans les métiers de Catane (XVIIIe-XIXe siècles)*, in *Histoire urbaine*, 15-1, 2006, p. 13-25. DOI 10.3917/rhu.015.0013.

Lucassen - Moor - Van Zanden 2008 = J. Lucassen, T. de Moor, J.L. van Zanden, *The return of the guilds: towards a global history of the guilds in pre-industrial times*, in *International Review of Social History*, 53 (Supplement S16), 2008, p. 5-18. DOI: 10.1017/S0020859008003581.

Lucassen - Prak 2006 = J. Lucassen, M. Prak, *Conclusion*, in M. Prak, C. Lis, J. Lucassen, H. Soly, *Craft guilds in the Early Modern Low Countries: work, power and representation*, Aldershot, 2006, p. 224-231.

Minns - Wallis 2012 = C. Minns, P. Wallis, *Rules and reality: quantifying the practice of apprenticeship in early modern England*, in *Economic History Review*, 65-2, 2012, p. 556-579.



Nieto 2013 = J.A. Nieto, *El acceso al trabajo corporativo en el Madrid del siglo XVIII: una propuesta de análisis de las cartas de examen gremial*, in *Investigaciones de Historia Económica*, 9-2, 2013, p. 97-107.

Molas 1970 = P. Molas, *Los gremios barceloneses del siglo xviii*, Madrid, 1970.

Pellegrin 1993 = N. Pellegrin, *L'apprentissage ou l'écriture de l'oralité: quelques remarques introductives*, in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 40-3, 1993, p. 356-386

Renom 2006 = M. Renom, *La dimensió social del mercat alimentari local de l'antic règim: consum i protesta al Sabadell setcentista*, in *Arraona. Revista d'història*, 30, 2006, p. 182-210 [on line: <http://www.raco.cat/index.php/Arraona/article/view/204817/280907>; date of consultation: October 2017]

Renom 2009 = M. Renom, *Conflictes socials i revolució: Sabadell, 1718-1823*, Vic, 2009.

Renom 2012 = M. Renom, *La carestia de 1789 a Catalunya: disfuncions mercantils, protestes veïnals i acció governamental*, in Gracia Dorel-Ferré (ed.), « *Comme une étoffe déchirée* ». *Les Catalognes avant et après le traité des Pyrénées*, Canet, 2012, p. 65-80.

Renom 2016a = M. Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016 [The translation into Spanish is in press].

Renom 2016b = M. Renom, *La construcció de mercats a la segona meitat del*

segle XIX: una resposta a diversos reptes, in M. Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016, p. 295-308.

Renom 2017 = M. Renom, *El control municipal dels mercats locals de cereals a la Catalunya de finals del segle XVIII: una aproximació*, in *Recursos i territori: perspectiva històrica i nous equilibris*, Valls, 2017, p. 183-195.

Riera 2016 = A. Riera, *De la pastera a la taula: el pa de Barcelona durant l'edat mitjana*, in M. Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016, p. 97-108.

Riera 2017 = A. Riera, *Els cereals i el pa en els països de llengua catalana a la baixa edat mitjana*, Barcelona, 2017.

Romero 1996 = J. Romero-Marín, *Resistencia de los trabajadores cualificados a la hegemonía del capital: Barcelona, 1814-1836*, in S. Castillo (ed.), *El trabajo a través de la historia*, Madrid, 1996, p. 305-312.

Romero 2005 = J. Romero-Marín, *La construcción de la cultura del oficio durante la industrialización: Barcelona, 1814-1860*, Barcelona, 2005.

Serrahima 2016 = P. Serrahima Balius, *La Catedral de Barcelona al segle XV: la Pia Almoïna i la Casa de Caritat*, in M. Renom (ed.), *Proveir Barcelona: el municipi i l'alimentació de la ciutat, 1329-1930*, Barcelona, 2016, p. 59-70.

Schmidt 2009 = A. Schmidt, *Women and guilds: corporations and female labour market participation in Early Modern Holland*, in *Gender and History*, 21-1, 2009, p. 170-189.

Solà 2011 = A. Solà, *Silk technology in Spain, 1683-1800: technological transfer and improvements*, in *History of Technology*, 30, 2011, p. 115-126.

Solà - Yamamichi 2015 = À. Solà, Y. Yamamichi, *Del aprendizaje a la maestría: el caso del gremio de velers de Barcelona, 1770-1834*, in *Áreas. Revista Internacional de Ciencias Sociales*, 34, 2015, p. 77-91.

Solà - Yamamichi 2016 = À. Solà, Y. Yamamichi, *Ofici i família a Barcelona, 1790-1817: el cas de tres gremis seders*, in J. Dantí, X. Gil, I. Mauro (ed.), *Actes del VII Congrés d'Història Moderna de Catalunya: Catalunya, entre la guerra i la pau, 1713, 1813: Comunicacions*, Santa Eulàlia de Ronçanes, 2016, p. 631-650.

Steel 2013 = C. Steel, *Hungry city: how food shapes our lives*, London, 2013 [first edition, London, 2008].

Stojak 2013 = I. Stojak, *La sederia a Barcelona al segle XV*, PhD Barcelona University, 2013 [On line: <http://hdl.handle.net/10803/14861>; date of consultation: April 2017].

Wallis 2008 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in premodern England*, in *The Journal of Economic History*, 68-3, 2008, p. 832-861.

Wallis - Webb - Minns 2010 = P. Wallis, C. Webb, C. Minns, *Leaving home and entering service: the age of apprenticeship in early modern London*, in *Continuity and Change*, 25-3, 2010, p. 377-404.

White 2000 = E. White (ed.), *Feeding a city: York: the provision of food from Roman times to the beginning of the twentieth century*, London, 2000.

Yamamichi 2014 = Y. Yamamichi, *Tranmisión del oficio y familia en el mundo gremial: los sederos de Barcelona, 1770-1817*, in *Estudis històrics i documents dels Arxius de protocols*, 32, 2014, p. 311-346.

Notes

1 Such as Caracausi 2017 and 2008; Bellavitis 2016; Solà - Yamamichi 2016 and 2015; Yamamichi 2014; Stojak 2013; Nieto 2013; Minns - Wallis 2012; Solà 2011; Wallis - Webb - Minns 2010; Schmidt 2009; Crowston 2008; Wallis 2008; Laudani 2006; Pellegrin 1993; Kaplan 1993.

2 Kaplan 1988, 1993 and 1996; Castro 1987.

3 Steel 2013; White 2000; Renom 2016a.

4 Braudel 1976; Riera 2017 and 2016; Feliu 2016; Cáceres 2016.

5 Renom 2006, 2009, 2016a, 2016b and 2017.

6 AHCB, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents, 1701-1725, reg. 6.22; 1725-1751, reg. 6.23; 1751-1771, reg. 6.25; 1791-1832, reg. 6.26; 1813 i 1833-1836, reg. 6.27.

7 Real Decreto de 20/01/1834 and Orden de 30/06/1836. Almost half a century after their suppression in France.

8 I would like to thank my colleagues Juanjo Romero, Cristina Borderías, José A. Nieto, and Antoni Riera for the information and encouragement that they gave me; and Àngels Solà-Vidal, for her guidance and consultation of the Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona.

9 Renom 2012.

10 AHCB, Registre de Deliberacions, 7/02/1611; 03/10/1633, among others.

11 AHCB, Registre de Crides, 25/05/1621; Registre de Deliberacions, 16/08/1651.

12 The disputes in the seventeenth century ended up in the courts with a judgement in 1705 ("Memorial" undated from the eighteenth century. AHCB, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, reg. 6.26).

13 Andrea Caracausi demonstrates the important role of the municipal courts in apprentice conflicts in early modern Italy (Caracausi 2017).

14 See the case of the Sabadell baker in a long dispute with the council of that town in Benaul – Renom 2018.

15 The Spanish government tried to introduce free production of bread in 1767 (Real Provisión del Consejo de 13 de noviembre de 1767 (« libre Panadeo »), but the government of Barcelona, in defence of its monopoly, wanted to stop it for almost 50 years (see the proceedings in Castells 1970, p. 51-54).

16 A municipal licence was required for activities using ovens or fuels (Patxot 1840, p. 78).

17 Costa 1988, p. 92-93.

18 In Barcelona, in 1841, 41 bakers formed a cooperative to install a 12 horsepower steam machine in Valldoncella street, in order to grind the wheat (Saurí 1841, p. 64)

19 AHPB, notaire F. Maymó, 1845, f. 3.

20 AHPB, notaire Roca, 1845, f. 37.

21 Romero 2005, p. 19 and 123-124.

22 Cerdà 1968, p. 656. The estimation for Paris was 0.800 kg per person/day (Kaplan 1996, p. 473-474).

23 The average in Paris was two batches per baker; this depended on the capacity of each oven (Kaplan 1996).

24 Ordinances of the bakers' guild of Barcelona of 1369 and 1474.

25 Comas – Muntaner – Vinyoles 2008. For Paris, see Kaplan 1996, p. 345-352.

26 See the ordinances in Bové 1894?.

27 Molas 1970, p. 233-237.

28 Molas 1970, p. 238-239. The 1516 reference is from Capmany – Duran 1944.

29 Algava 1777?, p. 54-55. The source gives the name in Spanish and in Catalan: "mancebos panaderos"/"fadrins flaquers".

30 AHCB, Junta de Comerç, caixa 43,4.

31 Epstein 2008; Kaplan 1993.

32 Molas 1970, p. 238-239.

33 AHCB, Gremis, Especials, Mestres Flequers i Forners, Llibre dels aprenents, reg. 6.22, 6.23, 6.25, 6.26, 6.27.

34 AHCB, Gremis Especials Mestres Flequers i Forners 6.27, loose documents.

35 This is not the right place to study monetary equivalences in depth. The reference is given to show the scale of contributions.

36 Bellavitis 2016, p. 101.

37 In relation to the production of bread by the Cathedral of Barcelona and the disputes with the municipal authorities due to the distortion that this introduced into the market, see Serrahima 2016.

38 Kaplan 1996, p. 85-105.

39 For example, AHPB, notaire P. Rodríguez, 1844, f. 245. In Paris, a master baker had to offer accommodation, heating and lighting (Kaplan 1996, p. 215). About the

different balances between conditions and quality of the apprenticeship and of the remuneration, in different trades in European cities, see Bellavitis 2016.

40 Bellavitis 2017; Epstein 2008; Laudani 2006.

41 The same possibility appears in France before the sixteenth century (Kaplan 1993, p. 451).

42 Kaplan 1996, p. 217.

43 Arranz – Grau 1970, p. 42. The source does not distinguish between them.

44 Cerdà 1968, p. 604 (data from 1856).

45 Cerdà 1968, p. 604. On the town planner and utopian Ildefons Cerdà, you can see Fuster 2010; on his ideas, Dorel – Renom, 1998.

46 Arranz – Grau 1970, p. 77 and 79.

47 Lucassen – Moor – Zanden 2008; Romero 2005 and 1996; Pellegrin 1993, p. 358; Kaplan 1993, p. 469.

48 Saurí – Matas 1849, p. 280-281 (contains a list with the name of the owners of the bakeries – some widows – and the address).

49 Cerdà 1968, p. 263, 265 and 604.

50 This is the case of a baker from Sabadell who had at least three "fadrins flequers" (apprentices or day labourers) in 1794 (Benaul – Renom 2018). According to Kaplan, in the 18th century in Paris, the masters had on average two boys, and it was usual to have four; in London, the average baker employed three or four boys and one apprentice (1996, p. 253).

51 Cerdà 1968, p. 268-269.

52 Iturralde 2015; Laudani 2006; Wallis 2008.

53 In the wool and silk manufacturing of Florence in the low Middle Ages the notion of apprenticeship appeared fundamentally unfit for defining the reality of the services provided by the children, a reality closer to strict work (Franceschi 1996).

54 Cerdà 1968, p. 604. The organization of the bakers of Paris was similar: the team leader, who organized the work and loaded and unloaded the oven, the first server who supervised the kneading, and the second server devoted to the preparation of the bread (Kaplan 1996, p. 100-101, 253).

55 Cerdà 1968, p. 606.

56 Kaplan 1996, p. 217-218.

57 In relation to apprenticeship in Barcelona, the most complete study is the one dedicated to the silk sector in the late Middle Ages by Stojak 2013, p. 68-104. According to her, at the end of the 14th century, in the silk sector in Barcelona, 75% of apprentices were between 11 and 18 years old, most being between 13 and 16; the average duration was four years. For eighteenth-century Barcelona, see Solà – Yamamichi 2015 and 2016, Yamamichi 2014. See the situation of certain European cities in Bellavitis 2016.

Pour citer cet article

Référence électronique

Mercè Renom, « Bread production apprenticeship in Barcelona », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6806>

Auteur

Mercè Renom

University of Barcelona/TIG, mrenomplit@gmail.com

Droits d'auteur

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec [Lodel](#) – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Nouvelles techniques et transmission des savoir-faire à Rouen (milieu du XVIII^e siècle)

Alexandra Amiot

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumés

Français English

En 1755, François Gonin, un inventeur lyonnais, ouvre une manufacture à Rouen et entend transmettre ses découvertes en teinturerie, reconnues d'utilité publique, à des « élèves » ; il n'est pas question « d'apprentissage ». Même si l'État entend la diffuser, les maîtres teinturiers de Rouen sont farouchement hostiles à la nouvelle technique de Gonin car ils craignent pour leurs privilèges. La formation des « élèves » soulève une vague de contestation car ces ouvriers obtiennent la maîtrise systématiquement au terme de leur formation. L'enseignement proposé par Gonin ne s'adresse qu'à des ouvriers confirmés, c'est pourquoi on peut qualifier cette formation de « complémentaire » ; autrement dit, l'apprentissage traditionnel ne suffirait donc plus et les teinturiers protestent contre la remise en cause de leur savoir-faire, qui pourrait avoir des conséquences sur leur commerce.

Entrées d'index

Mots-clés : savoir-faire, apprentissage, transmission, innovation, manufacture

Keywords : know-how, apprenticeship, transmission, innovation, manufactory

Plan

L'effervescence des manufactures rouennaises au milieu du XVIII^e siècle

Entre les intérêts familiaux et le « bien public »

Les « grandes innovations »

Une opposition virulente

La teinturerie de François Gonin : une « école professionnelle » ?

Les « élèves des manufactures »



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Nouvelles techniques et transmission des savoir-faire à Rouen (milieu du XVIIIe siècle)

Alexandra Amiot

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | citation | auteur

Résumés

Français English

In 1755, François Gonin, an inventor from Lyon, opened a manufactory in Rouen and he wanted to share his discoveries in dyeing, which were recognized as being useful, to “students”. There was no question of “apprenticeship”. Even if these technological innovations were recognized as very useful for all the people and the government wanted to diffuse them, dyers were fiercely hostile to Gonin’s new process because they were afraid to lose their privileges. The “students” training raised some protests because they got systematically their mastery at the end of their training. Gonin’s training was thought for experienced workers; that is why, we can say that it was a “complementary training”. Traditional apprenticeship could not be efficient enough and the dyers were against the questioning of their know-how, which could have consequences on their business.



Entrées d'index

Mots-clés : savoir-faire, apprentissage, transmission, innovation, manufacture

Keywords : know-how, apprenticeship, transmission, innovation, manufactory

Plan

L'effervescence des manufactures rouennaises au milieu du XVIIIe siècle

Entre les intérêts familiaux et le « bien public »

Les « grandes innovations »

Une opposition virulente

La teinturerie de François Gonin : une « école professionnelle » ?

Les « élèves des manufactures »

Une formation efficace mais controversée



Une formation efficace mais controversée
Une difficile insertion

Texte intégral

1 Dans les communautés de métier, il est coutume de garder les savoir-faire secrets et de ne les transmettre qu'à des personnes choisies, notamment par le biais de l'apprentissage. C'est pourquoi les innovations techniques ne sont que difficilement décelables, car les informations ne doivent pas être diffusées hors des communautés ¹. Du point de vue de l'histoire de l'innovation technique, le milieu du XVIIIe siècle constitue une période charnière, qualifiée par Steven L. Kaplan et Sophus Reinert de « tournant économique » ². Dans les archives rouennaises, ce moment charnière est particulièrement visible avec la fondation de nombreuses manufactures. La ville connaît une période de frénésie de l'invention, qui fait que même le plus humble des ouvriers peut présenter à l'Académie le résultat de ses recherches et espérer, en cas de réussite, obtenir un privilège ou une compensation financière pour la diffusion du nouveau procédé. L'apprentissage dans les manufactures rouennaises au XVIIIe siècle n'a laissé que très peu de traces. Plus généralement, tout au long de l'époque moderne, l'apprenti des communautés de métier ou des manufactures ³ est difficilement remarquable, dans le sens où toutes les communautés n'ont pas une égale considération envers leurs apprentis, et la pratique du contrat d'apprentissage écrit n'est pas systématique. Un édit royal promulgué en 1691 obligeait pourtant les maîtres et les apprentis à passer un contrat devant notaires, portant la signature des gardes du métier ⁴ ; mais dans la pratique, cela est rarement le cas et de nombreux contrats relèvent encore au XVIIIe siècle des « conventions verbales » ⁵. Néanmoins, dans les manufactures, tous les apprenants ne sont pas soumis à un contrat d'apprentissage et, avec l'ouverture de la teinturerie de François Gonin à Rouen, le statut « d'élève » apparaît. Pour diffuser ses innovations techniques, « l'artiste » ⁶ Gonin obtient l'autorisation gouvernementale de former, contre rémunération, des ouvriers, ce qui entraîne une vague de contestations de la part des maîtres teinturiers de la ville. « Le commerce en France ne demande que liberté et protection » ⁷ (citation de qui ?), et c'est dans cette optique que Gonin et ses « élèves » sont soutenus par le gouvernement, contre la « jalousie » des maîtres rouennais ⁸.

- 1 Epstein 1998, p. 684. Effectivement, selon S.R. Epstein, la difficulté de déceler les innovations (...)
- 2 Kaplan 2017, p. 26. Cf. également Grenier 2007, p. 179 ; Becchia 2012, p. 88-89.
- 3 Sauf dérogation, les manufactures appartiennent à des maîtres faisant partie d'une communauté. C'e (...)
- 4 Crowston 2008, p. 46.
- 5 ADMS, 5 EP 138.
- 6 ADMS, C 151. Dans plusieurs documents le concernant, François Gonin est considéré comme un « artis (...)
- 7 ADMS, C 151.
- 8 ADMS, C 151.



L'effervescence des manufactures rouennaises au milieu du XVIIIe siècle

Entre les intérêts familiaux et le « bien public »

Le savoir-faire est une connaissance qui relève du secret ; dans les règlements des métiers rouennais, aucune technique n'est clairement détaillée. Cette absence est révélatrice de deux réalités : les gardes du métier avaient le devoir de contrôler la diffusion des savoir-faire et l'absence de traces écrites permet une relative flexibilité dans la pratique. En effet, à force de pratiquer, les maîtres parviennent à perfectionner certaines techniques, parfois jusqu'à en inventer de nouvelles ⁹. Dans l'imaginaire populaire, lorsque le maître découvre un nouveau procédé, il paraît naturel qu'il en fasse d'abord profiter sa famille, comme le démontre le système des privilèges, qui peuvent faire partie de l'héritage. Selon Liliane Hilaire-Pérez, le système économique français au XVIIIe siècle tient du « mercantilisme nuancé », qui n'aurait pas pour seul objectif celui du profit, mais celui « du service et de l'utilité pour tous » ¹⁰. Pour Philippe Minard, la vague d'innovations du milieu du XVIIIe siècle doit beaucoup aux « tentatives libérales » de l'Intendant des Finances, Daniel Charles Trudaine ¹¹. Cependant, les idéaux gouvernementaux ne servent pas forcément les intérêts familiaux et locaux et on peut constater que le monde artisanal rouennais a des réticences à exposer ses techniques « pour le bien public ». Les commissaires du Conseil du Commerce présentent les aspirations libérales du gouvernement comme un idéal, car les principes économiques des Lumières n'auraient pas encore atteint le monde des artisans :

- 9 Hilaire-Pérez – Thébaud-Sorger 2016, p. 36.
- 10 Hilaire-Pérez 2000, p. 20.
- 11 Minard 1998, p. 316.

On ne supposera pas dans un homme qui se plaint de sa fortune, qu'il soit touché du bien public au point de se dépouiller en sa faveur. Cet esprit patriotique est plus rare qu'on ne pense, que l'impuissance de tirer un parti avantageux

- 12 ADMS, C 155.

de son secret est l'unique motif qui le fait agir ¹².

- 3 Les commissaires du Conseil du Commerce prennent bien soin d'effectuer des enquêtes approfondies sur ceux qui présentent leurs « inventions » ; leur formation, leurs mœurs, leur situation financière et familiale, tous les aspects de leur existence sont rigoureusement vérifiés afin de démasquer au plus vite l'homme malhonnête ¹³. Depuis la Renaissance, et notamment au XVIIIe siècle, l'inventeur cherche à se démarquer de l'homme du métier, à faire reconnaître ses compétences ¹⁴, toutefois, les artisans qui ont peu de moyens ont le plus souvent la possibilité de mettre au point seulement des « micro-inventions » ¹⁵, qui ne seraient que de petites modifications de la pratique quotidienne de l'artisan. Au XVIIIe siècle, les découvertes majeures semblent difficilement être le fruit du travail d'un inventeur qui ignore les sciences ¹⁶. C'est du moins ce que pensent Académiciens et inspecteurs des manufactures, particulièrement méfiants envers les inventeurs qui ont une situation modeste, comme le démontre le cas du passementier Sébastien Duclos, au bord de la faillite, en 1758 :

Pourquoy importuner le Conseil et demander des récompenses, lors qu'en travaillant soy-mesme, et mettant à profit ses talents, on peut mettre l'abondance dans sa maison. Que ne fabrique-t-il luy-mesme les cotons qu'il sçait teindre, ou ne teint-il pour le public, s'il est certain de son opération. Ces deux objets luy sont également précieux. Il est étrangement suspect de luy voir abandonner ces avantages pour une récompense ¹⁷.

- 4 Ainsi, on peut en déduire que ceux qui suivent un apprentissage classique auprès d'un maître modeste ne peuvent avoir accès qu'à des innovations mineures, d'autant plus qu'effectuer des expériences nécessite des fonds financiers importants. Enfin, comme c'est le cas pour les perruquiers-barbiers, les maîtres qui ont obtenu un privilège ne peuvent prendre un apprenti ¹⁸, ce qui limite la transmission des nouvelles techniques à leurs propres enfants.

Les « grandes innovations »

- 5 Près de la moitié des innovations entre 1750 et 1776 se font dans le domaine textile ¹⁹. Les élans libéraux du gouvernement encouragent les inventeurs et la ville de Rouen, réputée pour son commerce textile depuis la période médiévale, est en effervescence au cours de la décennie 1750. Le secteur textile constitue la principale source d'émulation normande, notamment avec l'ouverture des manufactures de velours de coton de l'Anglais John Holker, de la manufacture de « rouge d'Andrinople » de Jean d'Haristoy et de ses associés, et de la teinturerie de François Gonin ²⁰. Parmi tous ces cas, je vais avant tout m'intéresser à celui de François Gonin qui, contrairement aux autres inventeurs, a demandé une autorisation au gouvernement pour pouvoir transmettre son nouveau procédé à des « élèves », contre rémunération, afin de rembourser les frais que lui ont coûtés les expérimentations. En revanche, dans le cas de Jean d'Haristoy la question de la transmission ne se pose pas car il a obtenu un privilège pour sa manufacture. La peur de la concurrence étrangère justifie le fait que les ministres ont ordonné à d'Haristoy et à ses associés de garder leurs techniques secrètes et « de ne laisser approcher personne de leurs ateliers » ²¹ : ils n'ont donc pas la possibilité de former des apprentis. Au XVIIIe siècle, la limite entre l'atelier et la manufacture est mince. On reconnaît une « manufacture » au fait qu'elle regroupe plusieurs ateliers, voire plusieurs machines, mais les entreprises qui emploient plus d'une dizaine d'employés sont rares et certaines manufactures ne produisent pas plus que les ateliers traditionnels ²². Dans la période entre 1750 et 1789, on peut néanmoins déjà relever « les indices d'une première mécanisation » ²³ ; en effet, l'État se montre particulièrement soucieux de l'assimilation des techniques venues de l'étranger, et surtout de l'Angleterre. En 1752, John Holker, un ancien manufacturier de Manchester, fonde la première manufacture de velours de coton du royaume à Rouen, dans le faubourg Saint-Sever ²⁴. Dans la mesure où le gouvernement encourage la diffusion de ces techniques, les restrictions qui sont valables pour la manufacture de d'Haristoy ne le sont pas pour celle d'Holker, bien au contraire : il doit former un maximum d'ouvriers, aptes à faire fonctionner dans les plus brefs délais la manufacture.
- 6 Les techniques des teinturiers constituent un savoir-faire particulier car, en 1669, le ministre Colbert a entrepris de réglementer cette activité par l'application de statuts généraux. Ces règlements, dans lesquels sont détaillés tous les procédés de teinture, a favorisé les progrès de la teinturerie rouennaise ²⁵. Comme le secret de la teinture de d'Haristoy ne peut être diffusé, les artisans rouennais tentent encore de percer le secret du « rouge d'Andrinople » au cours de la décennie 1750. La teinture rouge, dont « l'inégalité est le défaut » et dont le résultat varie selon la qualité du coton ²⁶, fait l'objet de nombreuses recherches, comme le démontrent les expériences du passementier Duclos, du teinturier Alterac et de Vincent

Caron **27**. En 1755, François Gonin, originaire de Lyon et issu d'une famille renommée dans le secteur de la teinturerie, effectue des expériences concluantes dans la ville d'Yvetot. Après avoir effectué de nouveaux essais auprès de l'académicien Hellot, des intendants des manufactures et des gardes teinturiers, passementiers et toiliers, le procédé de « l'artiste » Gonin est reconnu « d'utilité public », le 16 mai 1755 : « que les teintures en coton du Sr Gonin, dont il a fait des épreuves qui ont été approuvées, soient connues et rendues publiques dans les fabriques de cette généralité pour le bien et l'avantage desdites fabriques » **28**. Gonin arrive en 1755 à Yvetot ; l'année même où John Holker devient « inspecteur général des manufactures étrangères », tout en conservant le droit de diriger sa manufacture **29**. Holker obtient cette fonction car, en 1754, il a fait parvenir au ministre Trudaine un *Mémoire tendant à multiplier et perfectionner les fabriques de France*, qui constitue un véritable programme d'industrialisation, à l'échelle de la Normandie au départ mais qui peut s'étendre à l'ensemble du royaume **30**. Ainsi, on peut supposer que, dès sa nomination, Holker a fait appel à Gonin afin de développer l'industrie rouennaise, mais également sa propre manufacture ; comme la production de velours français en est à ses débuts, Holker entend certainement trouver un procédé pour teindre le velours efficacement.

conserver une activi (...)

• **30** Minard 1998, p. 223.

Une opposition virulente

- 7 Dès 1755, les critiques à l'encontre de la technique de Gonin ne se font pas attendre, elles sont émises le jour même de l'expérience. Les gardes teinturiers, toiliers et passementiers ont été convoqués en tant qu'experts lors des essais devant l'académicien Hellot, et leur verdict est sans appel ; le teinturier lyonnais ne leur apprend rien de nouveau, comme le démontre le rapport des passementiers :

Nous estimons que le sieur Gonin ne nous a rien apporté de nouveau dans toutes ses teintures, et qu'il n'est pas l'inventeur des mordants dont il s'est servi. Nombre de fabricants en ont fait usage avant lui. Le Sr Albert en 1749 a apporté aux fabricants l'employ du vitriol de Chypre pour toutes les couleurs qui portent au jaune et au vert, à l'égard des mordants pour toutes les couleurs qui sont garençées, scavoit le tartre et l'arsenic **31**.

• **31** ADSM, C 151.

- 8 La présence de ces gardes est avant tout symbolique, car leurs critiques ne sont pas prises en compte. En effet, ils prétendent déjà connaître les méthodes de Gonin et, pourtant, aucun d'entre eux n'était jusqu'à lors parvenu à créer toutes les nuances de couleur réalisées par Gonin. Contrairement à d'Haristoy, Duclos ou Alterac **32**, Gonin n'a pas travaillé que sur le rouge ; avec son nouveau procédé il est parvenu à créer près de 26 teintes différentes, et à réaliser des dégradés. Face aux résultats de Gonin, la preuve de l'incompétence des teinturiers rouennais est accablante ; pour palier à leur ignorance, le Conseil du Commerce impose la pratique de la technique de Gonin et ordonne donc qu'un membre de chaque communauté de teinturerie, « intelligent et capable », soit nommé pour apprendre ce savoir-faire et pouvoir le transmettre aux autres membres de leur corporation. Pour démontrer que Gonin n'a définitivement rien à leur apprendre, les communautés ont refusé d'envoyer leur représentant **33**.

• **32** ADSM, C 151.

• **33** ADSM, C 151.

- 9 Pour les commissaires du Conseil du Commerce, « il est aisé de voir que le mémoire des gardes teinturiers n'est dicté que par l'animosité qu'ils ont toujours eu contre le Sr Gonin » **34** ; ce qui expliquerait pourquoi Gonin s'est installé à Yvetot et non à Rouen pour réaliser ses expériences. Ce n'est qu'à la demande du gouvernement en 1755 que Gonin s'est établi à Rouen. La ville compte **deux** communautés de teinturiers et les techniques présentées par Gonin empiètent sur les savoir-faire des deux professions ; les teinturiers sont donc contre cette innovation car ils craignent pour leur emploi et pour l'avenir de leur communauté. Les commissaires dénoncent « le désir qu'ils avoient de l'empêcher de former des élèves et d'augmenter le nombre des maîtres de leur communauté » **35**. En effet, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, « l'emploi est [encore] favorisé aux dépens du progrès technique » **36**, il n'est pas question de passer outre les règles des communautés, qui assurent une certaine protection aux artisans ; le système corporatif limite la concurrence au sein et en dehors de la communauté **37**. Même si, entre 1750 et 1755, la prospérité du commerce est à son « apogée » **38**, les teinturiers rouennais craignent que Gonin ne forme trop de nouveaux maîtres et rende le marché trop concurrentiel. En effet, dès 1756, Gonin obtient l'autorisation de former sept « élèves », qui obtiennent systématiquement leur lettre de maîtrise à la fin de leur formation, s'ils réussissent le chef-d'œuvre ; il ne forme pas de simples ouvriers, voués à travailler dans sa manufacture. En outre, dès 1757, les « teinturiers Gonin » sont fortement encouragés à former des apprentis :

• **34** ADSM, C 151.

• **35** ADSM, C 151.

• **36** Delécluse 1989, p. 34.

• **37** Kaplan 2001, p. 41.

• **38** Dardel 1966, p. 35. Cette constatation vaut tout aussi pour la généralité de Rouen comme pour l'ense (...)



Je vous envoie, M., les échantillons des couleurs énoncées au procès-verbal imprimé à Rouen l'année dernière, et que vous

• **39** ADSM, C 151.

avés désiré qu'ils furent déposés au bureau de votre communauté [de toiliers], pour servir de comparaison à l'avenir pour le chef-d'œuvre des enfans ou des compagnons que les veuves de ceux qui ont eu la maîtrise, par l'arrêt du Conseil du 21 décembre [1756] ³⁹.

- 10 Comme ils sont au fait des nouvelles techniques, il y a de fortes chances qu'ils accaparent cette main-d'œuvre peu onéreuse que constituent les apprentis. Par ailleurs, on peut constater que les « teinturiers Gonin » ne forment pas des « élèves » mais des « apprentis » ; le terme « d'élève » ne convient que pour ceux qui apprennent directement auprès de l'inventeur. La communauté des teinturiers est assez restreinte, comparée à d'autres corporations ; en 1756, il n'y a que 15 maîtres teinturiers à Rouen, dont deux veuves ⁴⁰. Indéniablement, la peur d'une concurrence trop nombreuse et la dévalorisation publique de leur savoir-faire ont poussé les gardes des métiers à minimiser la découverte de Gonin.

- ⁴⁰ ADSM, C 151. Dans cette liste, ne sont pas pris en compte les teinturiers de Darnétal.

La teinturerie de François Gonin : une « école professionnelle » ?

Les « élèves des manufactures »

- 11 D'après l'étude de Philippe Minard sur les inspecteurs des manufactures, l'expression « élève des manufactures » apparaît en 1746 et désigne « un employé de l'administration, occupant le premier grade dans le corps [des inspecteurs] », qui reçoit un salaire annuel qui varie entre 500 et 600 livres et dont le temps d'apprentissage est d'environ deux ans et demi pour les 84 élèves recensés entre 1746 et 1791 ⁴¹. Cependant, les « élèves » de Gonin ne sont pas formés en vue de devenir inspecteurs ; au terme de leur formation, il est prévu qu'ils obtiennent la maîtrise afin d'ouvrir des ateliers ou des manufactures, selon leurs moyens, où serait pratiquée la nouvelle technique. À la fin de leur apprentissage, les « élèves des manufactures » étudiés par Philippe Minard n'obtiennent pas la maîtrise mais un poste d'inspecteur ; ce sont ni plus ni moins que des fonctionnaires ⁴².
- 12 L'étude du *Mémoire sur la fabrication des draps, fait et présenté par Le Leu le Jeune, élève des manufactures, à Monsieur de Persan, intendant du Commerce* ⁴³ permet de connaître la façon dont sont formés les aspirants au poste d'inspecteur des manufactures. Après avoir passé des épreuves pratiques, la rédaction d'un mémoire constitue l'étape finale de la formation des « élèves de manufactures », qui prouve que les aspirants connaissent les différentes phases du processus de fabrication des draps. En effet, ils doivent démontrer qu'ils maîtrisent toutes les techniques afin d'être capables de juger la marchandise. Les inspecteurs des manufactures participent au développement des innovations car, d'après leur expérience, ils peuvent se permettre de conseiller les ouvriers, de leur recommander la pratique de certaines techniques afin d'améliorer la qualité de la production. Le 7 février 1758, après avoir assisté à des essais concluants de teinture noire, l'Intendant des Finances Trudaine exige de faire imprimer le procédé et d'en envoyer des exemplaires aux inspecteurs des manufactures, « afin qu'ils le fassent connaître aux fabriquant, et à ceux qui sont dans le cas de teindre en noir » ⁴⁴. Dans ce cas, les inspecteurs deviennent des intermédiaires qui permettent de s'assurer que, malgré les possibles réticences des corporations, les nouvelles techniques sont correctement pratiquées pour améliorer la qualité de la production.

- ⁴¹ Minard 1998, p. 120.
- ⁴² *Ibidem*, p. 75.
- ⁴³ Bibliothèque patrimoniale de Rouen, fonds Coquebert de Montbret, ms. 212.
- ⁴⁴ ADSM, C 151.

Une formation efficace mais controversée

- 13 En 1756, François Gonin commence à former son premier groupe d'élèves ⁴⁵. Peu d'informations sont fournies concernant l'origine socio-professionnelle de ces ouvriers. Toujours est-il que, d'après le recensement des maîtres teinturiers qui a été effectué en 1756, on constate que deux teinturiers portent le nom de Pavie, et que deux autres maîtres portent le nom de Godebin ⁴⁶ ; ce qui signifie que Jean-Pierre Pavie et Jean-François Godebin proviennent très probablement de familles de teinturiers. Force est de constater que, parmi les sept élèves de Gonin, tous avaient auparavant mené à terme une formation chez un maître, ils connaissaient déjà tous au moins les bases de la teinturerie ⁴⁶. Gonin ne forme pas « d'apprenti », dans le sens où il ne forme pas des émanés à sa technique car, en tant qu'inventeur, le gouvernement attend de lui qu'il transmette ses connaissances à un maximum d'ouvriers, et ce le plus rapidement possible. C'est pour cela que les teinturiers accusent Gonin de profiter des connaissances des ouvriers rouennais, « dont il tire[rait] lui-même des lumières en leur communiquant les siennes » ⁴⁷. En conclusion, cette formation accélérée, qui ne dure pas plus d'une année, est avant tout adaptée à des ouvriers expérimentés.

- ⁴⁵ ADSM, C 151. Il s'agit de Jean-Pierre Pavie, Jean-François Godebin, Amant Niel, François Alexandre (...)
- ⁴⁶ ADSM, C 151. Il s'agit de Georges et François Pavie, et de Pierre et Jean Godebin.
- ⁴⁷ ADSM, C 151.

- 14 En 1757, les gardes teinturiers sont parvenus à mettre la main sur un acte notarié selon lequel Jean-Pierre Pavie et Jean-François Godebin se sont engagés à payer 1 200 livres à François Gonin, pour un an de formation dans sa manufacture. Les gardes teinturiers, qui affirment avoir trouvé « par hasard » ce document, dénoncent la fraude de Gonin. En effet, il était initialement prévu que « Gonin travaille gratuitement auxdites teintures, en présence de quelques maîtres de chacune des communautés qui sont intéressées à s'en servir, et leur montre la manière dont il fait »⁴⁸. En faisant payer sa formation, il a agi contre la morale et le bon sens car, d'après les règlements des communautés, les teinturiers ne demandent aucun droit à leurs apprentis :
- Il faut que le Sr Gonin ait de grands droits ou présume beaucoup de son crédit pour mettre ainsi à contribution ceux qu'il veut initier à ses mystères ; jamais la communauté n'a rien exigé ni reçu de ses apprentifs, elle les reçoit sur le seul mérite du travail, quand ils sont en état de rendre service au public⁴⁹.
- 15 Dans les rapports qui nous sont parvenus sur les communautés de Rouen de 1762, 6 métiers sur 23 font payer des droits aux apprentis, 4 demandent une participation financière pour le greffe, les gardes ou la confrérie et les 13 autres ne demandent aucun droit d'entrée⁵⁰. Au XVIIIe siècle, rares sont les petits rouennais qui ont à payer leur scolarité ; les Ursulines, les Sœurs Grises et les Frères de la Doctrine Chrétienne tiennent des petites écoles gratuites et les cours prodigués au Collège Royal sont gratuits. En comparaison, l'école de dessin de Rouen qui est fondée en 1741, dont la raison d'être est la formation des techniciens mais également celle des artisans, est totalement gratuite⁵¹. Pourtant, Gonin n'agit pas illégalement, car il s'avère qu'il a obtenu l'autorisation du ministre Trudaine pour enseigner sa technique contre rémunération, alors qu'il percevait déjà une pension de l'État ; cette décision étonne tellement un inspecteur des manufactures qu'il demande une confirmation au Conseil du Commerce⁵². Cependant, dans une lettre du 16 septembre 1757, Trudaine déplore le fait que Gonin fasse payer aussi cher son apprentissage, sans pour autant intervenir⁵³. Même si la situation des apprentis rouennais au cours du XVIIIe siècle est difficile à cerner, on peut établir que, dans certaines corporations, les apprentis sont rémunérés ; par exemple, les apprentis tailleurs reçoivent un sou par semaine⁵⁴. Aucun document n'indique que les élèves obtiennent une quelconque rémunération pendant leur formation. Imposer une nouvelle technique induit déjà de nombreux investissements, comme l'achat de nouvelles cuves et « des drogues et ingrédients » pour les teintures car, avec les méthodes traditionnelles, les teinturiers n'avaient pas le droit d'utiliser certains produits. On peut supposer que certains maîtres teinturiers ne sont pas totalement hostiles à la technique de Gonin, d'autant plus qu'elle est présentée comme étant plus économique, mais il demande une somme excessive pour son enseignement. À titre de comparaison, en 1762, les maîtres cordonniers demandent aux aspirants 500 livres pour obtenir la lettre de maîtrise, et ils vont jusqu'à demander 600 livres pour un compagnon qui veut devenir maître par suffisance⁵⁵ ; cela reste tout même loin des 1 200 livres exigés par Gonin.
- 16 En plus de faire payer son enseignement, les teinturiers reprochent à Gonin le fait qu'il puisse former plusieurs ouvriers à sa technique en même temps. Les gardes des métiers estiment que, pour qu'un apprenti soit bien formé, son maître doit pouvoir lui consacrer un maximum de temps. Dans certains métiers, le maître ne peut prendre un deuxième apprenti que sous certaines conditions⁵⁶. Il semblerait que Gonin ne fasse pas travailler d'autres ouvriers que ses élèves ; dans un premier temps, sa manufacture a pour seul objectif de transmettre la nouvelle technique. D'un point de vue documentaire, aucun registre des admissions en maîtrise des teinturiers ne nous est parvenu pour la seconde moitié du XVIIIe siècle ; néanmoins, en comparant avec ce qu'il se pratiquait dans d'autres corporations, on peut établir le fait que l'accession à la maîtrise devait être difficile et onéreuse, notamment à cause du fait que les métiers rouennais connaissaient une période de fermeture, qui a atteint son paroxysme au cours de la décennie 1750⁵⁷. La formation de Gonin constitue donc une opportunité d'accéder à la maîtrise, en passant outre l'avis des gardes et des grandes familles du métier.
- 17 En 1758, un des anciens élèves de Gonin, Jean-Pierre Pavie, ouvre une teinturerie et John Holker fournit « une machine propre à donner l'apprêt aux velours de coton » ; il est parvenu à perfectionner la technique de Gonin en adaptant les teintures au velours. Pour transmettre sa nouvelle technique, il demande une pension de l'État car il entend former un groupe de quatre « élèves » gratuitement⁵⁸. Évidemment, l'enseignement gratuit de nouveaux savoir-faire justifie la demande d'une pension. C'est pour cette raison que rares sont les manufacturiers à obtenir le droit de former des élèves, comme le démontre le cas de Jacques Morris et Jacques Hopper, deux teinturiers qui demandent à ouvrir une manufacture en 1762 :

Pour ce qui est des conditions sous lesquelles il offre de former

• 59 ADSM, C 151.

• 48 ADSM, C 151.

• 49 ADSM, C 151.

• 50 ADSM, C 137, C 138, C 141, C 142, C 144, C 146, C 148, C 150 et C 153. Dans la décennie 1760, la v (...)

• 51 Lahalle 2006 ; Morvan-Becker 2010.

• 52 ADSM, C 151.

• 53 ADSM, C 151.

• 54 ADSM, 5 EP 687.

• 55 ADSM, C 141. Concernant les teinturiers, le rapport qui résulte de l'enquête de 1762 ne nous est p (...)

• 56 Comme cela est exposé dans le règlement des cartiers (1726), cuisiniers-traitiers (1735), imprimeu (...)

• 57 Aux Archives départementales de Seine-Maritime, dans le fonds « Arts et Métiers » de la série C, o (...)

• 58 ADSM, C 151. Voir la note 72 : Pavie avait l'intention de former des ouvriers, mais cela s'est avé (...)

des élèves, je ne serois point disposé à les accepter, soit parce que le plus souvent les ouvriers qui ne font des élèves que parce que l'on les y a assujetti les forment mal, soit parce que les pensions qu'on demandera paroissent trop fortes et qu'il seroit mieux d'éviter d'en donner⁵⁹.

- 18 Le prétexte économique est évident ; néanmoins, cette réserve à l'encontre de ces deux teinturiers anglais est étonnante, d'autant plus qu'à cette période, le savoir-faire anglais est particulièrement recherché. Morris et Hopper « ont travaillé toute leur vie dans le genre de la teinturerie » et d'après leurs connaissances, « ils ont trouvé le secret par le genre de leur aprest et la facilité du travail de leurs cuves de teindre en bleu et différentes autres couleurs les fils, cotons et autres étoffes fabriquées de ces deux matières »⁶⁰. On peut alors émettre une hypothèse ; aux vues des difficultés que rencontre encore Gonin au cours de la décennie 1760 pour former sereinement ses élèves, il s'avère risqué d'autoriser une nouvelle fois des ouvriers à prendre des élèves, sous peine de provoquer une nouvelle vague de contestation chez les maîtres teinturiers.

Une difficile insertion

- 19 Au cours du mois d'août 1756, les « élèves » sont prêts à se présenter au chef-d'œuvre, qui consiste à produire « des échantillons de toile de fil et de coton teints dans les vingt-sept couleurs principales et dans les différentes gradations qui leur ont été enseignées ». Après des épreuves concluantes, les élèves de Gonin obtiennent une lettre de maîtrise au mois de décembre 1756 dans le métier des teinturiers de soie, laines filées, toiles, fils et cotons ; c'est la communauté dont le savoir-faire a le plus de similarités avec la technique de Gonin, et pour les restrictions, ils doivent

Se conformer pour le surplus aux statuts et règlements de cette communauté, de leur permettre de faire toutes les espèces de teintures en grand et bon teint et en petit teint, et d'avoir dans leurs ouvroirs et boutiques la cuve de bleu, soit à chaud soit à froid, comme s'ils n'étaient que de la seule et unique branche des teinturiers en soyes, laines filées, toiles, fils et cotons, en grand et bon teint⁶¹.

- 20 Cependant, en ayant obtenu un statut particulier au sein de cette communauté, les élèves de Gonin ne peuvent pratiquer le petit teint. Au mois d'avril 1757, quatre mois après l'obtention de leur maîtrise, les bienfaits des nouveaux procédés se font attendre car ils ne trouvent pas d'ouvrages. En effet, les maîtres passementiers et toiliers ne parviennent pas à trouver un accord : comme les « teinturiers Gonin » ne peuvent teindre qu'en grand teint, les maîtres ne veulent pas « avoir affaire à deux sortes de personne », en préférant conserver leurs alliances économiques avec les « anciens » teinturiers, dont le travail leur convient⁶². La pratique a dépassé la théorie ; en effet, s'il existait encore deux communautés de teinturiers, il semblerait que, dans les faits, tous les teinturiers teignaient à la fois des étoffes en grand et en petit teint. Par ailleurs, parmi les manufactures d'Elbeuf, quelques draperies avaient leur propre laboratoire de teinture, alors que la ville comptait pourtant une communauté de teinturiers⁶³ ; la teinturerie constitue une activité annexe du secteur textile, et c'est pour cela que sa pratique est autorisée pour les drapiers, toiliers ou passementiers. Interdire la pratique du petit teint aux « teinturiers Gonin » va donc à l'encontre du bon sens. C'est pourquoi, au mois de mai 1757, ils obtiennent finalement le droit de teindre en petit teint, mais ce n'est pas pour autant que les affaires reprennent. En 1749, les manufactures de d'Haristoy avaient également connu des débuts difficiles ; elles ne parvenaient pas à écouler leurs marchandises car les acheteurs ne souhaitent pas bouleverser leurs réseaux commerciaux et car les consommateurs se méfiaient, du moins dans un premier temps, de ces « innovations »⁶⁴.
- 21 En 1757, dès que les « teinturiers Gonin » arrivent sur le marché, les expressions « anciens » et « nouveaux maîtres » sont utilisées pour distinguer les teinturiers qui utilisent les méthodes traditionnelles de ceux qui ont été formés par Gonin. Néanmoins, d'un point de vue purement commercial, il est interdit aux « nouveaux maîtres » d'apposer d'autres marques que celles qui différencient le grand et le petit teint. Contrairement à la Grande-Bretagne, la pratique de la publicité est interdite en France au XVIII^e siècle, car ce serait une pratique qui encourage la concurrence déloyale⁶⁵. En 1757, Dumesnil et Picard, deux teinturiers qui viennent d'être formés par Gonin, souhaitent ouvrir une calendre à Yvetot, et marquer leur étoffe d'un « plomb particulier », afin de distinguer leur travail de celui des autres teinturiers⁶⁶. Le Conseil du Commerce affirme ne pas pouvoir accéder à cette requête ; en effet, l'objectif de la diffusion d'un savoir-faire innovant n'est pas d'introduire une concurrence déloyale, mais de stimuler le commerce, selon le principe que « l'émulation répondra toujours du succès des fabriques »⁶⁷. L'interdiction pour les « teinturiers Gonin » de se démarquer des autres artisans est légitime car leur savoir-faire est censé être connu de tous les maîtres. Dès 1756, pas

moins de 200 exemplaires du procès-verbal qui détaille les procédés de Gonin ont été imprimés ⁶⁸. Plus que pour s'imposer dans le marché rouennais, les teinturiers de la ville n'ont pas d'autres choix que de pratiquer les teintures de Gonin, afin de rester compétitifs au niveau national.

- 22 Malgré les pressions exercées par les teinturiers rouennais, Gonin persiste à transmettre ses connaissances, au moins jusqu'en 1765. En 1766, il est envoyé à Limoges sur ordre de Trudaine et à la demande de l'intendant de cette ville, M. Turgot, « soit pour la perfection des fabriques de papier et de carton [...], soit pour l'établissement de la bonne teinture dont les principes sont presque entièrement ignorés » ⁶⁹. En effet, il est prévu qu'il instruisse dans toutes les manufactures de papier et carton du royaume des ouvriers car, lorsqu'il était à Rouen, « il s'est amusé à faire faire [...] une machine pour abattre le grain du papier et du carton » ⁷⁰. Progressivement, les plaintes des maîtres de métier se sont avérées moins virulentes, car Gonin est avant tout un inventeur prolifique, et pas seulement dans le domaine des teintures. Mais ce n'est pas pour autant que ses disciples n'ont pas eu des difficultés à s'intégrer dans les réseaux commerciaux, et ce pendant près d'une dizaine d'années après l'obtention de leur maîtrise. En 1757, M. Martin, qui détient une manufacture de passementerie, concède que Godebin et Pavie « paroissent être d'excellents ouvriers » ⁷¹, et il avoue même ne plus utiliser que des cotons qu'ils ont teints. Comme les gardes des métiers ont été dépossédés de leur pouvoir de décision concernant « l'affaire Gonin », ils ont cherché à garder le contrôle du marché et des savoir-faire en empêchant les « nouveaux maîtres » de s'établir. En 1767, Jean-Pierre Pavie se plaint « [qu']il ne luy a pas été possible de faire son établissement pour former des ouvriers propres aux branches de cette fabrique » ⁷². Les gardes teinturiers sont tenaces ; en 1758, ils obligent même un « teinturier Gonin », M. Jouet, à fermer son commerce et à fuir hors de la ville, avec femme et enfants ⁷³. Enfin, François Gonin décide en 1766 de demander son admission chez les teinturiers de Rouen, qui lui est accordée, car il souhaite léguer sa manufacture à son fils. En effet, pour que son fils puisse résister aux pressions et maintenir la manufacture en activité, il n'a pas d'autre choix que de l'intégrer dans la communauté car le statut « d'artiste » et la pension qui l'accompagne ne sont pas transmissibles.
- 23 Dans les communautés de métier, les innovations sont souvent le résultat d'une pratique quotidienne, d'une connaissance accrue du savoir-faire. Ceux que l'on appelle traditionnellement les « apprentis » n'ont au mieux accès qu'aux « micro-inventions » ⁷⁴, celles que le maître est parvenu à mettre au point en pratiquant quotidiennement son savoir-faire. Au XVIII^e siècle, le rapport aux innovations évolue, notamment avec l'essor des manufactures. Le relatif libéralisme économique qui se met en place en France dès 1750, marqué par la nomination de Daniel Charles Trudaine comme Intendant des Finances, favorise les expériences techniques. Dans les manufactures, l'utilisation du terme « élève », et non « apprenti », inclut l'idée d'une formation qui serait hors du contrôle des corporations, du moins qui ne correspondrait pas aux critères traditionnels, car les « élèves » sont ceux qui apprennent directement auprès de l'inventeur. La formation assurée par Gonin met en lumière le fait que le savoir-faire des teinturiers est incomplet, et de ce fait, l'apprentissage auprès d'un maître ne suffit plus. L'inquiétude des teinturiers rouennais est grande car, en 1756, ils ne sont que 15 à pratiquer ce métier, et ils craignent que l'admission systématique à la maîtrise des élèves de Gonin n'augmente trop rapidement les effectifs de la communauté, que la concurrence n'en soit que plus rude. Dans ce cas, l'apprentissage des nouvelles techniques permet d'accéder automatiquement à la maîtrise, dans une période où les métiers se ferment ; cette formation constitue donc une véritable opportunité pour ceux qui ne font pas partie des grandes familles de teinturiers. Cependant, une fois formés, il s'avère difficile pour les « teinturiers Gonin » de s'insérer dans un réseau professionnel, marqué par les cloisonnements techniques imposés par les communautés de métier. Néanmoins, toutes les exactions des teinturiers récalcitrants n'ont pas entamé la marche du progrès car les expériences concernant les teintures ont perduré au moins jusqu'à la veille des événements révolutionnaires. Cette étude n'offre qu'un aperçu de la carrière d'inventeur de François Gonin ; retracer la totalité de son parcours, grâce à des études régionales, permettrait de comparer la façon dont furent accueillies localement les innovations en France dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ainsi que la façon dont les métiers durent s'accommoder des nouveaux savoir-faire qui leur ont été imposés par le gouvernement.

• 69 ADSM, C 151.

• 70 ADSM, C 151.

• 71 ADSM, C 151.

• 72 ADSM, C 151.

• 73 ADSM, C 151.

• 74 Hilaire-Pérez – Thébaud-Sorger 2016, p. 36.

Bibliographie

Archives

ADSM = Archives Départementales de Seine-Maritime

Ouvrages à caractère de source

Ouin-Lacroix 1850 = C. Ouin-Lacroix, *Histoire des anciennes corporations d'Arts et Métiers et des confréries religieuses de la capitale de la Normandie*, Rouen, 1850.

Études secondaires

Becchia 2000 = A. Becchia, *La draperie d'Elbeuf : des origines à 1870*, Rouen, 2000.

Becchia 2012 = A. Becchia, *Modernités de l'Ancien Régime (1750-1789)*, Rennes, 2012.

Chassagne 1991 = S. Chassagne, *Le coton et ses patrons : France, 1760-1840*, Paris, 1991.

Crowston 2008 = C.H. Crowston, *From school to workshop: pre-training and apprenticeship in Old Regime France*, dans B. De Munck, S.L. Kaplan, H. Soly (dir.), *Learning on the shop floor. Historical perspectives on apprenticeship*, 2008, p. 46-64.

Dardel 1966 = P. Dardel, *Commerce, industrie et navigation à Rouen et au Havre au XVIIIe siècle*, Rouen, 1966.

Delécluse 1989 = J. Delécluse, *Une polémique industrielle à la veille de la Révolution de 1789 : les marchands rouennais et l'activité textile face au traité de commerce avec l'Angleterre*, Mont-Saint-Aignan, 1989.

Epstein 1998 = S.R. Epstein, *Craft guilds, apprenticeship, and technological change in Preindustrial Europe*, dans *The Journal of Economic History*, 58-3, 1998, p. 684-713.

Grenier 2007 = J.-Y. Grenier, *Histoire de la pensée économique et politique de la France d'Ancien Régime*, Paris, 2007.

Hilaire-Pérez 2000 = L. Hilaire-Pérez, *L'invention technique au siècle des Lumières*, Paris, 2000.

Hilaire-Pérez - Thébaud-Sorger 2016 = L. Hilaire-Pérez, M. Thébaud-Sorger, *Inventer*, dans L. Hilaire-Pérez, F. Simon, M. Thébaud-Sorger (dir.), *L'Europe des sciences et des techniques, XVe-XVIIIe siècle : un dialogue des savoirs*, Rennes, 2016.

Jorda 2006 = H. Jorda, *Les recompositions de l'artisanat : des corporations à la « première entreprise de France »*, dans *Marché et Organisations*, 1, 2006, p. 39-53.

Kaplan 2001 = S.L. Kaplan, *La fin des corporations*, Paris, 2001.

Kaplan 2017 = S.L. Kaplan, *Raisonner sur les blés : essais sur les Lumières économiques*, Paris, 2017.

Lahalle 2006 = A. Lahalle, *Les écoles de dessin au XVIIIe siècle : entre arts libéraux et arts mécaniques*, Rennes, 2006.

Minard 1998 = P. Minard, *La Fortune du colbertisme : état et industrie dans la France des Lumières*, Paris, 1998.

Morvan-Becker 2010 = F. Morvan-Becker, *L'école gratuite de dessin de Rouen ou la formation des techniciens au XVIIIe siècle*, thèse de doctorat, université de Paris VIII Saint-Denis, 2010.

Verley 1994 = P. Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIe siècle au début du XXe siècle*, Paris, 1994.

Notes

1 Epstein 1998, p. 684. Effectivement, selon S.R. Epstein, la difficulté de déceler les innovations dans les ateliers peut être généralement appliquée au cas européen : « Technological invention and innovation in the preindustrial economy are still poorly understood. This is partly because of the difficulty in identifying the small-scale and anonymous innovations that dominated technical progress at the time ».

- 2 Kaplan 2017, p. 26. Cf. également Grenier 2007, p. 179 ; Becchia 2012, p. 88-89.
- 3 Sauf dérogation, les manufactures appartiennent à des maîtres faisant partie d'une communauté. C'est pourquoi les conditions d'apprentissage sont les mêmes pour les enfants qui apprennent dans une manufacture ou dans une structure plus modeste. Comme le démontre le registre des placements des Enfants du Bureau des Pauvres Valides (ADSM, H DEPOT 2 G 1/13, 1719-1783), les enfants placés en atelier détiennent les mêmes contrats que les enfants placés en manufacture.
- 4 Crowston 2008, p. 46.
- 5 ADSM, 5 EP 138.
- 6 ADSM, C 151. Dans plusieurs documents le concernant, François Gonin est considéré comme un « artiste ».
- 7 ADSM, C 151.
- 8 ADSM, C 151.
- 9 Hilaire-Pérez – Thébaud-Sorger 2016, p. 36.
- 10 Hilaire-Pérez 2000, p. 20.
- 11 Minard 1998, p. 316.
- 12 ADSM, C 155.
- 13 ADSM, sous-série « Arts et Métiers » de la série C.
- 14 Hilaire-Pérez 2000, p. 147 et Jorda 2006, p. 43.
- 15 Hilaire-Pérez –Thébaud-Sorger 2016, p. 36.
- 16 C'est le sujet de la préface de la *Description des Arts et Métiers*, projet mené par l'Académie des Sciences (Voir Académie des Sciences, *Description des Arts et Métiers*, Paris, 1771, t. I, p. V-XV).
- 17 ADSM, C 151.
- 18 Article L du règlement de 1719 : « Aucunes veuves ni privilégiées ne pourront faire d'apprentis ni avoir aucun allouez, sous peine de cent livres d'amende et de nullité de l'apprentissage », dans Ouin-Lacroix 1850, p. 573.
- 19 Hilaire-Pérez 2000, p. 134.
- 20 ADSM, C 151.
- 21 ADSM, C 151.
- 22 Verley 1994, p. 22.
- 23 Becchia 2012, p. 81.
- 24 *Ibidem*.
- 25 Ouin-Lacroix 1850, p. 130.
- 26 ADSM, C 151.
- 27 ADSM, C 151.
- 28 ADSM, C 151.
- 29 Minard 1998, p. 223. Normalement, les inspecteurs des manufactures ne peuvent conserver une activité mercantile ; John Holker a donc obtenu une dérogation.
- 30 Minard 1998, p. 223.
- 31 ADSM, C 151.
- 32 ADSM, C 151.
- 33 ADSM, C 151.
- 34 ADSM, C 151.
- 35 ADSM, C 151.
- 36 Delécluse 1989, p. 34.
- 37 Kaplan 2001, p. 41.
- 38 Dardel 1966, p. 35. Cette constatation vaut tout aussi pour la généralité de Rouen que pour l'ensemble du royaume.

- 39** ADSM, C 151.
- 40** ADSM, C 151. Dans cette liste, ne sont pas pris en compte les teinturiers de Darnétal.
- 41** Minard 1998, p. 120.
- 42** *Ibidem*, p. 75.
- 43** Bibliothèque patrimoniale de Rouen, fonds Coquebert de Montbret, ms. 212.
- 44** ADSM, C 151.
- 45** ADSM, C 151. Il s'agit de Jean-Pierre Pavie, Jean-François Godebin, Amant Niel, François Alexandre père, Louis Dominique Alexandre fils, Noël Marin et Nicolas Dumont, tous bourgeois de Rouen.
- 46** ADSM, C 151. Il s'agit de Georges et François Pavie, et de Pierre et Jean Godebin.
- 47** ADSM, C 151.
- 48** ADSM, C 151.
- 49** ADSM, C 151.
- 50** ADSM, C 137, C 138, C 141, C 142, C 144, C 146, C 148, C 150 et C 153. Dans la décennie 1760, la ville de Rouen compte une centaine de métiers, mais seulement 23 rapports, chacun sur une communauté différente, nous sont parvenus.
- 51** Lahalle 2006 ; Morvan-Becker 2010.
- 52** ADSM, C 151.
- 53** ADSM, C 151.
- 54** ADSM, 5 EP 687.
- 55** ADSM, C 141. Concernant les teinturiers, le rapport qui résulte de l'enquête de 1762 ne nous est pas parvenu.
- 56** Comme cela est exposé dans le règlement des cartiers (1726), cuisiniers-traiteurs (1735), imprimeurs-libraires (1723), orfèvres (1759) et savetiers-carreleurs (1715). Les cartiers peuvent avoir un apprenti « repourvu » en plus du leur ; les cuisiniers-traiteurs, les imprimeurs-libraires et les orfèvres peuvent avoir un deuxième apprenti lorsque le premier entre dans son avant-dernière ou dernière année de formation ; les savetiers-carreleurs peuvent former un enfant du Bureau des Pauvres Valides en plus de leur apprenti. D'après la compilation de Ouin-Lacroix 1850, p. 586, 612, 680, 702 et 721.
- 57** Aux Archives départementales de Seine-Maritime, dans le fonds « Arts et Métiers » de la série C, on trouve de nombreuses plaintes d'apprentis, à qui il est attribué un chef-d'œuvre impossible à réaliser. En 1762, au cours d'une enquête sur les communautés de métiers, la majorité d'entre elles n'acceptent plus en maîtrise que des « enfants du métier » ; certaines communautés ont même totalement renoncé à former des apprentis.
- 58** ADSM, C 151. Voir la note 72 : Pavie avait l'intention de former des ouvriers, mais cela s'est avéré être un échec car il a sans cesse été empêché par les gardes teinturiers.
- 59** ADSM, C 151.
- 60** ADSM, C 151.
- 61** ADSM, C 151.
- 62** ADSM, C 151.
- 63** Becchia 2000, p. 93.
- 64** Chassagne 1991, p. 40-41.
- 65** Verley 1994, p. 29.
- 66** ADSM, C 151.
- 67** ADSM, C 151.
- 68** ADSM, C 151.
- 69** ADSM, C 151.
- 70** ADSM, C 151.
- 71** ADSM, C 151.

72 ADSM, C 151.

73 ADSM, C 151.

74 Hilaire-Pérez – Thébaud-Sorger 2016, p. 36.

Pour citer cet article

Référence électronique

Alexandra Amiot, « Nouvelles techniques et transmission des savoir-faire à Rouen (milieu du XVIII^e siècle) », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6817>

Auteur

Alexandra Amiot

Université de Rouen, alexandra.amiot1@univ-rouen.fr



Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec [Lodel](#) – Accès réservé



Mélanges de l'École française de Rome

Italie et Méditerranée modernes et contemporaines

--TEST--

Index

Auteur

Mots-clés

Derniers numéros

2019 :

Numéros en texte intégral

2019 : 131-1

2018 : 130-1 | 130-2

2017 : 129-1 | 129-2

2016 : 128-1 | 128-2

2015 : 127-1 | 127-2

2014 : 126-1 | 126-2

2013 : 125-1 | 125-2

2012 : 124-1 | 124-2

2011 : 123-1 | 123-2

2010 : 122-1 | 122-2

Tous les numéros

Présentation

La revue

Comité éditorial

 Normes rédactionnelles –
 Norme redazionali –
 Editorial rules

Informations

Crédits

Contacts

Boys learning craft skills. Rural artisan apprenticeship in Early Modern Finland

Merja Uotila

résumé | index | plan | texte | bibliographie | notes | illustrations | citation | auteur

Résumé

The research on handicrafts in general has concentrated on the study of urban artisans and guilds. However, not all artisans operated in towns, nor did rural artisans always constitute small marginal groups. For instance, the majority of Finnish artisans lived and worked in the countryside. They had a right to take on apprentices, so most of the rural artisans received their training from artisans working in the same environment. This article studies how rural artisans organized their occupational training and what characterizes apprentices in early nineteenth century Finland. A single large Finnish parish has been selected as the object of the research. This enables us to study artisans and their apprentices more individually and to examine such details as durations of apprenticeship, completion rates, apprentices' social backgrounds and ages.

Entrées d'index

Keywords : apprenticeship, handicrafts, rural artisans, countryside, skills, Finland, nineteenth century, parish

Plan

The parish artisan institution and the right to take apprentices

Apprenticeship practices in rural areas

Apprenticing the next generation and numbers of apprentices

Apprentices' characteristics and later career

Boys learning craft skills



Texte intégral

- 1 Rural artisanship was not a rare phenomenon in early modern Finland; on the contrary, by the end of the eighteenth century the majority of Finnish artisans lived and worked in rural areas. Their training and skills came from various sources. Occasionally the countryside received a flux of apprentices, journeymen and even artisans from urban areas. They had failed to achieve guild master's positions in towns or were otherwise attracted to work in the countryside. Sometimes boys —and apprentices were always boys— had been purposely sent to towns to learn a craft and were then expected to return to the countryside. Nevertheless, the majority of skills and practices that rural artisans possessed were learned from other rural masters even though apprenticeship and the tripartite career pattern of artisans have traditionally been associated with craft guilds and urban environments.¹ Overall, the prestige and skills of rural and urban artisans were different, with urban artisans enjoying the greater prestige. The difference was also apparent in training practices; rural craft skills were valid only in rural areas and were intended to satisfy the needs of rural customers, and they occasionally differed from the craft guilds' standards.²
 - 1 De Munck – Soly 2007, p. 10-11.
 - 2 Möller 1936, p. 52; Papinsaari 1967, p. 259.
- 2 The aim in this article is to examine how rural artisans organized their apprenticeships and what characterizes apprentices in the early part of the nineteenth century. Naturally, there are many similarities between guild-based apprenticeship and rural conventions, but studying the training practices of rural artisans offers a different perspective on apprenticeship research.³ A single large Finnish parish has been selected as the object of the research. This permits us to study artisans and their apprentices more individually and systematically and to examine such details as durations of apprenticeship, completion rates, apprentices' social backgrounds and ages. Not all apprentices succeeded in creating an independent career as artisans, but with this individual approach it is possible to discover what the careers of these others were. It is also possible to identify practices and differences between trades and contemplate the role of apprenticeship in the general economic development.
 - 3 Uotila 2018.
- 3 The basic approach of this study is prosopographical. A large Finnish parish called Hollola has been chosen as the object of the research (fig. 1). The main method for examining the subject matter is to compile a collection of short biographies on apprentices (according to prosopographical principles) from various sources.⁴ The biographies include information on the boys' dates and places of birth, the parents' social status, the craft masters' names and domiciles, the duration of the apprenticeship and the young men's activities thereafter. All in all the focus is on the careers of 118 apprentices serving their time in the research area between 1810 and 1840.
 - 4 On principles Keats-Rohan 2007; Uotila 2014, p. 31-43.

Fig. 1 – The parish of Hollola (marked in map with red circle).



Agrandir

The parish of Hollola was a typical rural parish located outside the 'ban mile' so that urban craft regulations did not apply to rural practices. By Finnish standards Hollola was a well-known and prosperous parish, which attracted artisans from the neighbouring parishes as well as journeymen from the towns. During the research period the population of Hollola increased from 5,000 to nearly 8,000. This entirely agricultural parish in Southern Finland (100 kilometers north of Helsinki and the Gulf of Finland) also benefited from good road networks.



- 4 Information about apprentices was collected from several sources because the lack of formal organizations (guilds) meant that there was no-one to keep the records on apprentices. The most informative sources are parish registers, which were originally lists of those receiving Holy Communion, but they can also be used as population records listing the households and their members. If apprentices were still minors, i.e. if they had not completed confirmation classes and been duly confirmed, they were entered in the children's book.⁵ Other official sources include the annual census lists, where masters were required to report the members of their households (aged between 15 and 62) as for these the masters had to pay poll taxes.⁶ Rural artisans' affairs —such as work licences and permits to take apprentices— were first processed in the local district courts. Rural artisans did not have their own courts or general meetings to resolve their matters, whereas in the towns the guild meetings and town courts dealt with most of the artisans' internal affairs.⁷ The second stage in processing rural artisans' cases was the governor and the county administrative board, who made the final decisions on permits, usually referring to the rulings of the local district court.
- 5 These registers are not without shortcomings. This mainly concerns timing: it is difficult to pinp (...)
- 6 Artisans also provided them with legal protection, everybody in the kingdom of Sweden had to be re (...)
- 7 Söderlund 1949, p. 103-106, 238-242.
- 8 Laakso 1974; Papinsaari 1967. On artisan research in general see also Heino 1984 and Ranta 1978; V (...)
- 9 Most of the Finnish parishes produced volumes on their own history, where the content is quite typ (...)
- 10 Söderlund 1949; Edgren 1987. On Swedish rural artisan research in general see also Gadd 1991.
- 11 Heino 1984, p. 67-69; Gadd 1991, p. 244.
- 12 Contrary to many other countries, see for instance Ehmer 2008, p. 148-150.
- 13 Governors granted the work licence in the form of a legal document called *gärningsbrev* in Swedish (...)
- 14 Ranta 1978, p. 104.
- 15 Uotila 2014, p. 124-125.
- 16 For a brief while masons (1756), bricklayers (1762) and glaziers (1766) were allowed to work in ru (...)
- 17 Ranta 1978, p. 90-94.
- 18 Uotila 2014, p. 79-81, 114-117.
- 19 Söderlund 1949, p. 169, 405-420; Edgren 1987, p. 65.
- 5 The literature affords only a fragmentary picture of rural apprenticeship practices. No studies are available on Finnish rural apprenticeship practices as such, but the theme is touched upon in many historical studies, mostly concerning the eighteenth century. Here Laakso's work in particular provides reference material concerning rural areas and Papinsaari for his part about events on craft guilds.⁸ Local parish histories⁹ are likewise available to strengthen the argument and widen the perspective outside the primary research area. Due to the common histories of Finland and Sweden, it is also important to take the Swedish development into account, and this is documented mainly provided in the works of Edgren and Söderlund.¹⁰

The parish artisan institution and the right to take apprentices

- 6 According to mercantilist principles, the authorities in Finland (and in Sweden, of which Finland was a part until 1809) regarded craft work as an urban occupation and all the trade and craft production was to be accomplished in towns. However, in a highly agrarian state, which had only few small towns, rural crafts had to be tolerated and accepted as necessary. Contrary to many other European countries, in the Kingdom of Sweden the parish artisan institution in the 1680s formally organized rural crafts. Nevertheless, the general attitude towards rural crafts was restrictive: only few trades were allowed in rural areas and town artisans were protected by a so-called ban mile, a radius of several miles around the towns where rural artisans were not allowed to work or then needed the guild's approval to do so.¹¹ As the guilds controlled only the urban trades, their power was limited to towns; craft guilds did not operate or have jurisdiction in the Finnish or Swedish rural areas.¹²
- 7 In a formal parish artisan system, artisans had a licence to work and they paid special handicraft taxes to the Swedish crown.¹³ The work licences were granted by county governors, but an applicant had to have a written testimonial from the local court (consisting of members of the local community) thus the artisans' customers had a say in regulating the number of craftsmen working locally. Local residents were experts in deciding whether there were sufficient work opportunities for new entrepreneurs.¹⁴ Without local support, it was not possible to achieve the status of parish artisan. This was highlighted in the eighteenth century, when application for a new artisan was made to the district court in the name of the whole community. In the nineteenth century the artisans were usually more active and applied for this position themselves, although it was likely that support for the application had been canvassed in advance.¹⁵
- 8 At first, only those plying the most needed trades, such as blacksmiths, shoemakers and tailors could apply for recognition as a parish artisan.¹⁶ Governors could, on the other hand, grant permits for nearly every trade (with the exception of goldsmiths) according to their own judgement by referring to the statute issued in 1604 stating that peasants could keep the artisans they needed. Therefore there were sometimes weavers and tanners among the parish artisans.¹⁷ Restrictions were relaxed in 1824, when several craft occupations gained the legal right to operate in the countryside, or more precisely, they could apply to be accepted as parish artisans, because despite the strict legislation, informal craft activity had been commonplace.¹⁸ In Finland, the law restricted the practice of rural crafts until the second half of the nineteenth century (in 1879 freedom of trade liberated the plying of craft trades, in both urban and rural areas).
- 9 The legal bases for artisans and apprentices can be found in general guild orders (the latest *skråordning* is from 1720) which laid down the limits of the guilds' activities. Although the general guild order was designed for craft

guilds, it also affected rural artisans and their apprentices. The order, for instance, stipulated the apprentices' minimum enrolment age to be 14 and prescribed the maximum trial period of two months. **19** For rural parish craftsmen the proper written rules concerning artisans and their training practices were few and non-specific. Essentially, rural artisans were permitted to have apprentices as stated in the 1686 ordinance, when shoemakers and tailors were allowed to take alongside with their apprentice boys one more skilled assistant, known as a *lärodräng*. **20** In 1727 the entitlement was repeated with the amendment that this hired assistant had to have already served an apprenticeship. **21** In other words, in the eighteenth century there were two kinds of rural apprentices, who were most likely designated according to their age and apprenticeship time as hired assistants (*lärodräng*) or as younger boys who were still apprenticed (*läropojke* or more often as *lärogåsse*). **22** Here the position of hired assistant was quite close to that of an urban journeymen (in Swedish *gesäll*), but as the different title reveals, they were not identical. **23**

- 10 At the end of the eighteenth and beginning of the nineteenth centuries the new title *lärling* (or more usually designated by the equivalent abbreviation) became more frequently used and finally replaced the older, more exact titles, making it difficult to distinguish between different apprentices. **24** As stated in the statutes (in 1686 and 1727), parish artisans had to apply for official permits from local district courts and the county administration to employ apprentices just as they did in applying for validation of their own position. It is probable that artisans only needed permission to take more skilled servants. **25** This conception receives support from the fact that there are fewer applications to take on apprentices than there were boys being apprenticed. In Hollola district court between the years 1810 and 1840 only one master applied for permission to take an apprentice. At the same time there were otherwise over 100 apprentices in Hollola. **26** Therefore, in practice artisans seldom requested permission to take apprentices, albeit for underaged apprentices no permission was required. Neither was the number of young apprentices in any way restricted. **27**

Apprenticeship practices in rural areas


- 11 Official artisans had a monopoly of apprenticeship; in towns it was the guild masters who were responsible for teaching the next generations, in rural areas the parish artisans. When a boy entered into apprenticeship the terms of the apprenticeship were arranged between master and youngster (or his guardians). **28** Written contracts or indentures were not compulsory; in the countryside especially, agreements were often oral. Therefore, there are only few written contracts available since these agreements were not usually confirmed by the district courts, nor were there any notaries public. **29** Disputes about the terms of the contracts are likewise rare and these were settled in local courts. Although the county administration and governor were sometimes involved; the governor, for instance, issued warrants to apprehend runaway apprentices. **30**
- 12 In town apprenticeships began with enrolment in the guild's apprenticeship records, which included information such as the boy's and his father's name, the father's occupation and the duration of the apprenticeship. **31** Among rural artisans the system was less organized. Basically, rural masters reported their apprentices to parish priests as new members of their households and they were registered as a part of the artisan's household. This confirms the notion that apprentices were part of their masters' households because, even when a young boy's parents lived nearby, the boy's name was still transferred to the household of the master craftsman. As members of an artisan household apprentices were under the master's authority and had to obey without question. It was generally accepted that apprentices were obliged to take part in their masters' household duties and chores to a reasonable extent. **32** Drawing the line between what was normal and excessive involvement in ordinary household chores, however, proved difficult and became a common grievance in the court records. **33**
- 13 Masters were obligated to teach their apprentices all they knew of their trade without holding anything back. How this knowledge transfer happened, however, is largely unknown. Most likely the training was part of the trial and error process, where apprentices started on less demanding assignments and were familiarized hands-on with the material, style and working culture of the craft, later assuming more complicated tasks. In rural areas they had to meet the needs of the country people, which were usually different from those of urban customers. This meant that rural apprentices were not competent for work in towns and needed more training if transferring to town. **34** Technical knowledge and skills acquisition, on the other hand, were only a part of the training and the apprenticeship period included initiation into the cultural context where apprentices were acquainted with artisans' position in society, which was different from that of the rest of the population. **35** Artisans were an urban element in the countryside. **36** One sign of artisans' own culture was the

- **20** The titles are given in Swedish as in the original texts, because Swedish was then the official language (...)

- **21** Von Stiermann 1733, p. 2006-2007; Modée 1742, p. 673. See also Heino 1984, p. 73-74; Gadd 1991, p. (...)

- **22** Laakso 1974, p. 65, 129.

- **23** The word *lärodräng* was also known in towns, where it referred to first-year journeymen, who were e (...)

- **24** Therefore, it could not have been done in this research. See Uotila 2018. 

- **25** In the literature it is often said that rural artisans did not employ journeymen and these hired a (...)

- **26** NA, County of Uusimaa and Häme, Governors' Secretariat, Records of applications 1790-1830.

- **27** Some guilds limited the number of apprentices per master. Söderlund 1949, p. 112; Papinsaari 1967, (...)

- **28** Enforcement of apprenticeship contracts was usually deemed to be the guilds' responsibility. Epste (...)

- **29** Cf. Crowston 2007, p. 46.

- **30** NA, County of Uusimaa and Häme, Governors' Secretariat, Records of applications 1790-1830 and Edgr (...)

- **31** Möller 1936, p. 50; Papinsaari 1967, p. 249; Vainio-Korhonen 2010, p. 232-233.

- **32** Söderlund 1949, p. 393-394; Papinsaari 1967, p. 265-266; Edgren 1987, p. 155; Wallis 2008, p. 843- (...)

- **33** For instance, NA, Archives of Hollola District Court, court records winter 1823 § 113 and autumn 1 (...)

- **34** Often their apprenticeship time was taken into account when they were in town to learn more. Kauko (...)

- **35** De Munck – Soly 2007, p. 13-16; Epstein 2013, p. 29.

- **36** Hanssen 1952, p. 412, 446-447, 458; Gadd 1991, p. 155.

- **37** Möller 1936, p. 52; Söderlund 1949, p. 264; Hanssen 1952, p. 506; Gadd 1991, p. 155-156.

use of surnames and the style of names. In western Finland there were no traditional family names; the name of the farm was used as a surname to differentiate people. Artisans did not have farms, so they often used typical Swedish family names or names that were compiled from the craft occupation like *Hammar* or *Sax*, meaning hammer or scissors. For apprentices it was a rite of passage to change their name at a certain point in their careers, often just before starting an independent career. ³⁷

- 14 For a rural apprentice to complete the training, it sufficed to serve a number of years with a craft master; there were no tests or demonstrations of skills after the apprenticeship was completed. Sometimes there were written proofs of the time served in apprenticeship, but this was not usually necessary, either. The applicants were usually locally well-known men, who had often worked independently for a number of years (a kind of trial period) before applying for the status of parish artisan. ³⁸ This is a clear difference from urban training, where journeymen and sometimes apprentices produced masterpieces before becoming a master artisan or journeyman and anyway, written certificates were more common in urban environments. ³⁹

- ³⁸ Uotila 2014, p. 126.
- ³⁹ Söderlund 1949, p. 169, 259; Kyöstiö 1955, p. 61; Tommila 1959, p. 203; Aaltonen 1963, p. 42; Vain (...)

Apprenticing the next generation and numbers of apprentices

- 15 Naturally, not every artisan had apprentices. Conceivably only artisans who were skillful and had sufficient work assignments could act as instructors, and a large number of apprentices can be seen as an indication of a master's good skill and reputation, but also of prosperity. ⁴⁰ Nearly all the craftsmen who had apprentices were official parish artisans, artisans in unofficial positions rarely had time, skills or reputation to train up apprentices. ⁴¹ Usually a parish artisan would take one apprentice or two over his whole career, but there were also artisans who had several apprentices; one could say that their focus was on training apprentices. Overall, the average was two apprentices per master. Among tailors and shoemakers every other had his own apprentices, among blacksmiths a little less (table 1). ⁴²

- ⁴⁰ Laakso 1974, p. 69-70.
- ⁴¹ Uotila 2014, p. 275-277.
- ⁴² Laakso 1974, p. 68-69.

Table 1 – Official artisans who had apprentices, Hollola 1810-1840.

	number of official artisans	number of artisans who had apprentices	%	number of apprentices	if apprentices, then on average
Smiths	51	20	39	35	1,8
Tailors	44	22	50	34	2
Shoemakers	54	29	54	49	1,9
total	149	71	39	118	

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 16 Both tailors and shoemakers could benefit from extra helpers, but obviously their career prospects were not equal because shoemakers had fewer apprentices until the 1820s, when there began to be more room for crafts due to growing demand for finer shoes (table 2). Previously it had not been easy to get a position as an apprentice in Hollola because in the eighteenth and early nineteenth centuries there were only a few parish shoemakers. ⁴³ In addition, making shoes has been said to have been a common trade among soldiers, so they had infiltrated the business in eighteenth century and soldiers could not keep apprentices. ⁴⁴ The lack of masters is one reason why so many shoemakers in the 1820s and 1830s Hollola were guild trained journeymen, who, after failing to achieve guild master status, returned to the countryside. ⁴⁵ These new shoemakers took on more apprentices and the trade also became a more suitable career prospect for poorer boys —so the number of the apprentices increased.

- ⁴³ In 1810 there were only six parish shoemakers and over 600 peasants' households. This lack of mast (...)
- ⁴⁴ Söderlund 1949, p. 226; Niemelä 1991, p. 127-128. See also Laakso 1974, p. 121-122.
- ⁴⁵ Uotila 2014, p. 222-223.

Table 2 – Number of apprentices in Hollola parish 1770-1839.

	1770's	1780's	1790's	1800's	1810's	1820's	1830's	total
Smiths	15	11	8	4	9	8	17	72
Tailors	28	9	6	6	3	13	18	83
Shoemakers	6	2	5	2	7	20	19	61
Carpenters	3	8	3	1	0	0	0	15
Weavers	8	3	1	0	0	0	0	12
total	60	33	23	12	19	41	54	242

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 17 Previously the tailor's trade had been deemed suitable for peasants' younger sons: the status of the trade was high enough and it was considered to offer lucrative career prospects to those offspring who could not inherit the family farm. ⁴⁶ This was seen especially in the 1760s and 1770s but after this peak there were significantly fewer tailors' apprentices. There may have been a change in the appreciation of the trade, the need for new craftsmen may also have decreased. Nevertheless, the burden for supporting the hired help was alleviated by traditional customs: shoemakers and tailors led an itinerant way of life, going from one customer to another, living at their expense while carrying out their work assignments. The customers were also obliged to feed the apprentices. ⁴⁷
- 18 The number of smiths' apprentices was low comparing the total amount of master smiths. One reason for this was that some smiths tried (quite successfully) to keep the trade secrets within their own kin; in several smith families the skills were passed on only to sons and no apprentices were employed. ⁴⁸ There were also trades where no new apprentices were taken. In weavers' and carpenters' trades it was more common to have apprentices in the eighteenth century but not in the next (table 2). For weavers the obvious reason was that it was a dwindling occupation because women had gradually taken over the craft. ⁴⁹ In the nineteenth century no-one was willing to apprentice his son to a weaver —for that matter there were no longer any parish weavers. For carpenters the reason for having no apprentices was different, because the career prospects for carpenters were better than ever. Carpenters in Hollola did not, however, keep apprentices or train competitors to their own sons, because this was also a matter of the family business.
- 19 There was a lot of variation in the number of apprentices due to the economic situation and more generally the societal development. For instance, population growth meant room for new artisans and hence more boys were apprenticed. Customers' increasing wealth and changing consumption patterns also created more opportunities for rural artisans. On the other hand, the general economic situation or customers' increasing/decreasing wealth did not always coincide with the numbers of artisans and their apprentices. For example, the 1830s were economically difficult years (due to bad harvests and several epidemics) ⁵⁰ but that was not reflected in the number of apprentices —the artisans took on more new apprentices than ever. On the other hand, those apprentices' future career prospects might have been poorer than those of the previous generation. By and large the number of apprentices was not high in relation to the total number of boys in the same age group; only few youngsters chose to be apprenticed.

- ⁴⁶ Laakso 1974, p. 120, 138.

- ⁴⁷ NA, Archives of Hollola District Court, court records autumn 1832 § 251.

- ⁴⁸ Laakso 1974, p. 121, 138; Uotila 2014, p. 265.

- ⁴⁹ Vainio-Korhonen 2000, p. 48-49.

- ⁵⁰ Kuusi 1937, p. 80.

Apprentices' characteristics and later career

- 20 In Finland artisans and their apprentices were in principle all male; girls were not admitted to formal apprenticeship in early modern times, neither were there female rural artisans. ⁵¹ It is possible to picture the general characteristics of apprentices because the approach is individualistic. To begin with the ages of these apprentices, there seems to be quite little variation over time. There are, however, bigger differences according to trade. Smiths' apprentices were usually slightly older than others, the average age for entering the smithy was 21 (table 3). Most of the youngsters were around 17-22 years old when entering the apprenticeship, but it was not too late to start training even after turning 25 (table 4 reveals starting age by age groups). An obvious reason for this was that the smiths' trade required physical strength. ⁵² It was also commonplace for smiths' apprentices to have worked elsewhere before being apprenticed, for example as farmhands. ⁵³

- ⁵¹ Vainio-Korhonen 2010, p. 249-250; Uotila 2014, p. 29.

- ⁵² Laakso 1974, p. 132-133.

- ⁵³ Uotila 2014, p. 239.

Table 3 – Apprentices' starting age, training time and residence in Hollola 1810-1840.

	Smiths	Tailors	Shoemakers	Total/average
Native parishioner	16	24	33	73
From other parish	17	10	15	42
Average starting age	21	16	18	18,3
Apprenticeship time, all apprentices	3.6	4.3	4.1	4
Apprenticeship time, craftsmen	4	4,9	5	4,6

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 21 At the other end were tailors, whose average age was 16 on being indentured and overall apprentices were usually well under 20 years. In fact, it is noticeable that there were so few apprentices over 20. Tailors' apprentices
- ⁵⁴ Since the main source material is ecclesiastical records, the age of majority is here

were quite often mere lads when starting their training and it was common to find apprentices first in the children's books –in other words, they were frequently minors being indentured. ⁵⁴ Some of them were probably younger than 14 years old, which was the official minimum age. Due to their young age, they often came from their fathers' households and did not have much work experience in other trades. Tailoring evidently did not need the same kind of physical strength that was required in the smithy. ⁵⁵ Shoemakers' apprentices' starting age and knowledge of other work was generally between that of tailors and smiths. The average age was 18 and some of them were minor aged boys coming from the households of their parents without prior work experience. The majority of apprentices, however, were over 17 years and many of them had time to gather work experience as farmhands. Apprentices over 25 were still rare, so the shoemakers' apprenticeship was also young man's business.

determined a (...)

- ⁵⁵ Papinsaari 1967, p. 262.

Table 4 – Apprentices' starting age by age groups in Hollola 1810-1840.

Ages	-16	17-19	20-22	23-25	26-28	29-
Smiths	1	16	10	2	4	1
Tailors	21	8	3	0	0	0
Shoemakers	15	20	8	4	0	1
Total	37	44	21	6	4	2

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 22 The *length* of the training period varied between trades. It is often said that it was dependent on the skills the trade demanded, the apprentice's age and prior experience, but also on whether the apprentice was required to compensate the cost of the training by working for his master for a lengthy period of time. ⁵⁶ In the research area, the absence of indentures makes it impossible to ascertain whether the premiums shortened the apprenticeship time or not. In the court records there are only a handful of examples of payments made between masters and apprentices, so it may not have been very common to pay for training and hence receive shorter training. ⁵⁷ In general, apprenticeships among Finnish rural (and urban) artisans lasted three to five years. ⁵⁸ Curiously, the few written contracts usually stipulated five or six years of being indentured, which does not directly reflect the average numbers, which are estimated by information on how long the apprentice lived in the master's household.
- 23 All in all, there are no great differences between trades, but rather between individuals and personal situations. Naturally, the training time of apprentices who later became independent artisans was longer than those who did not end up as artisans (table 3). The difference is not, however, very large. Consequently, it was not very common to leave training unfinished, especially when the short training time was occasionally the sign of fine-tuning the apprentices' skills. This was journeyman-like behaviour, where basic skills were acquired with the initial master (or with the father) and afterwards the apprentice spent one additional year with another artisan. ⁵⁹ Otherwise short apprenticeships were sometimes a sign of trial periods or of training interrupted for other reasons, which usually happened by mutual consent, because there are only a handful of court cases resolving these (table 5).

- ⁵⁶ Söderlund 1949, p. 397; De Munck – Soly 2007, p. 9, 12-14; Epstein 2013, p. 29-31.
- ⁵⁷ Arajärvi 1959, p. 297; Tommila 1959, p. 202. See also Söderlund 1949, p. 391-392; Laakso 1974, p. (...)
- ⁵⁸ Kaukovalta 1931, p. 445; Laakso 1974, p. 131; Vainio-Korhonen 1998, p. 130.

- ⁵⁹ Uotila 2018. 

Table 5 – Apprentices' training time in Hollola 1810-1840.

	less 1	under 2	3 years	4 y	5 y	6 y	over 7	N
Smiths	6	7	4	9	3	4	2	35
Tailors	5	5	5	8	4	1	6	34
Shoemakers	10	9	3	8	5	3	11	49
Total	21	21	12	25	12	8	19	118

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 24 Smiths usually trained for approximately four years. Tailors and shoemakers' apprenticeships lasted slightly longer, the average being close to five years. Apprenticeships longer than six years can be considered exceptional. One such exception was the lengthy training periods of shoemakers, mainly the result of long urban training. However, from the 1830s onward, an increasing share of apprentices were never able to set up their own businesses, and instead continued to work for wages, often moving between different masters' households for a number of years. ⁶⁰
- 25 The social *backgrounds* of apprentices differed widely. There are some problems in ascertaining the social origin of apprentices because so many came from the neighbouring parishes (table 3). This, however, demonstrates that it was easy to cross parish borders and seek a willing master in a large

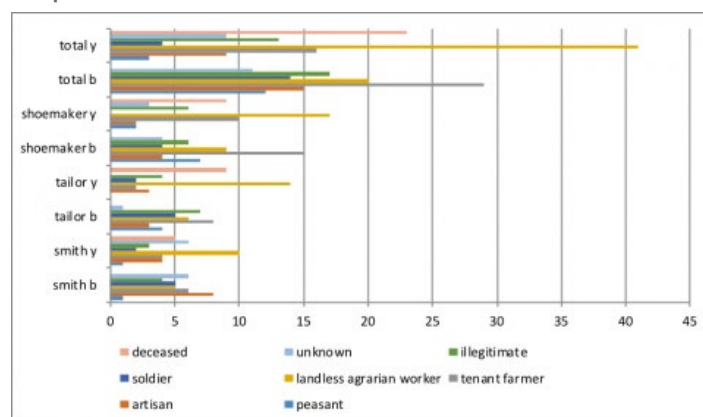
- ⁶⁰ Söderlund 1949, p. 382-389; Uotila 2014, p. 241-243.

- ⁶¹ Uotila 2014, p. 227-229.

- ⁶² Tommila 1959, p. 203-205;

area. It was actually not common to find a master in one's home village (table 3).⁶¹ This confirms the general notion that apprentices were a highly mobile group.⁶² Analysis of the backgrounds and family connections of apprentices showed that it was possible to determine the father's occupation at two points in time: at the time when a boy was born (in the records of births) and when he left home to be apprenticed or otherwise sought employment elsewhere (by following his life course) (fig. 2). Here information on fathers' occupations when their sons were born has proved less relevant because the fathers may have later changed their occupations. Especially fathers who were the younger sons of farmers and who did not inherit the farm, were later designated by other terms indicating various types of landless agrarian workers. In addition, many boys had lost their fathers. All in all, apprentices' social standing was lower on the threshold of adulthood than at birth.

Fig. 2 – Apprentices' family backgrounds according to their fathers' occupations 1810-1840.



Agrandir

Fathers occupation when apprentice was b = born, y = young man.

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

- 26 The general impression from the existing literature is that apprentices were mostly peasants' younger sons.⁶³ This is born out by eighteenth century evidence, and especially by the large number of smiths' and tailors' apprentices. However, in the nineteenth century it was uncommon for peasant fathers to send their sons to artisans' households. Being apprenticed more likely afforded a potential livelihood for landless people by which soldiers, tenant farmers and landless agrarian workers hoped to offer their sons a future in craft skills. For instance, after 1809 (when Finland was annexed to imperial Russia) the Finnish army was disbanded, which meant that soldiers' sons needed new career options, and being an artisan was a viable one.⁶⁴ The number of tenant farmers (mainly crofters) among fathers was also increasing, and they evidently favoured sending their sons to artisan training. Sons of landless agrarian workers were not rare in the eighteenth century, but it is clear that later apprentices came from more modest social backgrounds.
- 27 The presence of the father in the boy's life was not necessary to gain access to apprenticeship. In fact, quite many apprentices were orphans or fatherless when entering apprenticeship. Some of them were illegitimate. According to the older rules, apprentices should be of respectable origin, in other words, born within marriage. By the nineteenth century, several boys born out of wedlock became apprentices, so the expectations had altered.⁶⁵ Another traditional way was to raise the boys to follow their father's profession. This meant that a shoemaker's son more commonly became a shoemaker or more frequently that a smith's son would learn the smiths' skills. When a father was teaching his own son the latter was not designated as apprentice, merely as an artisans' son. Thus the artisan background among apprentices is not large, because usually it meant that the father was not able to teach his own son and the boy had to find another teacher. Or, as previously mentioned, the son of artisan sought some extra skills and perfected his skills by visiting some other artisan's workshop.
- 28 The last theme of this part concerns the fate of apprentices, where they ended up in their *careers*. The percentage of smiths' apprentices who qualified is high; in 1810-1840, half of them become smiths themselves. Sixteen of them worked as smiths in Hollola and at least three in neighbouring parishes. Nine of the apprentices did not achieve the status of master smith. However, only one of them discontinued after a short period of training. Curiously, the other eight, despite several years of apprenticeship and apparently even completing it, took up other occupations, becoming for example enlisted soldiers, tenant farmers and even landed peasants. Obviously, craft skills were highly
- ⁶³ Laakso 1974, p. 112-117.
 - ⁶⁴ Niemelä 1990, p. 186-187.
 - ⁶⁵ Edgren 1987, p. 66, 152, 213; Uotila 2015.
 - ⁶⁶ Edgren 1987, p. 192; De Munck – Soly 2008, p. 21. See also Uotila 2014, p. 244.



appreciated and learning the trade was valuable —but it did not automatically mean establishment as independent artisan. Sometimes it may have been a matter of using boys and youngsters as labour force, especially when the boys were poor. ⁶⁶

Table 6 – Apprentices' careers after apprenticeship, Hollola 1810-1840.

	Smiths	%	Tailors	%	Shoemaker	%
Artisans	19	54	20	59	22	45
Not artisans	9	26	11	32	20	41
Unknown	7	20	3	9	7	14
Total	35	100	34	100	49	100

Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840

- 29 In 1810-1840, the success rate was highest in the tailor's trade; nearly 60 percent of them qualified as master tailors. There were two apprentices who were registered as such for years without qualifying; most likely they worked as hired assistants for other artisans. Three of them were in apprenticeships for less than two years, so they probably discontinued, but there are others who may very well served their full time, because they are listed as apprentices for over five years without ever becoming masters themselves. Thus the same thing is evident as in the case of smiths, full apprenticeship years without a formal career. These men became something other than self-employed artisans even though they could have taken informal advantage of their craft skills. It is difficult to assess whether these men could not find support for their parish artisan application or if their training was otherwise insufficient or if the time was simply not right for them to set up their own businesses. Not everyone ended up an artisan. It is also doubtful whether they even intended to become artisans; there have always been more apprentices that artisans or even journeymen. ⁶⁷ This is seen in the shoemaker's trade, where apprentices constitute the largest group, but the percentage of those successfully completing their indentures is the lowest, less than half. Sometimes the apprenticeship was only one period of time, where a boy could get some security and livelihood for a while and the artisan got an unpaid assistant. • 67 Edgren 1987, p. 192.

Boys learning craft skills

- 30 The skills of rural artisans came from various sources but most of the rural artisans learned their trades from other rural artisans. There was a lot of consistency with the urban practices even though rural apprentices were inferior in both rank and skills to guild-trained apprentices. Therefore, rural apprentices, when transferring to towns, had to continue learning with guild masters. In the opposite case, urban apprentices or journeymen did not face the same difficulties in rural communities. The economic situation and societal development, like population growth, affected the number of apprentices. The increasing affluence among customers and changing consumption patterns likewise created more demand for rural artisans, who then took more apprentices, although the general economic situation did not always directly reflect the number of apprentices. However, in economically difficult times apprentices' future career prospects may have been poorer and anyhow, not every apprentice became an artisan. It is surprising how many, despite serving a full apprenticeship, did not have an independent artisan career. There must have been some other benefits from serving the apprenticeship.
- 31 Overall apprenticeships were available to males only. The characteristics of the apprentices were varied due to the requirements and individual characteristics of the trades. Of course, trade-specific features and averages can be observed, for instance, the age of commencing an apprenticeship varied from tailors' young boys to smiths' adult men. The average apprenticeship lasted three to five years but there were no comparable trade related features. In this connection, individual characteristics and agreements between masters and apprentices meant more, some apprentices served four years, some six. The backgrounds of the apprentices were also quite diverse, even though compared with eighteenth century evidence, these appear to have become more modest. Most of the boys were the sons of the landless people, not younger sons of peasants. Nevertheless, it would be interesting to study the latter half of the 19th century to see if the prestige of the apprenticeship system and apprentices' social origins continued to fall and why this happened.

Bibliographie

Archives

NA = National Archives

Primary sources

Modée 1742 = R.G. Modée, *Utdrag utur alle ifrån den 7. decemb. 1718./1791 utkomne publique handlingar, Del I*, Stockholm, 1742.

von Stiermann 1733 = A.A. von Stiermann, *Alla riksdagars och mötens beslut 1521–1731, del III*, Stockholm, 1733.

Secondary sources

Aaltonen 1963 = E. Aaltonen, Väestö ja yhteiskunta, in E. Aaltonen et al. (eds.), *Suur-Jämsän historia III*, Jämsä, 1963.

Arajärvi 1959 = K. Arajärvi, *Lempäälän historia*, Lempäälä, 1959

Crowston 2007 = C. Crowston, *From school to workshop. Pre-training and apprenticeship in old regime France*, in B. De Munck, S.L. Kaplan, H. Soly (eds.), *Learning on the shop floor: Historical perspectives on apprenticeship*, New York, 2007, p 47-62.

De Munck – Soly 2007 = B. De Munck, H. Soly, "Learning on the shop floor" in *historical perspectives*, in B. De Munck, S.L. Kaplan, H. Soly (eds.), *Learning on the shop floor: Historical perspectives on apprenticeship*, New York, 2007, p. 3-32.

Edgren 1987 = L. Edgren, *Lärling, gesäll, mästare. Hantverk och hantverkare i Malmö 1750–1847*, Lund, 1987.

Epstein 1998 = S.R. Epstein, *Craft guilds, apprenticeship and technological change in Pre-Modern Europe*, in *Journal of Economic History*, 53, 1998, p. 684–713.

Epstein 2007 = S.R. Epstein, *Transferring Technical Knowledge and Innovating in Europe, c.1200–c.1800*, in M. Prak, J. Luiten van Zandern (eds.), *Technology, skills and the pre-modern economy in the East and the West: Essays dedicated to the memory of S.R. Epstein*, Leiden, 2013, p. 25-67.

Gadd 1991 = C.-J. Gadd, *Själrvhushåll eller arbetsdelning? Svenskt lant- och stadshantverk ca 1400-1860*, Göteborg, 1991.

Ehmer 2008 = J. Ehmer, *Rural guilds and urban-rural guild relations in Early Modern Central Europe*, in *International Review of Social History*, 53, 2008, p. 143-158.

Halila 1939 = A. Halila, *Iitin historia vahaisimmista ajoista 1860-luvulle*, Iitti, 1939.

Hanssen 1952 = B. Hanssen, *Österlen. En studie över social-antropologiska sammanhang under 1600- och 1700-talen i sydöstra Skåne*, Stockholm, 1952.

Heino1984 = U. Heino, *Käsityö ja sen tekijät 1600-luvun Satakunnassa*, Helsinki, 1984.

Jutikkala 1934 = E. Jutikkala, *Sääksmäen pitäjän historia*, Sääksmäki, 1934.

Jutikkala 1949 = E. Jutikkala, *Maan omistus ja väestöryhmät*, in V. Voionmaa et al. (ed.), *Längelmäveden seudun historia I. Kangasalan historia 1*, Eräjärvi, 1949.

Kaukovalta 1931 = K.J. Kaukovalta, *Hämeen läänin Historia I*, Hämeenlinna, 1931.

Kuusi 1937 = S. Kuusi, *Hollolan pitäjän Historia. Muinaisuuden hämärästä kunnallisen elämän alkuun 1860-luvulle. Toinen osa*, Porvoo, 1937.

Keats-Rohan 2007 = K.S.B. Keats-Rohan (ed.), *Prosopography. Approaches and applications. A handbook*, Oxford, 2007.

Kyöstiö 1955 = O.K. Kyöstiö, *Suomen ammattikasvatuksen kehitys käsityön ja teollisuuden aloilla 1. Ammattikasvatuksen esivaihe vuoteen 1842*, Jyväskylällä, 1955.

Laakso 1974 = V. Laakso, *Loimaan ja Huittisten suurpitäjien käsityöläiset vuosina 1721–1809*, licentiate thesis, University of Turku, 1974.

Möller 1936 = S. Möller, *Ammattikuntien kukoistuskaudelta Helsingissä, in Entisaikain Helsinki*, 1936, p. 49-98.

Niemelä 1991 = J. Niemelä, *Tuntematon ruotusotilas. Ruotsinajan lopun*

ruotuarmeijan miehistön sosiaalinen ja taloudellinen asema Satakunnassa, Helsinki, 1991.

Papinsaari 1967 = R. Papinsaari, *Turun räätälien ammattikunta vuosina 1721–1809*, in *Turun Historiallinen Arkisto XX*, 1967, p. 246-341.

Ranta 1978 = R. Ranta, *Pohjanmaan maaseudun käsityöläiset vuosina 1721–1809 I. Käsityöläiseksi pääsy ja käsityöläisten lukumäärä*, Helsinki, 1978.

Rosenberg 1966 = A. Rosenberg, *Muuttoliike Uudenmaan läänissä esi-industrialistisen kauden lopulla (1821–1880)*, Helsinki, 1966.

Rosenberg 1993 = A. Rosenberg, *Väestö Suomen sodasta itsenäisyyden alkuun*, in A. Rosenberg, J. Lomu, K. Manninen (eds.), *Mäntsälän Historia II*, Mäntsälä, 1993.

Saarenheimo 1974 = J. Saarenheimo, *Vanhan Pirkkalan historia*, Nokia, 1974.



Suvanto 1992 = S. Suvanto, *Kalvolan historia I. Esihistoria ja Ruotsin vallan aika*, Kalvola, 1992.

Söderlund 1949 = E. Söderlund, *Hantverkarna. Andra Delen. Stormaktstiden, frihetstiden och gustavianska tiden*, Stockholm, 1949.

Tommila 1959 = P. Tommila, *Nurmijärven pitäjän historia. II osa. Itsenäisen Nurmijärven pitäjän vaiheet*, Nurmijärvi, 1959.

Uotila 2014 = M. Uotila, *Käsityöläinen kyläyhteisönsä jäsenenä. Prosopografinen analyysi Hollolan käsityöläisistä 1810–1840*, Jyväskylä, 2014.

Uotila 2015 = M. Uotila, *Aviottomana syntyneen pojan tie käsityöläiseksi 1800-luvun alkupuoliskolla*, in *Genos*, 86, 2015, p. 194-204.

Uotila 2018  1. Uotila, *Rural artisans' apprenticeship practices in early modern Finland (1700–1850)*, in M. Prak, P. Wallis (eds.), *Apprenticeship in Early Modern Europe*, Cambridge, 2018. (Forthcoming) 

Vainio-Korhonen 1998 = K. Vainio-Korhonen, *Käsin tehty – miehelle ammatti, naiselle ansioiden lähde. Käsityötuotannon rakenteet ja strategiat esiteollisessa Turussa Ruotsin ajan lopulla*, Helsinki, 1998.

Vainio-Korhonen 2000 = K. Vainio-Korhonen, *Handicrafts as professions and source of income in late eighteenth and early nineteenth century Turku (Åbo)*, in *Scandinavian Economic History Review*, 48, 2000, p. 40-63.

Vainio-Korhonen 2010 = K. Vainio-Korhonen, *Kaupun ja käsityön ammattikasvatus*, in J. Hanska, K. Vainio-Korhonen, *Huoneentaulun maailma. Kasvatus ja koulutus Suomessa keskiajalta 1860-luvulle*, Helsinki, 2010, p. 221-257.

Wallis 2008 = P. Wallis, *Apprenticeship and training in Premodern England*, in *The Journal of Economic History*, 68, 2008, p. 832-861.

Notes

1 De Munck – Soly 2007, p. 10-11.

2 Möller 1936, p. 52; Papinsaari 1967, p. 259.

3 Uotila 2018. 

4 On principles Keats-Rohan 2007; Uotila 2014, p. 31-43.

5 These registers are not without shortcomings. This mainly concerns timing: it is difficult to pinpoint exactly when a new apprentice arrived and left an artisan's household because this is established by records of his attendance at communion, which admittedly was a compulsory, yearly act, but still a vague time measurement. In the children's book, there are usually no time markers whatsoever, so timing has to be estimated from other sources if at all possible.

6 Artisans also provided them with legal protection, everybody in the kingdom of Sweden had to be registered as belonging somewhere and have this kind of protected status, otherwise they were deemed unprotected vagrants. Edgren 1987, p. 134.

7 Söderlund 1949, p. 103-106, 238-242.

8 Laakso 1974; Papinsaari 1967. On artisan research in general see also Heino 1984 and Ranta 1978; Vainio-Korhonen 1998.

9 Most of the Finnish parishes produced volumes on their own history, where the content is quite typical and uniform. There is usually a chapter on local artisans –

their number, local customs and accounts of interesting court cases.

10 Söderlund 1949; Edgren 1987. On Swedish rural artisan research in general see also Gadd 1991.

11 Heino 1984, p. 67-69; Gadd 1991, p. 244.

12 Contrary to many other countries, see for instance Ehmer 2008, p. 148-150.

13 Governors granted the work licence in the form of a legal document called *gärningsbrev* in Swedish and the special artisan tax was called *gärningsöre*.

14 Ranta 1978, p. 104.

15 Uotila 2014, p. 124-125.

16 For a brief while masons (1756), bricklayers (1762) and glaziers (1766) were allowed to work in rural areas (until 1789). Masons and glaziers were permitted to do so again in 1802. Söderlund 1949, p. 230; Ranta 1978, p. 90; Gadd 1991, p. 299-300.

17 Ranta 1978, p. 90-94.

18 Uotila 2014, p. 79-81, 114-117.


19 Söderlund 1949, p. 169, 405-420; Edgren 1987, p. 65.

20 The titles are given in Swedish as in the original texts, because Swedish was then the official language of Finland.

21 Von Stiermann 1733, p. 2006-2007; Modée 1742, p. 673. See also Heino 1984, p. 73-74; Gadd 1991, p. 248.

22 Laakso 1974, p. 65, 129.

23 The word *lärodreng* was also known in towns, where it referred to first-year journeymen, who were expected to stay with the master for one more year. Söderlund 1949, p. 345. See also Jutikkala 1949, p. 300; Rosenberg 1993, p. 128.

24 Therefore, it could not have been done in this research. See Uotila 2018. 

25 In the literature it is often said that rural artisans did not employ journeymen and these hired assistants mentioned above are not usually considered to be any other than regular apprentices if the phenomenon is acknowledged at all. Jutikkala 1934, p. 470, Saarenheimo 1974, p. 416; Suvanto 1992, p. 232.

26 NA, County of Uusimaa and Häme, Governors' Secretariat, Records of applications 1790-1830.

27 Some guilds limited the number of apprentices per master. Söderlund 1949, p. 112; Papinsaari 1967, p. 246, 314; Edgren 1987, p. 154.

28 Enforcement of apprenticeship contracts was usually deemed to be the guilds' responsibility. Epstein 1998, p. 690-692; De Munck – Soly 2007, p. 9, 11-14; Epstein 2013, p. 31.

29 Cf. Crowston 2007, p. 46.

30 NA, County of Uusimaa and Häme, Governors' Secretariat, Records of applications 1790-1830 and Edgren 1987, p. 155.

31 Möller 1936, p. 50; Papinsaari 1967, p. 249; Vainio-Korhonen 2010, p. 232-233.

32 Söderlund 1949, p. 393-394; Papinsaari 1967, p. 265-266; Edgren 1987, p. 155; Wallis 2008, p. 843-844.

33 For instance, NA, Archives of Hollola District Court, court records winter 1823 § 113 and autumn 1833 § 63 and winter 1834 § 27.

34 Often their apprenticeship time was taken into account when they were in town to learn more. Kaukovalta 1931, p. 440; Möller 1936, p. 52; Halila 1939, p. 598; Jutikkala 1949, p. 299; Papinsaari 1967, p. 259; Vainio-Korhonen 1998, p. 130-131.

35 De Munck – Soly 2007, p. 13-16; Epstein 2013, p. 29.

36 Hanssen 1952, p. 412, 446-447, 458; Gadd 1991, p. 155.

37 Möller 1936, p. 52; Söderlund 1949, p. 264; Hanssen 1952, p. 506; Gadd 1991, p. 155-156.

38 Uotila 2014, p. 126.

39 Söderlund 1949, p. 169, 259; Kyöstiö 1955, p. 61; Tommila 1959, p. 203; Aaltonen 1963, p. 42; Vainio Korhonen 2010, p. 230.

40 Laakso 1974, p. 69-70.


- 41** Uotila 2014, p. 275-277.
- 42** Laakso 1974, p. 68-69.
- 43** In 1810 there were only six parish shoemakers and over 600 peasants' households. This lack of masters, however, may be a peculiarity of the research area, and perhaps in other parishes there were more shoemakers' apprentices. Uotila 2014, p. 117.
- 44** Söderlund 1949, p. 226; Niemelä 1991, p. 127-128. See also Laakso 1974, p. 121-122.
- 45** Uotila 2014, p. 222-223.
- 46** Laakso 1974, p. 120, 138.
- 47** NA, Archives of Hollola District Court, court records autumn 1832 § 251.
- 48** Laakso 1974, p. 121, 138; Uotila 2014, p. 265.
- 49** Vainio-Korhonen 2000, p. 48-49.
- 50** Kuusi 1937, p. 80.
- 51** Vainio-Korhonen 2010, p. 249-250; Uotila 2014, p. 29.
- 52** Laakso 1974, p. 132-133.
- 53** Uotila 2014, p. 239.
- 54** Since the main source material is ecclesiastical records, the age of majority is here determined as being attained when the youngster was confirmed and thus eligible to receive Holy Communion. Usually confirmation was when child was about 15, but it depended on how well he or she had learned the catechism. NA, Archives of Hollola church, pre-confirmation registers of Hollola ca. 1750-1840.
- 55** Papinsaari 1967, p. 262.
- 56** Söderlund 1949, p. 397; De Munck – Soly 2007, p. 9, 12-14; Epstein 2013, p. 29-31.
- 57** Arajärvi 1959, p. 297; Tommila 1959, p. 202. See also Söderlund 1949, p. 391-392; Laakso 1974, p. 136.
- 58** Kaukovalta 1931, p. 445; Laakso 1974, p. 131; Vainio-Korhonen 1998, p. 130.
- 59** Uotila 2018. 
- 60** Söderlund 1949, p. 382-389; Uotila 2014, p. 241-243.
- 61** Uotila 2014, p. 227-229.
- 62** Tommila 1959, p. 203-205; Rosenberg 1966, p. 55-56.
- 63** Laakso 1974, p. 112-117.
- 64** Niemelä 1990, p. 186-187.
- 65** Edgren 1987, p. 66, 152, 213; Uotila 2015.
- 66** Edgren 1987, p. 192; De Munck – Soly 2008, p. 21. See also Uotila 2014, p. 244.
- 67** Edgren 1987, p. 192.

Table des illustrations



Titre Fig. 1 – The parish of Hollola (marked in map with red circle).

Légende The parish of Hollola was a typical rural parish located outside the 'ban mile' so that urban craft regulations did not apply to rural practices. By Finnish standards Hollola was a well-known and prosperous parish, which attracted artisans from the neighbouring parishes as well as journeymen from the towns. During the research period the population of Hollola increased from 5,000 to nearly 8,000. This entirely agricultural parish in Southern Finland (100 kilometers north of Helsinki and the Gulf of Finland) also benefited from good road networks.

Titre Fig. 2 – Apprentices' family backgrounds according to their fathers' occupations 1810-1840.

Légende Fathers occupation when apprentice was b = born, y = young man.

Crédits Source: Prosopographical Database on artisans in Hollola 1724-1840.

Pour citer cet article

Référence électronique

Merja Uotila, « Boys learning craft skills. Rural artisan apprenticeship in Early Modern Finland », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [En ligne], | 2019, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/mefrim/6852>

Auteur

Merja Uotila

Department of History and Ethnology, University of Jyväskylä, merja.j.uotila@jyu.fi

Droits d'auteur

© École française de Rome

ISSN électronique 1724-2142

[Voir la notice dans le catalogue OpenEdition](#)

[Plan du site](#) – [Flux de syndication](#)

Nous adhérons à [OpenEdition Journals](#) – Édité avec [Lodel](#) – Accès réservé